

Université François-Rabelais Tours

Magistère Aménagement

Mémoire de recherche
Présenté par Boris COURBARON

**Tourisme appropriatif de la nature et développement durable
en France**

Quelles retombées économiques, sociales et environnementales ?

Année 2002-2003



Centre d'Etudes Supérieures
d'Aménagement de Tours



UNIV. TOURS EPU DA CESA

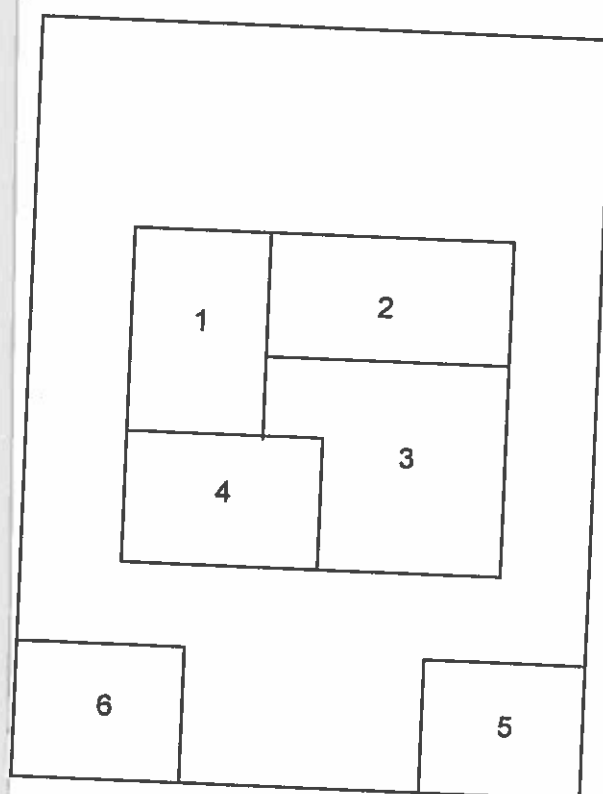
7AG3 NR 2003 C04



**Tourisme appropriatif de la nature et développement durable
en France**

Quelles retombées économiques, sociales et environnementales ?

Année 2002-2003



1 - La pêche est souvent un loisir solitaire (photo CAUE Savoie)

2 - La plantation de haie est une des actions qui peut être menée afin de favoriser le petit gibier (dans UNFDC, 2001)

3 - La chasse se pratique souvent en groupe (dans UNFDC, 2001)

4 - Tout comme le gibier, les poissons doivent faire l'objet de comptages afin de mieux gérer les populations (dans Fédération de pêche de la Manche, 2001)

5 - La fabrication artisanale d'une mouche est encore pratiquée par certains pêcheurs (dans Pessey C., 1993)

6 - La pose d'un bracelet à la patte de l'animal prélevé est obligatoire quand celui-ci fait l'objet d'un plan de chasse (dans UNFDC, 1999)

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Remerciements.....	3
Préambule.....	4
Avertissement.....	6
Introduction.....	7
Chapitre 1 : Approche générale du tourisme.....	9
I. Le tourisme : généralités	9
II. Le tourisme en milieu rural	11
III. Une forme de tourisme rural : le tourisme de nature	17
IV. Le tourisme appropriatif de la nature dans la société actuelle : la nécessité d'une approche durable	26
Chapitre 2 : Choix de la recherche et méthodologie suivie.....	31
I. Pourquoi le tourisme appropriatif de la nature ?	31
II. Définition de la problématique.....	33
III. Choix des cas d'étude :	34
IV. Méthodologie du travail	35
Chapitre 3 : Etude de cas.....	50
I. Le réseau Actéon en France	49
II. Les enseignements tirés des études réalisées sur deux sites Actéon	54
Chapitre 4 : Discussion.....	72
I. Aspect 1	72
II. Aspect 2.....	75
III. Aspect 3.....	84
Conclusion.....	89
GLOSSAIRE.....	91
Liste des noms français et des noms latins.....	92
BIBLIOGRAPHIE	93
Table des illustrations	99
Table des matières.....	100
Annexes.....	103

Remerciements

Je tiens ici à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail, spécialement, **Monsieur Bernard Leroi**, Professeur d'Ecologie au CESA, mon Directeur de recherche, qui m'a suivi, conseillé et orienté tout au long de cette réflexion. Que soit également remercié **Monsieur Denis Martouzet**, Professeur au CESA, qui a accepté de m'apporter des conseils de méthodologie.

Je tiens également à remercier l'ensemble des personnes appartenant au réseau Actéon que j'ai rencontrées à diverses reprises et tout particulièrement :

- **Monsieur Jean-Claude Porchier**, Délégué Général d'Actéon, qui a su, dès la première heure, avoir confiance en moi, m'ouvrir autant de portes qu'il le pouvait et me soutenir dans la réalisation de ce travail et dans mes déplacements,
- **Monsieur Fabien Bougarel**, Technicien cynégétique auprès d'Actéon Allier et de la FDC de l'Allier,
- **Monsieur Jean-Michel Gas**, Directeur de la Fédération des Chasseurs de l'Allier,
- **Mademoiselle Valérie Lorca**, Chargée de mission à Actéon Allier et à la FDC de l'Allier,
- **Monsieur Jean Sineau**, Président d'Actéon Perche.

Que soient aussi remerciées les personnes n'appartenant pas au réseau Actéon mais rencontrées lors de réunions ou de déplacements liés à Actéon, je pense notamment à **Daniel Serre**, Délégué régional à l'ONCFS.

Et pour finir, une petite pensée à tous les anonymes qui se reconnaîtront sûrement et qui ne ménagent pas leur temps ni leur force pour m'apporter leur aide.

Préambule

Les loisirs de la pêche et de la chasse sont deux activités étroitement liées à la ruralité. On naît fils ou fille de chasseur et/ou de pêcheur, ou bien son grand-père, ses oncles, ses parents en général (principalement masculins) pratiquent ses activités considérées comme un art de vivre.

Dans bien des zones rurales, la vie est rythmée par les saisons, les migrations de palombes dans le sud-ouest, de vignons et autres étiquenards¹ dans la Baie du Mont-Saint-Michel ou par l'ouverture de la truite qui signifie l'arrivée du printemps.

La gastronomie, le plaisir de déguster ce que l'on a patiemment guetté, traqué puis, si la chance a souri, prélevé, tout cela agrémenté des innombrables anecdotes et histoires parfois exagérées (ne dit-on pas chasseur, pêcheur = menteurs) font de ces deux mondes, des mondes à part qu'il est difficile d'expliquer à qui n'a jamais connu ces plaisirs.

Tout ceci fait de ces deux passions, des insaisissables et comme tout ce qui n'est pas expliqué et mal compris, des passions qui peuvent être rejetées et qui possèdent des détracteurs. L'éditorial de Cavanna (dans Serre, 1995, *Chasse et Pêche*) est édifiant à ce sujet :

« Je déteste la chasse et les chasseurs, la pêche et les pêcheurs. J'ai comme l'impression que Serre ne les aime pas beaucoup non plus. En tout cas, disons que ses dessins n'ajoutent rien à la gloire des assassins du dimanche.

Mais Serre n'est pas un assassin, lui. Alors, il ne les tue pas. Il se contente de les ridiculiser.

Serre est un minutieux. Son dessin a tout à la fois l'implacable réalisme de la précision photographique et le charme désuet des gravures d'autrefois. D'où le contraste saisissant entre cette exécution « académique », si j'ose dire, et les situations cocasses qu'elle met en scène.

Ces épaisses brutes pansues, fessues, mafflues, sanglées jusqu'au moindre ardillon de la moindre boucle, et c'est là qu'éclate le dérisoire de ces pantouflards qui s'équipent en terreurs de la jungle pour aller tirer quasi à bout portant le lapin d'élevage à peine sorti du clapier, le faisan qui vient leur manger dans la main ou le marcassin qui n'a connu que la gamelle servie à heure fixe ...

Les pêcheurs eux aussi gagnés par la séduction du catalogue, ont abandonné savates et chapeau de paille pour s'équiper en tueurs implacables et scientifiquement armés. Pas plus que le gibier à poil ou à plume n'échappe au fusil à lunette, le poisson n'échappe au patient traqueur botté jusqu'au ventre de caoutchouc vert-camouflage. C'est à se demander comment il peut encore y avoir le moindre gardon à ferrer dans ces eaux par ailleurs abondamment polluées ! Eh, pardi, c'est qu'ils repeuplent ! les sociétés de pêche sont là pour élever le petit poisson et le jeter à l'eau juste devant le nez de l'asticot du « sportif ».

Pêcheurs, chasseurs, même combat ! A bas les assassins du dimanche ! Vas-y, Serre, rentre-leur dans la panse !

Cavanna. »

Ce type d'extrême se retrouve également dans le monde de la chasse et de la pêche. Ce que l'on peut appeler des brebis galeuses, auxquelles ne cessent d'être caricaturés l'ensemble des pêcheurs et chasseurs, offrent une image négative de pratiques ancestrales où le « plaisir de tuer » est secondaire.

Eh oui, voilà où le bât blesse, l'acte de pêche et de chasse peut aboutir au fait de tuer.

¹ Nom patois donné, respectivement, au canard siffleur et au canard pilet dans le département de la Manche

Quand vous demandez à un chasseur ou à un pêcheur s'il prend un plaisir particulier à ôter la vie à un quelconque animal, il vous répondra par la négative et si vous insistez alors pour comprendre pourquoi il chasse ou il pêche, vous verrez son regard s'évanouir, sa voix devenir muette puis de nouveau son regard pétiller quand, ne sachant pas expliquer précisément ce qui lui fait aimer passionnément ces activités, il vous racontera nombre d'histoires, décrira nombre de moments de bonheur, de convivialité, de complicité avec son compagnon à quatre pattes, etc.

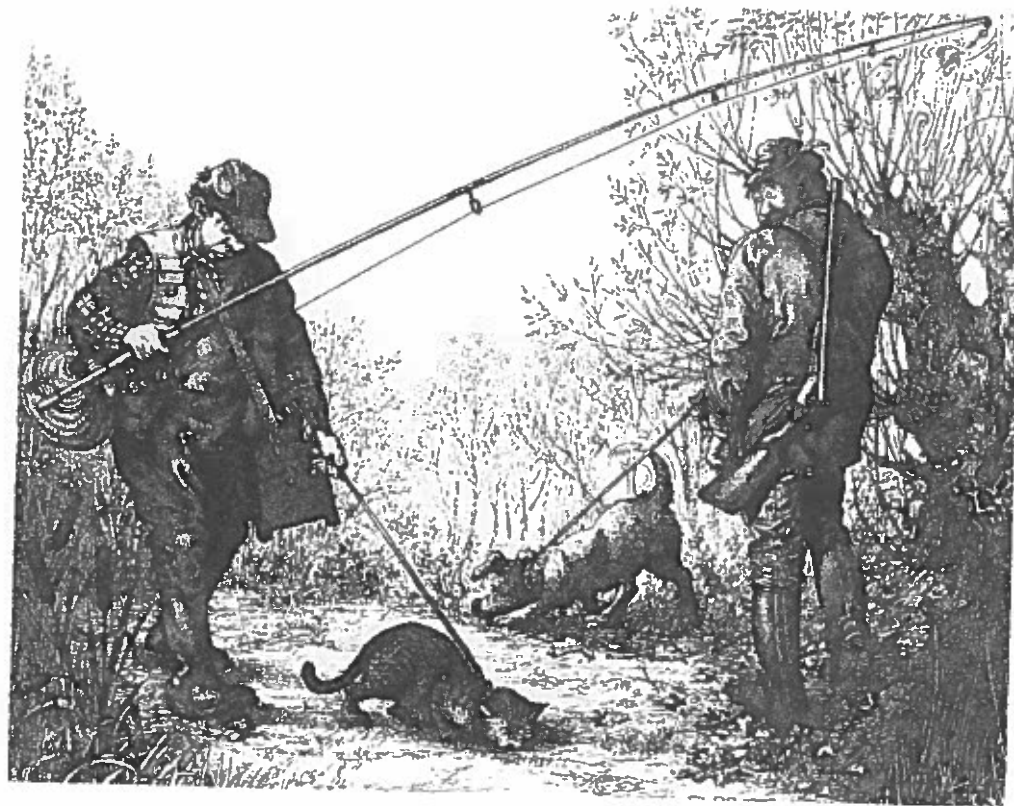
Paul Henri Hansen Catta² fait une analogie intéressante : « Limiter la chasse à une fonction nourricière, c'est comme accorder à la sexualité nulle autre raison d'être que la procréation »...

Vous l'aurez bien compris, d'aucuns naissent un instrument de musique à la main. Je suis peut-être né avec une paire de bottes aux pieds. Je chasse et j'ai pêché (ah le manque de temps !), mais bien évidemment je suis un « bon chasseur ».

Il me semblait important de préciser ce fait, non sans conséquences. F. Dubost (1994) évoque pour les ethnologues, dans son livre *Vert patrimoine*, le problème du danger « d'être piégé par le discours de ses interlocuteurs et d'adopter, sans même sans rendre compte, leurs catégories et leurs hiérarchies », d'autant plus s'il est lui-même « proche de leurs systèmes de valeur et de leur environnement social. »

Il est bien évident qu'il sera effectué, dans la mesure du possible, abstraction de ces *a priori* positifs, déjà relativisés par une fibre naturaliste, par de fréquentes discussions avec des amis opposants et par la conscience que ces deux activités mal réglementées peuvent être néfastes ...

Et comme un peu d'autodérision ne fait pas de mal, un petit dessin de Serre ...



² dans le Chasseur Français de mai 2000, p.54

Avertissement

Un chapitre « Organisation et réglementation des activités de tourisme appropriatif de la nature » a été mis en annexe 1 afin de présenter à la personne qui connaît mal le monde de la chasse ou de la pêche des renseignements sur l'organisation et la réglementation de ces deux loisirs.

Etant donné la grande complexité et diversité des pratiques et des réglementations, ce chapitre ne présentera que les points essentiels permettant la compréhension de ce mémoire.

Détails de mise en forme :

Les définitions jugées indispensables à la bonne compréhension du mémoire sont insérées dans le texte ; celles présentant l'angle sous lequel sera utilisé le mot seront mises dans un encadré jaune ; celles se justifiant seulement par le fait d'être un vocabulaire technique spécifique aux activités cynégétiques et halieutiques seront citées en note de bas de page.

Des encadrés gris viendront effectuer des rappels sur des points cités auparavant mais nécessitant une redite afin de faciliter la compréhension du texte ou sur des éléments apportant un éclaircissement supplémentaire.

Afin de ne pas trop alourdir le texte, les noms latins des espèces citées ont été mis en annexe dans une Liste des noms français et des noms latins

INTRODUCTION

Le tourisme est une réalité, un phénomène économique. Il est devenu au fil des ans un secteur à part entière.

Premier pays touristique au monde, la France a su développer le tourisme sur son territoire. Certaines parties du littoral, de la montagne doivent leur essor au tourisme.

L'espace rural dits de ressources banales (Bontron J.C. et Morel-Brochet A. dans Perrier-Cornet P., 2002) n'a pas eu la même chance. Exceptées quelques zones, il existe de véritables "No man's land touristiques" au cœur de notre campagne (groupe d'experts « Prospective de la demande touristique à l'horizon 2010 » dans Viard J., 1998).

On qualifie péjorativement cet espace rural d'espace dit de ressources banales, qualifiant, par ce superlatif, un soi-disant manque d'intérêt pour son patrimoine ou sa culture.

Cet espace souffre de divers maux : le plus grave étant la désertification. Peu d'activités subsistent et, à côté de l'association de troisième âge, il ne reste plus beaucoup d'associations pour dynamiser le territoire, à l'exception des associations cynégétiques et halieutiques.

La nature constitue sa principale ressource : espace agricole en premier lieu, ce sont ses ressources naturelles qui le font vivre.

Certains de ces territoires recèlent des espèces de gibiers ou de poissons qui peuvent faire l'objet d'une exploitation récréative et touristique.

L'idée est donc venue de "touristifier" les activités ancestrales de chasse et de pêche, en partageant la pratique de ces loisirs et une partie des ressources faunistiques avec des touristes.

Certains territoires ont alors décidé de développer ce type de tourisme que nous qualifierons de tourisme appropriatif de la nature, basé sur les activités cynégétiques et halieutiques.

Toutefois, ces territoires n'ont pas voulu utiliser leurs ressources pour le profit intégral et ainsi entrer dans une logique purement économique. Ils ont désiré être en phase avec la société et s'emparer d'un concept à la mode, celui du développement durable.

Selon J.C. Lefeuvre (1990 dans Dubost F., 1994), « apprendre à protéger et à maintenir en bon état quelques bosquets, quelques bordures de chemin dans la plaine de Beauce, ou un réseau de haies dans les zones bocagères de l'ouest a autant d'intérêt pour le maintien d'une biodiversité biologique élevée sur l'ensemble de notre territoire, que la multiplication de nos parcs et réserves en montagne. »

Ce désir de vision à long terme nous amène donc à écarter bon nombre de produits dits de tourisme appropriatif de la nature.

On connaît peu actuellement l'ampleur des retombées économiques, environnementales et sociales induites par le développement d'un tourisme appropriatif de la nature. Nous avons alors basé cette recherche sur trois hypothèses de travail selon lesquelles ce tourisme oblige à optimiser la gestion des ressources naturelles du territoire, consolide les activités économiques et permet de créer de nouvelles dynamiques sociales.

Pour nous aider dans ce travail d'analyse, il a été choisi de mettre en place une méthodologie utilisant des indicateurs recoupant les trois champs principaux de la durabilité : l'économique, le social et l'environnemental.

Cette méthodologie nous a permis de "passer au crible" deux expériences de tourisme appropriatif de la nature. Ces deux expériences, choisies pour leur désir affiché de développement local durable, appartiennent au réseau associatif national Actéon. Ce sont deux sites, l'un dans le Perche, l'autre dans l'Allier, qui ont décidé de valoriser leur potentiel faunistique à travers les pratiques cynégétiques et halieutiques.

Après avoir étudié ces deux territoires et tiré des conclusions, il nous est apparu judicieux d'ouvrir une discussion sur des points en suspens ou non totalement vérifiés, nous amenant ainsi sur de nouvelles pistes de réflexion.

Chapitre 1 : Approche générale du tourisme

I. Le tourisme : généralités

A. Définition du tourisme

Pour l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel à des fins de loisirs, pour affaire et autres motifs ».

Cette définition peut être considérée comme vague puisqu'elle ne distingue pas le professionnel (le représentant par exemple) du touriste. Ces types de population consommant les mêmes biens et services (hôtels, restaurants, ...), F. Decoupigny (2000) estime que l'assimilation peut être pertinente au niveau économique mais pose problème au niveau des impacts sur l'espace qui sont différents.

1. Tourisme et loisir

F. Decoupigny (2000) juge **nécessaire d'effectuer un distinguo entre tourisme et loisirs**. Le tourisme n'est qu'une des facettes de la notion de loisirs.

Pour D. Pearce et G. Cazes (dans Decoupigny F., 2000), la différence essentielle entre ces deux activités réside dans le facteur voyage : pour être considéré comme touriste, il faut passer une nuit à l'extérieur de son domicile.

Le pratiquant des loisirs n'a pas le même rapport au territoire : il pratique sur un espace qu'il connaît, n'a pas ce regard de découverte du touriste.

Les flux financiers dégagés diffèrent ainsi que les impacts sociaux. Le pratiquant des loisirs est souvent impliqué dans la vie associative, le touriste ne vient que pour consommer.

2. Touriste et excursionniste

F. Moinet (2000) fait la distinction entre le touriste, qui passe au moins une nuit à l'extérieur, et l'excursionniste qui rentre le soir chez lui.

Différence entre excursionniste et touriste

Durée Motif	Excursionniste	Touriste	
	pas de nuit	1 à 3 nuits	de 4 nuits à 1 an
Motifs personnels, loisirs, famille	Excursion	Courts séjours personnels	Vacances ou séjours
Autres	Tourisme d'affaire, de santé, scolaire, etc.		

Source : MOINET F., 2000, *Le tourisme rural*

L'étude effectuée dans le département de la Manche montre que les excursionnistes n'ont que peu d'impacts, que ce soit au niveau économique, ou de la valorisation de l'image ou de l'aménagement du territoire. En effet, l'excursionniste ne consomme guère sur le territoire : il ne prend pas d'hébergement et en général mange peu dans les restaurants.

Impacts des différents types de tourisme dans la Manche

	Taille du marché	Poids économique	Valorisation de l'image	Aménagement du territoire
Tourisme rural	+	+	++	+++
Tourisme littoral	++	++	+++	+
Tourisme de courts séjours	++	++	++	+++
Excursion	+++	+	+	+
Tourisme à thème	+	++	+++	++
+++ : important ++ : moyen + : faible				

Source : Schéma départemental d'aménagement et de développement touristique du département de la Manche 2003-2007

3. Le parti pris dans cette recherche

Il est important d'effectuer ces précisions et de rappeler que, dans le cadre de cette recherche, **nous nous intéresserons seulement au touriste** en tant que tel, c'est à dire à la personne qui pratique un loisir à l'extérieur de ses lieux d'exercice habituels (avec au moins une nuit en dehors de son domicile).

La notion de déplacement est essentielle pour définir le touriste mais il n'est jamais précisé où s'effectue « la nuit hors domicile ». En effet, le type d'hébergement retenu pour un voyage peut être de deux sortes : marchand (hébergement de type hôtel, gîte, chambre d'hôte, ...) ou non-marchand (chez la famille ou chez des amis).

Ce qui retiendra notre attention dans cette recherche, c'est la **prise en compte d'un hébergement marchand**, dont les répercussions au niveau économique et local ont plus d'impact.

B. Le tourisme : un phénomène économique

The Travel Industry World Yearbook évalue le poids du secteur touristique à 10-12% du Produit Intérieur Brut mondial (dans Cuvelier p., 1998) et selon le Bureau International du Travail à 11 % de la main d'œuvre.

En 2001, la consommation touristique en France, première destination au monde avec près de 71 millions d'étrangers accueillis, s'est élevée à 1495 millions de nuitées pour des retombées économiques de l'ordre de 636,9 milliards de francs (source : les comptes du tourisme dans Py P., 2002).

L'impact sur l'emploi n'est pas négligeable. Environ 608 500 salariés et 200 000 non salariés travaillent dans les activités caractéristiques du secteur touristique en 1996 (Viard J., 1998).

Le tourisme peut être de plusieurs natures : religieux, urbain, industriel, de santé, culturel, rural. La liste n'est pas exhaustive car elle est longue.

II. Le tourisme en milieu rural

A. Pourquoi s'intéresser au tourisme en espace rural ?

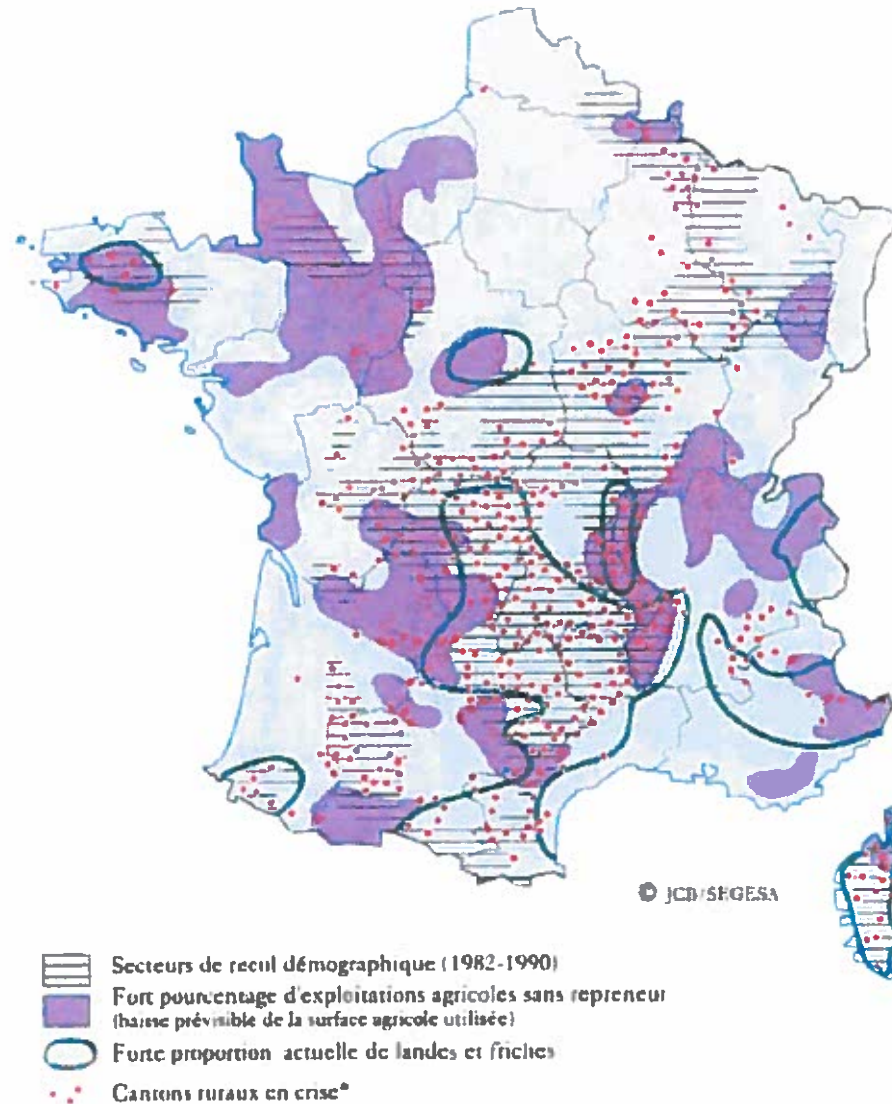
L'espace rural, selon la définition de l'INSEE, correspond à l'ensemble des communes de moins de 2000 habitants.

D'énormes disparités existent entre l'espace urbain et l'espace rural. L'espace urbain concentre la population et les richesses économiques alors même qu'il n'occupe qu'une petite part du territoire français.

Plus des trois quart des Français résident dans l'une des 361 aires urbaines (INSEE, 1999) et trois quart des emplois se trouvent concentrés en ville ou dans l'environnement immédiat.

Pour Niarescou G. (1997), « corollaire de cette urbanisation, le reste de ce pays se vide. [...] **C'est le temps de la désertification. [...] La campagne périclité parce qu'elle ne peut plus fournir de quoi vivre à ses habitants.** »

Même si le terme de « désertification » pour la France semble contesté par plusieurs auteurs, tel R. Brunet (1997) pour qui la France ne connaît plus de désertification, un certain nombre de zones rurales éprouvent des difficultés.



Des espaces en difficulté (source site Internet DATAR)

Selon la DATAR, le seuil de désertification d'un territoire est fixé à 30 hab./km². Le nombre de cantons en dessous de 25 hab./km² est passé de 584 en 1954 à 726 en 1999, pour n'accueillir que 4,4 % de la population française. (INSEE, 1999) C'est dire si l'espace rural français est à de nombreux endroits sous-peuplé.

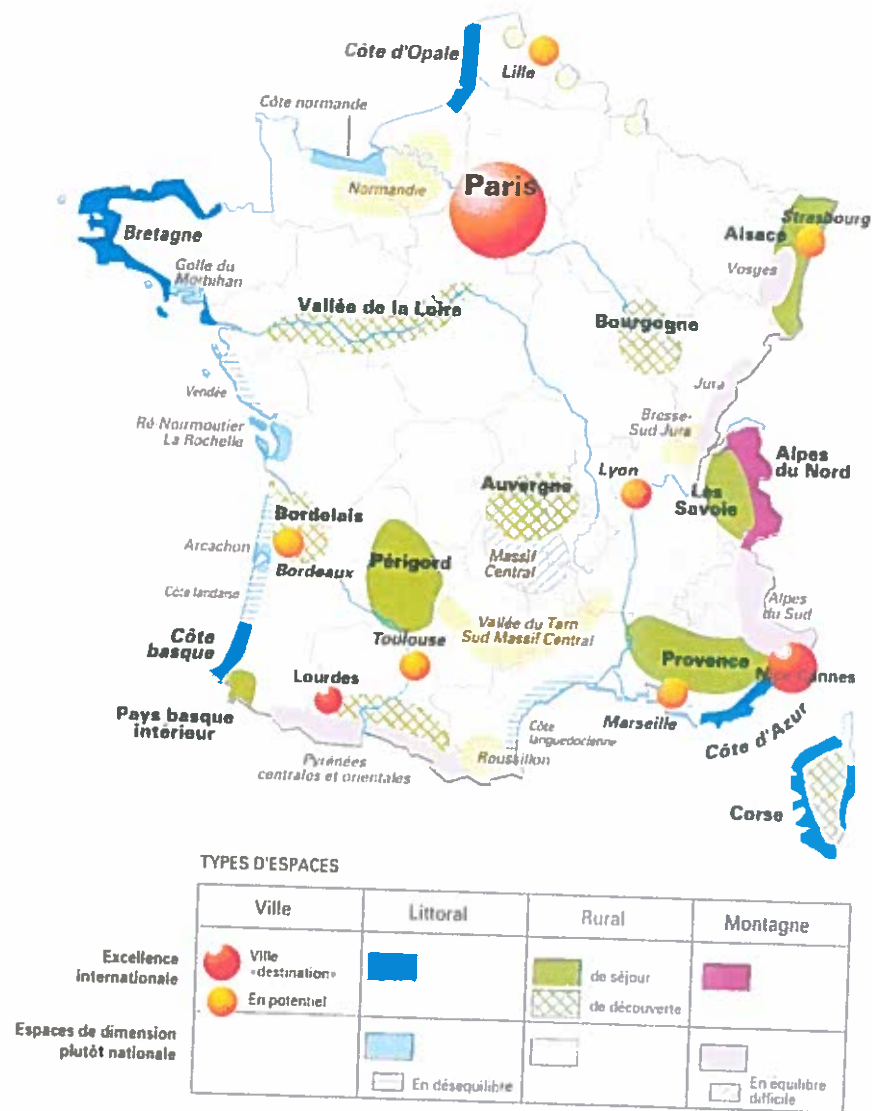
L'espace rural a subi de nombreuses mutations depuis quelques décennies : une perte massive de population due à l'exode vers les villes, des changements de modes de vie (besoin de plus de services) et d'utilisation de l'espace. Concernant ce dernier point, l'espace rural n'est plus et sera de moins en moins un simple espace de production.

En crise, il a dû évoluer vers les nouvelles attentes d'une société majoritairement urbaine et se transformer, de plus en plus, vers un espace récréatif.

L'une des mutations majeures de la campagne a été son ouverture au tourisme. Il apparaît alors intéressant d'étudier le tourisme en espace rural, considéré comme un des moteurs du renouveau économique de ces territoires.

B. Des disparités touristiques

Cette carte a été réalisée à partir d'un «dire d'expert», elle dessine à grands traits un zonage qui définit la vocation touristique des territoires.



Attractivité touristique du territoire français (dans Viard J., 1998)

Cette carte, bien qu'approximative, montre les disparités produites par le tourisme. En effet, **le tourisme connaît deux phénomènes** :

- **une concentration spatiale** : en 2001, 34,7 % des nuitées ont eu lieu sur trois Régions du Sud-Est de la France (Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-roussillon) et la façade atlantique a concentré 27,9% des nuitées ; pour la saison hivernale 2000-2001, 50 % des séjours ski se sont déroulés dans les Alpes du Nord
 - **une concentration dans le temps** : en 2001, 41,8 % des séjours ont eu lieu en juillet-août et 52 % des séjours de ski se sont déroulés sur les seules vacances de février (pour la saison 2000-2001).
- (source : P.Y.P., 2002)

Bontron J.C. et Morel-Brochet A. (dans Perrier-Cornet P., 2002) classent le territoire rural français en trois grandes catégories touristiques :

- **Les espaces ruraux de ressources banales**

Représentent la majeure partie de l'espace rural (campagne, moyenne montagne, zones arrières littorales, etc.). Les attraits touristiques se résument à la randonnée, la gastronomie, la chasse, la pêche. Les séjours sont, en général, peu ou pas marchands. Ce sont des territoires propices au calme, au repos et au développement de formes de sociabilité, qui possèdent un petit patrimoine rural de plus en plus restauré et où ont lieu quelques manifestations locales.

- **Les espaces de proximité urbaine**

Correspondent aux espaces ruraux à proximité des zones urbaines, dans un rayon de 1 ou 2 km. Ils offrent la possibilité de pratiquer des loisirs résidentiels de courte durée. La proportion de résidences principales est plus forte que celle des résidences secondaires.

- **Les espaces d'attractivité forte et de loisirs spécifiques**

- ceux tirant parti de leurs seules ressources patrimoniales (ex : Périgord, Pays Basque, Alsace)
- ceux tirant parti de leurs seules ressources et équipements lourds (ex : station de ski, thermalisme)
- ceux tirant parti de leurs ressources d'aménagements « hors-sol » (de type « Center parc » en Sologne).

Les conséquences de ces concentrations peuvent être graves :

- des inégalités sociales aggravées par la concentration (augmentation des prix),
- des problèmes de sécurité,
- la dégradation potentielle des sites touristiques,
- la saisonnalité des emplois,
- la difficulté à rentabiliser des équipements sous-utilisés.

Dans le cadre de cette recherche, nous aborderons plus particulièrement les **retombées économiques et environnementales du tourisme sur les espaces ruraux dits de ressources banales**. Il paraît, en effet, intéressant d'analyser dans quelle mesure le tourisme peut avoir un rôle dans le développement de ces zones, par ailleurs les plus touchées par le phénomène de désertification.

C. Le tourisme rural : définition

Le tourisme rural concerne « toutes formes de tourisme en espace rural qu'il s'agisse de tourisme à la ferme, de petite hôtellerie familiale, ou de réalisations associatives ou municipales, il évoque à la fois un tourisme d'activités de plein air et un tourisme de découverte des milieux naturels, des cultures locales, de la gastronomie [...] » (Fiquet AM, 1992).

Cette définition semble appropriée car elle recoupe la multitude de facettes que peut prendre le tourisme en espace rural. Les motivations pour effectuer un séjour en espace rural sont, comme nous le voyons, multiples et diverses et nous révèlent son extrême richesse tant naturelle que culturelle. De ce fait, le tourisme rural jouit d'un certain nombre d'appellations : tourisme vert, tourisme à la campagne, agritourisme, tourisme de nature, tourisme à la ferme, ...

Parmi les formes de tourisme rural, l'agritourisme, encore peu développé, semble jouir d'un certain intérêt. Il apparaît important de le définir, car, pour DEBAILLEUL G. (dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*), « le tourisme rural est tributaire des aménités et autres externalités que l'activité agricole produit dans son rapport avec le territoire. »

Il estime que la possibilité de développement du tourisme rural est largement conditionnée par la capacité de l'ensemble des exploitations agricoles à produire un paysage de qualité, à entretenir une architecture rurale esthétique, à ne pas porter atteinte à la qualité de l'environnement, à maintenir une biodiversité riche et des habitats faunistiques nombreux et diversifiés.

L'agritourisme concerne « toute activité d'accueil, d'hébergement et de fournitures de services à des tiers utilisant les ressources d'une exploitation agricole dans le but de contribuer à sa viabilité économique et à la sauvegarde de son rôle productif et plurifonctionnel » (Hardt A, 1994).

La définition du tourisme rural insiste également sur le fait qu'il comporte une notion de pratiques d'activités de plein air et de découverte des milieux naturels, soit de tourisme de nature. C'est cette forme de tourisme rural, définie ultérieurement, que nous étudierons plus particulièrement du fait de l'engouement récent dont il est l'objet et de ses nombreuses possibilités de retombées tant au plan économique qu'environnemental.

D. Importance relative pour le développement local

1. Des retombées économiques ...

Premier espace en terme de séjours touristiques (Direction du Tourisme 1997 dans Albrand P., 1999), **l'espace rural attire principalement des citadins³** (de Paris et des grandes agglomérations) rendant pour la plupart visite à leur famille ou à leurs amis (59.6 % des séjours).

Une étude menée en 1993 et 1994 par l'Office National du Tourisme (dans DATAR, 1995) évalue la dépense moyenne touristique des Français à 763 F par personne et par séjour avec une moyenne de 6 nuits, soit environ 127 F par nuit

La part principale du budget est constituée par le poste transport jusqu'au lieu de séjour (38 %), puis les achats sur place (22 %) et la restauration (15 %). Il est important

³ trois types de clientèles peuvent être différenciés :

- la clientèle de retour au pays : ce sont des personnes qui ont conservé des liens ou des biens matériels sur les lieux de leurs "racines campagnardes". Elles se rendent volontiers chez des parents ou amis, ou dans leur résidence secondaire.
- la clientèle du tourisme social et associatif : elle est liée au fort développement des villages de vacances et centres d'accueil des années 60 et 70. Faute de s'être adaptées, ces structures souffrent souvent aujourd'hui d'une faible qualité des prestations et d'un défaut d'image important.
- la clientèle des amateurs de campagne : clientèle récente, enthousiaste et rémunératrice, en hausse croissante, consommatrice de l'ensemble des prestations disponibles. Il s'agit d'une clientèle relativement aisée de jeunes retraités, couples sans enfants, célibataires et étrangers du nord de l'Europe pour qui la campagne n'est pas une destination par défaut mais bien une destination choisie. (Source : site Internet cnrter)

de préciser que le poste hébergement n'arrive qu'en cinquième position avec 9 % : le tourisme en espace rural est essentiellement non-marchand (77.5 % des séjours). Les chiffres sont alors quelque peu biaisés et ne nous révèlent pas la dépense moyenne avec hébergement marchand.

Nuitées personnelles des Français

	à la campagne		tous espaces confondus	
(milliers de nuitées)	1998	%1998	1998	%1998
Hôtel+pension	8 424	3%	52 008	6%
Location+gîte	21 375	9%	100 582	12%
Camping/Caravaning	14 533	6%	74 471	9%
Autre marchands	11 102	4%	66 681	8%
Total marchand	55 416	22,5%	293 742	36%
Total non marchand	193 058	77,5%	521 888	64%
Total	248 474	100%	815 630	100%

D'après : Comptes du tourisme - Direction du tourisme - Mars 99 Sur www.cnrter.asso.fr

Une étude plus récente, menée en 1998 par la Direction du Tourisme, a estimé la dépense moyenne de l'ordre de 133 F par nuitée contre 172 F à la mer ou bien encore 354 F pour une nuitée à la montagne pendant la période du ski. (dans Albrand P., 1999)

Les impacts du tourisme rural sur l'économie locale commencent à être mieux appréhendés notamment en ce qui concerne les activités de découverte culturelle, historique ou gastronomique. Il est aujourd'hui prouvé que certains départements, telle la Dordogne, ont bien tiré leur épingle du jeu en développant le tourisme sur leur territoire.

En ce qui concerne les hébergements, 90 % de l'offre touristique est regroupée au sein de grands opérateurs fournissant aides financières, labels, reconnaissance et circuits de distribution et de commercialisation à leurs membres⁴.

⁴ Fédération nationale des gîtes de France : 42 616 gîtes ruraux, 21 723 chambres d'hôtes et 2100 campings ou aires naturelles de campings
Logis de France : 3700 hôtels ruraux adhérents
Accueil Paysan : 190 gîtes et 350 chambres paysannes
Cléconfort : 19 645 meublés
Bienvenu à la ferme (Agriculture et tourisme) : 250 fermes et 1000 campings ou aires naturelles
UNAT : 55 000 lits en villages vacances, 825 000 lits en campings et 147 000 lits en hôtels
(Source site Internet CNRTER)

Ruralité des cantons et intensité touristique			
Cantons classés par densité de population (hab./km ²)	Lits touristiques marchands pour 1000 hab.	résidences secondaires pour 100 résidences principales	emploi HCR par rapport à l'emploi total
< 20	603	62,6	5,6
20-50	230	24,5	3,6
50-100	149	14,4	3,1
100-500	139	12,9	3
500-1000	42	3,9	2,8
> 1000	26	2,5	3
France métropolitaine (hors Paris et petite couronne)	125	11,1	3,1

source : segese, dans Perrier-Cornet P., 2002

On peut voir que le poids relatif du tourisme est 4 à 5 fois plus élevé dans les cantons où la densité est inférieure à 20 hab./km² que ceux où elle est supérieure à 100 hab./km². Cela nous permet de mieux appréhender toute l'importance que l'activité touristique peut avoir au sein d'espaces où le nombre d'emplois est déjà restreint.

Mais le tourisme rural reste, le plus souvent, un phénomène diffus qui n'a que peu d'effets significatifs sur l'espace. Il sert plus à la consolidation des entreprises et au maintien des familles sur place.

En matière de tourisme et plus particulièrement de tourisme rural, on peut constater trois logiques de fonctionnement :

- **une logique domestique et patrimoniale**

L'investissement de départ peut être important mais est sans réel souci de rentabilité

- **une logique de complément de revenus**

Le tourisme est marginal et peu rémunérateur par rapport à l'activité principale, essentiellement agricole. L'initiative vient surtout de femmes qui attendent de cette activité une certaine responsabilité et des contacts

- **une logique entrepreneuriale**

Il y a ici un souci clair de rentabilité financière avec deux cas de figures :

- une juxtaposition des activités (agricoles et touristiques par exemple) mais avec un fonctionnement indépendant (le plus souvent GAEC de plus de 100 ha ou SARL)

- les deux activités sont intégrées : l'activité touristique commande les autres productions. L'entreprise fonctionne selon une logique commerciale. Ce sont souvent des petites structures gérées par des néoruraux.

(Begon M., Disez N. et Mandy J.F., dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*)

C'est souvent la logique domestique et patrimoniale qui prévaut en espace rural. Les investissements sont difficiles à rentabiliser et n'ont souvent qu'un rôle de conservation du patrimoine. L'exemple des gîtes ruraux et de leur rentabilité est probant :

- ✓ pour un investissement de 200 000 F, il faut 20 semaines de location pour arriver à une relative rentabilité
- ✓ pour un investissement de 300 000 F, cela nécessite 30 semaines de location
- ✓ pour plus de 350 000 F, la rentabilité est quasi-impossible.

(source : réseau TRAME, 1997, dans CNRTER, 1999)

Précisons que, selon la Fédération nationale des gîtes de France (2003), la moyenne nationale de location est de 17 semaines avec un prix moyen de 350 Euros la semaine en

haute-saison et 230 Euros hors-saison. La moyenne de location des chambres d'hôtes est de 14 semaines par an avec un prix moyen de 40 Euros par nuit pour deux personnes.

Le Centre National de Ressources du Tourisme en Espace Rural avertit que, d'une façon générale, **les métiers du tourisme rural ne sont que des compléments d'activités ou de revenus d'activités déjà existantes** (type agriculture). Il est, pour cette structure, **difficile d'espérer vivre en milieu rural exclusivement du tourisme** ; les projets les plus viables étant ceux qui combinent différentes actions et viennent en complément d'offres déjà existantes.

S. Van Poucke (dans Village magazine, 1999, *Comment vivre du tourisme vert ?*) estime qu'il n'y a pas de concurrence en matière de tourisme rural mais que des complémentarités qui, ensemble, contribuent à créer un environnement favorable.

Les impacts sur l'économie locale peuvent différer selon la nature de l'hébergement. Les dépenses agritouristiques (l'hébergement se fait dans une exploitation agricole) ont plus d'effets locaux que les dépenses liées au tourisme à l'hôtel. Pour un même niveau de dépenses touristiques, l'agritourisme engendre 1,5 à 2 fois plus d'emplois que l'hôtellerie. (Echevin C., Gerbaux F., 1999).

Ces indications sont importantes et non négligeables en termes d'emploi et donc d'impact économique. Il faut préciser que sur l'ensemble des hébergements que compte la fédération nationale des Gîtes de France, 25 % sont la propriété d'agriculteurs.

2. ... et sociales

Pour S. Thibal (dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*), la valorisation touristique d'un espace rural peut générer des résultats positifs incontestables s'il a été souhaité, programmé, organisé et maîtrisé par les populations locales, sous l'impulsion d'animateurs associatifs et avec le contrôle des pouvoirs locaux, garants de l'intérêt général.

Un projet de tourisme rural, en plus de l'impact économique est révélateur des valeurs sous-jacentes qui ont forgé l'identité sociale de la communauté rurale d'accueil. Il peut constituer « **un ferment de cohésion sociale** » entre des ruraux qui, pour accueillir les touristes valorisent leur passé et retrouvent, par la même, leurs propres racines.

Le tourisme est donc intéressant pour rééquilibrer la vie sociale. (Deschamps M, 1993, dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*)

Parent D. (dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*) estime qu'il est primordial qu'un projet de tourisme rural soit accepté culturellement et socialement, qu'il ne soit pas conçu comme un pur objet économique sans quoi il peut devenir non seulement peu structurant mais démobilisateur voire déresponsabilisant pour les populations locales.

III. Une forme de tourisme rural : le tourisme de nature

A. Le tourisme de nature : une envie récente

L'essentiel des efforts réalisés en faveur d'un développement du tourisme rural, a porté sur la mise en valeur du patrimoine anthropique, c'est à dire culturel, historique ou bâti. Il semble aujourd'hui que **les touristes soient attirés vers d'autres activités liées à de nouvelles aspirations de retour à la nature.** Randonnées, VTT, activités d'eau vive, via ferrate, toutes les activités se pratiquant dans un environnement naturel sont en plein essor et absorbent une part de plus en plus importante de la clientèle touristique.

D. Giard (1997) définit le **tourisme de pleine nature** et ses particularités comme suit : « Activités de pleine nature, sports outdoor, sports d'aventure ? On cherche la bonne terminologie pour désigner ces activités à base de sport qui s'exercent dans un milieu naturel (plus ou moins) préservé, où le plaisir est un subtil mélange d'efforts, de sensations, d'expériences partagées, de découverte, de contact avec les éléments, voire de différenciation sociale (activités réservées aux initiés).

Les caractères communs à toutes ces activités étant, d'une part une pratique diffuse dans l'espace, et d'autre part, l'utilisation des composantes naturelles du site, lequel pouvant être en partie façonné par l'homme. »

Le nombre de pratiquants réguliers montre bien ce retour à des activités de nature. Il a considérablement augmenté.

En France, les chiffres sont éloquent⁵ :

- près de 20 millions de randonneurs⁶,
- 1 million de pratiquants de sports d'eau vive,
- 800 000 personnes pratiquant l'escalade,
- 95 % de la population française propriétaire d'un vélo, et 4 millions de pratiquants réguliers, ...

L'étude COMFRENCA Socio-Vision 2000⁷ a montré les raisons des clients potentiels pour aller en vacances dans la nature en montagne. Elles sont représentées par les 3R :

- Rupture (avec le quotidien)
- Retrouvailles (entre amis ou en famille)
- Ressourcement (dans une nature préservée, propice aux activités douces ou au farniente)

L'étude COMFRENCA a également démontré le besoin de variabilité des degrés de naturalité ; les touristes ont ainsi le souhait de plusieurs natures : une plus apprivoisée, simplifiée, une autre préservée mais encore sauvage, pour des sensations plus ou moins fortes.

Plusieurs motivations peuvent être exprimées à travers ce type de tourisme : découverte de nouveaux paysages (85 %) avec la recherche de l'authentique, d'espaces préservés, redécouverte de la nature (76 %) grâce à une sensibilité croissante vis-à-vis de l'écologie.

Cette étude, bien que menée par rapport aux vacances à la montagne, présente bien les aspirations de nos concitoyens envers la nature et ce qu'ils en attendent.

D. Giard insiste sur le fait que le tourisme de nature s'appuie sur l'utilisation des composantes de la nature. Il apparaît là une différence fondamentale entre deux formes de tourisme de nature :

- une de vision
- une autre « consommatrice » (Koro et al., 1999).

B. Un tourisme à deux dimensions : de vision et appropriatif de la nature

Il existe deux dimensions qui diffèrent entre elles par l'utilisation même qu'elles font de la nature : le tourisme de vision se contente d'être contemplatif et le tourisme appropriatif de la nature est consommateur : on prélève une partie de la « production » de la nature.

⁵ Source AFIT dans Chantoiseau C., Courbaron B. et al., 2002

⁶ On dénombre en France 800 000 km de sentiers dont 180 000 balisés, 160 000 km de sentiers équestres balisés, 125 000 km de cours d'eau accessibles en canoë-kayak, etc. (source : Cnrter)

⁷ dans Chantoiseau C., Courbaron B. et al., 2002

La loi chasse du 26 juillet 2000⁸ apporte une précision importante. Elle distingue les usages non appropriatifs de la nature (randonnée, canyoning, vélo, ...) et les usages appropriatifs de la nature où les utilisateurs s'arrogent une partie des ressources (chasse, pêche).

Nous qualifierons le tourisme basé sur les activités touristiques cynégétiques et halieutiques de tourisme appropriatif de la nature.

Les mots cynégétiques et halieutiques ne sont pas des choix du hasard : utiliser les termes de tourisme pêche et tourisme chasse serait trop réducteur.

Selon l'encyclopédie Larousse-Bordas 1998, la cynégétique (n.f.) signifie « art de la chasse », sens plus large que le seul exercice de la chasse, définie comme « action de poursuivre le gibier pour le tuer ou le capturer. »

L'halieutique (n.f.) prend pour définition « l'ensemble des techniques et disciplines de la pêche » ; la pêche étant « l'action de pêcher », pêcher signifiant « chercher à prendre du poisson, des animaux aquatiques ».

Le tourisme appropriatif de la nature, tel que nous l'entendons dans ce mémoire, s'appuie sur les activités cynégétiques et halieutiques, au sens large, dans ce qu'elles ont de plus nobles, c'est-à-dire non seulement la capture de l'animal mais l'ensemble de ce que

⁸ Le concept d'usage non appropriatif de la nature est apparu dans le droit français, dans la loi chasse du 26 juillet 2000. Dans son article 2, la loi stipule que « la chasse s'exerce dans des conditions compatibles avec les usages non appropriatifs de la nature, dans le respect du droit de propriété. »

Par opposition, arrive donc le concept d'usage appropriatif de la nature dont la connotation diffère des usages liés à la propriété. En corollaire, « un propriétaire s'approprie (donc ne possède pas de facto) ce qui provient de ce qui lui appartient. » (Corté A., 2000) Il existe en effet un paradoxe en France : le pêcheur et le chasseur, dans la mesure où ils exercent un droit lié à la propriété, ont la possibilité de s'approprier des animaux *res nullius*, c'est-à-dire, par définition, qui n'appartiennent à personne.

La loi a entendu les nouvelles attentes d'une société majoritairement urbaine et a inauguré « un nouveau droit, celui des non-propriétaires à user d'un bien qui n'est pas le leur [...]. La loi fait obligation à ceux qui jouissent d'un attribut essentiel de leur propriété, de partager l'usage de celle-ci avec, en quelque sorte, des occupants sans titre. » (Corté A., 2000) On voit ainsi poindre l'irruption d'un droit à la nature.

La loi sport du 6 juillet 2000 affirme de nouveau le concept d'usage non appropriatif de la nature avec la mise en place d'un plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature qui sera opposable aux tiers et pourra, notamment, grever des terrains privés de certaines servitudes.

Déjà les défenseurs du droit de la propriété s'insurgent contre ce qu'ils désignent comme une nouvelle atteinte à un droit qui leur est cher. Ils estiment qu'une vision ultra libérale des usages non appropriatifs serait même préjudiciable pour la nature et sont rejoint sur ce point par des spécialistes de la nature (F. Terrasson et certains journalistes de l'association Journalistes-écrivains pour la Nature et l'Ecologie – JNE – dans Corté A., 2000). En témoigne également l'organisation d'un colloque national le 3 novembre 2000 sur « Le droit à la nature : droits et devoirs » où l'ensemble des participants a demandé l'écriture d'une charte des droits et devoirs des usagers de la nature. (Devillers J.L. et Chocat L., 2000)

Il est également reproché une nouvelle source de conflits possibles :

- pour la responsabilité du propriétaire en cas d'accident,
- entre celui qui paye et celui qui dispose gratuitement de l'espace naturel dont l'entretien a un coût,
- pour le gestionnaire en cas de surfréquentation qu'il ne pourra plus maîtriser.

* article 544 du Code Civil « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé. »

cela impose en termes de culture, d'éducation à la nature, de traditions, de gastronomie et de convivialité.

Pour parler des activités de tourisme cynégétique et halieutique dans leur ensemble, nous utiliserons le terme de tourisme appropriatif de la nature. Il convient cependant d'indiquer que ce sont bien deux formes de tourisme distinctes.

Le tourisme cynégétique et le tourisme halieutique ne possèdent pas les mêmes clientèles, ne font pas appel aux mêmes lieux, aux mêmes pratiques et habitudes. Quand nous parlerons d'un type précis de tourisme appropriatif de la nature, il nous appartiendra donc de préciser auquel nous voulons nous rapporter.

Le terme tourisme appropriatif de la nature, dans le sens où nous l'aborderons, ne prendra pas en compte le tourisme basé sur la cueillette de végétaux. Il semble, en effet, que cette pratique ne constitue pas encore aujourd'hui à elle seule une activité touristique. Elle est pratiquée de manière occasionnelle et ne détermine pas la destination du séjour. Certains produits touristiques à base de l'activité de ramassage des champignons commencent à émerger mais sont encore trop marginaux.

C. Les impacts du tourisme appropriatif de la nature

1. Les prestataires du tourisme appropriatif de la nature en France

Le marché du tourisme appropriatif de la nature est considéré comme un gros marché potentiel mais est actuellement non structuré, mal organisé et aux mains du monde associatif. (MAP, AFIT, 1996)

a) Les prestataires privés

La plupart des produits de tourisme appropriatif de la nature en France sont proposés par des propriétaires terriens, d'étangs, de domaines forestiers ou agricoles, souvent de grandes superficies pour ceux qui proposent des activités de tourisme cynégétique.

Des marques collectives⁹ ont été développées afin de signaler les propriétaires favorisant le développement un des deux types de tourisme appropriatif de la nature.

La Fédération Nationale des Gîtes de France a créé sa marque avec « **gîte de pêche** ». 463 hébergements étaient labellisés en 2000 (Py P., 2002)

La Fédération Nationale des Logis de France a créé les « **logis de pêche** ». 33 existaient en 2000 (Moinet F., 2000)

La Maison de France dispose de la marque « **relais Saint-Pierre** », créé en 1963 par P. Choulet, hôtelier-restaurateur, et compte 50 hôtels offrant des prestations pêche.

Ces trois derniers types d'hébergements sont gérés par des amateurs de pêche. Le propriétaire s'engage, dans la convention qu'il signe, à apporter des commodités pour l'exercice de la pêche (horaires d'ouverture adaptés, vente de cartes de pêche, lieu de stockage pour le matériel et viviers pour le poisson, documentation sur la pêche). Ces hébergements doivent être à proximité des zones de pêche : moins de 2 km d'une rivière de 2^{ème} catégorie et moins de 10 km d'une rivière de 1^{ère} catégorie. (Moinet F., 2000)

Le réseau « **Bienvenu à la ferme** » de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA) a lui aussi mis en place sa propre marque « **chasse à la ferme** » avec actuellement près de 10 agriculteurs labellisés.

⁹ Signe de reconnaissance matérialisé par un logo qui signifie un engagement du contractant sur un cahier des charges spécifiques pour une durée allant généralement de 3 à 5 ans (Moinet, F., 2000)

L'agriculteur s'engage à tout mettre en œuvre pour réserver un accueil particulier au chasseur. Le rendez-vous de chasse doit disposer de sanitaires, d'un vestiaire et d'un chenil agréé. (source : charte « chasse bienvenu à la ferme »)

b) Les prestataires associatifs

Quelques associations locales de chasse ou de pêche proposent des produits touristiques.

Certains départements, grâce à leurs Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques - AAPPMA, et à la réciprocité (voir annexe 1) jouent pleinement la carte du tourisme pêche. L'Ardèche, le Cantal avec une opération « Cantal pêche », la Dordogne, la Savoie, etc., ont cru au tourisme pêche et, par l'intermédiaire de leur Comité Départemental du Tourisme - CDT et des Fédérations départementales de pêche, lancé de véritables politiques de communication et de promotion.

Dans l'Ardèche, par exemple, une convention entre le CDT, la Fédération de pêche et les AAPPMA a été signée et a permis de mettre en œuvre une véritable politique en faveur du développement du tourisme pêche (politique de communication, d'amélioration de la signalétique et d'accès au parcours de pêche). (Gazette Officielle du Tourisme, 1992)

La Savoie a mis en place une politique similaire. Une charte départementale des parcours de pêche permet de faire financer par le Conseil Général une partie des investissements effectués par les associations locales en faveur d'aménagements (parkings, signalétiques, accès facilité). Le CDT en effectue ensuite la promotion par le biais d'un catalogue (Conseil Général de la Savoie, 2000).

La fédération des services réservation loisirs accueil a engagé une démarche de labellisation des villages et campings, les « **séjours pêche France** ». Cette démarche réunit une vingtaine de départements proposant des séjours de tourisme pêche, avec des activités pour les accompagnants, des animations (randonnées, visites de patrimoine, etc.).

Le réseau associatif Actéon fédère une dizaine de sites sur le territoire français (regroupement d'associations locales de chasse et de pêche, propriétaires privés ainsi que hébergeurs et restaurateurs). Le réseau propose des produits de tourisme cynégétique et halieutique ainsi que des produits de tourisme vert. Les gestionnaires s'engagent, par le biais de la signature d'une charte de qualité, à un certain nombre de dispositions qualitatives. Les prestataires locaux chasse et pêche s'engagent notamment à gérer rationnellement leur territoire et les populations animales présentes.

c) Les prestataires publics

L'Etat, à travers l'ONF, est un important prestataire de tourisme cynégétique en France. 140 000 ha de forêts domaniales (soit 5,7 % de la surface) sont ouvert à la chasse en licence dirigée – individuelle ou collective. C'est une chasse organisée et encadrée par l'ONF, ouverte aux extérieurs.

Plusieurs objectifs sont assignés à la pratique de la chasse en licence dirigée :

- objectif technique – maîtrise de la gestion de la faune sauvage dans un milieu d'accueil fragilisé avec l'accompagnement d'un guide compétent,
- objectif commercial – valoriser le droit de chasse et les compétences des agents de l'ONF,
- objectif social – favoriser l'accès à la chasse à des chasseurs sans territoire à des prix parfois inférieurs à ceux pratiqués dans la région (avantage pour les jeunes et les locaux), permettre le développement de zones rurales en difficulté. (Rey B., 1996)

2. Des retombées économiques, ...

Les retombées économiques du tourisme appropriatif de la nature, en tant qu'activité touristique, sont peu et mal connues. Il faut également préciser le manque de données au niveau de la pêche. Peu d'études existent et abordent la question du tourisme halieutique et de ses impacts globaux.

Les flux générés par la pratique de la chasse sont de l'ordre de 13 milliards de francs par an avec un budget moyen de 7868 F (Pinet J.M., 1993). Ce secteur emploie 28 000 personnes.

Les retombées économiques de la pêche sont estimées à **6 milliards de francs** (source UNPF) avec un budget moyen qui varie, selon les estimations, de 1300 F par an et par pêcheur (institut de sondage Lavalie, 1992) à 5000 F (site Internet UNPF).

a) Les retombées économiques du tourisme cynégétique

L'étude de J.M. Pinet (1993) présente une approche intéressante du chasseur et de sa consommation de produits touristiques.

Le nombre total de nuitées est estimé à **364 000 par an, soit 0.22 nuitées par chasseur. Seulement 4.7 % des chasseurs ont recours à un hébergement** lors de leurs déplacements cynégétiques.

Le secteur de l'hôtellerie cynégétique, en France, représenterait un flux financier global de l'ordre de 101 millions de francs., sans comptabiliser les déplacements liés au séjour chasse (restauration, prix de la journée de chasse). Il est seulement précisé **que le poste déplacements est estimé à 651 millions de francs**, hors frais kilométriques (Pinet J.M., 1993).

Au niveau d'un territoire, les retombées peuvent se révéler d'une toute première importance. En Sologne, terre de chasse par excellence, chaque week-end de chasse génère 50 millions de francs de retombées pour l'ensemble de la Sologne : le chiffre d'affaires des traiteurs, restaurateurs et hôteliers augmente de 25 % pendant la saison de chasse, 25 à 35 % du chiffre d'affaires des artisans est réalisé grâce à la pratique de la chasse. (Siméon, 1995).

Selon Havet P. (1996), les retombées microéconomiques du tourisme cynégétique sont évidentes pour quelques entreprises mais au niveau macroéconomique, les conséquences sont limitées notamment pour l'entretien de l'espace et de maintien de l'emploi.

Si l'on désire des objectifs plus macroéconomiques, il est favorable d'intégrer à la consommation touristique, l'entourage ou la famille du chasseur.

En ce qui concerne le prix d'une chasse commerciale, il va de 500 à 20 000 F par jour et par chasseur selon le gibier recherché et le degré d'artificialisation, le nombre de pièces de gibier de tir¹⁰ lâchées (Havet P., 1996). Actuellement, en France, la très grande majorité des chasses commerciales a recours au gibier de tir.

On comprend ainsi mieux les enjeux tout en précisant que le marché potentiel du tourisme cynégétique est estimé, selon une enquête Sofres menée en 1996-1997, à environ 40 millions de séjours en France (dans Py P., 2002)

¹⁰ Gibier de tir : « allant au plus pressé et au moins onéreux, le tireur consommateur apporte, parfois le matin même de la chasse, le « gibier » (d'élevage) qu'il va occire [...] » (définition de l'Association Nationale pour une Chasse Ecologiquement Responsable, ANCER)

b) Les retombées économiques du tourisme halieutique

Aucune étude n'a étudié les retombées globales du tourisme halieutique.

On sait qu'une bonne valorisation de la filière tourisme pêche peut générer un chiffre d'affaire de 10 000 à 15 000 F par saumon pêché dans le Haut-Allier (Peyre P., 1996).

Il apparaît difficile d'espérer travailler à temps plein dans le tourisme pêche. J.L. Thoumien, guide de pêche¹¹ au plateau de Millevaches, estime que sa profession ne peut venir qu'en complément d'une autre activité : cela ne lui rapporte que 3 SMIC par an pour 100 jours de pêche guidés mais lui permet de remplir un gîte pendant 4 semaines entières. (dans MAP, AFIT, 1996)

Dans le Limousin, deux guides de pêche sur trois, qui avaient essayé de vivre en étant seulement guide, ont dû cesser leur activité faute de revenus suffisants. (dans MAP, AFIT, 1996)

Beaucoup de projets récents de tourisme halieutique, dont on ne connaît pas encore les retombées, ont exigé des financements publics importants.

Le grand projet Pescalis, dont l'ouverture a eu lieu en 2001 dans les Deux-Sèvres, a nécessité 35 millions de francs de financements publics et une première tranche de 20 à 30 millions de francs d'investissements privés.

Pescalis comprend quatre pôles principaux :

- un pôle pêche,
- un pôle d'attraction (à mi-chemin entre le parc récréatif et l'écomusée),
- une station de vacances,
- un pôle de développement économique.

Pescalis se veut un site de pêche tout public où tout les modes de pêche peuvent être pratiqués seul ou en famille. Le point mort d'exploitation est estimé à 23 000 jours de pêche avec un panier moyen de 120 F. (dans Kergreis F., 1999)

On connaît donc peu l'impact du tourisme halieutique, mais, comme pour le tourisme cynégétique, le marché potentiel est important.

3. ... Sociales...

Les effets sociaux sont, là aussi, peu connus. Deux constats peuvent néanmoins nous apporter un complément :

• **le rôle de « ciment social » des associations locales de chasse et de pêche** dans des régions vidées par l'exode rurale, dans lesquelles, à côté de ces associations, « il ne subsiste bien souvent plus que l'association de troisième âge ». (Daillant P., dans Colloque Chasse, développement rural, aménagement du territoire du 30 juin 1994)

• **la solidarité du milieu rural**

La plupart des projets de tourisme appropriatif de la nature sont des projets associatifs qui connaissent certaines difficultés au départ et demande, comme tout projet associatif, un minimum de participation de la part de bénévoles. L'association « Loisirs nature en Hautes-Corbières » (dans l'Aude) a dû faire appel pour débiter à ce qu'on appelle maintenant la *love money*¹². Elle a ainsi levé une épargne volontaire auprès de la population locale (170 bons souscrits). (Claustre C. et Wagner P., 2001)

¹¹ La profession de guide de pêche est reconnue par un diplôme d'Etat. Il y a en France entre 200 et 250 guides de pêche mais peu exercent à temps complet.

¹² *Love money* : forme alternative d'épargne, que l'on pourrait traduire par « investir selon son cœur ». Un projet de loi devrait prochainement encourager ce type d'épargne, sensible, entre autre, à l'aspect

4. ... Et environnementales

Peu d'auteurs parlent des conséquences environnementales du tourisme appropriatif de la nature.

Actuellement en France, beaucoup de produits de tourisme appropriatif de la nature sont conçus artificiellement et sont régis par des logiques commerciales. On lâche du gibier ou déverse du poisson autant que le désire le client sans se soucier des milieux naturels et de leur capacité de régénération. La nature devient seulement le support d'activités externes, où le consommateur vient prélever ce qu'il a payé dans une sorte d'activité « hors-sol ».

Il existe un débat sur l'impact de l'introduction d'animaux d'élevage dans les milieux naturels.

Le Conseil Supérieur de la Pêche - CSP estime que l'introduction de poisson, si elle ne provoque pas de déséquilibre naturel (compétition, pollution génétique) n'est pas antinomique d'une gestion patrimoniale¹³ (CSP, 1994). D'autres auteurs saluent la « fonction d'écran » des animaux lâchés, plus facilement prélevables, protégeant ainsi les populations sauvages (Louis J.Ph. et Magnan D., 1996).

Néanmoins, l'utilisation de lâcher d'animaux d'élevage présente de nombreux dangers : pollution sanitaire et génétique des souches sauvages, influence sur la prédation, incidences sur les dégâts, dévalorisation de l'image des espèces lâchées, moindre investissement au niveau de la protection des biotopes, mauvaise image vis-à-vis du grand public (ANCER, ?).

On ne peut donc que critiquer le recours quasi-systématique à des animaux d'élevage dont les conséquences prêtent à discussion mais semblent néanmoins présenter des risques pour le fonctionnement global de la nature.

Certains efforts sont parfois consentis. La charte de qualité de « chasse à la ferme » demande à ce que l'on favorise le gibier naturel mais autorise d'avoir recours à un gibier d'élevage qui doit « être de grande qualité cynégétique ». Le territoire doit être aménagé afin de favoriser le gibier. (source : charte « chasse bienvenue à la ferme »)

Les réseaux des gîtes de pêche, des logis de pêche, des relais Saint-Pierre n'apportent pas d'attention particulière à la qualité du milieu naturel. Ce sont des hébergements qui ont été labellisés en fonction de leur proximité à un lieu de pratique de la pêche.

Quelques CDT, en concertation avec les Fédérations Départementales des pêcheurs, imposent des restrictions environnementales à la gestion des parcours de pêche dont ils font la promotion.

Le CDT de l'Ardèche a notamment convenu que le nombre de pêcheurs, obligatoirement accompagné par un guide de pêche, devait être limité simultanément à 5 pêcheurs pour 3 km de parcours. (Gazette Officielle du Tourisme, 1992)

Le CDT de Savoie, par l'intermédiaire d'une charte départementale signée entre le Conseil Général, la Fédération départementale de pêche et l'association contractante, oblige, pour pouvoir bénéficier du titre « parcours de pêche de Savoie », d'avoir un environnement de qualité et une eau d'un classement 1A ou 1B selon les critères nationaux basés sur la qualité physico-chimique et hydrobiologique. La gestion des populations

social et à l'aide à des projets de développement local (Morio J. dans Le Monde Argent du 2-3 mars 2003)

¹³ une gestion patrimoniale n'a pas recours à des déversements de poissons adultes (on peut cependant aleviner) et demande la mise en place de mesures de protection ou de gestion particulières afin de préserver les souches autochtones.

piscicoles de ces parcours peut être de deux types : gestion surdensitaire¹⁴, dans des cas très précis et selon des normes strictes, ou patrimoniale. (Conseil Général de Savoie, 2000)

Le réseau Actéon semble faire une gestion environnementale globale. Il oblige ses adhérents à ne pas avoir recours à des animaux d'élevage et donc de gérer les populations animales naturelles en favorisant une action sur les milieux naturels.

D. Le tourisme appropriatif de la nature à l'étranger

En matière de tourisme appropriatif de la nature, la France reste en retard de réflexion vis-à-vis de certains pays étrangers.

En effet, de nombreux pays ont su jouer très tôt de la valorisation de leur richesse faunistique à travers le tourisme et notamment le tourisme cynégétique et halieutique.

Aux regards des pratiquants, certains pays en ont fait leur spécialité devenant des grandes nations de la pêche ou de la chasse. C'est le cas de l'Irlande, grand pays de la chasse et de la pêche, l'Ecosse pour la pêche, le Québec et le continent africain pour la chasse.

Les deux cas présentés ci-dessous décrits plus précisément en annexe 2.

1. L'Afrique : la faune sauvage, une production à part entière

Le cas africain n'est en rien comparable à celui français (culture très éloignée, faible urbanisation, grands espaces naturels, faune exceptionnelle).

Depuis longtemps déjà, l'Afrique a attiré les passionnés de la faune, plus particulièrement de faune exotique et de grande faune. Nombre de pays d'Afrique ont organisé des safaris chasse et photo.

Plusieurs raisons ont incité ces pays à développer le tourisme cynégétique plutôt que le tourisme de vision : le tourisme cynégétique est plus rémunérateur grâce aux taxes d'abattage perçues, la clientèle chasse est moins exigeante que les autres (elle supporte de faire de longs trajets sur des pistes plus ou moins carrossables et accepte des campements de moindre confort), le tourisme cynégétique permet de valoriser la faune sauvage en associant les populations locales (apport supplémentaire de nourriture).

Les ONG humanitaires et de protection de la nature (WWF, UICN, ADEFA, etc) reconnaissent maintenant l'utilité de l'utilisation rationnelle des ressources faunistiques par la chasse et la pêche. Quelques-unes, en collaboration avec les gouvernements africains, ont lancé des programmes de développement associant le tourisme cynégétique : Campfire au Zimbabwe, Admade en Zambie.

2. Le Québec : la faune sauvage institutionnalisée

La situation québécoise est là-aussi très différente de celle de la France : immenses espaces naturels (forêt, toundra, etc.), territoires très peu peuplés, faune encore en abondance.

Afin de profiter au mieux de sa faune, les autorités québécoises se sont dotées d'outils juridiques et de statuts particuliers pour les espaces naturels faisant l'objet d'une exploitation touristique : les pourvoiries.

Les pourvoiries sont des entreprises touristiques commerciales qui offrent de l'hébergement et des services ou équipements pour la pratique de la chasse, de la pêche, et des autres activités de plein air. N'est pas une pourvoirie, une entreprise qui n'offrirait pas d'hébergement au sens de la loi.

¹⁴ une gestion surdensitaire autorise le déversement périodique de poissons adultes

Chaque pourvoirie doit obtenir un permis annuel de pourvoirie et effectuer un plan de gestion, incluant une évaluation faunistique réalisée par le gouvernement du Québec.

Les pourvoiries confèrent au tourisme appropriatif de la nature le dynamisme de l'initiative privée avec le soutien des pouvoirs publics et son contrôle afin de garantir l'intérêt général.

Le Plan de Développement Régional associé aux Ressources Fauniques, rédigé par les autorités locales et la société de la faune et des parcs du Québec¹⁵, donne les grandes orientations pour développer les populations de faune sauvage tout en garantissant leur exploitation durable.

3. Conclusion

La faune sauvage peut faire l'objet de politiques et de visions différentes même si le but final est identique : la préservation des espèces afin de permettre leur exploitation.

Deux points communs : l'association dès le départ des projets et tout au long de leur existence des populations locales, une volonté de l'Etat et des autorités locales pour le développement de ce type de tourisme avec la venue de touristes étrangers et donc l'entrée de devises.

IV. Le tourisme appropriatif de la nature dans la société actuelle : la nécessité d'une approche durable

A. Le concept de développement durable ...

Le concept de développement durable est apparu dans les années 1970 suite à l'échec du schéma dominant. Les fondements théoriques de la durabilité ont ensuite été établis en 1980 par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), puis développés par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CNUED), plus connue sous le nom de commission Brundtland en 1987.

Constatant les effets nocifs d'un développement qui dégrade les ressources sur lesquels il repose, la commission a conclu à l'inséparabilité des questions environnementales et économiques. Elle définit le concept de développement durable comme l'ensemble des processus de changement par lesquels l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements et des institutions se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur de satisfaction des besoins des hommes.

La conférence mondiale sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992 (ou « sommet de la terre ») a consacré le concept de développement durable et l'a fait connaître au grand public. Elle le définit comme un mode de développement qui contribue aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs.

Le concept de développement durable est à la base d'une législation abondante (convention de Sofia, de Ramsar, de Bonn, de Berne, ...) et est devenu le cadre des actions de l'Europe (directive « nitrates », « oiseaux », « habitats », ...).

En France, il est aujourd'hui le maître mot de la législation sur l'aménagement et la protection de la nature. La création du Ministère du développement durable et de

¹⁵ institution gouvernementale qui gère l'exploitation de la faune

l'écologie en 2002 montre l'importance qu'il a pris dans les décisions et les choix politiques.

La durabilité doit être appréhendée dans sa conception la plus globale et sera entendue sur la base des dimensions suivantes :

- ✓ **La durabilité sociale** : il s'agit de construire une civilisation de l'être fondée sur un partage plus équitable et la satisfaction des besoins matériels.
- ✓ **La durabilité économique** : il s'agit de sortir d'une logique économique fondée sur les seuls critères de l'entreprise mais de réfléchir dans le cadre d'un système global et mondial.
- ✓ **La durabilité écologique** : elle suppose la consommation limitée des ressources non renouvelables, l'amélioration de l'utilisation des ressources renouvelables.

Mais aussi :

- ✓ **La durabilité spatiale** : elle implique une meilleure répartition spatiale des activités et des hommes.
- ✓ **La durabilité de la diversité culturelle** : la gestion intégrée des écosystèmes doit s'appuyer sur la tradition, les savoir-faire propres à chaque milieu et à chaque contexte culturel.

La notion de durabilité est évolutive dans le temps. Elle correspond à des valeurs ou des normes conjoncturelles. Pour L. Vilain (1999), « **la durabilité est un processus dynamique et toujours perfectible** ». On peut rechercher l'optimum de la durabilité mais il est impossible d'y arriver.

Le concept de développement durable est à la mode. Pour Viard J. (dans CNRTER, 2000), nous avons à faire à un « **changement profond de référence** ». Le mot durable remplace ainsi le mot progrès d'hier.

Pour Viard J., comme Demessine M. (dans CNRTER, 2000), **le durable est devenu un nouveau système de lecture**, une méthode de travail que l'on ne doit pas transformer en doctrine ou idéologie.

B. Le développement durable appliqué au tourisme.

Ce nouveau système de lecture intervient maintenant dans tous les domaines : on parle de construction durable, d'agriculture durable, ... et bien sûr de tourisme durable.

En effet, **une gestion mal maîtrisée de l'activité touristique peut avoir des conséquences très néfastes sur l'environnement** et s'avérer un puissant obstacle au développement durable. L'exemple français est, sur ce point, très révélateur : le développement anarchique du tourisme sur la Côte d'Azur (bétonnage intensif), ou dans quelques stations de ski a été catastrophique au niveau environnemental.

Le développement du tourisme ne peut être spontanément durable car il est difficile au départ pour l'économie touristique de prendre en charge les coûts écologiques et sociaux. **La concurrence, l'étroitesse des marges, les comportements économiques individuels constituent souvent des freins à l'action durable du tourisme.**

Pour Viard J. (dans Cnrter, 2000), **la question du tourisme durable est une philosophie positive de l'idée d'être dans une logique de réutilisation** sur une période extrêmement longue des stocks de richesse des écosystèmes et des stocks de richesse des cultures.

Selon le World Travel and Tourism Council (WTTC), l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et le Conseil de la Terre, le **tourisme durable** désigne une forme de tourisme qui :

« Répond aujourd'hui aux besoins des touristes des régions qui les accueillent, tout en protégeant et améliorant les ressources pour l'avenir. Le tourisme durable mène à une gestion de toutes les ressources de manière à combler les besoins économiques, sociaux et esthétiques tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la diversité biologique et le milieu vital. » (WTTC, OMT et Conseil de la Terre, 1999)

Les définitions du tourisme durable sont nombreuses mais toutes recoupent un certain nombre de notions :

- le terme de tourisme durable désigne un tourisme fondé sur des ressources naturelles, culturelles ou aménagées qui contribuent au développement durable.
- la notion de tourisme, même durable, ne doit pas non plus entraver celle de la rentabilité.
- le tourisme durable est un tourisme accepté, qui se fonde sur la concertation et le dialogue dans le respect des cultures et populations locales.

C. Le tourisme appropriatif de la nature : une forme possible de tourisme durable

Que ce soit de la part des autorités gouvernementales (française et internationale), des Organisations Non Gouvernementales ou de protection de la nature (WWF, UICN, l'UNEP, etc.), les mentalités ont évolué.

L'exploitation des ressources naturelles, quand elle est réglementée, ne constitue plus un mal mais peut contribuer réellement à la protection de l'environnement et favoriser le développement économique et social des communautés locales.

Pour le Conseil Economique et Social (2002), la chasse, conçue comme une pratique raisonnée d'exploitation des ressources naturelles renouvelables, doit jouer un rôle dans la restauration de la qualité écologique et pour le rétablissement de liens harmonieux entre urbains et ruraux.

Koro et al. (1999) estiment qu'un tourisme appropriatif de la nature peut constituer une activité à forte valeur ajoutée et à faible impact favorisant l'autonomie et l'enrichissement des territoires.

Dans ce mémoire, c'est la forme durable du tourisme appropriatif de la nature qui retiendra notre attention.

« Un tourisme appropriatif de la nature durable est un tourisme diffus, englobant les activités cynégétiques et halieutiques. Il serait dans l'idéal :

- basé sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles sans mettre en danger les espèces,
- respectueux de l'environnement, préservant les ressources des écosystèmes en maintenant leur potentiel de production pour les générations futures,
- rentable pour les bénéficiaires et praticable à long terme,
- assurant la suffisance et la qualité de l'alimentation à toutes les populations,
- équitable au niveau social et humain, entre les différents pays et au sein de chaque pays,
- respectueux des us et coutumes locales,
- socialement acceptable. »

(adapté de la définition de l'agriculture durable de Bonny S. de l'INRA – économie et sociologie rurale citée dans Michel P., 1999).

Nous retrouvons, dans cette définition les trois bases de la durabilité : l'environnement, l'économique et le social ainsi que les notions de spatialité et de diversité des cultures.

Il convient de préciser quelques points de cette définition.

Tout d'abord, tel le tourisme de nature, et comme le précisait D. Giard, il est **nécessaire d'insister sur le caractère diffus de la pratique**. Un « tourisme appropriatif de la nature de masse » pourrait avoir des effets destructeurs pour les populations animales et destructurants pour les territoires.

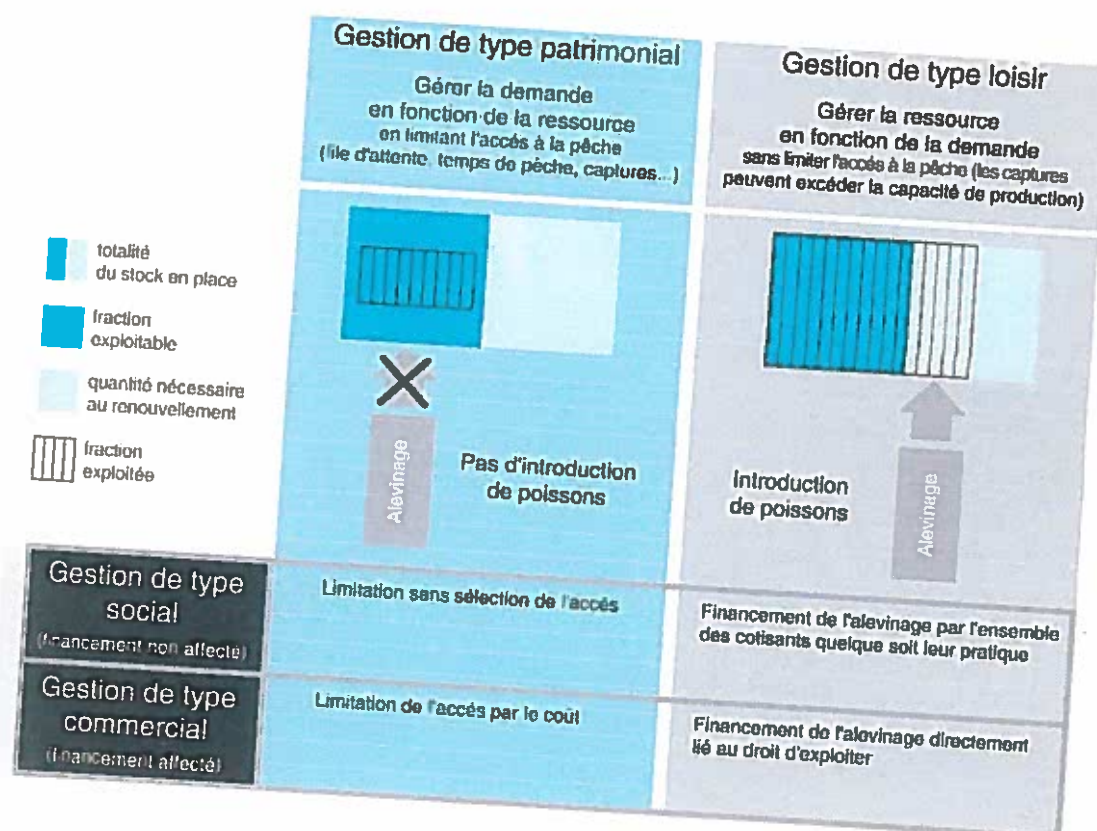
Deuxièmement, la définition s'appuie sur le fait que le tourisme appropriatif de la nature durable doit être basé sur l'utilisation rationnelle de ressources naturelles.

N'est pas considéré comme naturel, tout animal, gibier ou poisson, dont le lâcher a lieu durant la période légale de pratique des activités appropriatives de la nature.

Il est important de faire un distinguo entre les différents types d'activités appropriatives de la nature : les activités économiques et commerciales, comme le fait Lorgnier du Mesnil¹⁶ pour la chasse. Il effectue une différence entre une chasse économique où le chasseur paye la valeur de son loisir et une chasse commerciale où le chasseur paye son gibier ; la chasse commerciale n'étant qu'un aspect de la chasse économique sans pouvoir être réduite à cela.

Le CSP (1994) procède à une distinction entre les types de gestion piscicole. Deux nous intéressent plus particulièrement : la gestion de type loisir et la gestion patrimoniale.

Les différents types de gestion



Dans CSP, 1994, gestion piscicole et plans de gestion

La gestion de type loisir n'existe que pour contenter le pêcheur et lui fournir ce qu'il attend, c'est-à-dire du poisson en quantité, quelle que soit la capacité du milieu.

La gestion patrimoniale implique le respect de la structure et de la pérennité des populations naturelles : elle consiste à tendre vers la restauration du milieu par la mise en œuvre de programmes appropriés et à l'adaptation de l'effort de prélèvement à la capacité régénératrice du milieu.

On peut rapprocher la gestion piscicole de type loisir à l'activité chasse pratiquée de manière commerciale.

Dans le cas d'un tourisme appropriatif de la nature durable, la gestion patrimoniale est celle qui convient car elle respecte les capacités des milieux naturels à se régénérer ou à « produire ».

Dernièrement, pourquoi parler de la notion de suffisance de l'alimentation ? Il est nécessaire de la mentionner car le tourisme appropriatif de la nature ne doit pas remplacer toute forme d'élevage, d'agriculture ou de pêche. Il arrive, dans certaines régions du monde, que toute forme d'agriculture soit exclue afin de ne pas gêner le gibier. La venaison¹⁷ n'étant pas toujours répartie entre les locaux, on peut quelquefois arriver à des situations de sous-alimentation.

Dans nos régions également, il arrive que la fonction agricole des terres disparaisse, notamment au profit de la chasse et de la production sylvicole. Cela peut entraîner par exemple un enrichissement ou un boisement incontrôlé de la majorité des terrains disponibles (cas de certaines parties du Massif Central).

Le bouleversement des paysages est ici brutal et peut entraîner un mal-être chez la population. Sgard J. (?) estime que lorsque la friche et la forêt se développent trop fortement, « la lumière s'homogénéise (...). L'impression d'abandon et d'isolement prédomine, mais aussi celle d'étouffement, de suppression du contact avec les autres. La proximité de la forêt mal entretenue réveille de vieilles craintes, l'espace de sécurité s'évanouit. »

¹⁶ dans colloque *chasse, développement rural, aménagement du territoire*, 1994

¹⁷ (n.f.) chair comestible de gros gibier

Chapitre 2 : choix de la recherche et méthodologie suivie

I. Pourquoi le tourisme appropriatif de la nature ?

A. Potentiellement, un grand intérêt

Dans les espaces ruraux de ressources banales, peu d'activités touristiques sont proposées. La seule faisant réellement l'objet d'une véritable mise en valeur est la randonnée. Les retombées qu'elle génère sont souvent faibles et ne peuvent à elles-seules constituer un levier de développement.

Quatre constats permettent de mieux cerner tout l'intérêt possible, pour un territoire, de disposer d'un tourisme appropriatif de la nature.

Premier constat : la France est dans une phase de croissance démographique et d'urbanisation générale, les surfaces dédiées aux milieux naturels vont donc s'amoinrir, devenant de plus en plus rares et de plus en plus chères.

Deuxième constat : **L'espace français dispose d'atouts non négligeables pour le développement d'un tourisme appropriatif de la nature :**

- une grande diversité de milieux naturels, susceptibles d'être le support d'activités cynégétiques (zones humides, montagne, bocage, forêt, ...)
- le 1^{er} domaine halieutique d'Europe (MAP, AFIT, 1996), 550 000 km de cours d'eau de 1^{ère} catégorie (classe des salmonidés dominante), 100 000 km de cours d'eau de 2^{ème} catégorie (classe des cyprinidés dominante), 400 000 ha de lacs ou d'étangs
- une diversité faunistique importante en espèces de poissons et de gibier.

Selon J. Bodin (1996), « la France dispose du plus bel espace naturel d'Europe, maillé de surcroît, en un réseau unique de communes rurales ayant chacune leur personnalité et leurs richesses ».

Troisième constat : **La clientèle potentielle est importante :**

- 1,384 millions de chasseurs français en 2001 (CEC, 2002). J.M. Pinet (1993) estimait que sur les 1,450 millions de chasseurs des années 1990, 10 % étaient déjà clients de l'hôtellerie cynégétique,
 - 3 millions de pêcheurs assidus en France dont 50 % sont susceptibles d'être clients d'un tourisme halieutique (cabinet Cristal, 1998)
- sans compter les clientèles étrangères très fortement intéressées par les possibilités offertes par le territoire français.

Quatrième constat : **le développement touristique, dans une optique de durabilité, d'activités cynégétiques ou halieutiques sur un territoire, peut, potentiellement :**

- **dégager des retombées économiques propices au territoire.** Les activités appropriatives de la nature :
 - se pratiquent en dehors des saisons touristiques habituelles (au printemps et en automne), donc permettent une certaine désaisonnalisation de l'activité touristique,
 - font appel à des ressources du territoire,

- peuvent être génératrices de valeur ajoutée.
- **permettre une meilleure prise en compte de l'environnement.** Les activités appropriatives de la nature :
 - nécessitent un environnement naturel préservé de qualité,
 - obligent à une démarche volontariste d'aménagements écologiques des habitats naturels et de gestion de la faune sauvage.
- **stimuler la vie locale à travers :**
 - le développement d'échanges inter et intra territoire (il requiert une concertation entre de nombreux acteurs locaux),
 - la valorisation d'usages traditionnels,
 - l'animation de la ruralité à des saisons habituellement peu vivantes.

Nous le voyons, un tourisme appropriatif de la nature a hypothétiquement le triple avantage d'avoir des effets bénéfiques économiquement, socialement et environnementalement pour le territoire.

Il nous conviendra, dans cette recherche, d'appréhender au mieux les retombées que génère réellement la mise en place d'un tourisme appropriatif de la nature.

B. Un tourisme nouveau en France et mal connu

La pratique touristique d'activités appropriatives de la nature n'est pas réellement récente. Elle est déjà ancienne pour les Français mais nouvelle sur le territoire français.

Elle fut à l'origine un tourisme très prisé par une clientèle plutôt aisée : les chasses à l'étranger, en Afrique particulièrement, les pêches à l'espadon dans l'Océan Pacifique constituent des pratiques anciennes, qui ont eu leur période de gloire.

En France, un tourisme appropriatif de la nature « non-officiel » a commencé à se développer avec la généralisation de l'automobile et l'amélioration des réseaux de transport. Il était principalement la conséquence d'une invitation d'un ami disposant d'un territoire de pêche ou de chasse.

Une autre forme de tourisme appropriatif de la nature s'est ensuite développée avec la mise en place d'un système que l'on pourrait qualifier de commercial, tourné vers la satisfaction exclusive du client. Les premiers à faire appel à ce type de tourisme furent des personnes intéressées par le tir ou la pêche d'un grand nombre d'animaux. Il est alors procédé à des lâchers en quantité parfois importante, à la mesure de ce que le client est enclin à payer, sur des territoires privés, souvent clos de murs ou de grillages.

L'idée de mettre en place, sur le territoire français, un tourisme appropriatif de la nature, basé sur les ressources naturelles existantes et en accord avec les sociétés de pêche ou de chasse locales, est plus récente.

Cette réflexion date du milieu des années 90. Quelques colloques peuvent témoigner de ce regain d'intérêt :

- « Chasse, développement rural, aménagement du territoire » organisé par la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de Paris, au Sénat, à Paris en 1994,
- « Tourisme, pêche et développement rural » organisé par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche et l'Agence Française pour l'Ingénierie Touristique à Paris en 1995
- « Faune sauvage et développement rural » organisé par l'Office National de la Chasse à Paris en 1996.

Plusieurs expériences de tourisme appropriatif de la nature ont ensuite vu le jour et se sont développées sur l'ensemble de l'espace rural français. Cependant, on connaît peu, dans la littérature, l'ampleur des retombées que de tels projets ont pu avoir sur les territoires sur lesquels ils ont été mis en place.

II. Définition de la problématique

A. Problématique

Corollaire d'une activité économique fragile (déprise agricole, peu d'emplois au niveau local) et d'une faible attractivité (pas de spécificité touristique forte, déficit d'image), nombreux espaces ruraux aux ressources banales connaissent la déprise agricole et le phénomène de désertification.

Pour faire face à ce déclin, est née l'idée, au début des années 1990, de créer de la valeur ajoutée en optimisant l'exploitation des ressources naturelles renouvelables. Certains territoires ont alors décidé de miser sur la « mise en tourisme » de leurs potentialités faunistiques locales.

Se basant sur les principes de la durabilité, les responsables cynégétiques et halieutiques, aidés par les élus, le monde agricole et les structures touristiques, ont perfectionné leur gestion des espèces et des espaces afin de leur permettre d'en jouir au maximum et ainsi d'assurer l'entrée de flux financiers sur le territoire.

On connaît peu actuellement l'ampleur des retombées économiques, environnementales et sociales induites par le développement d'un tourisme appropriatif de la nature. Il semble néanmoins intéressant d'essayer d'appréhender aux mieux l'impact réel sur ces territoires ruraux de ce nouveau type de tourisme.

B. Hypothèse de travail

Une hypothèse de travail peut être définies, avec ses trois aspects correspondant aux trois champs principaux de la durabilité.

Hypothèse de travail : le tourisme appropriatif de la nature peut être une forme de développement durable pour des espaces ruraux dits de ressources banales.

- Aspect 1 : Un tourisme appropriatif de la nature ^{durable} oblige à posséder ou à recréer un environnement naturel de qualité. Il contraint à une meilleure utilisation de la faune sauvage et demande l'optimisation de la gestion des ressources naturelles renouvelables du territoire.

- Aspect 2 : Un tourisme appropriatif de la nature durable, en permettant l'arrivée sur le territoire de flux financiers extérieurs, contribue à consolider les activités économiques de l'espace rural sur lequel il se base.

- Aspect 3 : En soutenant l'économie locale et en demandant la participation d'un grand nombre d'acteurs du territoire, le tourisme appropriatif de la nature durable crée une effervescence sociale favorable à la synergie de nouvelles dynamiques.

III. Choix des cas d'étude :

Le parti pris de la durabilité impose de nombreuses contraintes dans le choix des cas d'études. Il convient à nouveau de mentionner la principale, déjà abordée dans la définition du tourisme appropriatif de la nature durable : l'exploitation exclusive des ressources naturelles existantes du territoire.

Etant donné qu'il est choisi de n'étudier que les projets basés sur ces ressources naturelles, la très grande majorité des chasses commerciales et beaucoup de projets touristiques pêche (type Pascalis dans les Deux-Sèvres pour le plus connu et le plus important) sont éliminés de cette recherche.

Il a été décidé d'aborder deux études de terrain. Le travail demandé, le nombre d'acteurs à rencontrer, a obligé à la limitation du nombre de cas d'étude en France.

Cherchant des expériences de tourisme appropriatif de la nature durable, le réseau Actéon est apparu comme un bon exemple.

Le projet Actéon a été développé à l'initiative de Jacques Bodin, Président de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne (FIC Paris HSV) au début des années 1990.

La démarche du projet Actéon vise à une double originalité :

- un projet global dont le but est de valoriser l'ensemble des ressources du territoire (cynégétique, halieutique mais aussi gastronomique, produits de tourisme vert, etc.)
- une volonté d'associer, dès le départ, producteurs, consommateurs ainsi que l'ensemble des acteurs du territoire autour d'un même projet.

Ce réseau regroupe en son sein plus d'une dizaine de territoires ayant mis en place, à partir de projets associatifs issus d'une volonté locale, un tourisme appropriatif de la nature (tourisme cynégétique et halieutique) basé uniquement sur les ressources naturelles.

Ayant reçu un accueil favorable, senti une volonté de s'investir et de participer à cette recherche, c'est vers deux territoires appartenant au réseau Actéon que j'ai concentré mes recherches.

Ces deux terrains sont ceux d'Actéon Val de Besbre (Allier – 03) et d'Actéon Perche (Eure-et-Loir – 28). Plusieurs raisons ont amené à ce choix :

- Actéon Allier, volonté « descendante » de la FDC de l'Allier, figure parmi les premiers territoires ayant adhéré à la démarche Actéon. C'est un territoire économiquement et démographiquement fragile, éloigné de la région parisienne.
- Actéon Perche, volonté « ascendante » d'un GIC et de son Président, est un site récent dans le réseau Actéon. C'est un territoire qui jouit d'un nouveau dynamisme grâce à sa proximité de l'agglomération parisienne.

IV. Méthodologie du travail

A. Explication de la méthode

Pour chaque territoire, nous avons eu recours à deux analyse : - la première a consisté en l'étude de documents internes mis à disposition par le réseau Actéon et de l'étude de l'ensemble de données (RGA, INSEE) pouvant permettre une meilleure compréhension du site
- la deuxième a permis la rencontre d'un nombre important d'acteurs, grâce à l'aide de la cellule nationale et des responsables des deux sites locaux.

Afin d'aborder au mieux le travail de terrain, d'analyser les points essentiels et de décrypter l'ensemble des données ainsi recueillies, il a été décidé de mettre en place une méthodologie se basant sur une analyse multicritère.

Il est difficile d'affirmer d'emblée si un projet entre dans un processus de durabilité, qui, comme nous l'avons vu, est dynamique et perfectible. **Seul un ensemble de critères peut nous confirmer dans quelle mesure le projet se situe dans une démarche de durabilité.**

Des critères économiques, sociologiques et environnementaux, permettant d'essayer de qualifier la durabilité du tourisme, ont été relevés dans plusieurs publications¹.

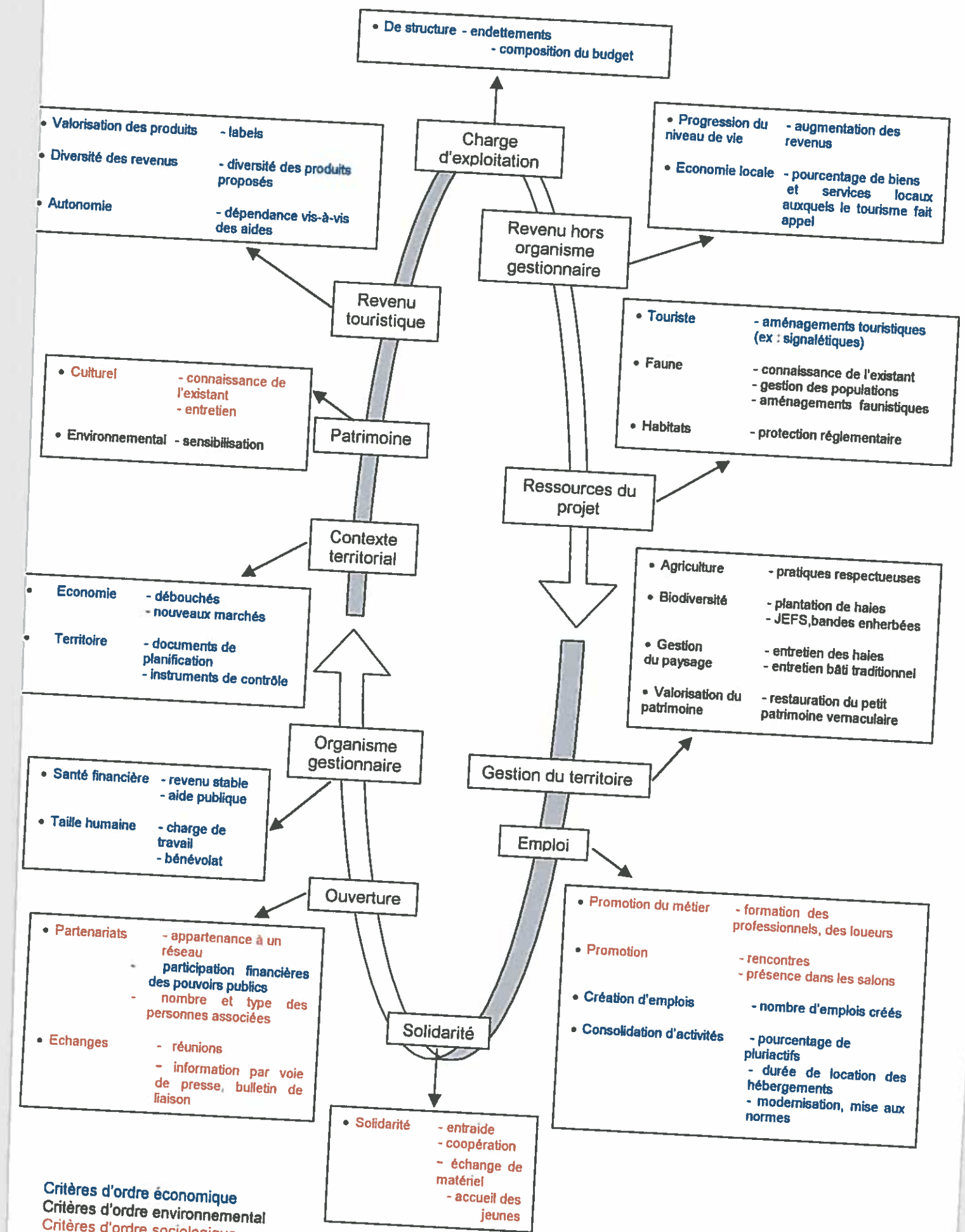
La capitalisation des connaissances et des recherches précédentes a permis la réalisation d'un tableau (en annexe 3) regroupant les effets positifs et négatifs du tourisme en fonction des critères permettant de les évaluer.

Ensuite un choix de critères adaptés à l'espace rural et au tourisme appropriatif de la nature a été effectué et est présenté de manière simplifiée dans le schéma ci-après.

¹ D'après

- CNRTER, 2000, *vers un tourisme durable*
- Conseil de l'Europe, 2000, *tourisme et environnement : les enjeux naturels, culturels et socio-économiques du tourisme durable*
- Leader II, 2000, *Evaluer la compétitivité environnementale d'un territoire* dans La compétitivité environnementale, cahier de l'innovation n°6 fascicule 3, observatoire européen Leader II, Bruxelles, p. 21-31
- Leader II, 2001, *Evaluer la compétitivité d'un territoire dans le contexte global* dans La compétitivité des territoires ruraux à l'échelle globale, cahier de l'innovation n°6 fascicule 5, observatoire européen Leader II, Bruxelles, p.25-33
- OMT, 1996, *guide pratique pour l'élaboration et l'emploi d'indicateurs du tourisme durable*
- OMT, 1999, *guide à l'intention des autorités locales : développement durable du tourisme*
- VILAIN L., 1994, *Méthode IDEA - Indicateurs de durabilité des exploitations agricoles* dans De l'exploitation agricole à l'agriculture durable, p.111-145
- ZIMMER P et GRASSMANN S, 1996, *Evaluer le potentiel touristique d'un territoire*, publication du programme LEADER II
- www.tourism-21.org «recherche sur les indicateurs pour un tourisme durable : une méthode de choix et de définition d'indicateurs pour un développement touristique durable dans les pays en développement. »

Situer son projet dans une démarche de tourisme durable



Adapté de Travaux et innovations, 1999 et tableau Indicateurs du tourisme durable en annexe 3

A partir de ces différents éléments, il a été procédé au regroupement en sept catégories d'actions d'un ensemble de paramètres recoupant tous les champs de critères de la durabilité : critères d'ordre économique, critères d'ordre environnemental, critères d'ordre sociologique.

Le choix des paramètres s'est effectué à partir de deux impératifs principaux : l'importance de l'action pour le développement durable ainsi que son évaluation possible.

Chaque paramètre est évalué indépendamment en fonction d'une grille de notation, présentée dans les pages 39-40-41.

Une échelle de notation permet une évaluation la plus juste possible du paramètre. Plusieurs types de note peuvent caractériser chaque paramètre, selon les cas :

- une notation bonifiante : points positifs attribués en fonction du degré d'« optimisation ».
- Une notation neutre (0) : correspondant à un seuil d'indifférence. La présence de l'action est bonifiante, son absence n'est pas significative pour avoir un impact positif ou négatif.
- Une notation éliminatoire (x) : paramètre « veto » ou d' « exclusion », caractérise une action contraire à la notion de développement durable.

A cause de leur caractère diffus, les retombées engendrées par le tourisme appropriatif de la nature sont difficiles à apprécier et à quantifier. C'est pourquoi pour plusieurs paramètres, au lieu d'une évaluation quantitative, il a été procédé à une évaluation plus subjective.

Il arrive que certains paramètres soient plus facilement évaluables par des mots que par des chiffres. C'est à ses mots, par exemple « faible, moyen, fort », que sera attribuée une note permettant de mieux évaluer le paramètre.

Afin d'être le plus objectif possible, le jugement de ces paramètres, dont l'appréciation pourra toujours être critiquable, se fera grâce à une « subjectivité interpersonnelle », fruit de la perception des différentes situations et de la confrontation des points de vue et avis avec le plus grand nombre d'acteurs du territoire.

Subjectivité interpersonnelle : « une caractéristique se réfère généralement à la subjectivité personnelle, autrement dit à la perception par nos sens, à l'association de cette perception à nos expériences passées, à notre culture et à nos opinions. [...] »

La subjectivité interpersonnelle concerne les larges consensus qui peuvent résulter de la confrontation de perceptions et d'opinions. [...] » (Ballinger D. et Maystre L.Y., 1999)

L'évaluation de chaque catégorie d'actions se fait par un nombre variable de paramètres. Afin d'éviter toute pondération implicite résultant de cette variabilité, une échelle de notes communes, pour l'ensemble des catégories d'actions, a été mise en place : de 0 à 3.²

C'est la somme des notes de ces 7 catégories, ensuite échelonnée de 0 à 20, qui permettra d'évaluer dans quelle mesure le projet étudié se rapproche d'une durabilité jugée optimale par rapport à l'ensemble des catégories d'actions et des paramètres désignés ; le projet « idéal » ayant une note de 20.

Etant donné qu'il y a trois critères environnementaux contre deux pour les autres catégories, il a quand même été procédé à une pondération implicite volontaire, le caractère environnemental prenant alors plus d'importance.

² Pour les critères à quatre paramètres, il a été décidé, afin d'obtenir la notation finale du critère, de scinder la somme des notes ainsi obtenue comme suit :
0 point au critère = 0 au total de l'addition des notes des quatre critères ; 1 point = somme de 1, 2, 3 ;
2 points = 4, 5, 6 ; 3 points = 7, 8
Pour les critères à 5 paramètres, la notation s'effectue comme suit : 1 point = 1,2,3 ; 2 points = 4,5,6,7 ; 3 points = 8,9,10

Dans le cadre d'un tourisme appropriatif de la nature que l'on souhaite durable, dont sa seule légitimité est l'utilisation de ressources naturelles renouvelables du territoire dans leur respect et leur maintien, condition sine qua non pour pouvoir perdurer, il a été jugé normal d'accorder un poids supérieur aux critères d'ordre environnemental.

Sans dénier l'importance économique et sociologique de projets de tourisme appropriatif de la nature, le caractère environnemental du produit lui confère toute son originalité, sa force et sa raison d'être.

Des simulations ont été expérimentées afin d'attribuer un coefficient, un poids différent, à chaque catégorie d'actions. Le résultat n'étant pas significativement probant, vu l'importance relative de toutes les catégories, il a été décidé de ne pas en utiliser.

La présence d'un paramètre d'exclusion signifie que le projet va pleinement à l'encontre de ce que l'on peut attendre d'une optique de long terme et de durabilité. On attribuera alors à la notation finale la note de 0.

Cependant, l'attribution de la note finale ne constitue que la première partie de l'analyse. Elle permet de se donner une idée du caractère durable du projet étudié sur une « échelle de durabilité » allant jusqu'à 20. Elle doit obligatoirement être complétée par une analyse plus fine de chaque critère et de chaque paramètre. En effet, deux mêmes notes finales peuvent ne pas avoir la même signification. Par exemple, un projet peut être moyen partout et obtenir une note de 10 alors qu'un autre projet peut avoir une même note en étant excellent sur quelques critères mais très mauvais sur ceux restant. L'analyse et les conclusions ne peuvent pas alors être identiques.

B. Le choix des acteurs à rencontrer

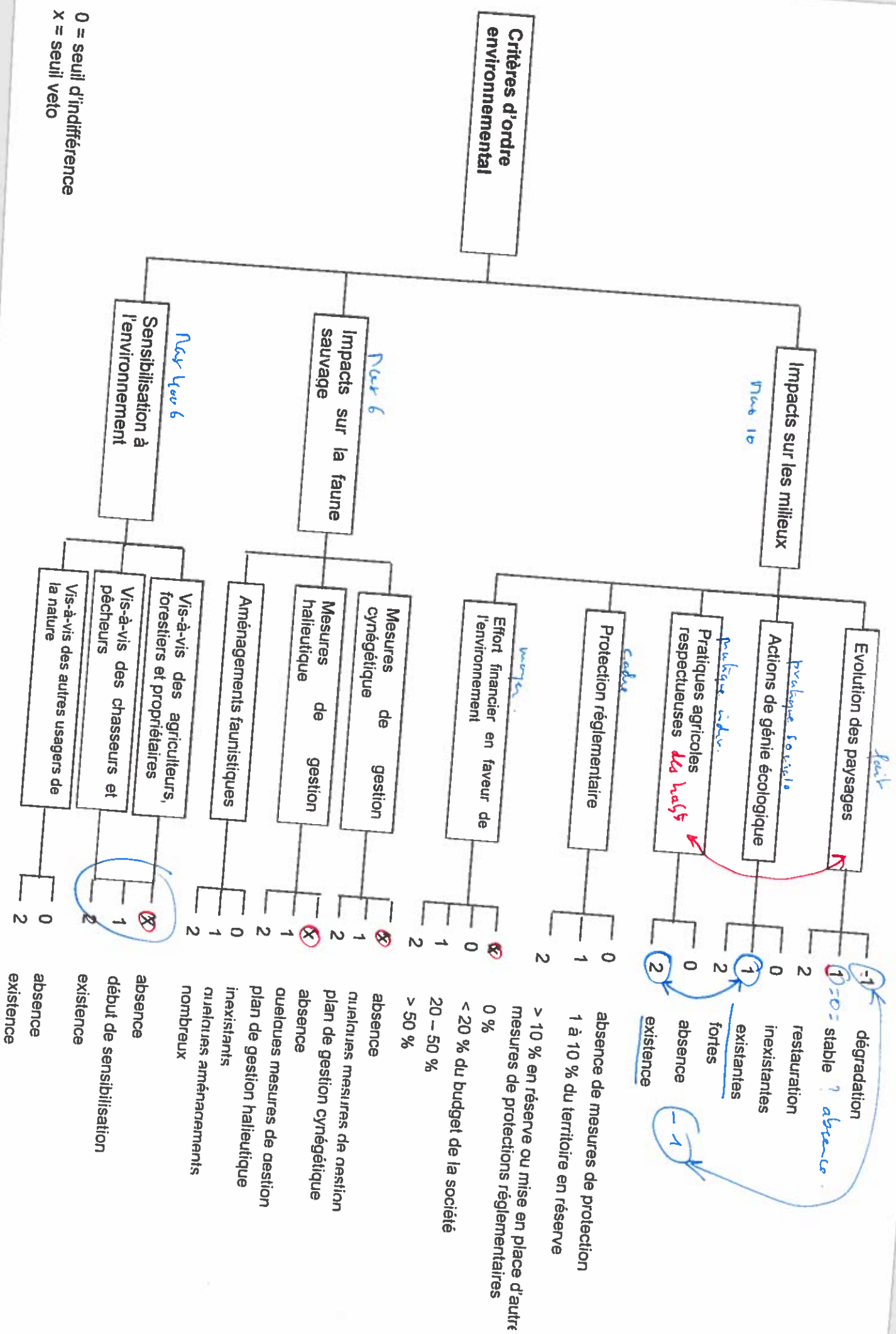
Il a été essayé, pour les deux sites, de rencontrer un large éventail diversifié d'acteurs du territoire et du programme local Actéon. Il s'agit bien ici d'un éventail, l'échantillon choisi n'est pas statistiquement représentatif. Il aurait été difficile de choisir un échantillon représentatif en raison des disparités qui existent entre chaque groupe d'acteurs (nombre important de personnes pour les prestataires cynégétiques et halieutiques et faible pour les autres) mais également en raison des impératifs de terrain (nombre restreint de jours passés sur les territoires d'étude) et des contraintes de chaque acteurs (disponibilité).

Il a donc été décidé, en fonction des conseils de chaque responsable local, une liste de personnes à rencontrer :

- **des responsables cynégétiques et halieutiques locaux et départementaux** (Présidents de sociétés communales Départementales, responsables de sociétés privées et chargés de mission des Fédérations de chasse et de pêche),
- **des élus locaux,**
- **des responsables de structures locales de développement,**
- **des représentants de structures touristiques,**
- **des représentants des organisations agricoles,**
- **des hôteliers, restaurateurs, propriétaires de gîtes et prestataires de service,** bénéficiant du label.

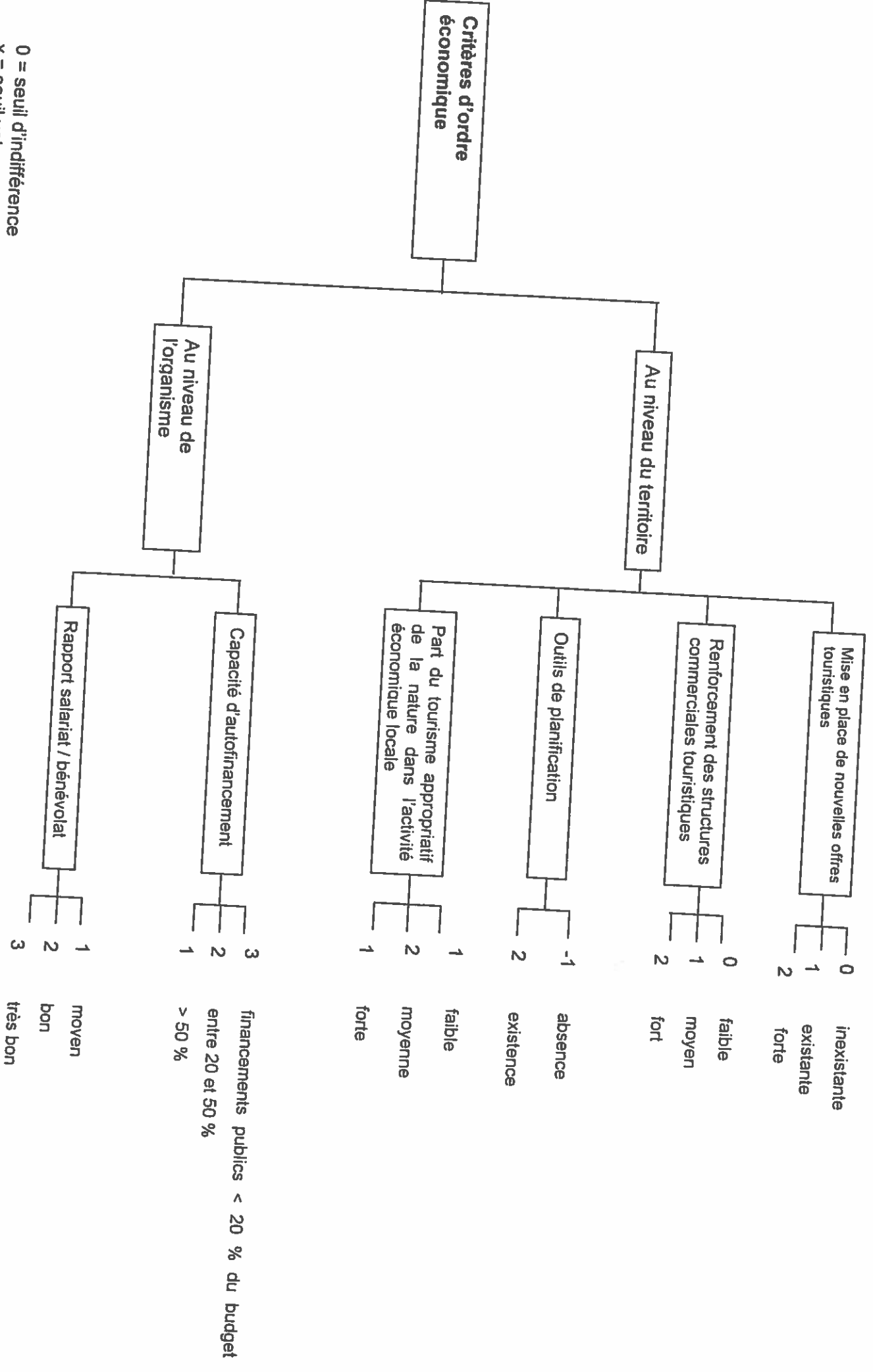
Il aurait été sûrement enrichissant de rencontrer d'autres types d'acteurs (hébergeurs n'ayant pas le label Actéon, association de protection de la nature ainsi que d'autres personnes non directement impliqués dans le programme). Le problème principal ayant été le temps imparti pour la réalisation de ce travail, il n'a été choisi que les acteurs ayant un rapport direct (prestataires touristiques) ou pouvant interférer avec le programme Actéon.

Grilles de notation

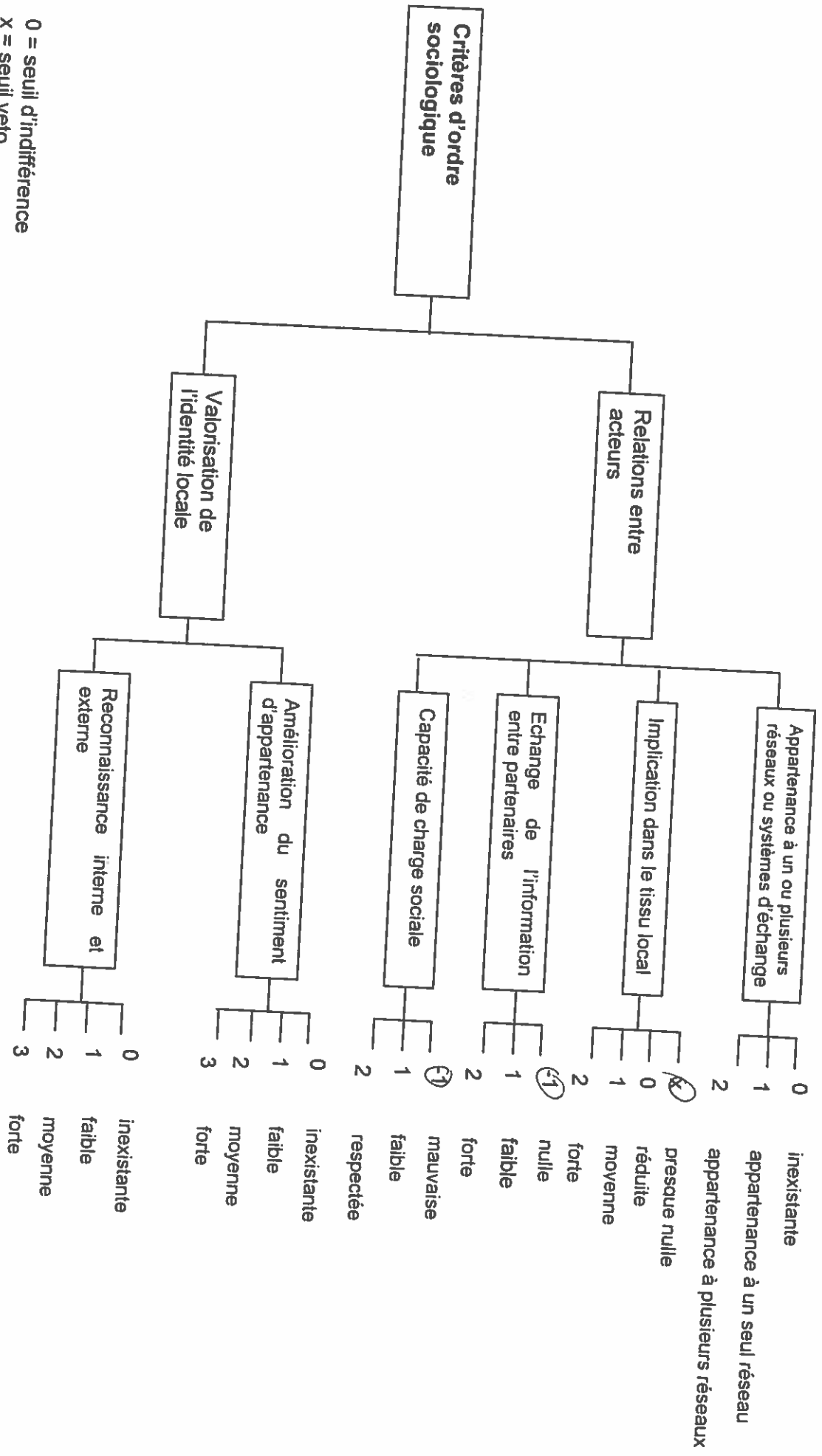


0 = seuil d'indifférence
x = seuil veto

0 = seuil d'indifférence
x = seuil veto



0 = seuil d'indifférence
 x = seuil veto



C. Les paramètres d'évaluation des catégories d'actions

Dans cette partie sont décrits les indicateurs et paramètres signalés dans les grilles de notation des pages 39-40-41.

1. critères d'ordre environnemental

✓ Impacts sur les milieux

- *Evolution des paysages*

Ce paramètre doit permettre d'évaluer les grandes dynamiques d'évolution des paysages et donc des milieux naturels. L'évolution sera caractérisée par trois processus :

- *dégradation* : le paysage se dégrade et se ferme (enfrichement, fort taux de boisement), les éléments traditionnels disparaissent,
- *stabilité* : aucun bouleversement marquant n'est venu altérer le paysage,
- *restauration* : des actions concrètes sont menées afin de préserver une certaine qualité des paysages.

Pour Colson F. et coll. (1995), « les ruraux et les urbains accordent une valeur économique plus grande à un paysage agricole qu'à un paysage marqué par la déprise agricole et par le développement des friches ». C'est pourquoi une note pénalisante a été attribuée à un paysage qui se dégrade.

Un paysage dont l'évolution peut être considérée comme stable ou comme s'améliorant a une note positive.

Paysage : « ce que l'œil embrasse du regard » Vidal de la Blache
Nous entendons par paysage l'expression observable par nos sens de la combinaison entre la nature, les techniques et la culture de l'homme. C'est-à-dire l'entité visuelle dans son ensemble.

- *Actions de génie écologique*

Se caractérise par l'importance des actions sur les écosystèmes³. Cela peut correspondre à la mise en place de culture à gibier, de Jachères Environnement Faune Sauvage (JEFS), la préservation de zones humides ou la mise en place de bandes enherbées par exemple. Ce paramètre, dans son évaluation, doit refléter une action volontariste en faveur d'une prise en compte de l'aménagement des écosystèmes et donc des habitats faunistiques. (Voir également en annexe 4 pour plus de précisions sur le génie écologique)

L'Organisation Internationale de Lutte Biologique (OILB) estime qu'une surface minimale de 5 % de milieux naturels préservés est nécessaire pour le fonctionnement correct de l'agrosystème et pour la faune sauvage. (dans L. Vilain, 1999)

Génie écologique : « application des résultats de la recherche écologique aux pratiques de l'ingénieur et du technicien dans des tâches d'aménagement du territoire ».
Dans Fischesser D. et Dupuis-Tate MF, 1996

- *Pratiques agricoles respectueuses de l'environnement*

Se définit par la mise en place ou non de pratiques agricoles à une échelle collective avec des volets spécifiques au territoire. Cela peut correspondre au nouveau Contrat d'Agriculture Durable - CAD - avec des mesures adaptées à la zone (ou aux anciens dispositifs Opération Groupée pour une Agriculture Respectueuse de l'Environnement - OGARE, Mesures Agri-Environnementales - MAE ou bien Contrats Territoriaux - CTE)

³ Ecosystème (n.m.) : unité écologique de base (...) structurale ou fonctionnelle en laquelle on peut subdiviser la biosphère tout entière.
Dans Ramade F, 1993, dictionnaire encyclopédique de l'écologie

Rappel

En ce qui concerne la faune sauvage, il est nécessaire de signaler le rôle capital de l'agriculture, nombre d'espèces (lièvre, perdrix, caille, etc.) sont associées à l'agriculture et au maintien des milieux agropastoraux et cultivés. (voir également annexe 7)

Néanmoins, la simplification des systèmes d'exploitation, l'intensification des pratiques, l'abandon de terres agricoles (déprise) ont contribué à simplifier la diversité des écosystèmes et à créer des conditions non propices au développement de la faune.

Pour exemple, la mortalité de la perdrix grise serait d'origine agricole pour 25 % des cas. 30 % des nids échoueraient par destructions dues au machinisme agricole (source : ONCFS, FDC, dans Scherrer, 2002).

L'agriculture intensive est également responsable, dans certains cas, des dysfonctionnements des écosystèmes aquatiques. Une trop forte irrigation peut entraîner un étiage⁴ trop sévère, très préjudiciable pour les populations piscicoles, l'utilisation abusive d'amendements d'origine minérale (phosphate et nitrate) peut être la cause de phénomènes de dystrophisation⁵ des milieux aquatiques.

- *Protection réglementaire*

La protection de la nature requiert fréquemment une protection réglementaire liée au foncier. Deux types de protection peuvent être mis en place : des mesures cynégétiques et halieutiques (réserve de chasse ou de pêche⁶) et des mesures réglementaires plus fortes (réserve naturelle, arrêté de biotope)

Il sera évalué si les sociétés locales se contentent du minimum (pour les ACCA, minimum réglementaire de 10 % de la superficie en réserve de chasse), ou si elles font un effort supplémentaire et s'investissent dans le long terme avec des protections réglementaires plus fortes, de type arrêté de biotope.

- *Part du budget des associations locales en faveur de l'aménagement des territoires*

Mesure l'effort consenti par les sociétés locales de pêche ou de chasse pour favoriser l'aménagement des territoires d'exercice et donc la pratique de la pêche et la chasse sur le long terme.

Pour exemple, habituellement, dans les associations de chasse le budget « dépense » se décompose pour 60 % en achats de gibier de tir, 10 % pour les aménagements et 30 % pour le reste (vie associative, gardiennage, ...) (Pinet J.M., 1993).

NB : l'évaluation de ces paramètres : une question d'échelle.
Si l'on observe les champs de ces paramètres, certains peuvent se recouper. Afin de limiter les recoupements dans leur évaluation, ceux-ci font l'objet d'une étude à des échelles différentes : de l'entité visuelle à la parcelle et l'écosystème, en passant par l'échelle humaine.

⁴ Etiage : débit annuel le plus faible d'un cours d'eau (dans Peysey C., 1993, *La pêche pratique*)

⁵ Dystrophisation (n.f.) : « phénomène caractérisé par un enrichissement excessif par des éléments minéraux nutritifs des eaux [...]. Cet enrichissement peut être produit par le déversement d'effluents d'origine urbaine ou agricole. » (Dans Ramade F., 1993, *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie*)

⁶ réserve de chasse ou de pêche: territoire sur lequel, soit le propriétaire, soit le détenteur des droits de pêche ou de chasse interdit la pratique de ces activités.

✓ Impacts sur la faune sauvage

- Mesures de gestion cynégétique ou halieutique

Paramètre primordial qui démontre la volonté locale d'une utilisation rationnelle de la faune sauvage. Son absence convient à ne pas être dans une logique de durabilité.

Deux niveaux de gestion peuvent être constatés : une série de mesures non coordonnées ou un véritable plan de gestion (diagnostic, objectifs, plan d'actions à plus ou moins long terme).

- Aménagements faunistiques

Marque l'effort consenti en faveur d'une gestion de la faune. Les aménagements faunistiques viennent en complément d'une action globale sur les habitats. Ils servent à pallier, temporairement, les « manques » de la nature.

L'évaluation de ce paramètre relèvera de l'appréciation du nombre d'aménagements par rapport aux composantes naturelles du territoire.

« Gérer une population naturelle, c'est à dire une ressource naturelle renouvelable, c'est dévier son devenir spontané pour en tirer un profit tout en préservant la pérennité de ce bien naturel. » (Fischesser D. et Dupuis Tate MF, 1996)

Qu'est-ce que gérer ?

- d'abord, connaître le statut de conservation général et local de l'espèce,
 - réguler les effectifs d'espèces occasionnant des dégâts aux activités humaines et les espèces prédatrices,
 - maîtriser les prélèvements,
 - participer financièrement et matériellement à l'entretien des habitats et à l'aménagement de milieux.
- (Scherrer V., 2002)

Aménagements faunistiques : l'objectif des aménagements pour la faune « est de lui assurer des secteurs de nourrissage, de refuge et de reproduction susceptibles de satisfaire ses exigences toute l'année. » (ONC, 1997, *Dictionnaire de la chasse, de la faune et de ses habitats*)

Nous entendons par aménagements faunistiques, des mesures artificielles qui permettent de compléter les actions de génie écologique : agrainoir, abreuvoir, frayère artificielle, passe à poissons, abris anti-prédation, obstacles pour ralentir le courant, etc.

✓ Sensibilisation à l'environnement

- vis-à-vis des agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers
- vis-à-vis des pêcheurs et chasseurs, locaux et extérieurs
- vis-à-vis des autres usagers de la nature

Sont évaluées l'absence ou l'existence d'une sensibilisation envers les différents usages de la nature.

Comme le souligne Michel Barnier : « la pédagogie constitue sans aucun doute la clé de la réussite à long terme de toute politique environnementale »⁷. L'absence de politique de sensibilisation environnementale envers les agriculteurs, forestiers, chasseurs et pêcheurs, acteurs directs et principaux d'un tourisme appropriatif de la nature, constitue un critère veto.

Deux degrés de politique de sensibilisation sont pris en compte pour ces deux catégories d'acteurs : l'existence d'une véritable volonté de sensibilisation avec le tenue de réunions d'information spécifiques, la rédaction de plaquette officielle, et une sensibilisation que l'on pourrait qualifier de « non officielle » qui serait faite de manière non coordonnée lors des réunions ou dans les bulletins de liaison ou lors de rencontres officieuses.

⁷ Michel Barnier, *l'environnement en Savoie*, 1996

Par contre, l'absence de politique de sensibilisation envers les autres usagers de la nature (promeneurs par exemple) ne peut pas constituer un critère discriminatoire : ce sont des acteurs indirects sur les milieux naturels qui n'ont que peu d'incidences sur les écosystèmes.

2. Critères d'ordre économique

Les critères d'ordre économique constituent les critères les plus difficiles à évaluer. Il est nécessaire de préciser que nous nous trouvons en présence d'un tourisme diffus, c'est-à-dire qui n'accueille pas un nombre considérable de clients. Les retombées économiques sont donc difficiles à appréhender et il n'est pas évident de connaître la part réellement due au seul tourisme appropriatif de la nature.

✓ Au niveau du territoire

- *Renforcement des structures commerciales touristiques*

On évalue, avec ce paramètre, le renforcement des structures existantes – gîtes ruraux, commerces de proximité, exploitations agricoles – par l'apport d'une nouvelle clientèle ou de nouveaux débouchés/marchés. Le renforcement des structures existantes est essentiel car elle permet une revitalisation ou une consolidation économique de la région. Ce critère sera évalué en fonction des avis de l'ensemble des personnes rencontrées et de l'analyse de la situation locale.

- *Mise en place de nouvelles offres touristiques*

Il est ici évalué la diversification des offres touristiques. Cela peut correspondre à des aménagements signalétiques (balisage de nouveaux sentiers de randonnée) ou à la création d'un nouveau produit touristique.

- *Outils de planification*

Il paraît nécessaire pour la bonne conduite d'un projet qu'il y ait eu un diagnostic initial, que les actions ou les objectifs visés soient décidés par l'ensemble des acteurs. C'est pourquoi, il est préférable de s'être doté d'outils de planification ou d'avoir inscrit les actions dans le cadre de documents officiels. L'existence de procédés de contrôle est positive.

- *Part du seul tourisme appropriatif de la nature dans l'activité économique locale*

L'évaluation de ce paramètre complexe s'effectuera par une appréciation de la proportion liée au seul tourisme appropriatif de la nature. Une trop forte proportion signifie une dépendance trop importante, aux possibles effets négatifs, à une activité touristique par définition aléatoire et dépendante des niveaux de populations faunistiques.

✓ Au niveau de l'organisme gestionnaire

- *Capacité d'autofinancement*

Il est souvent vital pour les débuts d'un projet touristique d'avoir recours à des aides publiques. Cependant, tout projet privé doit arriver à terme à une certaine autonomie financière. Une trop forte proportion de financements publics indique donc une certaine vulnérabilité et une dépendance à des choix politiques.

- *Rapport salarial/ bénévolat*

Dans les projets touristiques, et plus encore dans le cas de trop de projets associatifs, le travail bénévole a une grande importance. Un fort bénévolat marque un grand intérêt de la population locale au projet mais possède ses propres limites. Il sera évalué le rapport entre la part du travail réalisé par des professionnels salariés et celle effectuée par des bénévoles.

Un rapport moyen signifie une trop grande part du bénévolat par rapport à la place du travail effectué par un ou des salariés. Un rapport bon indique un travail réalisé majoritairement par des personnes salariées, avec l'aide de bénévoles.

3. critères d'ordre social

✓ Relation entre acteurs

- *Appartenance à un réseau, existence de coopération*

L'appartenance et l'implication dans un réseau, une coopération (pour l'utilisation de données, de matériels) constituent des éléments positifs pour la durabilité et la bonne conduite d'un projet touristique.

- *Implication dans le tissu local*

Un partenariat le plus large possible est nécessaire pour mener à bien sur le long terme un projet de tourisme appropriatif de la nature. En ce sens, quatre niveaux d'analyse ont été constitués :

- x : projet quasi individuel ou du ressort d'un nombre restreint de personnes : « critère veto »
- 1 : nombre de personnes associées réduit, limité aux seuls responsables cynégétiques ou halieutiques
- 2 et 3 (selon l'importance du partenariat) : représentation élargie aux élus locaux, aux représentants d'organisations professionnelles (agricoles, touristiques), à tous les acteurs plus ou moins concernés par le projet.

- *Echange de l'information entre partenaires*

Il est nécessaire pour un projet alliant de nombreux acteurs d'un même territoire d'avoir mis en place des éléments de communication interne, propre au territoire. On regardera par ce paramètre l'existence ou l'absence d'un bulletin de liaison, la tenue ou non de réunions d'information ou la communication par voie de presse.

- *Capacité de charge sociale*

La notion de capacité de charge sociale (ou psychosociale) part du principe que « la satisfaction de l'utilisateur d'un site décroît rapidement à partir du moment où l'on atteint un seuil critique de fréquentation. ».

La capacité de charge sociale dépend de la perception qu'a l'utilisateur : entre autre, du site, de l'environnement naturel, de l'interrelation avec d'autres usagers, de la taille des groupes rencontrés, de la nature des participants, du type d'activités ou du comportement considéré comme dangereux ou non. (Mounet J.P., 2000) Des groupes d'utilisateurs (parfois au sein d'un même groupe) peuvent donc avoir des relations conflictuelles allant jusqu'à la volonté d'exclusion de l'autre groupe d'utilisateurs.

Exemple : pêcheur/pratiquant de sports d'eau vive, chasseur/randonneur, pêcheur/pêcheur (volonté de solitude, de calme).

✓ Reconnaissance interne et externe

- Amélioration du sentiment d'appartenance

Ce paramètre, bien que difficile à évaluer, est néanmoins primordial. Il correspond, de la part de la population, à un regain d'intérêt pour l'identité et le patrimoine local. Cela peut constituer en une redécouverte des cultures locales, du folklore, de la gastronomie à travers des fêtes, des circuits de découverte ou des initiations.

Sentiment d'appartenance : « traditionnellement, la dimension sociale de notre identité est assurée par un sentiment d'appartenance à des groupes sociaux plus ou moins larges, dans lesquels notre généalogie nous a objectivement inscrit. Les groupes d'appartenance sont variables culturellement et historiquement : clans [...], régions, [...], villages, ... Le sentiment d'appartenance est généralement pluridimensionnel. »
Calin D., 2002

- Reconnaissance extérieure

Ce dernier point peut paraître marginal mais revêt une certaine importance. Une reconnaissance extérieure peut valoriser le projet local à diverses échelles aux niveaux local, régional, national. Cela démontre la qualité du projet aux yeux de personnes extérieures. Cette reconnaissance peut correspondre à l'attribution d'un label de qualité ou d'un trophée (Trophée des Honneurs Laurent-Perrier pour la qualité de la gestion cynégétique, Halieutica pour la gestion halieutique, Chasseur Français - ONCFS pour une agriculture respectueuse de la faune et de l'environnement).

D. Les limites de cette méthodologie

Il est nécessaire d'être conscient des limites que peut comporter cette méthodologie. Même si toute l'attention possible, le souci du détail et de la rigueur permettent d'obtenir une méthodologie satisfaisante, quelques points faibles sont à signaler.

Premièrement, le choix des indicateurs n'est pas homogène : on passe ainsi de paramètres qualitatifs à des paramètres quantitatifs, posant des problèmes de véracité dans l'attribution de la note finale ainsi que des difficultés pour l'analyse.

Deuxièmement, le nombre d'indicateurs choisi, même s'il est déjà conséquent et représentatif des champs à étudier pour un tourisme appropriatif de la nature, peut paraître relativement faible par rapport aux 140 indicateurs⁸ proposés dans le cadre de l'agenda 21 et de la « recherche sur les indicateurs pour un tourisme durable » pour les pays en voie de développement. (disponible sur www.tourism-21.org).

D'autres indicateurs auraient pu être approfondis, notamment au niveau des indicateurs économiques et sociologiques. Une analyse coûts-avantages, le calcul de l'effet multiplicateur (avec les effets directs, indirects et induits du tourisme appropriatif de la nature), l'étude de l'effet de démonstration⁹ auraient pu être prises en compte. Le temps constitue le facteur limitant à ces autres angles de recherche qui ont été écartés car ils auraient nécessité des calculs complexes avec des données difficiles à trouver et avec une phase de terrain plus longue.

⁸ 42 indicateurs économiques, 45 indicateurs sociaux, 53 indicateurs environnementaux

⁹ effet multiplicateur : résume l'impact des dépenses touristiques sur l'ensemble de la société
effet de démonstration : se fonde sur l'idée que la présence de touristes a un impact dans les attentes et le style de vie de la population locale. (source : www.tourism-21.org)
Dans le cas de tourisme appropriatif de la nature, les touristes pourraient avoir comme impact le changement des modes de pratiques ou la modification de l'image de certaines espèces.

Troisièmement, les éléments de définition et d'évaluation des paramètres peuvent paraître quelque peu superficiels. Le manque de travaux disponibles empêche d'accorder une définition précise ou de formaliser un cadre strict et inattaquable d'évaluation. Les seuils définis pour attribuer une note sont parfois arbitraires et peu justifiés, pouvant ainsi donner une impression de « pifomètre ». Là-encore, c'est le manque d'études qui a empêché de définir minutieusement des seuils, justifiés aux yeux de tous.

Quatrièmement, la méthode proposée a été adaptée aux terrains d'études français et au caractère diffus du tourisme appropriatif de la nature, elle n'est pas universelle. La méthodologie proposée et l'analyse induite des résultats ne sont pas généralisables, ce qui peut-être déroutant quant à l'application de cette recherche.

Tous ces points nous montrent qu'il est difficile de rendre opérationnel le concept de développement durable tant dans la définition et le choix des critères que dans l'application de seuils de notation, ou dans l'analyse des données recueillies.

La méthodologie proposée ne nous apporte qu'une aide, une indication qui nous permet par la suite de nous forger une opinion sur l'application locale de la durabilité touristique d'un projet et d'un territoire.

Chapitre 3 : étude de cas

Rappels

Comme précisé dans le préambule à ce mémoire, en cas d'interrogations sur un point de réglementation ou sur l'organisation des activités appropriatives de la nature, il est nécessaire de se rapporter en annexe 1.

I. Le réseau Actéon en France

A. Historique

Le projet Actéon a été développé, à partir de 1992, à l'initiative de Jacques Bodin, Président de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne (FIC Paris HSV).

Les constats de départ, au début des années 1990, sont simples : à savoir une grande diversité de milieux naturels et d'espèces et une clientèle potentielle importante.

De ces constats est né le projet Actéon. La démarche vise à une double originalité :

- un projet global dont le but est de valoriser l'ensemble des ressources du territoire (chasse, pêche mais aussi gastronomie, produits de tourisme vert, etc.)
- une volonté d'associer, dès le départ, producteurs et consommateurs, en l'occurrence les ruraux et les citadins.

B. Buts et objectifs

Actéon est une association (source : document de promotion Actéon) **engagée dans l'économie et l'aménagement des territoires périphériques ruraux, qui se définit comme :**

- **Un moteur de développement pour les activités rurales** en accueillant des passionnés de chasse, de pêche et de pleine nature et en valorisant les ressources locales :
 - l'accueil et le tourisme,
 - les produits agricoles et alimentaires,
 - les produits artisanaux et manufacturés (coutellerie, faïencerie...).
- **Un nouveau vecteur de mise en valeur des sites, du patrimoine et des traditions** par :
 - la découverte et valorisation du patrimoine naturel, architectural et culturel,
 - la pédagogie et l'accompagnement, avec le souci de maîtriser la fréquentation et la protection des milieux et des sites.
- **Une application et une justification des politiques agri-environnementales**, au travers de la préservation des milieux et des ressources naturelles, cela peut être par exemple :
 - le tourisme sans papiers gras,
 - la qualité des fruits, des grains, des viandes, dont la production prend en compte les chaînes alimentaires et les habitats de la faune sauvage,

actéon
CHASSE, PÊCHE ET TOURISME VERT

- la prospection de clientèles " non bio ", mais prêtes à consommer des produits de qualité,
- **L'agent d'une meilleure répartition du tourisme sur l'ensemble du territoire national** (problème de sur ou de sous fréquentation de certaines zones, par rapport à leurs infrastructures), en développant :
 - la fidélisation des touristes, sur des territoires peu fréquentés,
 - les séjours hors saison estivale et même hors chasse,
 - la consommation de produits hors site.
- **Le développeur d'aspects sociaux et culturels positifs**, au travers de l'accueil local et d'une meilleure connaissance réciproque des cultures urbaines et rurales par:
 - une reconnaissance de la ruralité,
 - une prise de conscience par les ruraux, des aspirations des urbains, notamment au plan de la qualité de l'accueil et de la professionnalisation des prestataires.

Ces objectifs sont affirmés dans la charte de qualité, à laquelle adhèrent les personnes et les institutions qui opèrent sous le label Actéon.

Il faut souligner que cette activité est désintéressée et que son cadre associatif ne lui permet pas de rémunérer des partenaires ni des actionnaires; tout ceci la différencie d'opérateurs professionnels et commerciaux.

C. Comment est organisé le réseau Actéon ?

Le réseau Actéon est organisé sur deux échelons : un échelon national et des échelons locaux.

La cellule nationale Actéon apporte un soutien aux programmes locaux en fournissant des moyens techniques, logistiques et humains pour le montage du projet, les recherches de financements, la promotion, la constitution de réseau ou encore la reconnaissance de la qualité.

La cellule nationale emploie une personne, un délégué général – mis à disposition par le Ministère de l'Agriculture, qui assure différentes missions :

- L'identité, la responsabilité de la marque, l'assurance qualité ;
- La couverture des activités d'accueil, au regard de la réglementation tourisme (agrément, cautions, assurances...);
- La promotion et la commercialisation générale des produits (publications, salons, internet...);
- Le fonctionnement en réseau du dispositif (informations, réservations...);
- L'assistance technique et financière ainsi que les relations avec les institutions et partenaires nationaux (administrations, établissements publics, professionnels...).

Elle est appuyée dans son rôle par une sorte de comité de pilotage, représentatif des instructions partenaires du projet :

- le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP), Direction de l'Espace Rural et de la Forêt (DERF),
- l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA),
- le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Direction de la Nature et des Paysages (DNP),

- l'Agence Française d'Ingénierie Touristique (AFIT)
- la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux,
- l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS),
- l'Office National des Forêts (ONF),
- la Fédération Nationale des Chasseurs (FNC).

Les échelons locaux dénommés les sites (12 sites en 2003), chargés de l'organisation et de la commercialisation des produits :

- Ecoute du client et définition d'un produit à la carte;
- Elaboration de devis et de contrats ;
- Réservation auprès des sociétés de chasse, de pêche, des hébergeurs, des structures de sport, de loisirs, de culture... ;
- Promotion des produits locaux ;
- Facturation du séjour.

Ils doivent fonctionner, en période de croisière, avec un animateur permanent, rattaché le plus souvent à une structure existante, SIVOM, association de développement local, CDT, fédération des chasseurs...

D. Charte de qualité

Dans le but de faire respecter la qualité des démarches poursuivies par les partenaires locaux comme des produits conçus sur les sites, le réseau a mis en place une charte de qualité à laquelle toutes les personnes et institutions qui opèrent sous le label Actéon doivent adhérer.

Un ensemble de préconisations, indispensable pour l'obtention et l'utilisation du label Actéon, garantit la qualité de ce qui est proposé localement.

La charte de qualité indique que le programme doit impliquer tous les acteurs du territoire selon une logique de projet où la nature, la chasse et la pêche doivent tenir une place primordiale.

Tout projet Actéon est un projet global de développement qui allie développement et protection et doit impérativement initier une démarche économique.

Tout produit touristique Actéon doit être élaboré selon une éthique respectueuse des ressources naturelles et des traditions locales.

Une série de règles est ensuite appelée à être respectée aux niveaux des différentes composantes du projet Actéon :

❖ Les prestations d'hébergement et de restauration

La charte stipule que les hébergeurs ou restaurateurs doivent réserver **un accueil personnalisé** au client Actéon, en lui mettant à disposition toute information pouvant faciliter son séjour.

Le prestataire fait connaître à l'avance ses prix nets par un contrat type et les **facilités que sa structure peut offrir** (acceptation des chiens, chenil, local pour entreposer le matériel, fourniture de paniers repas, congélation du gibier et du poisson, ...). Les clients payent à l'association locale qui restitue le règlement, moins la commission, au prestataire.

Le prestataire doit aussi veiller à une **hygiène irréprochable**, à des **façades entretenues** et apposer un **panonceau « charte de qualité du réseau Actéon »** à l'entrée de son établissement.

L'attribution du label n'est pas automatique et peut être retirée, notamment en cas de cession ou vente.

❖ **Les prestations cynégétiques**

Une convention est passée entre l'association locale Actéon et la structure détentrice des droits de chasse.

L'accueil des chasseurs extérieurs est organisé avec les structures cynégétiques locales selon les règles collectives et à partir de ressources naturelles gérées de manière cohérente et durable, à l'échelle des populations et en milieu ouvert.

C'est à dire que les chasseurs extérieurs doivent être accompagnés par des locaux lors de la chasse, que toute chasse en enclos est interdite, qu'il ne peut y avoir de lâchers de gibier de tir et que la gestion s'effectue sur des territoires aménagés et suffisamment vastes.

Seuls les renforcements de populations sont autorisés pour quelques espèces de gibier et ne peuvent pas intervenir après le 15 août. L'objectif du repeuplement doit conduire à l'abandon de ces renforcements.

Les structures locales de chasse doivent recueillir toutes les données techniques et scientifiques nécessaires à la bonne gestion des populations. Elles doivent également instaurer une limitation globale, par territoire, du prélèvement et du nombre de journées de chasse.

Un document est fourni aux chasseurs accueillis présentant la délimitation du territoire, le gibier chassable, les règles d'organisation et de sécurité.

Aucun tableau de chasse n'est assuré. L'usage des chiens n'est admis que s'il fait partie des pratiques locales.

Les non-chasseurs doivent avoir la possibilité de suivre la chasse.

❖ **Les prestations halieutiques**

L'éthique de pêche est équivalente à celle de la chasse : la pêche se fait avec les structures locales à partir de ressources naturelles gérées durablement.

Le produit financier doit être en partie réinvesti dans l'aménagement des parcours de pêche et dans les actions de gestion du milieu aquatique.

Les renforcements de populations (exclusivement en truite Fario et Arc-en-Ciel, Saumon de fontaine), sont autorisés sur des territoires aménagés selon la charte des salmonidés (garanties quant aux risques de pollution génétique) et doivent, à terme, cesser.

La pêche doit se faire sur des espèces adaptées aux milieux locaux, ayant atteint leur plein développement corporel, permettant une bonne défense. Aucune capture n'est garantie.

Un document est fourni aux pêcheurs accueillis reprenant les informations essentielles (espèces protégées, taille minimale de capture et quotas de captures maximums, réserve de pêche, ...).

Les pêcheurs extérieurs sont accompagnés et initiés aux pratiques traditionnelles par des pêcheurs locaux. Les non-pêcheurs peuvent également suivre la partie de pêche.

❖ Les prestations de tourisme vert

Le tourisme vert est organisé avec des structures locales de tourisme (Comité Départemental du Tourisme, Office de Tourisme, Syndicat d'Initiative, etc.), dans le respect des règles collectives.

Tout activité proposée doit respecter et valoriser l'environnement en le faisant découvrir ainsi que toutes les traditions locales.

Il est souhaité un tourisme vert authentique et initiatique, composé des sports de nature et des activités pour lesquelles on peut se faire accompagner par guide breveté.

Un document reprenant toutes les consignes locales est fourni à chaque participant.

E. Remarques

Quelques points méritent d'être signalés. Au niveau de la coordination entre les sites locaux, après un départ rapide grâce à au personnel employé par la cellule nationale (un délégué général et deux chargés de mission), le fonctionnement souffre d'un essoufflement.

Le comité de pilotage de la cellule nationale, après quelques années de déshérence, vient d'être relancé cette année, avec l'arrivée d'un nouveau délégué général qui essaye de renouer le dialogue entre tous les sites et de rétablir le fonctionnement du réseau.

Après des investissements importants pour la promotion d'Actéon, au travers de la réalisation d'un site Internet (actuellement 160 visiteurs par jour), la cellule nationale souffre de difficultés financières, qui devraient cependant se résoudre.

Les sites qui adhèrent au réseau Actéon sont de géométrie variable, de la petite structure de quelques dizaines de nuitées produites grâce à l'adhésion d'un nombre restreint de territoires jusqu'à des structures plus importantes (environ 600 nuitées pour Actéon Gers).

Au regard de toutes les informations collectées, on constate que les produits de tourisme halieutique et de tourisme vert sont très peu développés et souffrent d'un manque d'investissement et d'intérêt pour un réseau monté, initialement, par des chasseurs à l'intention de chasseurs. La non présence d'organes représentatifs des pêcheurs dans le comité de pilotage du réseau national Actéon témoigne de ce peu d'intérêt de la filière pêche. La réciprocité entre départements peut être une cause de ce désintérêt : il est, en effet, bien plus facile pour un pêcheur de pratiquer du tourisme halieutique sans en référer ou avoir le besoin de prestataires de services spécialisés.

Le tourisme vert est également peu développé même s'il est à noter un intérêt de plus en plus fort pour ce complément d'activités. Les sites locaux ne s'occupent pas directement du tourisme vert mais renvoient les clients vers des structures locales ou font bénéficier leurs clients de leur réseau de connaissances.

II. Les enseignements tirés des études réalisées sur deux sites Actéon

A. Actéon PERCHE

1. Contexte

a) Localisation



Source : Encyclopédie Larousse Bordas, 1998

Le périmètre d'Actéon Perche se situe dans la Région Centre, plus précisément dans le département de l'Eure-et-Loir, à la limite de l'Orne. Il se situe à l'intérieur du Pays du Perche.

b) Description de la zone

Actéon Perche est situé dans un territoire de bocage à dominante de céréaliculture. C'est une zone en difficulté économique mais qui connaît un renouveau grâce à sa proximité avec la Région parisienne.

c) Statut et gestion d'Actéon Perche

1/ Historique

Parti du constat d'un désir de diversification de l'activité agricole vers le tourisme vert ressenti par quelques agriculteurs du département, la Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir a lancé l'idée d'une diversification vers le tourisme cynégétique.

Afin de connaître les solutions existantes, elle a contacté l'ONCFS qui lui a conseillé Actéon.

Des contacts ont ensuite été pris avec la FDC d'Eure-et-Loir et une réunion a été organisée avec tous les agriculteurs potentiellement intéressés afin de leur présenter le projet Actéon, en collaboration avec la cellule nationale.

Monsieur Sineau, Président du GIC Saint-Jean et de l'association départementale de chasse au petit gibier, s'est dès le départ montré très intéressé par le projet. C'est ainsi, qu'avec l'appui de la cellule Actéon nationale et de l'ADTMR (Association pour Développement du Tourisme en Milieu Rural), le projet a pu voir le jour.



Un paysage du Perche

Une stagiaire a également permis la réalisation du projet. Elle a, en effet, réalisé des sondages pour la sélection des prestataires.

Initialement basé sur le tourisme cynégétique, le projet a ensuite élargi sa gamme de produits avec l'arrivée de produits pêche et de tourisme vert.

2/ Organisation d'Actéon Perche

Afin de gérer le projet Actéon au niveau local, il a été créé une association loi 1901 dénommée « Actéon Perche ».

Par extension de l'agrément de la cellule nationale, Actéon Perche dispose de l'agrément tourisme qui lui permet de vendre ses produits touristiques.

Son Président actuel est M. Sineau, agriculteur sur le territoire, qui est à l'origine du projet et l'un de ses fervents défenseurs.

L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois collèges :

- Collège 1, correspondant aux institutionnels, organisations professionnelles et associatives (CDT, FDC d'Eure-et-Loir, Fédération Départementale des pêcheurs, ONCFS, Chambre d'Agriculture, ADTMR)
- Collège 2, correspondant aux prestataires (six personnes)
- Collège 3, correspondant aux adhérents clients (une personne)

On peut remarquer le partenariat avec différents institutionnels, organismes professionnels et représentants du monde associatif. L'association Les Amis du Perche est représentée par son Président, présent dans le collège 2.

Aucune collectivité territoriale ne se trouve dans le conseil d'administration. Actéon Perche bénéficie, cependant d'un soutien de la part des élus locaux. Signalons la

participation financière du Conseil Régional au lancement du projet, et l'approbation du Conseil Général, mais sans soutien logistique ou financier.

Le PNR du Perche, ainsi que les deux Pays du Perche (Orne et Eure-et-Loir) ne sont pas également associés à la démarche.

Les relations entre les acteurs peuvent quelquefois être conflictuelles à cause de méthodes et de soucis différents. A l'origine, l'association était associée avec le CDT d'Eure-et-Loir mais cette collaboration a dû être interrompue. En effet, le CDT s'occupait des réservations sans tenir compte de la gestion des populations animales. Après la cessation de tout rapport, le CDT a continué à vendre des produits dits Actéon mais a réorienté les clients vers des sociétés commerciales plus classiques, faisant recours aux lâchers ou à l'empoisonnement. Le problème a été résolu et des relations ont été renouées avec le CDT.

3/ Fonctionnement

En ce qui concerne la gestion de l'activité touristique et du fonctionnement de l'association, le travail est entièrement bénévole. M. Sineau tient le rôle de « chargé de mission », depuis le début du projet. Il est aidé par plusieurs autres personnes.

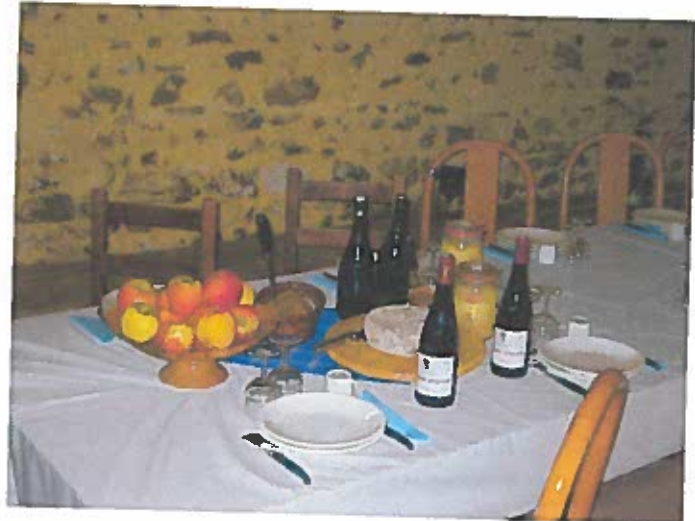
L'écriture des courriers officiels et la comptabilité sont effectuées par d'autres bénévoles (appartenant au collège 2 du conseil d'administration).

M. Sineau et l'un de ses deux fils s'occupent de l'accueil téléphonique des clients, de la réservation et de la préparation des séjours.

Les clients sont ensuite réorientés, selon leurs choix et les possibilités de chaque territoire, vers des prestataires Actéon.

Il semble nécessaire de préciser qu'une clause de la convention reliant l'association nationale et l'association locale stipule, qu'au bout de trois ans d'existence, Actéon Perche devait recruter et pérenniser un emploi à temps plein. Pour l'instant, elle ne dispose pas de moyens financiers assez conséquents pour embaucher un salarié.

En ce qui concerne les moyens matériels, Actéon Perche dispose d'un siège social, localisé au sein de la ferme de la « Haie Godefroy », propriété de M. Sineau et du matériel, acheté par l'association, nécessaire à son bon fonctionnement.



La ferme auberge permet de valoriser les produits de l'exploitation agricole

4/ Le produit touristique

Le produit touristique proposé par Actéon Perche se décompose en trois principales catégories : le produit pêche, le produit chasse et une autre catégorie composée de nombreux petits produits annexes.

La plupart des séjours sont composés « à la carte » par le client. Chaque client est obligé d'adhérer à l'association et doit, de ce fait, payer une cotisation de 100 F qui vient en complément du prix du séjour.

Les produits touristiques sont vendus à la journée. L'hébergement n'est pas lié obligatoirement avec l'achat d'une prestation chasse ou pêche. Ceci est contraire au concept

Actéon, qui se veut différent des chasses commerciales à la journée, en impliquant une restauration et un hébergement local. La proximité de l'agglomération parisienne explique ce fait : les clients peuvent venir et repartir dans la journée sans difficulté.

Des relations ont été établies avec quatre hôtels, deux gîtes et une chambre d'hôtes. Les gîtes peuvent accueillir de 5 à 6 personnes. Pour des groupes importants, il n'existe aucune structure d'accueil à proximité.

L'hébergement est un gros problème sur le Perche, et ceci semble freiner l'essor touristique.

En ce qui concerne la restauration, c'est en fonction de la zone géographique du lieu d'exercice qu'est choisi le restaurant, mais beaucoup des repas sont pris à la ferme auberge de M. Sineau, qui valorise ainsi une partie de sa production agricole.

La fréquentation est passée de 4 chasseurs accueillis en 1998 à 55 en 1999. Seules cinq personnes sont venues pour pratiquer la pêche.

➤ Le produit chasse

Dix détenteurs de droit de chasse, tous propriétaires privés, pour un total de 1600 ha, proposent un produit chasse.

L'activité est basée sur la chasse de dix espèces (perdrix grises et rouges, lièvres, lapins, pigeons, renards, sangliers, chevreuils et colverts).

La chasse est pratiquée de manière individuelle (devant soi au petit gibier, passée au gibier d'eau) ou en groupe (battue au grand gibier).

Il est également offert au chasseur la possibilité de confier son chien à un dresseur professionnel.

Prix d'un week-end : 335 € comprenant deux jours de chasse aux petits gibiers et deux nuits en demi-pension.

➤ Le produit pêche

Le domaine de pêche n'est pas quantifié mais se composerait de plusieurs kilomètres de rivières, d'étangs privés et de bases de loisirs (domaine public). Trois associations de pêche acceptent les clients Actéon sur leurs domaines.

Les poissons que l'on peut pêcher sont principalement des brochets, des sandres, des carpes, des truites farios, des ombres communs ainsi que de la friture (gardons, goujons, etc.)

La pêche peut-être en étang et en rivière, en solitaire ou accompagné, si le client le désire, par un guide agréé (mis à disposition par une AAPPMA) ou par le propriétaire.

Une école de pêche existe sur le territoire et permet d'avril à mai l'apprentissage de la pêche par groupe de six, à partir de huit ans.

Prix d'une journée : autour de 23 € sans restauration

➤ Tourisme vert

Plusieurs autres prestations composent le produit Actéon Perche et peuvent être pratiquées selon les souhaits du client.

Il s'agit de produits culturels, tels que la visite du château de Nogent-le-Rotrou, et de produits de tourisme de nature, telles que la visite d'aménagements cynégétiques, ou

l'observation de la faune et de la flore. Les visites sont organisées au cas par cas, selon les désirs de chaque client.

Il est également proposé, aux amateurs de tir ou aux chasseurs, la possibilité de s'adonner à la pratique du ball-trap ou de faire un parcours de tir à l'arc en campagne (de Pâques à la Toussaint).

Si le client désire pratiquer d'autres loisirs ou visiter la région, il est réorienté vers le CDT.

Prix moyens : 100 € comprenant une journée d'activité et une nuit en demi-pension.

2. Analyse de la durabilité globale du site

a) Notation des critères

Le site d'Actéon Perche obtient une note moyenne de 12,4 sur 20 en utilisant la grille d'indicateurs définie dans le chapitre 2. (voir détails en annexe 5)

Les critères d'ordre économique sont ceux qui pénalisent le plus la notation. Le manque de professionnalisme, au sens d'absence de salariés, la trop petite taille de la structure et donc ses faibles retombées sont les points faibles d'Actéon Perche.

Au niveau environnemental, la gestion de la faune n'est pas aussi conséquente qu'elle le devrait, principalement en ce qui concerne la gestion piscicole. La sensibilisation et la communication entre acteurs font également quelque peu défaut.

Les critères d'ordre sociologique sont par contre respectés et Actéon Perche semble avoir un impact positif sur le territoire, à la hauteur, cependant, du faible nombre de touristes accueillis.

Globalement, on peut donc être satisfait de l'impact de l'association Actéon Perche mais il faut regarder plus en détails pour pouvoir avoir des résultats.

b) Analyse de la durabilité économique

1/ Bilan financier de l'association locale

Les frais de fonctionnement d'Actéon Perche sont faibles. Ils sont limités à quelques dépenses de fournitures et au paiement de la cotisation annuelle à l'association nationale (5000 F, plus 5,5 % sur les bénéfices).

Les investissements de départ ont été conséquents :

- construction du bureau Actéon
- réfection du chemin de la cour de la ferme de la « Haie Godefroy »
- achat du matériel de lancement pour la mise en place d'un stand de ball-trap
- restauration de la ferme auberge de M. Sineau.

Des financements publics, alloués au titre du Contrat de Pays Perche (Conseil Régional dans le cadre du PDZR), ont permis la réalisation de ces travaux.

Les revenus de l'association locale sont composés d'une commission sur les prestations chasse et pêche, de l'ordre de 14 %.

Chiffre d'affaires 1999 : 26 795 F mais les dettes sont à hauteur de 42 000 F, dues principalement aux investissements de départ.

Chiffre d'affaires 2001 : 7715 € (50 607 F) pour 110 journées.

Comme nous l'avons vu précédemment, tout le travail (administratif, préparation des séjours) d'Actéon Perche repose quasiment sur une seule personne, M. Sineau. L'association n'a pas les moyens de recruter une personne.

Du fait d'une situation économique encore juste et d'une trop grande part de bénévolat dans le travail, l'association reste fragile.

2/ Impacts économiques au niveau du territoire

Les impacts d'Actéon Perche sur le territoire sont très faibles. On ne peut pas considérer ce projet touristique comme un moteur de développement, à cause du trop petit nombre de clients accueillis.

C'est donc la volonté de tourisme diffus, respectueux des lois de la nature et de ses capacités de production qui empêche ce projet de se développer fortement. Le petit nombre de prestataires associés, notamment pour l'activité chasse, en est aussi une des raisons.

Les seuls impacts que l'on peut relever sont plus micro économiques, pour quelques entreprises ou exploitations agricoles, que macro économiques. Le projet Actéon, en soi, a créé une nouvelle offre touristique et a permis essentiellement à M. Sineau d'en profiter et d'ouvrir une ferme auberge et bientôt des chambres d'hôtes (5 à 6).

Cette exploitation agricole, qui joue pleinement le rôle de la diversification, est celle qui tire le plus profit d'Actéon Perche.

c) Analyse de la durabilité environnementale

1/ Mesures de gestion environnementale

a/ Gestion de la faune sauvage

□ Gestion cynégétique

Le GIC Saint-Jean est présent sur le territoire. Il réunit l'ensemble des détenteurs de droit de chasse du périmètre et permet la prescription de règles communes pour la gestion de certaines espèces.

Tous les prestataires chasse n'appartiennent pas au GIC qui couvre 3500 ha car certains sont en dehors de son périmètre et dans d'autres départements.

Chaque détenteur de droit de chasse reste maître chez lui et Actéon ne s'occupe pas de la gestion de ses prestataires : ils se doivent de respecter la charte de qualité et c'est la seule contrainte formelle.

Les sites Actéon ne procèdent à aucun lâcher de gibier de tir, seul du gibier naturel est présent sur le territoire. Ils ont cependant la possibilité d'avoir recours à des lâchers dits de repeuplement (d'été ou de printemps). Une volière anglaise¹ est notamment en activité sur le GIC Saint-Jean permettant l'acclimatation de faisans d'élevage.

De nombreux aménagements complètent ce dispositif : agrainoirs, création de points d'eau, tôles abris, ...

Trois espèces font l'objet d'un plan de chasse, garantissant une bonne gestion, le lièvre, le chevreuil et le faisan.

Les perdrix grise et rouge font également l'objet d'un plan de gestion cynégétique.

¹ Terrain clos avec du grillage d'au moins 2 m de hauteur dans lequel est aménagé un terrain favorable au développement de faisans (agrainoirs, cultures à gibier, pas de prédateurs). Des faisandeaux y sont lâchés afin de pouvoir coloniser l'ensemble du territoire de chasse.

Un quota de prélèvement par espèce, par personne et par jour, permet une gestion saine et rationnelle des populations d'espèces gibier. Un certain nombre est réservé aux touristes-chasseurs et c'est la réalisation des quotas qui détermine l'arrêt de la chasse et donc la fin de l'accueil de touristes.

Les densités de gibier sont plutôt bonnes et permettent de réaliser de beaux prélèvements. Sur le GIC Saint-Jean, ce ne sont pas moins de 33 couples de perdrix grises aux 100 ha qui ont pu être recensés lors de comptages 2003.

L'ensemble des espèces non sédentaires ne fait pas l'objet d'attention particulière, ce qui est dommageable pour une durabilité globale. Même si la gestion de ces espèces doit se faire à l'échelle de l'aire de répartition des populations, chaque effort individuel est un pas vers une optimisation de la gestion de ces espèces migratrices.

□ Gestion piscicole

La gestion piscicole est minimale : quota de capture, taille minimale. Actéon ne s'occupe pas du tout de la pêche, un monde différent qu'il connaît peu...

b/ Gestion des milieux naturels

Les prestataires adhérents sont des agriculteurs, détenteurs privés de droits.

De ce fait, chacun gère son territoire à sa manière pour arriver à ses objectifs. Il est aidé s'il le souhaite par un technicien de la Chambre d'Agriculture ou de la FDC de son département (s'il y adhère).

L'argent qui leur revient pour accueillir le client chasseur leur sert à compenser les surcoûts qu'entraîne la prise en compte de la faune sauvage dans leur exploitation : bon entretien des haies, cultures à gibier ou JEFS, agrainages. C'est cet argent qui permet, avec les compléments agricoles (de l'OGARE par exemple) ou cynégétiques (de la FDC pour les JEFS), de subvenir aux besoins de la faune sauvage sans trop pénaliser les comptes d'exploitation.

En continuité avec la mise en place de l'association Actéon Perche, il a été décidé, avec le soutien de la Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir, la mise en place d'une Opération Groupée pour une Agriculture Respectueuse de l'Environnement, afin de pérenniser le projet Actéon dans le temps et de lui donner une dimension plus globale et territoriale (réflexion sur le maintien d'un milieu naturel de qualité et sur l'amélioration des conditions d'accueil touristique sur l'ensemble du territoire).

Le projet OGARE visait à la prise en compte de l'environnement dans l'agriculture, plus particulièrement la valorisation de la biodiversité et des ressources naturelles, et à la diversification des activités agricoles.

Pour ce faire, l'OGARE, dans un souci de mise en valeur de la multifonctionnalité de l'agriculture, s'est dotée d'un comité de pilotage pluridisciplinaire, regroupant les principaux acteurs du territoire (tous les partenaires du projet Actéon, ainsi que la DDAF et le PNR du Perche).

Le diagnostic initial de l'OGARE a mis en avant les principaux enjeux environnementaux du territoire, c'est-à-dire la conservation du maillage bocager et de sa qualité écologique, de la qualité des cours d'eau et des sols et le développement de la faune.

Le volet environnemental a ensuite été adapté au territoire, huit mesures sont venues le composer :

- ❖ entretien et replantation des haies
- ❖ bandes enherbées

- ❖ jachères traditionnelles et JEFS
- ❖ vergers de pommiers hautes tiges
- ❖ maintien des prairies permanentes
- ❖ création, aménagement et réhabilitation de mares et points d'eau
- ❖ adaptation des pratiques culturelles
- ❖ insertion paysagère des sièges d'exploitation et des bâtiments agricoles.

Le volet économique et social n'a pas été négligé en raison de l'arrivée de la loi d'orientation agricole et des CTE. Plusieurs actions ont ainsi pu être aidées :

- ❖ diversification de l'activité agricole par le biais d'Actéon Perche et du tourisme rural
- ❖ création d'un emploi à temps partiel pour l'entretien du réseau de haies des adhérents OGARE
- ❖ mise en place d'un emploi à la Chambre d'Agriculture, pour instruire les dossiers et faire vivre le projet.

Afin de suivre la continuité des OGARE de la région Centre dont celle du Perche, l'association Homme et Territoire a été créée et suit le dossier à l'aide d'un chargé de mission.

L'OGARE Perche a constitué une préfiguration d'un CTE spécifique à la zone. L'arrêt des CTE et la mise en place des Contrats d'Agriculture Durable posent problème : d'une part les Contrats d'Agriculture Durable sont plafonnés et d'autre part ils ne peuvent, a contrario des CTE et de l'OGARE, prendre en compte les préoccupations touristiques.

2/ sensibilisation à l'environnement

Il n'y a pas de réelle sensibilisation environnementale continue avec l'association Actéon Perche. Comme souvent dans le monde rural, la transmission de l'information est orale. Elle se fait par des rencontres nombreuses entre les membres de l'association et des professionnels (cynégétiques et agricoles principalement). De ce fait, on peut considérer qu'il y a une forme de sensibilisation « non officielle ».

Une des preuves de cette sensibilisation implicite est la constitution du GIC Saint-Jean et la mise en place de l'OGARE Perche qui ont nécessité au préalable une sensibilisation forte, des réunions d'informations, de même que la mise en pratique d'Actéon Perche.

En ce qui concerne la communication et sensibilisation au niveau halieutique, ils sont « coupés » du programme Actéon et ne jouissent pas de cette transmission de l'information.

d) Analyse de la durabilité sociologique

1/ Relation entre acteurs

Les relations entre Actéon Perche et l'ensemble des acteurs du territoire sont bonnes.

Le Président d'Actéon Perche est très impliqué dans le milieu associatif et agricole, en tant que Président du GIC Saint-Jean et agriculteur membre du réseau « Bienvenue à la Ferme ». C'est une personne dynamique qui possède de bons réseaux de personnes ressources.

L'implication locale de l'association Actéon est globalement bonne. Les institutionnels, les prestataires touristiques et les adhérents clients sont associés au sein du conseil d'administration.

Actéon Perche peut se prévaloir d'être très bien soutenu au niveau chasse par l'ONCFS et agricole par la Chambre d'Agriculture.

En ce qui concerne les structures touristiques, les échanges sont limités car les prestations demandées en tourisme vert sont peu nombreuses.

2/ Valorisation de l'identité locale

On ne peut parler d'amélioration du sentiment d'appartenance. L'association Actéon Perche ne regroupe pas assez de prestataires pour avoir un impact à ce niveau. On peut constater que les personnes qui adhèrent au programme sont des « gens de terrain » qui aiment leur région et sa qualité de vie. Les prestataires chasse, par exemple, prêtent attention à leur haie, élément primordial du bocage.

Il a également été constaté le souhait de la part de la clientèle de manger de la cuisine traditionnelle normande, de pouvoir admirer des vergers de pommiers haute-tige pour le cidre ou bien profiter d'activités avec le cheval Percheron. C'est une véritable demande d'apprentissage de la culture locale que la clientèle demande et donc, pour les prestataires, une obligation de se rapprocher de l'image que les clients ont de l'identité locale.

Actéon permet donc une certaine valorisation de la culture paysanne locale à travers ses actions.

En ce qui concerne la reconnaissance extérieure, on peut la considérer comme forte. Outre les articles dans la presse locale ou régionale, dans la presse agricole et cynégétique, Actéon Perche est cité comme exemple, notamment au niveau de la compatibilité entre la faune sauvage et l'agriculture à travers la gestion de l'exploitation agricole du Président d'Actéon et sa diversification vers le tourisme cynégétique. En effet, M. Sineau a reçu le prix Chasseur-Français – ONCFS récompensant ainsi ses efforts en faveur de la prise en compte de la faune sauvage dans son exploitation, prix reçu lors du Salon International de l'Agriculture 2003 à Paris, en présence de nombreux officiels locaux et nationaux.

La valorisation de l'identité locale s'effectue donc à travers l'accueil des clients et la promotion de la culture percheronne. Elle est conséquente au niveau d'Actéon Perche mais faible au niveau du territoire, vu le nombre de clients accueillis.

Le concept Actéon dans le Perche représente, néanmoins, une bonne approche permettant de faire connaître l'identité paysanne percheronne.

B. Actéon Val de Besbre

1. Contexte

a) Localisation

Le site Actéon Val de Besbre se situe dans le Département de l'Allier (03) à l'extrémité nord de la Région Auvergne.



Source : catalogue Actéon Allier 2001-2002

b) Description de la zone

Le périmètre d'Actéon Val de Besbre est un territoire rural où l'agriculture (polyculture-élevage charolais) est dominante. Le secteur industriel est également présent avec une prédominance de l'industrie automobile. Le tourisme est peu développé, à l'exception de la montagne bourbonnaise au sud.

Le périmètre d'Actéon Val de Besbre recoupe trois entités culturelles : le Val de Besbre au nord, la Forterre au "centre" et la Montagne Bourbonnaise au sud.

C'est une zone à l'économie fragile qui est en déclin démographique depuis 1982.

c) Statut et gestion d'Actéon Perche

1/ Historique

Suite à l'appel lancé, en 1992, par M. Bodin, de la FIC – HSV, la FDC de l'Allier s'est trouvée intéressée par le projet Actéon et a souhaité se lancer dans la création d'un site.

Au même moment, la Chambre d'Agriculture de l'Allier souhaitait mettre en place un Plan de Développement Durable sur la zone du Val de Besbre. Afin d'être officiellement compatible, une circulaire a permis l'intégration du programme Actéon dans le PDD.

Le site expérimental Actéon se devait donc de calquer le périmètre (18 communes, 53 623 ha), du PDD. L'un des buts du PDD Allier était d'encourager l'adaptation des systèmes d'exploitation agricole à une nouvelle gestion respectueuse de l'environnement.

En 1995, une étude sur les potentialités cynégétiques de la zone était menée par le service technique de la FDC, et une étude sur la faisabilité du programme Actéon dans les sociétés de chasse locales. Tous les détenteurs de droit de pêche ou de chasse ont ensuite été rencontrés afin d'expliquer le but d'Actéon et une « expertise » a permis de les choisir.

Afin d'être en accord avec la législation (loi de 1992 pour l'obtention de l'agrément tourisme), après conseil auprès de l'AFIT, il était proposé la gestion du site par l'association de gestion du domaine des Sallards, elle-même gérée par la FDC mais aux statuts plus larges qu'elle.

Une convention a donc été signée par l'association de gestion du domaine des Sallards et la cellule nationale Actéon afin d'utiliser le label.

En 1998, un deuxième site Actéon a été créé dans le département de l'Allier - Actéon Bocage Bourbonnais - qui a permis à Actéon de bénéficier de financements européens (zonage 5b et programme Leader II).

Dans le cadre de Leader II, une coopération transnationale, à travers les Groupements d'Action Locale, a permis à Actéon Allier de faire profiter l'Andalousie (Espagne) de son expérience et ainsi monter un nouveau site Actéon.

Par la suite, Actéon Allier a de nouveau « exporté » son savoir-faire afin d'aider à la création d'Actéon Slovaquie.

Actéon Allier constitue maintenant le projet modèle, de référence, et est le premier visité ou interrogé.

2/ Organisation d'Actéon Allier

La structure porteuse du projet Actéon est la FDC de l'Allier. C'est le Conseil d'Administration de la Fédération, l'organe décisionnel, qui décide de la politique générale à suivre. Il est composé uniquement de 15 représentants de la chasse.

La structure de gestion, l'association de gestion du domaine des Sallards, est l'organe compétent pour la vente des produits touristiques. Son Conseil d'administration est plus diversifié que celui de la FDC :

- les administrateurs de droit :
 - les administrateurs de la FDC 03
 - les associations cynégétiques spécialisées
 - la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats et de la Faune Sauvage (propriétaire du domaine)
- les administrateurs à titre consultatif :
 - le Conseil Régional d'Auvergne
 - le Conseil Général de l'Allier
 - le Trésorier Payeur Général 03
 - l'Inspecteur d'académie 03.

Divers partenariats ont été établis entre Actéon Allier et des institutionnels notamment. L'Union Européenne, l'Etat (Préfecture et DDAF), le Conseil Régional

d'Auvergne, le Conseil Général de l'Allier se sont montrés intéressés par le programme et l'ont ainsi aidé, principalement financièrement.

A l'origine, peu d'élus locaux se sont investis dans le projet Actéon mais il semble qu'ils s'y intéressent de plus en plus et semblent même vouloir s'attribuer les conséquences positives de ces opérations.

Actéon Allier s'est associé à la Chambre d'Agriculture, au travers du PDD Val de Bresbe, et a une relation de sponsoring avec le Crédit Agricole (pour les brochures promotionnelles). Des partenariats ont aussi été institués avec le Centre national de Pêche et d'environnement (stage de pêche) et l'association française des accidentés de la route (partenariat sur un projet d'accès de la pêche aux handicapés).

L'association regroupe, en 1999/2000, 213 adhérents.

3/ Le produit touristique

Actéon Allier s'est associé à une quarantaine d'établissements pour l'hébergement et à une quinzaine pour la restauration.

Le client paye, en sus du prix de son séjour, sa cotisation à l'association Actéon Allier (au domaine des Sallards) et les frais de dossier (100 F) au moment de sa réservation. La cotisation est de 60 F par personne seule et de 120 F pour une personne morale ou un groupe.

➤ Le produit chasse

Le produit chasse est intégré aux structures cynégétiques locales : dans des sociétés de type privé pour la Sologne Bourbonnaise, de type ACCA pour la montagne Bourbonnaise et sociétés communales ou GIC dans le Forterre. 55 détenteurs de droit de chasse se sont associés à la démarche.

Le gibier qui peut être chassé se compose de sangliers, chevreuils, renards, perdrix, bécasses, faisans, lièvres, lapins, gibiers d'eau, pigeons, grives, blaireaux et ragondins.

La palette de modes de chasse est grande et comporte la majeure partie de ceux praticables en France :

- ❖ Chasse au grand gibier : à l'approche, en battue, grande vénerie
- ❖ Chasse au petit gibier : devant soi, en individuel ou en groupe, furetage, petite vénerie au lièvre
- ❖ Chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs (bécasse aux chiens d'arrêt)
- ❖ Chasse à l'arc, au vol, vénerie sous terre

Les produits les plus recherchés semblent la battue au grand gibier, la chasse au gibier d'eau, ainsi que l'approche d'été du brocard.

Une estimation, réalisée en 1996, avait évalué à environ 300 journées, le potentiel touristique cynégétique.

Le client est accompagné par le propriétaire du territoire de chasse ou le président de la société de chasse locale tout au long de la journée.

Prix moyen 2000 : 1700 F pour deux jours de chasse et deux nuits en demi pension.

Les coûts varient selon le mode de chasse, allant de 500 F pour une battue au grand gibier à 650 F pour une chasse devant soi au petit gibier. La chasse à l'approche (taxe pour

le trophée en sus) et au gibier d'eau coûte de 200 à 300 F. Le prix moyen de la nuit est de l'ordre de 250 F, plus 75 F pour le repas du midi.

➤ Le produit pêche

La pêche peut se pratiquer sur six rivières et quinze étangs. L'éventail des poissons que l'on peut pêcher est constitué de truites farios ou arc-en-ciel, chevesnes, ombres communs, sandres, brochets, carpes, tanches, gardons et perches.

Plusieurs pratiques de pêche sont proposées :

- ❖ Pêche en rivière (sur la Besbre, la Loire et le canal latéral de la Loire)
- ❖ Pêche en étangs privés
- ❖ Pêche d'étang : participation à la vidange

Il peut également être choisi d'assister à des stages de formation, en individuel ou en groupe de six maximum, pour l'initiation et le perfectionnement sur les rivières et les étangs. (convention avec le Centre National de la Pêche et de l'Environnement)

Le produit pêche n'attire qu'environ deux personnes annuellement.

Le pêcheur peut ou non être accompagné. Dans tous les cas, il est accueilli par le président de la société de pêche locale ou un de ses adhérents qui le conseille sur les endroits intéressants pour la pêche et lui vend la carte.

Prix moyen 2000 : 700 F comprenant deux jours de pêche et deux nuits en demi-pension

La pose de trois lignes sur un étang privé coûte 100 F, tandis que la pêche en rivière est accessible à toute personne possédant une carte de pêche valide et ayant acquitté les taxes piscicoles et le timbre de réciprocité.

Les stages de formation ou de perfectionnement coûtent de 635 F par personne en groupe de six à 1020 F si le client vient seul.



Cinq pontons-pêche pour les handicapés ont pu être financés grâce à Actéon

➤ Tourisme vert

Le client Actéon a le choix entre plusieurs possibilités :

- ❖ Visite de fermes et découverte des produits régionaux
- ❖ Balade en attelage et équitation
- ❖ Découverte du braque du bourbonnais
- ❖ Coutellerie d'art

Toutes ces possibilités sont complétées par les activités proposées sur le site d'Actéon Bocage Bourbonnais (visite du château de Bourbon l'Archambault, de l'abbaye de Souvigny, de musées, pratique du golf, du tir à l'arc ou bien encore du VTT).

Aucune prestation de tourisme vert n'est vendue. Seule une carte de loisir (50 F), qui donne droit à des réductions, est proposée. Cinq cartes ont été vendues durant la saison 1999/2000.

2. Analyse de la durabilité globale du site

a) *Notation des critères*

Actéon Val de Besbre obtient la bonne note de moyenne de 14,3 sur 20. (voir détails en annexe 6)

Cette note est principalement due au professionnalisme de la structure qui a ainsi eu les moyens et les possibilités de se développer.
Son principal défaut résulte dans le manque de gestion coordonnée notamment au niveau cynégétique où aucune structure n'existe pour fédérer les initiatives.

Là encore, Actéon Val de Besbre ne peut pas être considéré comme compétent en tourisme halieutique. **C'est une structure de tourisme cynégétique qui essaye, sans succès, de se diversifier pour pérenniser ses emplois et son action.**

b) *Analyse de la durabilité économique*

1/ **Bilan financier de l'association locale**

Actéon Allier ne possède pas de compte propre. Tous les flux financiers transitent par les comptes du domaine des Sallards (recettes des ventes des séjours) et de la FDC (subventions pour les aménagements et les autres projets).

La plupart des frais de fonctionnement pour Actéon sont pris en charge par la FDC 03. Actéon Allier doit payer sa cotisation à l'association nationale (5000 F).

Les recettes d'Actéon sont tout d'abord des recettes: frais de dossier, adhésion à l'association, commission sur les prestataires de service (10 % contre 5% au début du fonctionnement de l'association).

En 2001, le chiffre d'affaires était de 13 704 € (89 892,30 F) pour 88 journées.

En ce qui concerne les autres recettes d'Actéon Allier, le personnel de la Fédération, qui est affecté à Actéon, répond à de nombreux appels à projets, réalise de nombreuses demandes de subvention afin d'avoir des financements multiples.

Dans le cadre du FGER et de l'enveloppe parlementaire, 621 701 F ont été alloués à Actéon Val de Besbre afin de procéder à divers aménagements cynégétiques et halieutiques. C'est grâce à ces fonds que cinq pontons de pêche pour handicapés ont pu être construits.

Le programme a également reçu des subventions au titre du programme européen Leader II, 1 571 947 F sur 3 ans, ont permis les études préalables et à la réalisation d'Actéon Bocage Bourbonnais et l'impression d'un catalogue, très documenté et de qualité, spécifique aux produits touristiques d'Actéon Allier.

Actéon Bocage Bourbonnais et Andalousie ont bénéficié de fonds Leader II, FEOGA et d'une réserve parlementaire.

Actéon Allier est managé par une équipe de professionnels salariés :

- **Un responsable**, par ailleurs Directeur de la FDC 03. c'est lui qui se déplace sur les salons et réalise les expertises
- **Une chargée de mission**, avec un CDI partagé entre le domaine des Sallards et la FDC 03 (deux mi-temps) dont un quart temps consacré à Actéon
- **Un technicien agricole** (payé à 80 % par le CNASEA et à 20 % par la FDC)
- **Une comptable**, qui travaille actuellement à la FDC et au domaine des Sallards.

Le domaine des Sallards, propriété de la Fondation mais dont la gestion a été rétrocédée à la FDC de l'Allier, constitue la centrale de réservation d'Actéon. Néanmoins, le domaine des Sallards étant géré par la Fédération, c'est sur son standard que le client qui téléphone à Actéon est renvoyé.

Indépendamment du fonctionnement propre à Actéon mais grâce à sa grande technicité et au savoir-faire qu'il a pu acquérir, le service technique de la FDC Allier a réalisé les études du potentiel cynégétique et halieutique d'Actéon Gers ou d'autres études, notamment pour la SAFER de Poitou-Charente.

2/ Impacts économiques au niveau du territoire

Les impacts au niveau du territoire existent. Plus de deux millions de francs de subventions ont ainsi été allouées pour mener des études ou permettre l'aménagement de territoires privés mais toutes ces sommes sont réparties sur plus de 39 communes, ce qui limite les retombées.

Les retombées pour l'ensemble des prestataires ont été conséquentes au départ avec les aides versées pour le démarrage de l'association mais ne perdurent pas.

c) Analyse de la durabilité environnementale

1/ Mesures de gestion environnementale

a/ Gestion de la faune sauvage

□ Gestion cynégétique

Il n'existe pas de gestion globale au sein du territoire de Val de Besbre ni sur aucune de ses sous-unités. La gestion est individuelle et résulte du bon vouloir des détenteurs de droit de chasse.

Il y a cependant une volonté de la FDC et de son technicien chargé de la zone et du programme Actéon d'arriver à la constitution d'un GIC portant sur la gestion de quelques espèces afin de coordonner les efforts réalisés par chacun. Actuellement, le GIC n'est pas à l'ordre du jour et c'est un grand vide en matière de gestion cynégétique.

□ Gestion piscicole

La gestion piscicole ne semble pas, non plus, gérée de manière globale. Quelques mesures existent sur certaines espèces et quelques cours d'eau mais la réflexion est limitée.

b/ Gestion des milieux naturels

L'effort en faveur de la gestion environnementale et plus particulièrement de l'aménagement des écosystèmes est fort. La charte locale de qualité impose l'investissement d'au minimum 75 % des recettes touristiques dans l'aménagement écologique des sites de pratiques (contre 50 % en général dans les autres départements). Les investissements réalisés doivent l'être en faveur des milieux naturels et il est interdit d'acheter du gibier de repeuplement avec les sommes reçues.

Des fonds FGER et une réserve parlementaire ont permis au départ du projet de mener à bien des actions de valorisation des espaces agricoles et naturels.

La circulaire du 3 décembre 1993 concernant les Plans de Développement Durable a décidé d'intégrer les possibilités offertes par le tourisme cynégétique dans les actions subventionnables. Cela a permis le couplage PDD/Actéon.

Dans le cadre des CTE, des mesures spécifiques à Actéon ont été intégrées mais il faut regretter qu'aucune n'ait été prise.

2/ Sensibilisation à l'environnement

La sensibilisation effectuée peut être considérée comme faible. Pour les prestataires cynégétiques, la présence d'un technicien spécialisé dans la gestion de la faune sauvage permet de sensibiliser les détenteurs de droit de chasse aux bonnes pratiques et les incite à maintenir leurs efforts ou à en effectuer de nouveaux. Ce technicien a également des contacts avec les agriculteurs et les forestiers. On peut ainsi parler d'une sensibilisation orale effectuée lors des rencontres de terrains. A l'encontre des chasseurs pour lesquels on peut parler de l'existence d'une petite forme de sensibilisation, les pêcheurs et les autres usagers de la nature ne font partie d'aucune forme de sensibilisation et sont les oubliés du programme.

d) Analyse de la durabilité sociologique

1/ Relation entre acteurs

Les relations entre acteurs sont plutôt bonnes grâce à l'implication dans Actéon Val de Besbre des agriculteurs, chasseurs, pêcheurs, forestiers, qui sont représentés au sein de son conseil d'administration.

Actéon Allier participe à un GAL Leader. Il exporte même son savoir-faire à l'étranger et collabore avec des territoires ruraux d'Espagne et de Slovaquie.

L'association a communiqué ses résultats annuellement par une plaquette et par la tenue d'une réunion d'information jusqu'en 2000 mais depuis deux ans, elle n'a pas renouvelé ce type d'échange d'information.

Un des points regrettables est le peu d'intérêt pour l'association de la part des élus locaux : ils ont été contactés au départ du projet et ne s'étaient pas montrés réellement intéressés mais les équipes municipales notamment changent. Le résultat est que les Présidents de Communauté de communes, s'ils ne sont pas chasseurs ou pêcheurs, ne peuvent pas expliquer le concept d'Actéon. Ils connaissent le nom mais sont incapables de vous en dire plus.

Il en est de même pour les offices de tourisme qui ne daignent pas vous renseigner sur Actéon ou ne connaissent pas le projet.

Ceci est très dommageable pour l'activité de l'association, l'empêchant de pérenniser son action et d'entrer dans le jeu des aides publiques décentralisées et ainsi de ne pas être aidée et suivie politiquement au niveau local.

2/ Valorisation de l'identité locale

Il n'existe pas d'identité Val de Besbre mais trois identités propres au territoire : chacun s'identifie à une partie du territoire. Il ne semble donc pas qu'il y ait d'amélioration globale du sentiment d'appartenance. Cependant au niveau de chaque territoire de pratique, la culture de l'accueillant est valorisée ce que semble apprécier les locaux.

De nombreux articles ont été écrits sur Actéon Val de Besbre. Son savoir-faire est reconnu en France (il est reconnu comme projet touristique global innovant et est cité comme exemple par le CRITT).

C. Commentaires

L'étude des deux produits touristiques Actéon s'est révélée très intéressante.

On a pu constater le manque de vision d'Actéon en matière de pêche. Actéon, même s'il s'affiche comme un prestataire d'offres touristiques cynégétiques et halieutiques, est essentiellement, voire uniquement, un prestataire de tourisme cynégétique. Il ne possède pas de culture et de technicité assez forte pour pouvoir prétendre développer un véritable produit pêche.

Au niveau environnemental, la gestion des espèces reste encore du ressort des propriétaires privés, sans droit de regard, ni de contrôle, de la part des structures locales d'Actéon. Chacun reste maître chez soi et on fait confiance en la qualité du prestataire à respecter la charte. On lui apporte, s'il le désire, une aide technique et dans tous les cas des clients afin de participer au frais engendrés par une meilleure prise en considération de la faune.

L'argent ainsi obtenu sert à dédommager les agriculteurs, les chasseurs et les pêcheurs qui réalisent des efforts en faveur d'un aménagement des milieux naturels. En effet, aucun lâcher de gibier ou de poisson, ne peut faire l'objet d'aides de la part d'Actéon.

Au niveau économique, les retombées sont plutôt minimales, exceptées pour quelques entreprises ou exploitations agricoles. Actéon représente néanmoins un bon complément de revenus et permet de valoriser des hébergements pendant la basse-saison.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les clients préfèrent de loin la formule des chambres d'hôtes à celle des gîtes, peut-être grâce à un contact plus fort avec les locaux.

Cela nous amène à parler des retombées sociales. En raison du faible nombre de touristes accueillis et de leur répartition au plus près du territoire d'exercice, les hébergements sont multipliés et ne reçoivent que peu de clients (une dizaine au maximum envoyés par an par Actéon). Il semble cependant que ce contact, pendant une saison habituellement peu vivante, soit apprécié et engendre des relations fructueuses.

Le retour de la partie de chasse ou de pêche est l'occasion du partage des histoires de la journée et bien souvent ce qui a été prélevé est offert aux responsables de la table d'hôte afin d'être convivialement partagé.

La clientèle cynégétique et halieutique semble apprécier car elle est en général peu difficile.

Les chasseurs et les pêcheurs qui viennent pratiquer sont là, non pas pour s'imposer, mais pour apprendre les traditions locales de chasse ou de pêche. Bien souvent, les discussions s'enchaînent pour faire découvrir les modes de pratiques locaux et bien évidemment pour discuter sur la meilleure pratique. En général, les meilleurs endroits sont réservés aux touristes qui sont accueillis avec fierté par les pratiquants locaux.

Le tourisme appropriatif de la nature, tel qu'il est pratiqué dans le cadre d'Actéon, présente donc de nombreux avantages. Désirant rester diffus pour préserver les ressources naturelles, il s'oblige à rester économiquement peu important mais c'est ce caractère de tourisme à « taille humaine » qui confère à Actéon toute sa force et permet de créer des échanges que beaucoup apprécient.

D. Commentaires sur l'utilisation de la méthode d'analyse

Après analyse des résultats et utilisation de l'ensemble des indicateurs, plusieurs constats nous permettent d'émettre un avis sur la méthode utilisée et les choix de la recherche.

La recherche menée était peut-être trop ambitieuse. Il est intéressant d'étudier la durabilité dans sa globalité mais les résultats n'en sont que plus partiels. Il aurait été nécessaire, au détriment d'une vue d'ensemble, plus à même de nous offrir la possibilité de mieux cerner les grands enjeux, de se limiter à un seul champ de la durabilité.

L'étude des champs économiques ou sociaux est extrêmement complexe et mérite à elle seule un mémoire et la définition d'une méthodologie tout autre que celle choisie.

Les résultats, bien que révélateurs du tourisme appropriatif de la nature et de ses enjeux, sont partiels et devraient faire l'objet d'approfondissements sur certains volets de cette réflexion.

L'étude d'un produit global de tourisme appropriatif de la nature, avec du tourisme cynégétique et halieutique, paraissait au départ se révéler une obligation. Nous avons cependant, après analyse, vu que nous avons deux segments de clientèle complètement différents avec leur clientèle propre, qui ne se mélange pas. Ce que nous avons étudié avec Actéon nous a montré qu'il s'agit bien de deux tourisms à part entière, complémentaires et non concurrents mais qui obligent à posséder un savoir-faire et une technicité propre à chaque activité. On a également vu que ce n'était pas le cas pour Actéon en matière d'halieutisme.

Là-encore, peut-être aurait-il fallu se limiter à une seule activité du tourisme appropriatif de la nature ou trouver un autre organisme pour être plus précis dans l'obtention et l'analyse des résultats.

La méthode d'analyse utilisée, avec l'ensemble des critères choisis, est-elle, au vu de son utilisation, adaptée ?

Nous avons déjà précisé ses limites mais après utilisation, on peut constater que :

- il est difficile de juger, avec un tourisme diffus, les retombées globales aux niveaux économique et sociologique
- l'utilisation de seuils ou d'associations de mots pour définir une note d'appréciation est très arbitraire et peut vraiment prêter à discussion quant à la véracité de l'analyse ou tout du moins de son évaluation et du choix de la note.

On ne peut pas dire que cette recherche ne nous a pas révélé ses « secrets », ses précisions. Elle nous a permis de mettre en évidence un certain nombre d'aspects du tourisme appropriatif de la nature, de démontrer les points forts et faibles d'une réalité touristique qui est encore peu prise en compte dans le monde du tourisme.

Les résultats escomptés ont donc le mérite d'exister et de prêter à discussion et réflexion dans le chapitre qui va suivre.

Chapitre 4 : Discussion

I. Aspect 1

Un tourisme appropriatif de la nature durable oblige à posséder ou à recréer un environnement naturel de qualité. Il contraint à une meilleure utilisation de la faune sauvage et demande donc l'optimisation de la gestion des ressources naturelles renouvelables du territoire.

A. D'une gestion de proximité à une gestion patrimoniale

Pour H. Ollagnon (1998), la **gestion actuelle de la qualité de la nature est compromise** entre une gestion de proximité propre à notre vieux monde rural (gestion autarcique unitaire¹) et une gestion appropriative nationale, comme avec le loup et l'ours, et qui conduit à des situations de blocage.

Il identifie une gestion intermédiaire, socialement acceptable, pouvant nous apporter une solution pour la gestion de la qualité de la nature : la gestion patrimoniale. Une de ses bases est de reconnaître l'influence croissante de l'homme dans la gestion de la nature et prendre une initiative, celle d'en assumer la responsabilité.

Le fondement de la gestion patrimoniale est l'écoute. Il faut être capable d'écouter l'ensemble des acteurs et en conséquence les divers modes de connaissance (systèmes de valeur), les actions en jeu ainsi que les différentes visions de la situation, en les respectant et en faisant en sorte qu'ils se rencontrent et qu'ils s'écoulent. (colloque « outils et structure pour la gestion patrimoniale des territoires », Oloron-Sainte-Marie, juin 1997)

L'écoute est primordiale : elle évite des blocages sur des sujets pouvant recueillir un consensus, tant les visions ne sont pas diamétralement opposées (exemple d'une situation presque débloquée pour la gestion de l'ours dans le Béarn ou du blocage toujours d'actualité pour Natura 2000).

La gestion patrimoniale de la qualité de la nature implique les notions d'utilisation durable des ressources et de protection des processus écologiques. Elle doit conduire à faire en sorte que les peuplements soient conformes à ce que l'on peut attendre du milieu naturel en bon état. (Fédération Départementale de Pêche de la Manche, 2001) Elle nécessite également d'établir des règles d'interactions entre toutes les pratiques et de réactualiser, par la négociation, les objectifs. (Ollagnon H., 1998)

Ollagnon H. (1998) définit les **éléments d'une approche patrimoniale de la gestion de la qualité de la nature** :

- **une acceptation du caractère « intrinsèquement complexe et multi-acteurs »**, afin de chercher les voies et moyens d'une prise en charge endogène des problèmes ou projets par les acteurs les mieux placés pour le faire (il parle d'espèce projet et d'espèce problème, de territoire projet et de territoire problème).

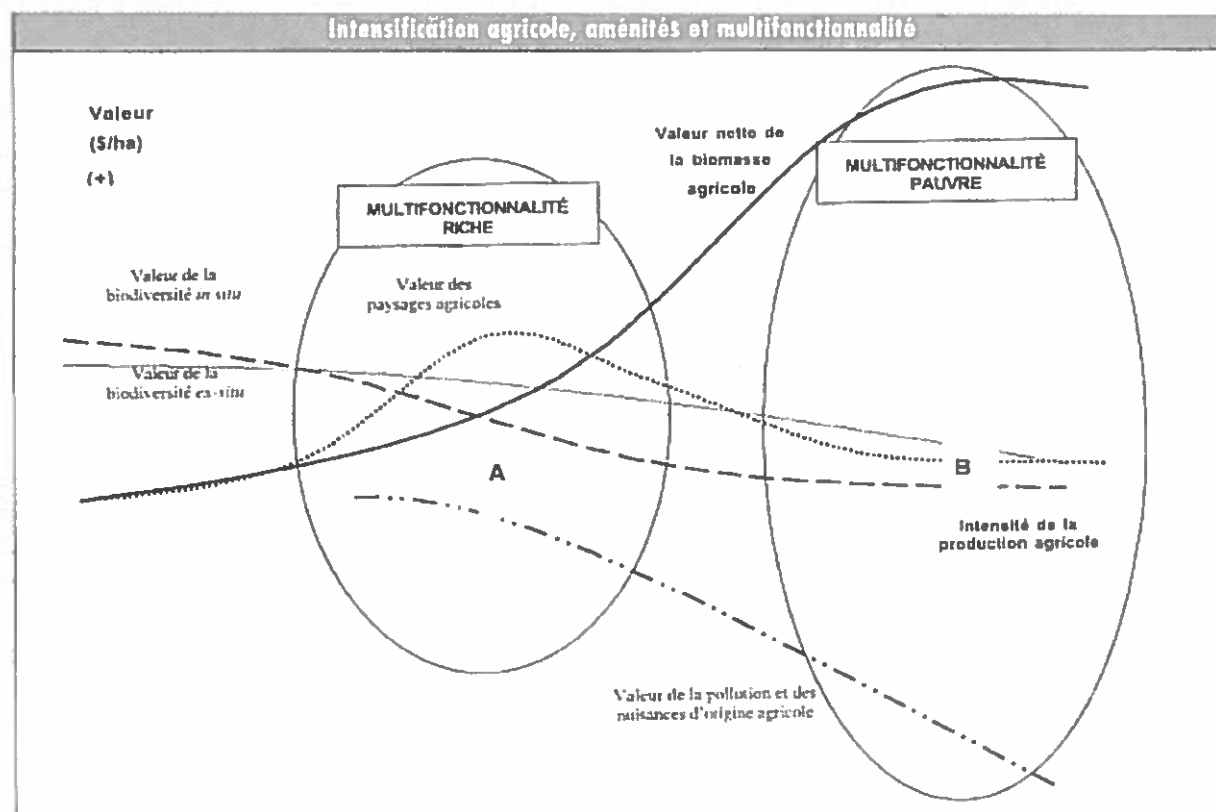
- **l'élaboration « d'une démarche systémique procédurale »** ; le problème n'existe pas en soi mais par rapport à un groupe d'acteurs (système), il faut engager une méthode (démarche procédurale) pour passer du phénomène à connaître au problème à résoudre.

¹ Correspond à « une gestion en commun appropriative, plus fondée sur les vieux us et coutumes anté-révolutionnaires que sur une gestion explicitement organisée ». l'agriculture y tient une place centrale. (Ollagnon, 1990)

- la proposition d'un langage commun de la gestion de la qualité de la nature. En effet, le contenu sémantique des mots associés à la nature diffère : la faune sauvage est réduite au gibier par les chasseurs, aux espèces protégées par les écologistes, à l'ensemble des espèces animales par les écologues, ... Il faut également faire prendre conscience de la nécessité d'une gestion globale : passer de l'échelle de la parcelle ou de l'exploitation agricole au bassin versant pour la gestion de l'eau ou au domaine vital pour la faune.

Actuellement en France, la gestion de la faune sauvage n'est pas satisfaisante et n'est pas adaptée aux réalités naturelles et humaines. Elle fait l'objet d'une appropriation tantôt privée, tantôt publique, le plus souvent par le biais d'associations de chasse ou de pêche. (Ollagnon, 1990)

On peut corrélérer l'évolution de l'agriculture et de la qualité faunistique d'un territoire : les potentialités faunistiques sont le résultat des activités agricoles qui, sans demande de qualité, se dégradent soit par l'intensification des pratiques, soit par la déprise et l'enfrichement. Les agriculteurs et les usagers de pratiques appropriatives de la nature étant de moins en moins les mêmes, les instances représentatives des associations locales ne sont plus adaptées en tant qu'instance de concertation et de négociation pour la qualité de la faune. On arrive à une tendance d'appauvrissement faunistique et d'artificialisation des pratiques tandis que les agriculteurs deviennent de moins en moins des créateurs de richesse faunistique. (Ollagnon, 1990)



dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme*

La demande de qualité doit correspondre à une préférence de la société ; elle conduit à une meilleure prise en compte des aménités et permet une multifonctionnalité riche (A sur le schéma) de l'activité agricole.

H. Ollagnon (1998) suggère quelques pistes stratégiques en faveur d'une prise en compte de la qualité de la faune et d'une gestion patrimoniale de la faune :

- faire connaître l'état de la faune à la société qui influe directement sur elle,
- se doter de lieux de rencontres, de négociation, neutres et actifs, tournés vers l'amélioration de la qualité de la faune, sous la responsabilité des gestionnaires légitimes du territoire,
- se doter d'instances permettant de faciliter, matériellement et humainement, l'identification et la résolution de problèmes de qualité de la faune, dans un esprit constructif, pour en faire émerger les solutions patrimoniales adéquates,
- susciter des échanges entre gestionnaires de la nature ordinaire, notamment, pour prendre conscience de la richesse des expériences en cours.

Quelle est la principale obligation pour arriver à ce stade de gestion ? la patrimonialisation. Pour Ollagnon (1990), il est nécessaire que la faune devienne le patrimoine² d'un titulaire. Ce titulaire doit représenter l'ensemble des acteurs concernés directement et globalement par la faune, pas seulement l'agriculteur, le chasseur, le pêcheur mais s'étendre à la société.

La faune doit devenir un bien commun, par une volonté « transappropriative », aux yeux de l'ensemble des acteurs et non un élément approprié selon le droit de l'époque (Ollagnon, 1998). En effet, actuellement la faune est juridiquement *res nullius*, bien n'appartenant à personne, mais devient *res propria* quand elle vient d'être prélevée (elle appartient alors au chasseur ou au pêcheur). L'eau par exemple, depuis la loi sur l'eau de 1992, est devenue *res communis* et la société commence à s'en approprier la gestion.

La qualité de la faune doit donc « être considérée comme un bien commun dont l'état résulte d'un comportement négocié entre tous les acteurs concernés qui intègre et dépasse les appropriations publiques et privées, les offres et les demandes de toute nature qui les concernent. »

B. Actéon : une gestion patrimoniale?

Assurément pas encore, mais cela aurait pu être un premier pas.

Les premières bases d'une gestion patrimoniale sont là : on invite un certain nombre d'acteurs à se mettre autour d'une même table, on effectue un diagnostic qu'on leur présente. On négocie ensuite afin de trouver un consensus sur un objectif de qualité bénéfique pour tous.

On assume l'idée d'une interaction forte de l'homme sur la nature, en légitimant ses usages et on fonde la gestion de la nature sur une utilisation durable des ressources présentes sur le territoire en réajustant tous les ans, après amélioration et réactualisation de ses connaissances, les prélèvements et les objectifs futurs.

La faune devient alors un bien économique commun et propre au territoire, dont on mesure la nécessité de sa préservation afin de ne pas mettre en péril un « outil créateur de richesse ». Les paysages deviennent les murs d'une activité commerciale touristique et la faune, le fonds de commerce, production du sol et des relations homme-nature et agriculture-écosystèmes.

Il est ainsi organisé la valorisation du « capital nature » dont on essaye de devenir rentier.

² patrimoine : ensemble des éléments matériels et immatériels qui concourent à maintenir et à développer l'identité et l'autonomie de son titulaire dans le temps et dans l'espace par adaptation en milieu évolutif » (Ollagnon H, 1998)

Patrimoine naturel : « réalité qui change dans le temps, elle est façonnée à la fois par l'évolution inhérente à toute espèce végétale ou animale et par les jeux des facteurs anthropiques » (Ollagnon H., cité dans Lécureil V, 1992)

Le schéma présenté précédemment nous rappelle un fonctionnement de gestion patrimoniale de la qualité de la nature mais la réalité est beaucoup plus complexe.

Nous sommes en présence d'associations « privées »³ ou de propriétaires privés, la **gestion cynégétique ou halieutique (pour les étangs seulement) de la ressource faunistique reste du ressort privé**. Il existe un GIC dans le Perche, structure qui fédère les volontés locales autour d'un même projet, au contraire de l'Allier où l'individualisme régit la gestion de la faune. Ce type de fonctionnement est contraire, pour ce qui est de l'Allier, au principe de gestion patrimoniale : les ingérences en matière de gestion sont même souvent incomprises et plutôt malvenues.

Néanmoins, la gestion de ces territoires semblent plus relever d'une gestion en « bon père de famille » que d'une gestion économique et commerciale. Il semblerait même que trop de gibiers serait, pour les clients, synonyme de mauvaise gestion ou tout du moins d'un recours systématique aux lâchers de gibier, ce qu'ils ne viennent pas rechercher avec Actéon.

La représentativité partielle des acteurs de la société au sein des structures d'Actéon ne peut pas conduire à une vision entièrement patrimoniale de la gestion de la qualité de la faune.

On associe un grand nombre des prestataires touristiques, des élus et des acteurs du territoire au projet touristique mais on limite la gestion de la faune à ses principaux acteurs, c'est-à-dire aux usages appropriatifs de la nature (agriculture, chasse, pêche).

Pour la gestion de la ressource faunistique cynégétique, agriculteurs et chasseurs s'accordent sur les mesures à mettre en œuvre afin d'aménager les milieux naturels et de les rendre plus favorables à la faune (haies, JEFS, limitation des dégâts de sanglier, etc.). Ils s'entraident jusqu'à faire entrer leurs priorités dans des dispositifs nationaux adaptables aux contextes locaux (PDD, OGARE, CTE).

En ce qui concerne la gestion de la ressource piscicole, le constat est différent : seuls les pêcheurs s'en occupent. Les agriculteurs ne sont pas associés directement à la gestion de la ressource piscicole mais à la gestion de la qualité de l'eau par l'administration, ce qui peut entraîner incompréhension et conflits.

Alors que, dans le cadre d'un tourisme appropriatif de la nature, tourisme et faune sont étroitement liés, interdépendants, les désirs de l'ensemble de l'organisation touristique ne sont pas pris en compte, encore moins ceux des associations de protection de la nature avec lesquelles le dialogue de sourds est encore de mise.

Il n'existe pas encore de structures de gestion globale de la qualité de la faune, cette gestion reste marginalisée aux seules attentes des acteurs premiers sans écoute des partenaires touristiques et de la société qui pourraient avoir leur mot à dire.

Le concept d'Actéon représente malgré cela une avancée significative. Dans les GIC ou GIASC, agriculteurs, chasseurs, forestiers ont déjà été associés, et Actéon élargit les possibilités de concertation à une représentativité plus forte de l'espace rural et de ses composantes. En ce sens, la démarche Actéon pourrait constituer un premier pas vers la prise en compte de la gestion de la qualité de la faune et plus globalement de la nature sur un territoire.

³ Associations que l'on eut dénommées privées car constituées par quelques personnes avec une adhésion très difficile qui implique souvent un lien de parenté ou un parrainage de certains membres.

II. Aspect 2

Un tourisme appropriatif de la nature durable, en permettant l'arrivée sur le territoire de flux financiers extérieurs, contribue à consolider les activités économiques de l'espace rural sur lequel il se base.

A. Un tourisme associatif sans logique entrepreneuriale

Il est difficile d'évaluer les retombées économiques du tourisme et plus encore du tourisme appropriatif de la nature à cause de son caractère diffus. Pour les deux territoires étudiés, le nombre de clients accueillis reste restreint. On peut considérer que les retombées sont faibles sur l'ensemble du territoire. Si les lieux de pratiques touristiques étaient concentrés sur quelques communes, peut-être alors y aurait-il eu un impact. Mais les touristes sont répartis, prenons l'exemple du Val de Besbre, sur 37 territoires de chasse et 12 territoires de pêche (étangs ou rivières), le tout sur 39 communes.

Le tourisme appropriatif de la nature contribue certainement à la vie économique locale mais ne peut pas être à lui seul une ressource financière conséquente pour faire vivre le territoire.

Les conclusions de l'étude de DMC consultants, réalisées pour l'AFIT sur le tourisme de nature (Macouil P. et Pierre J., 2003), vont dans ce sens. Le cabinet d'études estime qu'il ne faut pas surévaluer les conséquences du tourisme de nature (le tourisme appropriatif de la nature n'a pas été pris en compte), pour lequel il n'est pas envisageable d'espérer toute forme de monoactivité sur un territoire. Au mieux, cela conforte les activités de petites structures existantes : cela leur permet d'assurer un taux de remplissage hors saison par exemple en ce qui concerne les hébergements.

Ce tourisme représente une forme intéressante de développement local endogène : il est multidimensionnel (socioculturel, environnemental, économique). Voulu par les acteurs locaux, il les oblige à se concerter : il est partenarial.

Cependant, **ce tourisme n'est pas assez soutenu par les élus et les pouvoirs publics** qui devraient jouer un rôle de renforcement des diverses formes de coopération entre acteurs. Pour l'instant, excepté les instances nationales qui reconnaissent tout l'intérêt de la démarche, on ne peut pas constater d'engouement pour Actéon. Les élus locaux restent trop distants et ne s'investissent pas. Sans un soutien plus marqué, le tourisme appropriatif de la nature ne pourra pas jouer de rôle inducteur d'une dynamique d'enrichissement.

Les principaux bénéficiaires de ce tourisme sont les hébergeurs (le tourisme appropriatif de la nature se pratique en dehors de la pleine saison), les restaurateurs et les agriculteurs, pour lesquels de gros efforts sont réalisés.

Maîtrisé par des associatifs, le projet Actéon ne désire pas se développer énormément, il souhaite rester à taille humaine et préserver son caractère diffus. Le tourisme appropriatif de la nature reste donc dans une logique patrimoniale, de conservation, des ressources naturelles (de la faune sauvage) et du patrimoine bâti (chambres d'hôtes, gîtes ruraux). Pour les agriculteurs, il fait l'objet d'une volonté de valorisation qui nous entraîne dans une logique de compléments de revenus.

On ne peut pas constater de logique entrepreneuriale au sein du tourisme appropriatif de la nature, tel que nous avons pu l'étudier. Ce tourisme est considéré comme apportant un plus, mais on ne désire pas réellement en vivre, on se trouve vraiment dans la logique de complément de revenus pour des activités déjà existantes.

Développé de manière à n'être qu'un tourisme de complément, le tourisme appropriatif de la nature n'a que peu d'impact sur les activités qui ne lui sont pas directement rattachées. Commerces et services locaux ne reçoivent que peu d'argent. Se pratiquant en dehors des saisons touristiques habituelles (en automne et au printemps), on aurait pu croire à une consolidation des commerces et des services pendant des périodes creuses ; mais excepté les hébergeurs et les restaurateurs, les retombées sont faibles.

Le problème est que le touriste, quand il vient à la campagne, dépense peu. Dans le cadre d'Actéon, le client vient consommer ce qu'il a payé mais consomme peu en dehors de son forfait.

Le chasseur et le pêcheur viennent encore trop souvent seuls. Il est nécessaire pour que l'impact soit plus important d'intéresser l'ensemble de la famille du pratiquant, faisant en sorte qu'ils dépensent plus sur le territoire.

Les impacts existent pour quelques structures commerciales mais se révèlent peu importants à l'échelle du territoire.

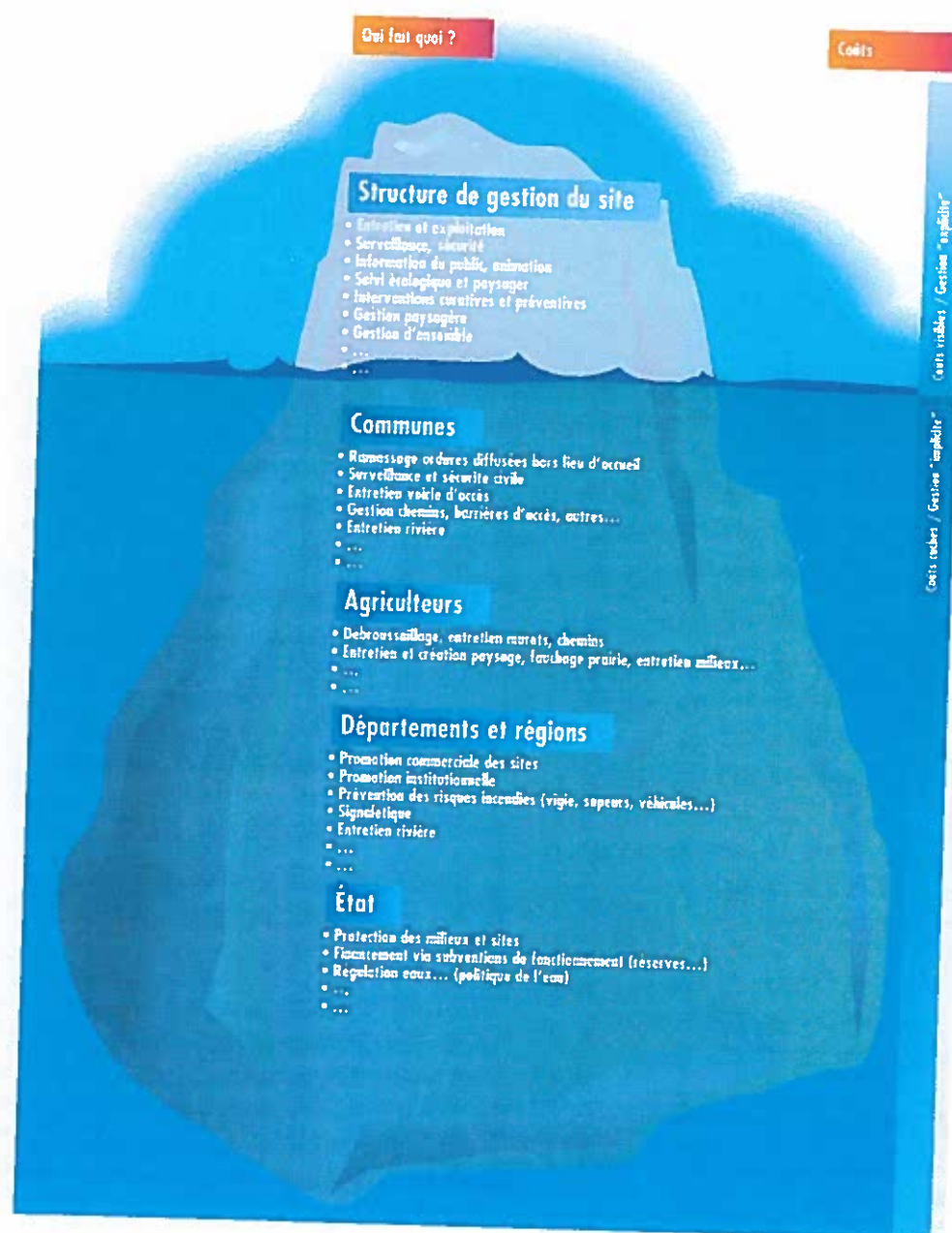
B. Le tourisme appropriatif de la nature permet de rétribuer « l'effort faunistique ».

L'accès à la nature et aux paysages est considéré comme gratuit. Il est certain que l'on ne paye pas pour se promener ou contempler un paysage. Pour T. Brouard (dans CNRTER, 1995), la campagne, aux yeux de tous, est un espace de liberté, dans lequel les interdictions ou consignes sont malvenues.

Pourtant, cette nature, ces paysages ont un coût : il faut les entretenir. J.P. Chassany observe que la question de l'environnement est encore, dans de nombreux cas, une externalité non rémunérée.

Les coûts d'entretien de la nature se répartissent entre le secteur public (collectivités, Etat) et le secteur privé (organismes gestionnaires, agriculteurs). Si l'on peut convenir qu'il est de l'intérêt général que les collectivités locales et territoriales, ainsi que l'Etat participent directement ou indirectement à la gestion de ces espaces, doit-on considérer comme normal que des intérêts privés soient lésés financièrement pour le bien de tous ?

La prise en charge de la gestion des sites naturels



Source : AFIT, Natali J.M., Vourc'h A., 2000

Les ressources que l'on peut mobiliser pour l'entretien et la préservation d'un site naturel sont faibles et très dispersées.

Vourc'h A. et Natali J.M. (2000) distingue trois niveaux de contribution :

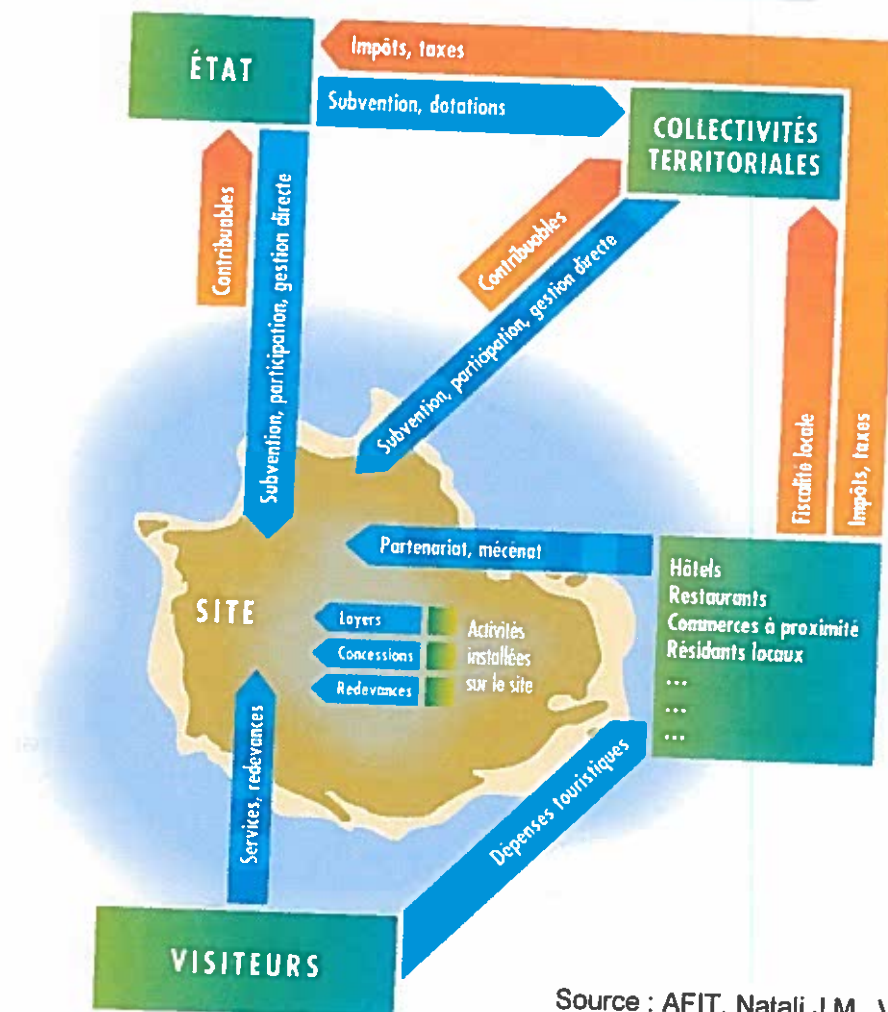
- ❖ un mode de contribution établi : le financement par le biais de l'impôt,
- ❖ un mode de financement qui tend à se développer : le financement direct par les visiteurs⁴ (visites, parkings, repas, ...),

⁴ En matière de modes de financements privés, cinq formes de participations peuvent être relevées à travers le monde :

- tarification des services rendus : calcul du prix de revient et politique tarifaire équivalente à celle des entreprises,
- taxation (exemple : le ski de fond) : arbitraire et systématique, ce mode de participation suscite des réactions de rejet, principalement avec les populations d'esprit latin,

- ❖ un mode de financement peu répandu : la participation directe des entreprises

Provenance des ressources des sites naturels



Source : AFIT, Natali J.M., Vourc'h A., 2000

Actéon fait appel à ces trois modes de financements : l'aide publique (par le biais de la contractualisation avec l'association Actéon locale qui reverse ensuite selon les actions ou directement aux agriculteurs par le biais d'aides agri-environnementales), le financement direct (le client paye sa prestation nature) et le financement par les entreprises concernées (commission sur les prestations reversées à l'association Actéon).

- péage à l'américaine : l'automobiliste qui rentre dans un parc paye et reçoit en contrepartie une pochette d'information sur le site et sur les dispositions d'ordre général. L'objectif est de responsabiliser et valoriser l'utilisateur. Ce mode de participation nécessite une culture, une mentalité spécifique,
- la contribution volontaire à la Britannique : l'utilisateur verse une somme selon sa prise de conscience à une fondation ou à un fonds de gestion du site,
- partenariat – actionnariat, voire mécénat : partage profond avec le gestionnaire de l'espace naturel par rapport à un projet

source : CNRTER, 1995

Quelle est la part qui revient à la nature ?

Les financements publics sont le plus souvent versés pour des aménagements de la nature (haies, cultures à gibier, ...) ou pour l'adaptation des systèmes agricoles, les sommes perçues pour la journée de pêche ou de chasse sont utilisées pour l'aménagement des territoires.

« L'effort faunistique » est ainsi rétribué qu'il soit effectué par les chasseurs, les pêcheurs, les agriculteurs, les forestiers ou les propriétaires fonciers.

On parle « d'effort faunistique » pour désigner l'ensemble des mesures prises afin d'améliorer et d'augmenter la biomasse en animaux sauvages produite par hectare car le but réel est bien la production de faune sauvage.

Cet effort faunistique, essentiellement effectué pour les espèces que l'on peut valoriser, est bénéfique à l'ensemble de la faune, voire de la flore, comme nous l'avons vu précédemment.

C'est donc un effort envers une meilleure prise en compte de l'environnement, ou tout du moins de la faune sur le territoire, qui est financé.

Ce sont les agriculteurs qui bénéficient le plus de ces mesures, notamment grâce à l'investissement d'Actéon et de la profession agricole dans des outils tels que les PDD, OGARE ou CTE. Les agriculteurs sont également rétribués indirectement notamment par les dispositifs de prévention des dégâts (clôture, agrainage préventif) ou par la multitude des agrainoirs (valorisation, de même que pour l'agrainage préventif, des productions agricoles : blé ou maïs).

Pour les forestiers, c'est une contribution indirecte qui est effectuée. Actuellement, les dégâts aux plantations forestières ne sont pas indemnisés, les sommes réinvesties dans des actions de prévention des dégâts de gros gibier peuvent être considérées comme de l'argent dégagé pour maintenir les équilibres sylvo-cynégétique (en plus du respect des plans de chasse) et donc la préservation du milieu forestier.

En ce qui concerne les propriétaires fonciers, excepté les agriculteurs et forestiers, c'est donc une mise en valeur de leur bien qui est effectuée. Dans le cas des étangs, nombre d'entre eux sont asséchés car leur rapport est trop faible. On peut citer l'exemple de la région des Dombes, où beaucoup ont été asséchés afin d'être remis en culture, plus rentable économiquement que la production en poissons. Le tourisme halieutique peut contribuer en partie à la sauvegarde des étangs en leur apportant une vocation supplémentaire nouvelle et donc une rentabilité économique.

On peut cependant critiquer la trop grande part des sommes perçues par les associations locales ou les propriétaires fonciers pour effectuer des lâchers de repeuplement⁵ (en dehors des périodes légales d'ouverture, qui ont un rôle de renforcement de population) et les alevinages ou déversement de truitelles.

Ces pratiques, seules, si elles ne sont pas accompagnées d'actions en profondeur sur les écosystèmes, sont dommageables car elles détournent une partie des sommes qui pourraient servir à une amélioration globale du territoire.

Peut-on grâce au tourisme appropriatif de la nature donner une valeur économique à certains éléments du paysage, qui pourraient ainsi retrouver une certaine légitimité ?

La propriété privée est particulièrement présente en France et donne ce caractère privé à la nature qui peut être une des causes de sa perte. Faute d'avantages économiques ou fonctionnels, nombre d'éléments traditionnels du paysage disparaissent...

Lécureuil V. (1992) considère que « pour qu'un paysage ait toutes ses chances d'être harmonieux, il faut que chacun de ses éléments ait une fonction intelligible au sein de

⁵ selon l'ANCER, les lâchers de repeuplement sont condamnables lorsqu'ils sont faits systématiquement chaque année, et, cachent une mauvaise gestion de la population de gibier (aménagements inexistantes, pression de chasse inadaptée ...).

l'ensemble. » Exemple : la haie et son rôle de régulateur thermique et hydrique pour l'agriculture.

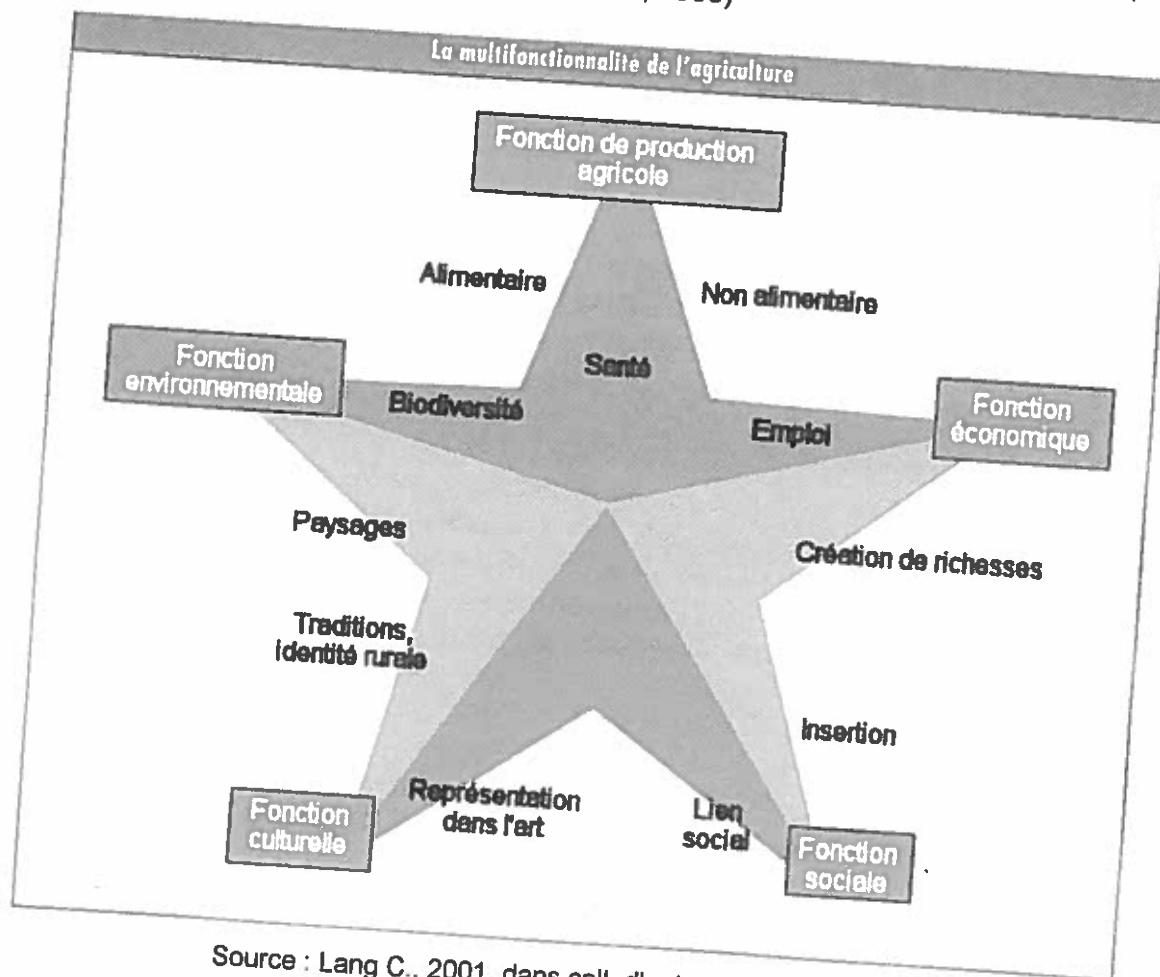
Redonner à la nature, une certaine fonctionnalité, une nouvelle vocation de production de faune sauvage, n'est ce pas contribuer à sa protection ?

Politiquement, les agriculteurs n'ont jamais accepté d'être considérés comme des « jardiniers de l'espace ». le tourisme appropriatif de la nature est un moyen de contribuer aux surcoûts engendrés par cette fonction d'entretien du territoire.

Le tourisme appropriatif de la nature, dans une certaine mesure redonne une fonction de production à l'agriculture ; on peut même dire une fonction sociale à l'agriculteur. L'entretien de la nature n'est plus effectué pour un individu quelconque à des fins non productives et hors des préoccupations de l'agriculteur, mais il est fait pour produire.

Le tourisme appropriatif de la nature est une forme de la multifonctionnalité de l'agriculture, le tourisme à la ferme est déjà une réalité, une infime partie des agriculteurs profitent du tourisme et réalisent une partie de leur chiffre d'affaire grâce à cette activité ou par la vente d'une partie de leur production aux touristes.

L'agritourisme ne concernerait que 2 % des exploitations agricoles avec trois pôles principaux : l'hébergement, la restauration et la vente de produits fermiers. Un quatrième émerge depuis quelques années, la vente de prestations d'activités complémentaires (VTT, équitation, tir à l'arc) (Bouchut J.J. dans CNRTER, 1995)



Source : Lang C., 2001, dans coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*

Le tourisme appropriatif de la nature, principalement le tourisme cynégétique et dans une moindre mesure le tourisme halieutique, est donc une forme d'agritourisme à valoriser, il se pratique sur l'exploitation agricole, valorise sa production et contribue ainsi à sa viabilité économique. De plus, il permet une meilleure exploitation de la nature et un meilleur entretien.

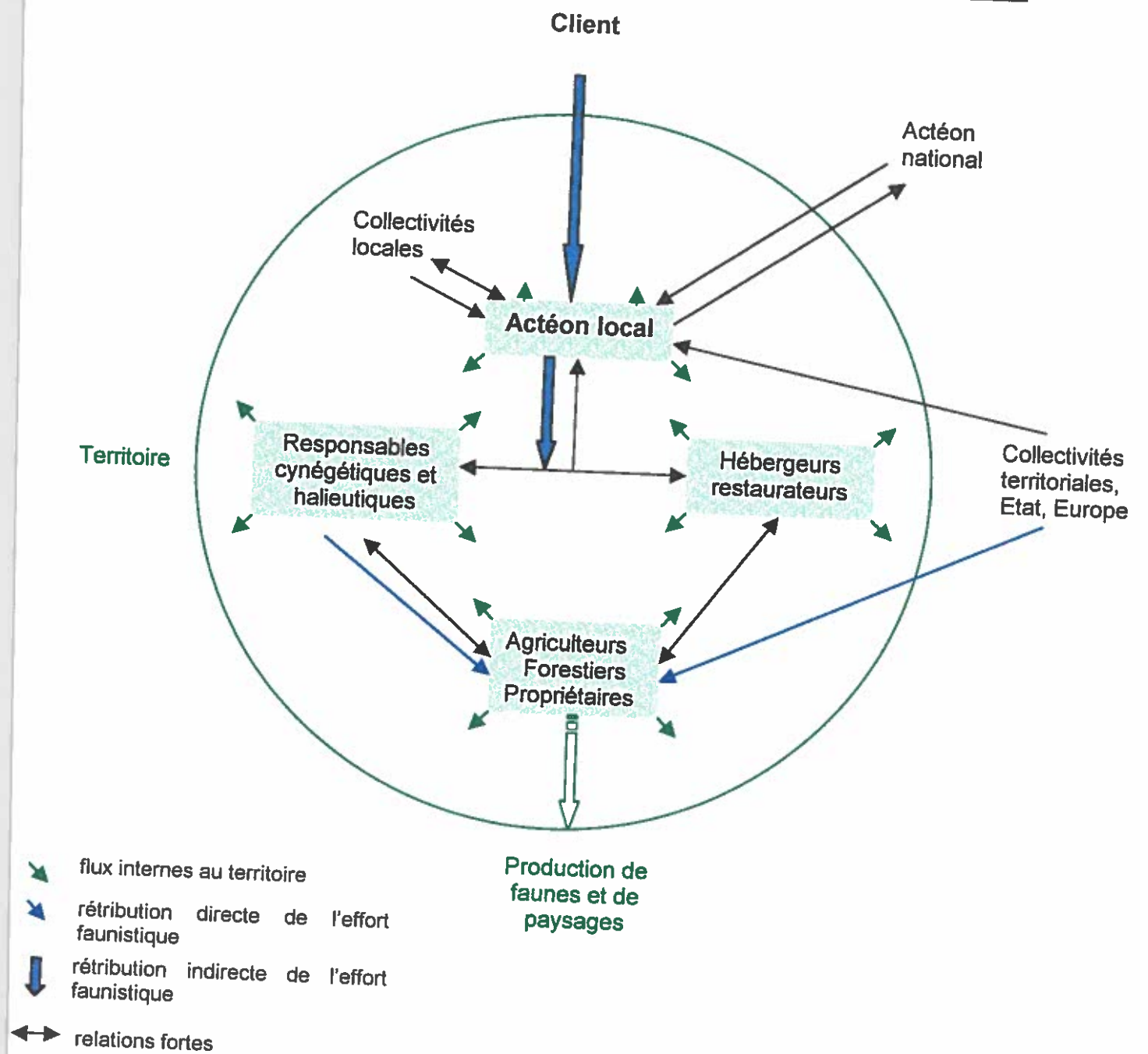
La faune sauvage devient ici une valeur ajoutée du sol, c'est une production à part entière qui amène son flux financier, souvent de deux natures : paiement de l'effort faunistique et clientèle supplémentaire pour le tourisme sur l'exploitation agricole (restauration, hébergement).

L'effort faunistique qui est rétribué constitue une prime à la production et peut ainsi être mieux perçu par les agriculteurs.

Il faut néanmoins veiller à ce que l'on n'assiste pas à une « privatisation de la nature ». Si elle devient un bien de production, elle peut faire l'objet d'appropriation exclusive et individuelle : l'agriculteur ne souhaite plus le passage d'un promeneur à proximité de ses terrains car il ne paye pas et peut perturber le gibier. Il ne veut plus accueillir les chasseurs et pêcheurs locaux car ceux-ci ne valorisent pas assez son potentiel faunistique.

Il est essentiel qu'un tourisme appropriatif de la nature, comme nous l'avons vu précédemment, s'effectue dans le cadre d'associations locales, plus à même de garantir l'intérêt collectif et moins sujettes aux aléas des contraintes individuelles. Les associations sont les seules qui peuvent mener à bien une gestion patrimoniale de la ressource faunistique et rétribuer équitablement l'effort faunistique consenti.

Représentation schématique des flux financiers au sein d'un territoire du réseau Actéon



III. Aspect 3

En soutenant l'économie locale et en demandant la participation d'un grand nombre d'acteurs du territoire, **un tourisme appropriatif de la nature durable crée une effervescence sociale favorable à la synergie de nouvelles dynamiques.**

Peu de personnes se sont intéressées aux conséquences sociales du tourisme sur les communautés locales à l'exception des impacts sur les populations autochtones des pays en voie de développement.

Il est vrai que le tourisme est un phénomène ancien et développé en France mais ce n'est pas un phénomène neutre.

Même si les effets ne sont pas importants, il peut participer à des réactions sociales et être directement ou indirectement impliqué dans la mise en place de nouvelles dynamiques sociales.

A. Des effets globalement peu significatifs

Au vu des résultats, on ne peut pas affirmer que la mise en place d'un tourisme appropriatif de la nature crée une effervescence sociale : ces effets sont limités de par le nombre de touristes accueillis et de par la participation, restreinte de la population. Tout le monde ne connaît pas le projet Actéon et beaucoup n'y accorde que peu d'importance. Les élus, pour la plupart, ne se sont pas mobilisés pour le programme. Ils le connaissent de nom, mais s'ils ne sont ni chasseurs, ni pêcheurs, ne s'y sont pas intéressés.

Le monde de la pêche ne se sent pas complètement investi dans le projet et on peut constater une main-mise certaine du monde de la chasse sur Actéon.

Quant à la synergie de nouvelles dynamiques, il n'est pas probant qu'Actéon ait eu un effet d'entraînement voire de catalyseur dans les deux régions étudiées. Dans le cas d'Actéon Allier, il faut nuancer ce propos : la participation du territoire Val de Besbre a incité le secteur du Bourbonnais à se lancer dans cette même dynamique.

On ne peut pas cependant constater une dynamique intra-territoire mais inter-territoire. La création d'un site Actéon a un effet vitrine pour le monde cynégétique qui voyant les résultats sur une zone a l'idée de lancer un programme similaire sur son territoire.

Néanmoins, à l'intérieur du territoire, il n'a pas été enregistré de dynamiques culturelles, de création d'activités : le programme reste limité dans sa marche.

Quand on regarde l'ensemble des éléments, on entrevoit cependant quelques phénomènes sous-jacents ou possibles, qui n'ont pas été vérifiés en tant que tels par cette recherche mais qui méritent d'être signalés et qui devraient faire l'objet d'approfondissements futurs.

B. Des effets supposés

1. Des changements de pratiques

On a pu constater, sur les deux sites Actéon, la présence d'une clientèle urbaine, plutôt aisée. Cela peut-il entraîner des changements de pratiques et des évolutions dans les mentalités ?

Dans le cadre d'un travail sur le massif du Caroux-Espinouse (Hérault), J.M. Cugnasse (1995) a démontré que le tourisme cynégétique permet un brassage culturel et socioprofessionnel très diversifié « sous couvert d'une passion commune » : la chasse et la ruralité.

Le produit touristique Actéon doit normalement respecter les pratiques traditionnelles, mais que peut-on dire de la pratique de la chasse à l'approche du chevreuil, pratique importée de l'Est de la France et de la pêche du black-bass, toutes deux très prisées des clientèles urbaines...⁶

Est-ce que la mise en place d'un tourisme appropriatif de la nature contribue à l'ouverture du monde rural vers la société urbaine, les clientèles visées étant celles des villes ?

Peut-on arriver à un changement d'image et de considération pour certaines espèces ? Il existe, dans le domaine des représentations collectives, un bestiaire, plus ou moins conscient, avec une hiérarchie de protection, de valeurs et de comportements envers chaque espèce. (Charbonneau S., 1998 ; Vourc'h A. et Pelosse V., 1993)

Est-ce que le tourisme appropriatif de la nature peut revaloriser l'image de certaines espèces ou au contraire faire que les locaux s'en détournent ?

Les lâchers d'animaux de tir entraînent une dévalorisation cynégétique des espèces lâchées (Digard J.P., 1993 ; Ancer, ?) ; une gestion trop poussée entraîne un changement d'image et de vocabulaire : on désigne alors la faune sous le terme de cheptel et non plus de gibier, faisant référence à des troupeaux semi-domestiques voire domestiques, alors soumis aux mêmes impératifs économiques que l'élevage traditionnel (Rémy J., 1993).

Pelosse V. (1993) a étudié la constitution du mouflon comme « animal cynégétique »⁷ et a constaté une appropriation lente et complexe par les chasseurs locaux puis une gestion fine et stricte afin de préserver cet animal alors reconnu grâce à sa valeur commerciale dans le cadre d'un tourisme cynégétique géré localement.

Ouverture vers les autres ? revalorisation d'espèces déconsidérées ? espèces à touristes et espèces pour les locaux ? gestion capitaliste pour les espèces touristiques et aléatoire pour les autres ?

Il serait intéressant d'étudier ces points pour constater ou non des changements dans les sociétés rurales qui accueillent un produit de tourisme appropriatif de la nature.

2. Une possible exclusion de la population locale

Le tourisme peut, mais ne doit pas, devenir synonyme d'exclusion au niveau local. Dans le cadre d'un tourisme appropriatif de la nature, il faut veiller à l'égal accès aux pratiques de la chasse et de la pêche par les locaux. Le tourisme ne doit pas exclure le pratiquant local, notamment par l'argent. Les meilleurs trophées ne doivent pas être réservés aux seuls touristes, sous prétexte d'une valeur ajoutée plus forte, de par la taxe perçue pour le gros gibier par exemple.

On ne doit pas assister, à plus ou moins long terme, à une privatisation des usages appropriatifs de la nature, où chaque propriétaire foncier organise la pratique de la chasse ou de la pêche sur ses terrains.

⁶ Précisons néanmoins que ces évolutions sont communes à la France entière et que ce n'est pas une appropriation de pratiques pour le touriste.

⁷ Dans les années soixante, dans le massif du Caroux-Espinouse, ont été introduits des mouflons afin de pouvoir créer un produit de tourisme cynégétique de luxe pour des citadins en mal de nature. Les chasseurs locaux, étrangers à ces introductions, le vécurent comme une dépossession, la « vraie chasse – créatrice d'une forte sociabilité égalitaire entre participants, les collègues » est celle de la battue aux sangliers. Mais force de constater qu'ils pouvaient vendre le tir de ces animaux, et ainsi financer leur propre activité et leur passion, ils organisèrent donc le produit touristique avec accompagnement d'un guide local et « mise en scène du mouflon comme gibier d'approche difficile ».

Cette dérive, dangereuse, contribuerait à entrer dans une pure logique commerciale et économique du chacun chez soi et chacun pour soi. Elle casserait également un lien social fort du monde rural qui réside dans les pratiques collectives de la chasse et dans une moindre mesure de la pêche.

Dans le cas des deux sites Actéon étudiés, on constate une forte proportion de propriétaires privés dans l'organisation du produit de tourisme cynégétique. Actéon Val de Besbre compte deux ACCA et une société communale de chasse contre 31 territoires de propriétaires privés.

Cela s'explique par la structure foncière du territoire du Val de Besbre et ne résulte pas de la mise en place d'Actéon. Il faut cependant veiller à maintenir les structures associatives (et sociales) existantes.

Dans le cadre de la pêche, les domaines piscicoles sont gérés par des AAPPMA et seuls les étangs font l'objet d'une gestion privative mais correspondent plus à la « normalité » ; les étangs étant pratiquement toujours soustraits des lots gérés par les sociétés de pêche.

Il faut rester vigilant avec l'émergence de ce type de tourisme qui ne doit pas se faire au détriment des locaux mais être réalisé dans une démarche intégrative.

3. Une amélioration du bien-être de la population locale

Il est bien évident que, dans la mesure où nous sommes en présence d'un tourisme diffus, les effets ressentis sont moindres et à relativiser mais on peut néanmoins penser que le tourisme appropriatif de la nature peut contribuer à une amélioration générale du bien-être de la population locale.

Cette amélioration n'est pas démontrée par cette recherche mais plusieurs éléments peuvent nous amener à le penser et nécessiteraient une recherche plus approfondie, notamment en questionnant la population.

Deux points peuvent nous amener à penser que le tourisme appropriatif de la nature peut contribuer au bien-être de la population locale :

- la préservation de la qualité du cadre de vie
- la mise en tourisme du territoire.

Tout d'abord, la préservation de la qualité du cadre de vie, par l'entretien des paysages. Comme nous l'avons vu précédemment, le tourisme appropriatif de la nature demande une action sur les écosystèmes et à donc à plus grande échelle sur les paysages. Haies, mares, éléments traditionnels des paysages ruraux, propices à la faune font l'objet d'une attention particulière.

L'entretien des paysages et principalement la lutte contre les friches ou les champs « sales », colonisés par des plantes adventices est important. Il **peut permettre de lutter contre un « effet dépresseur sur l'environnement économique et humain par voie directe et par effet psychologique »** (GEM, ?).

Par effet direct, car les friches, synonymes de déprise agricole, signifient un départ d'agriculteurs pouvant entraîner la fermeture de l'école, le bureau de poste, ..., et amener à la fermeture des paysages.

La friche véhicule une image très forte d'échec et de défaite. Ces connotations souvent inconscientes contribuent à l'incitation au départ et à la réticence à l'installation. Il y a dégradation de l'image d'une région, donc conséquemment perte de valeur économique.

Ensuite, par la mise en tourisme du territoire (par sa touristification).

La mise en tourisme d'un territoire reflète son dynamisme. Elle nécessite des personnes motivées ainsi que, pour un tourisme basé sur l'authenticité, une mise en valeur de la culture locale.

Pour Chassany J.P., l'arrivée de nouvelles personnes sur un territoire se traduit par un optimisme local qui permet de réactiver, sur des bases nouvelles, une vie sociale locale.

Le tourisme appropriatif de la nature a pour avantage de se pratiquer en dehors des saisons habituelles, au printemps et en automne, à des périodes généralement « mortes ». Il n'a pas été prouvé qu'il permette le maintien de commerces et services à ces périodes, mais les hébergeurs et les restaurateurs allongent leur saison. Il y a toujours un échange, un passage qui donne l'impression de vie.

Il est également important que la mise en tourisme d'un territoire, avec une gestion environnementale, réponde aux nouvelles attentes des clientèles touristiques (principalement étrangères mais aussi françaises). Elle permet de renforcer l'image du territoire et de rester attractif vis-à-vis des clientèles de demain. (Macouil D., Pierre I., 2003)

On peut également assister à un renforcement de l'identité locale. Ce qui est important avec Actéon, c'est que le client vient pour apprendre et participer à une phase de la culture locale : il est acteur temporaire d'une scène de la vie rurale. On n'a pas créé une mise en scène de l'acte de chasse ou de pêche pour le rendre plus « vrai » mais on insère le client dans un groupe de participants locaux.

On retrouve alors des liens sociaux parfois disparus, le client vient pour apprendre et les locaux qui le prennent en charge sont là pour lui expliquer leurs valeurs, leurs cultures et leurs traditions. La relation est différente de ce que l'on peut constater habituellement où tout est fait pour satisfaire le client ; là, c'est le client qui doit se plier à un certain nombre de règles.

Dans la mesure où nous sommes en présence d'un tourisme diffus, n'accueillant pas un nombre de touristes considérable, les effets que nous avons cités précédemment sont plus de l'ordre du théorique que de la réalité mais il n'est pas improbable que certains habitants (ceux concernés par le projet au moins) aient ressenti une forme de satisfaction et de valorisation avec la mise en place de l'association locale Actéon.

4. Le retour à une image plus apaisée du chasseur et du pêcheur

Les chasseurs, les pêcheurs, tout comme les habitants du monde rural ressentent un profond sentiment de marginalisation dans une gestion de la nature, qui pensent-ils leur échappe de plus en plus au profit de lointains experts (Rémy J., 1993) et d'une volonté d'appropriation symbolique de leur substrat (Kempf H. dans Le Monde du 24.10.2000).

La mise en tourisme de la chasse et de la pêche oblige à gérer les ressources naturelles et à se concerter pour développer un produit touristique.

Le chasseur et le pêcheur doit alors s'expliquer, communiquer avec l'ensemble de la population, des dialogues doivent se créer avec des personnes non habituelles pour lui (hébergeurs, professionnels du tourisme).

Pour Baillet C. (1996), à plus ou moins long terme, si le projet est accompagné d'une communication sur l'avancement du projet et les efforts de gestion, on doit assister à un changement d'image.

L'image doit évoluer du pratiquant-cueilleur au citoyen, acteur du développement rural. Implicitement, va se mettre en place un soutien populaire bienveillant et en corollaire, un soutien politique (Baillet C., 1996)

Cette acceptation sociale locale peut conduire à moins de conflits (meilleure capacité de charge sociale sur le territoire), à une réelle « connivence » de la population locale envers deux activités rurales qui permettent de faire vivre le territoire et qui sont respectueuses de l'environnement.

Le changement d'image envers le politique doit également être le fruit d'un travail de communication et de projet. Un élu n'a pas le même rôle qu'un associatif. L'élection rend légitime son pouvoir de décision. Les associations doivent accepter que leur avis ne soit que consultatif. Cela implique de leur part une démarche de qualité : leurs propositions doivent être intéressantes. (colloque « outils et structure pour la gestion patrimoniales des territoires », Oloron-Sainte-Marie, juin 1997, sur www.globenet.org/soletcivilisation)

Pour l'instant, le monde politique local ne s'engage pas dans le programme Actéon, pourtant porté par des politiques nationaux (Mr Souchon, ancien ministre, ou Mr Poncelet, ancien Président du Sénat par exemple). Actéon n'a pas encore réussi à s'attirer la sympathie des élus locaux.

Les élus locaux connaissent le nom Actéon mais ne connaissent pas le contenu du programme. Manque de communication, faiblesses des enjeux, retombées pas assez significatives pour avoir un intérêt, tourisme « non politiquement acceptable » ? telles sont peut-être les raisons d'un manque d'intérêt pour Actéon.

CONCLUSION

Il est toujours difficile de conclure un travail qui a duré de longs mois et nous a mené sur tant de pistes de réflexion, pas toujours fructueuses.

A travers ce mémoire, nous avons pu découvrir le tourisme rural dans la multitude de ses facettes. Ce tourisme, qui n'est pas le plus étudié et le mieux connu, est pourtant le premier pourvoyeur de séjours en France.

Cet espace de tourisme, ce grand monde rural, se révèle accueillant et recèle un grand nombre de petits bâtis vernaculaires, de traditions, de contes et légendes, de calme, etc. Il s'impose au fil des ans comme une destination de référence, un véritable produit touristique.

Nous avons pu constater, dans la première partie, que le tourisme rural était lui-même pluriel et que toutes les zones du monde rural ne jouissaient pas de la même aura et donc du même intérêt.

Nous avons alors étudié l'espace rural dit de ressources banales (dans Perrier-Cornet P., 2002) à qui cette connotation colle déjà de manière péjorative. Puis cette espace s'est montré de ressources naturelles : il puise justement sa force dans le fait qu'il est peu peuplé et urbanisé, que son agriculture a résisté à l'intensification, que les ressources naturelles, faunistiques, n'ont pas été saccagées au nom du développement qu'il soit touristique ou industriel.

Cette faune sauvage peut faire l'objet, pour partie, d'une exploitation à travers les pratiques de la chasse et de la pêche.

Nous avons donc choisi d'étudier le tourisme basé sur une forme d'activités cynégétiques et halieutiques, dénommé tourisme appropriatif de la nature.

L'étude du tourisme appropriatif de la nature s'est avéré potentiellement porteur de développement local.

Une méthode d'analyse a été mise en place avec un ensemble d'indicateurs, et la fragilité qu'on leur connaît, afin d'essayer de mieux appréhender les impacts du tourisme appropriatif de la nature sur un territoire.

A travers l'exemple du produit touristique vendu par le réseau associatif Actéon, qui commercialise du tourisme cynégétique et halieutique, nous avons étudié dans la réalité les conséquences d'une forme de tourisme appropriatif de la nature.

Nous avons ainsi pu constater l'importance limitée des retombées économiques du tourisme appropriatif de la nature qui désire, pour ne pas perdre son âme, rester à taille humaine. Ce désir, bien que très louable et raisonnable, réduit considérablement l'importance de ces retombées.

Afin de rester durable sur le plan de l'environnement, il se doit cependant de conserver ce caractère diffus mais doit alors s'affirmer comme un tourisme permettant une économie complémentaire mais non porteur de développement à lui seul.

Se basant sur les potentialités locales tant humaines que naturelles, il valorise la culture paysanne principalement celle des personnes qui créent les produits touristiques et entraîne ainsi un certain regain de fierté.

Quant à la gestion cynégétique et halieutique, on aurait pu espérer tendre vers une gestion patrimoniale de la qualité de la nature (Ollagnon, 1998). Peut-être faut-il attendre

encore afin que cette volonté de gestion commune se dessine au sein des territoires concernés et assure définitivement la pérennité du projet et des populations animales.

L'étude du tourisme appropriatif de la nature nous a également appris ce qu'un territoire doit mettre en place pour faire émerger ce type de tourisme.

Pour J. Viard (1998), « tous les territoires se sont crus doués pour le tourisme alors que seules quelques zones de France peuvent y prétendre. » Il faut faire attention à ne pas vouloir développer n'importe où un tourisme approubatif de la nature, plusieurs bases sont souhaitables afin de mener à son terme ce type de projet :

- un engagement fort des chasseurs et pêcheurs locaux dans leur ensemble. Ils doivent constituer « un terreau associatif suffisant » (Baillet, 1996) sous peine de voir échouer l'initiative,
- un diagnostic du territoire avec une étude de faisabilité et une étude sur les potentialités faunistiques du territoire,
- la définition d'une stratégie, d'objectifs et de moyens appropriés en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire (associatifs, institutionnels, représentants du monde professionnel),
- une assistance technique et un soutien financier permanent,
- des appuis politiques,
- une association d'acteurs dans une structure adaptée,
- une communication accrue sur la mise en place du projet et sur les résultats,
- l'emploi de personnel pour professionnaliser la structure et pérenniser son action dans le temps.

Bien que cette recherche nous ait permis de mettre en avant certains points, elle a également mis en évidence quelques faiblesses et a obligé à se poser de nouvelles questions auxquelles nous n'avons pas forcément réussi à répondre et qui mériteraient d'être approfondies.

L'une d'entre elles concerne la gestion de la faune sauvage qui a besoin d'être territorialisée. Pour l'instant, elle reste sous le giron de ses utilisateurs sans outrepasser son champ habituel d'activités : les pêcheurs se limitent à l'entretien des rivières et critiquent quelquefois les pratiques agricoles mais sans propositions, les chasseurs font de même, négligeant les aspects de l'aménagement des habitats, pourtant essentiels.

Il leur faut affirmer des priorités, autres que celles d'aujourd'hui. Il est nécessaire que ces usagers appropriatifs de la nature se lancent dans la voie de la contractualisation avec l'ensemble des acteurs, territorialisant ainsi leurs actions afin de les pérenniser.

GLOSSAIRE

- AAPPMA** : Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques
ANCER : Association Nationale pour une Chasse Ecologiquement Responsable
OILB : Organisation Internationale de Lutte Biologique
MISE : Mission Inter-Service de l'Eau
ACCA : Association Communale de Chasse Agréée
ADAP : Association pour le Développement des Aires Protégées
ADEFA : Association pour le Développement de l'Elevage de la Faune Africaine
ADTMR : Association pour le Développement du Tourisme en Milieu Rural
AFIT : Agence Française d'Ingénierie Touristique
AICA : Association Intercommunale de Chasse Agréée
APCA : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
ART : The Africa Ressources Trust
CAD : Contrat d'Agriculture Durable
CDT : Comité Départemental du Tourisme
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CNRTER : Centre National de Ressources du Tourisme en Espace Rural
CNUED : Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement
CRT : Comité Régional du Tourisme
CSP : Conseil Supérieur de la Pêche
CTE : Contrat Territorial d'Exploitation
CVC : Communauté Villageoise de Chasse
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DNP : Direction de la Nature et des Paysages
DPF : Domaine Public Fluvial
DPM : Domaine Public Maritime
FDC : Fédération Départementale des Chasseurs
FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole
FGER : Fonds de Gestion de l'Espace Rural
FNC : Fédération Nationale des Chasseurs
FRC : Fédération Régionale des Chasseurs
GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
GIAC : Groupement d'Intérêt Agro-Sylvo-Cynégétique
GIC : Groupement d'Intérêt Cynégétique
INRA : Institut National de Recherche Agronomique
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
JEFS : Jachère Environnement Faune Sauvage
OGARE : Opération Groupée pour une Agriculture plus Respectueuse de l'Environnement
OMT : Organisation Mondiale du Tourisme
ONCFS : Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage
ONF : Office National des Forêts
PDD : Plan de Développement Durable
PDPG : Plan Départemental pour la Protection du milieu aquatique et la Gestion des ressources piscicoles
PGCA : Plan de Gestion Cynégétique Approuvé
PNR : Parc Naturel Régional
RCA : République Centrafricaine
RGA : Recensement Général Agricole
SDGC : Schéma Départemental de Gestion Cynégétique
SEATM : Service d'Etudes et d'Aménagement Touristique en Montagne
SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNFDC : Union Nationale des Fédérations Départementales des Chasseurs
UNPF : Union Nationale des Pêcheurs de France
UPIF : Union Des Pêcheurs d'Ile de France
WTTC : World Travel and Tourism Council
WWF : World Wildlife Found
ZVC : Zone Villageoise de Chasse

Liste des noms français et des noms latins

- Blaireau : *Meles meles*
- Cerf : *Cervus elaphus*
- Chevreuil : *Capreolus capreolus*
- Colvert : *Anas platyrhynchos*
- Faisan : *Phasianus colchicus*
- Lapin de garenne : *Oryctolagus cuniculus*
- Lièvre : *Lepus europaeus*
- Perdrix grise : *perdix perdix*
- Perdrix rouge : *Alectoris rufa*
- Pigeon ramier : *Columba palumbus*
- Renard : *Vulpes vulpes*
- Sanglier : *Sus scrofa*
- Vanneau huppé : *Vanellus vanellus*
- Canard pilet : *Anas acuta*
- Canard siffleur : *Anas penelope*
-
- Anguille : *Anguilla anguilla*
- Black bass (ou perche truite) : *Micropterus salmoides*
- Brème : *Abramis brama*
- Brochet : *Esox lucius*
- Carpe : *Cyprinus carpio*
- Chevesne : *Leuciscus cephalus*
- Gardon : *Rutilus rutilus*
- Goujon : *Gobio gobio*
- Omble chevalier : *Salvelinus alpinus*
- Perche commune : *Perca fluviatilis*
- Saumon de fontaine : *Salvelinus fontinalis*
- Saumon de l'atlantique : *Salmo salar*
- Silure : *Silurus glanis*
- Tanche : *Tinca tinca*
- Truite arc-en-ciel : *Salmo gairdneri*
- Truite commune : *Salmo trutta*
- Truite fario : *Salmo trutta morpha fario*

Sources : Pivnicka K. et Cerny K., 1987, *Poissons*, Gründ Paris, 304 p. et Coll. d'auteurs, 1989, *Encyclopédie de la nature pour les jeunes*, Editions du club France Loisirs, Paris, 254 p.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités sur le tourisme

- AFIT, NATALI JM, VOURE'H A, 2000, *Sites naturels : contribution du tourisme à leur gestion et à leur entretien*, les cahiers de l'AFIT, AFIT, Paris, 139 p.
- ALBRAND P, 1999, *La demande touristique en espace rural*, Direction du tourisme et Observatoire du tourisme, Paris, 1999
- Anonyme, 1999, *Des indicateurs de durabilité pour évaluer ...*, dans Travaux et innovations numéro 56 du 12 mars, p.12 à 14
- BIGNON C, BRICE E, GOUIN E, KEROLLE G, LAURENT A et LEFORT T, 2003, *Le tourisme de nature dans le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine*, stage de groupe IUP 3, PNR Loire-Anjou-Touraine et CESA de Tours, 156 p.
- BOLLINGER D et MAYSTRE LY, 1999, *Aide à la négociation multicritères : pratiques et conseils*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 192 p.
- BOSSE PY, *Perception du paysage et aménagement, en milieu périurbain*, mémoire de recherche de magistère 3, CESA Tours, 98 p.
- BOUTILLON A, 2002, *Les visiteurs dans les espaces protégés en France : vers une gestion adaptée à chaque territoire*, mémoire de recherche de magistère 3, CESA tours, 108 p.
- BRUNET R, 1997, *Territoires de France et d'Europe*, collection Mappemonde, Belin
- CAUVIN H, 1999, *Connaissance de la clientèle des activités de pleine nature : approche trans-filière*, rapport de stage de DESS « Sport, Tourisme, Loisirs : Aménagement et Gestion », Université des Sciences Economiques et Sociales LILLE I, 45p.
- CAZES G et LANQUAR R, 2000, *L'aménagement touristique et le développement durable*, PUF, Paris, 127 p.
- CHANTOISEAU C, COURBARON B, GROTH C, MIGUEL E, TETARD J, 2002, *Eléments d'orientations pour la réalisation de la charte du Pays de Maurienne*, Tome 1 et 2, Pays de Maurienne et CESA de Tours, 372 p.
- CNRTER, 1999, *Le tourisme en espace rural : acteurs, clients, produits*, Dossier de synthèse n°29, CNRTER, Lempdes, 102 p.
- CNRTER, 2000, *Vers un tourisme durable*, actes de la dixième université d'été du tourisme rural, Manosque, 30, 31 août et 1^{er} septembre 2000, CNRTER, Lempdes, 136 p.
- Coll. d'auteurs, 1999, *Comment vivre du tourisme vert ?*, dans Village magazine n°39 juillet-août, p. 15-23
- Coll. d'auteurs, 2001, dossier *Le tourisme rural*, dans revue Téoros vol. 20 n°2 été, Université du Québec à Montréal, 64 p.
- Commission de coopération environnementale, 1999, *Le tourisme durable dans les régions naturelles*, Montréal Canada, 133 p.
- Conseil de l'Europe, 2000, *Tourisme et environnement : les enjeux naturels, culturels et socio-économiques du tourisme durable*, Actes du colloque de Riga (Lettonie) du 9-11 septembre 1999, Ed. du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 152 p.
- Conseil Général de la Manche, 2003, *Schéma Départementale d'Aménagement et de Développement Touristique du Département de la Manche 2003-2007*, Conseil Général de la Manche, 50 p.
- CORTE A, 2000, *Le droit à la nature face au droit de propriété*, dans Le Saint-Hubert n°32 – novembre/décembre, p. 49 à 55
- CUVELIER P, 1998, *Anciennes et nouvelles formes du tourisme*, L'Harmattan, Paris, 238 p.
- DATAR, TER, Ministère de l'agriculture, 1995, *Consommer vert*, DATAR, Lyon, 129 p.

- DECOUPIGNY F, 2000, *Accès et diffusion des visiteurs sur les espaces naturels*, Thèse de Doctorat en Aménagement de l'Espace et Urbanisme, Université François Rabelais – Tours, 401 p.
- DEVILLERS JL et CHOCAT L, 2000, *La cohabitation des usagers de la nature : vers l'anarchie rurale ?*, dans *Plaisirs de la chasse* n°582 – janvier, p. 18 à 21
- DUBOST F., 1994, *Vert patrimoine*, collection ethnologie de France, cahier n°8, Ed. de la MSH de Paris, 172 p.
- ECHEVIN C, GERBAUX F, 1999, *L'impact économique local du tourisme rural*, dans *RERU*, p. 295-316
- FIQUET AM, 1992, *Le tourisme rural et la CEE*, dans revue *Espace* n° 114 février-mars, p. 4-8
- GEM Société d'études pour la gestion, l'engineering et le marketing, ?, *La France part en Friche*, dans *Métropolis* n° 87, p. 6 à 10
- GIARD D, 1997, *Les enjeux du tourisme sportif de nature en montagne*, dans *cahiers Espaces* n°52 « Tourisme et sport », p. 48-57
- Groupe de travail Ecotourisme, 1998, *Tourisme, protection et paysans – possibilités et limites de l'écotourisme pour l'appui des systèmes d'exploitations et ménages agricoles*, éd. GTZ, Eschborn, Allemagne, 40 p.
- HARDT A, 1994, *Editorial*, dans lettre de l'AFRAT janvier n°36
- IFEN, 2001, *Tourisme, environnement, territoires : les indicateurs, un diagnostic environnemental du tourisme français*, dans *Gazette Officielle du Tourisme* n° 1570 mars, p. 2-3
- INSEE, 1999, *Le recensement de la France*, INSEE, Paris, 16 p.
- MACOUIN D et PIERRE I, 2003, *Le tourisme de nature*, collection les dossiers de l'AFIT – guide du savoir-faire, AFIT, Paris, 44 p.
- MICHEL P, 1999, *Vers une agriculture durable en Loire-Atlantique*, Chambre d'agriculture de Loire Atlantique, Nantes, 50 p.
- MICHELIN Y, 1997, *Articulation entre différentes échelles d'espace et de temps dans la gestion patrimoniale d'un paysage : l'exemple de l'Artense*, dans *Prospective et environnement*, p. 83 à 96
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2001, *Tourisme et CTE – démarches pratiques pour la mise en œuvre d'actions touristiques et patrimoniales*, novembre, 40 p.
- MOINET F, 2000, *Le tourisme rural* 3^{ème} édition, éd. France agricole, Paris, 352 p.
- MOUNET JP, 2000, *L'impact des loisirs de nature sur le milieu humain*, dans *cahier Espaces* n°67 novembre, p. 216-225
- NIRASCOU G, 1997, *Les campagnes sont devenues des espaces en voie de désertification : la France du vide*, dans *le Figaro* du 13 février 1997
- OLLAGNON H, 1990, *Réflexions prospectives sur l'évolution des rapports entre chasseurs et agriculteurs dans une politique de qualité cynégétique*, dans *Bulletin mensuel de l'ONC* n°147 juin, p. 34 à 38
- OLLAGNON H, 1998, *Pour une stratégie de la gestion de la qualité de la nature, comment passer du principe à la réalité ?*, dans *Gibier Faune Sauvage* vol 15 (hors-série tome 3), p. 1101-1109
- Organisation Mondiale du Tourisme, 1999, *Guide à l'intention des autorités locales : développement durable du tourisme*, OMT, Madrid, 223 p.
- PERRIER-CORNET P (dirigé par), 2002, *Repenser les campagnes*, éditions de l'aube-Datar, La Tour d'Aigues, 280 p.
- PY P, 2002, *Le tourisme un phénomène économique nouvelle édition*, Les études de la documentation française, Paris, 181 p.
- RAMADE F, 1993, *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, Ediscience international, Paris, 822 p.
- SGARD J, ?, *Le paysage en friche*, dans *Métropolis* n°87, p. 12-17
- VIARD J (présidé par), 1998, *Réinventer les vacances – la nouvelle galaxie du tourisme*, La documentation française, Paris, 335 p.

- VILAIN L, 1999, *De l'exploitation agricole à l'agriculture durable*, educagri éditions, Dijon, 155 p.
- ZIMMER P et GRASSMANN S, 1996, *Evaluer le potentiel touristique d'un territoire*, publication du programme LEADER II, non paginé

Tourisme cynégétique et halieutique

Cette bibliographie cynégétique et halieutique comprend beaucoup de références dont de nombreuses ne sont pas citées dans le mémoire. Néanmoins, elles trouvent le droit d'être mentionnées dans la bibliographie dans la mesure où ce sont, pour une grande part, des articles de la presse cynégétique et halieutique qui ont permis de faire avancer la réflexion et de connaître le regard porté par la presse spécialiste sur ce type de tourisme.

- AFFRE P et FESNIERES M, 1997, *Dossier : l'accès aux berges*, dans le Chasseur Français de janvier, p. 56 à 65
- AFIT, 1997, *Assises nationales du tourisme pêche : compte-rendu*, AFIT, Paris, 99 p.
- AFIT, 1997, *Assises nationales du tourisme pêche : enquête qualitative auprès des clientèles du tourisme halieutique*, AFIT, Paris, 14 p.
- AILLERY P, 2002, *Devant soi, à la mode du Poitou – Actéon présente un fief du petit gibier*, dans Connaissance de la chasse n°320 décembre, p.92-98
- Amicale des Honneurs Laurent-Perrier de la Chasse, 1993, *La gestion des espaces*, Ed. de l'Amicale des Honneurs Laurent-Perrier, Tours-sur-Marne, 55 p.
- ANCER, ?, *Etude d'un mal qui gangrène la chasse française*, ANCER, Saint-Barthélemy Bellegarde, 18 p.
- BAILLET C, 1996, *Accueil des citoyens dans le monde rural, accueil dans un GIC*, ONC - Colloque Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 54-61
- BARBE XF, 1999, *Les Groupements d'Intérêt Agro-Sylvo-Cynégétique (GIASC) : les chasseurs en quête de légitimité*, thèse pour le doctorat de vétérinaire, école nationale vétérinaire de Toulouse, 63 p.
- BAREJTE R, 1977, *Tourisme chasse et pêche*, Centre des Hautes études touristiques d'Aix-en-Provence, 73 p.
- BARRALON M et MAITRE P, 1993, *Les pêcheurs à la loupe : résultats de l'enquête CSP et Ministères de l'Environnement et du Tourisme*, dans Pêcheurs de France n°114 janvier, p. 71-73
- BERGER, GAUVILLE, LARTIGUES, 1996, *Contribution possible du tourisme chasse-nature au développement d'une zone du Périgord à forte déprise agricole*, dans bulletin mensuel de l'ONC 203, p. 30-39
- BODIN J, 1996, *Le projet ACTEON*, ONC - Colloque Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 11-12
- BOUTINOT N, 2001, *La chasse, 100 questions à l'usage des non-chasseurs*, La plage éditeur, 123 p.
- BRETON B, 1993, *La pêche en France*, PUF, 127 p.
- Cabinet CRISTAL, 1998, *Les clientèles du tourisme halieutique*, AFIT, Paris, 44 p.
- CHARBONNEAU S, 1998, *Chasse et nature – l'avenir d'une passion millénaire*, éd. Du Sang de la terre, Paris, 186 p.
- CHOCAT L, DEVILLERS JL, janvier 2001, *La cohabitation des usagers de la nature – Vers l'anarchie rurale ?*, dans Plaisirs de la chasse n°582, p 18-21
- CLAUSTRE C et WAGNER P, 2001, *Entre chasse et viticulture, le tourisme en embuscade dans l'Aude*, dans Source n°53 février-mars, p. 10
- Coll. d'auteurs, 2000, *Dossier Chasse, tourisme et territoire*, dans Source n°50 août-septembre, p. 6-9
- Coll. d'auteurs, octobre 1996, dossier *Tourisme de chasse : bienvenu en France*, dans La revue nationale de la chasse n°589, p 22-40

- CONCRETISER, 1996, *ACTEON : diagnostic sur les produits, mise en marché, commercialisation*, CONCRETISER, Levallois-Perret, 47 p.
- Conseil Général de la Savoie, 2000, *Charte départementale « parcours de pêche de Savoie »*, Chambéry, 5 p.
- CSP, 1994, *Gestion piscicole et plans de gestion : conception et pratique*, Conseil Supérieur de la Pêche, Paris, 239 p.
- CUGNASSE JM, 1995, *l'animal sauvage peut-il être un atout économique ?*, dans bulletin mensuel de l'ONC 202, p. 22-25
- DAGORNE A, DOUMENGE F, 1994, *Halieutique et tourisme sur la Côte d'Azur*, dans L'information géographique vol. 58 n°4, p. 150-161
- DEBLOCK A, 1986, *Tourisme et pêche*, dans Espaces loisirs tourisme et environnement n°82, p. 18-25
- DENIS L, GREGOIRE Y, LOUIS J Ph, 2000, *Pêche : rentabilisez vos vacances*, dans le Chasseur Français d'août, p. 62 à 68
- ENGLER M, 1990, *Tourisme et pêche de loisirs en eaux douces en France : situation et perspectives*, mémoire de maîtrise, Strasbourg I, 90 p.
- F.CARPENTER J, S.WILKIE, 1998, *Le rôle potentiel de la chasse sportive comme source de revenus pour les aires protégées du bassin du Congo*, Oryx, non publié, 14p.
- FAUREAU B, 1996, *Intégration des préoccupations faunistiques et cynégétiques dans les Plans de Développement Durable : un exemple dans l'Allier*, ONC - Congrès Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 12-15
- Fédération de la Manche pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, 2001, *Plan Départemental pour la Protection du Milieu Aquatique et la Gestion des Ressources Piscicoles de la Manche – Plan des Actions Nécessaires*, Fédération de la Manche, 22 p.
- Fédération de la Savoie pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, 2001, *la lettre de la fédération, fédération de Savoie*, Saint-Alban-Leysse, 8 p.
- Fédération de la Savoie pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, 2002, *la lettre de la fédération, fédération de Savoie*, Saint-Alban-Leysse, 8 p.
- FIC Paris HSV, 1995, *Enquête sur les attentes des futurs chasseurs parisiens*, FIC Paris HSV, 46 p.
- FICEVY et ONC, 1995, *Chasse, développement rural, aménagement du territoire*, actes du colloque Sénat Paris – 30 juin 1994, P HAVET ed, 132 p.
- FISCHER M, 1996, *rubrique pêche tourisme*, dans le Chasseur Français de février, p. 61
- FISCHESSE D. et DUPUIS-TATE MF, 1996, *guide illustré de l'Ecologie*, éditions de la Martinière
- FNC, 2002, *Les chasses sans fusils*, dans Le petit livre vert du chasseur n°25, FNC, Paris, 32 p.
- GAI M, SERRE D, SINEAU J, 2002, *Un projet de territoire en région de polyculture élevage : l'Ogare Perche, une préfiguration des futurs CTE*, dans Faune Sauvage n°256 novembre, Cahiers techniques de l'ONCFS, p.87-91
- Gazette Officielle du Tourisme, 1992, *Le tourisme pêche en France. Résultats d'une enquête menée auprès des CDT sur les possibilités de pêche dans les départements*, dans Gazette Officielle du Tourisme n° 1101 janvier, p. 1-15
- GUEVEL B (réalisé par), TENDRON G (sous l'autorité de), 1996, *Pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles*, éd. La Baule, vol. 1
- HAVET P, 1988, *La chasse confrontée à la déprise agricole et au changement d'affectation des terres : évolution des relations entre chasseurs, agriculteurs et autres usagers de l'espace rural*, dans bulletin mensuel de l'ONC 126, p. 25-32
- HAVET P, 1996, *Les potentialités du monde rural à accueillir les chasseurs citadins, utopie ou réalité ?*, ONC - Colloque Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 43-46
- HAVET P, 1998, *Critères de prise en compte de la biodiversité dans la gestion agricole*, fiche technique n°93, supplément au bulletin mensuel de l'ONC n°223 – mai, 6 p.
- HILAIRE L, juillet 1998, *Actéon : la chasse pour tous*, dans La chasse n°610, p 74-79

- JAEGER P, 2002, *Conflits entre faune sauvage et agriculture*, Conférence paneuropéenne à haut niveau sur l'agriculture et la biodiversité, Paris 5-7 juin 2002, 13 p.
- KERGREIS F (réalisé par), 1999, *Pêche en eau douce : un potentiel touristique à exploiter (dossier)*, dans La Gazette des communes n°30 1512 août, p. 18-23
- KIS M, 2003, *Le Maire, le chasseur et le randonneur*, dans Le courrier des Maires février, p. 24-25
- KORO E, OVEJERO J, STURGEON, 1999, *La chasse : forme ultime d'éco-tourisme ?*, dans Le Courrier n°175 mai-juin, p.53-54
- La documentation française, 1986, *Chasse, pêche et vie sauvage*, La documentation française, Paris, 40 p.
- LAFARGUE JP, 1998, *Une chance, le tourisme pêche*, dans décision tourisme n°29 janvier, p. 12-13
- LOUIS J Ph et MAGNAN D, 1996, *La vérité sur les truites d'élevages*, dans le Chasseur Français de février, p. 52 à 55
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, AFIT, 1996, *Tourisme pêche et développement rural*, AFIT, 27 p.
- OBADIA MJ, 1995, *Les nouvelles pistes de la chasse*, METAPHORE, Paris, juin, 62 p.
- ONC, 1997, *Dictionnaire de la chasse, de la faune et de ses habitats*, Hatier Littérature Générale, Paris, 551 p.
- ONCFS, 2000, *Enquête nationale sur les tableaux de chasse à tir saison 1998-1999*, Faune Sauvage – Cahiers Techniques n° 251, ONCFS, 216 p.
- PELOSSE V, 1993, *Constitution de l'animal cynégétique*, dans Etudes rurales n°129-130 janvier – juin, p. 73-82
- PESSEY C., 1993, *La pêche pratique*, éditions PML, 320 p.
- PEYRE P, 1996, *Pêche et chasse : trésors touristiques pour le Massif Central ?*, dans Auvergne économique n°127 mars, p. 20
- PINET JM, 1993, *Les chasseurs de France*, horizon 2000, UNFDC, INA PG, Drancy, 103 p.
- PINET JM, 1996, *Les potentialités du monde rural à accueillir des chasseurs citadins, enquête*, ONC - Congrès Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 46-49
- REY B, 1996, *La chasse en licence dirigée*, ONC - Colloque Faune Sauvage et Développement rural du 3-4 avril 1996, Paris, p. 50-53
- SCIAMA Y, LOUIS J Ph, MOREL F, 1999, *Pêcher en lac : profiter des vacances*, dans le Chasseur Français de juillet, p. 64 à 71
- SCIAMA Y, LOUIS J Ph, MOREL F, 1999, *Quand la rivière change*, dans le Chasseur Français de janvier, p. 44 à 51
- SIMEON, 1995, *Sologne : un territoire voué à la chasse*, dans Réussir – tourisme et campagne n°5 janvier-février, p.23
- SOFRES Conseil, 1999, *Tourisme chasse et faune sauvage*, Les cahiers de l'AFIT dossier panorama de l'offre, AFIT, 46 p.
- UNFDC, 1999, *La fédération des chasseurs*, dans Le petit livre vert du chasseur n°22, UNFDC, Paris, 32 p.
- UNFDC, 2001, *Transmettre le bonheur d'être chasseur*, dans Le petit livre vert du chasseur n°24, UNFDC, Paris, 32 p.
- VANDERNOOT G, 1988, *Ecologie et environnement. La chasse en PACA : bilan et suggestions pour une gestion mieux équilibrée*, thèse pour le doctorat en aménagement et urbanisme, université d'Aix-Marseille, Institut d'aménagement Régional, 359 p.

INTERNET

- www.tourism-21.org
- www.cnrter.asso.fr
- www.onf.fr/
- www.trame.org
- www.afit-tourisme.fr/
- www.environnement.gouv.fr/

- www.agriculture.gouv.fr/
- www.tourisme.gouv.fr/
- www.cp-tourisme-rural.fr/
- www.franceguide.com
- www.bienvenue-a-la-ferme.com
- www.unat.asso.fr
- www.ont-tourisme.com

- www.acteon.asso.fr/
- www.oncfs.gouv.fr/
- www.csp.environnement.gouv.fr/
- www.unpf.fr/
- www.unfdc.com/

- www.globenet.org
- www.ecofac.org/
- www.solagral.org/
- www.agora21.org/
- www.cinu-burkina.org/
- www.frameweb.org/
- www.carpe.umd.edu/products/

- www.fapaq.gouv.qc.ca/
- www.fpq.com
- www.sepaq.com/

Table des illustrations

Dessin de Serre.....	5
Différence entre excursionniste et touriste.....	9
Impacts de différents types de tourisme dans la Manche.....	10
Des espaces en difficulté.....	11
Attractivité touristique du territoire français.....	12
Nuitées personnelles des Français.....	15
Ruralité des cantons et intensité touristique.....	16
Les différents types de gestion.....	29
 Situer son projet dans une démarche de tourisme durable.....	36
Relations entre pratiques agricoles et faune sauvage.....	43
 Carte de localisation de Souancé-au-Perche.....	54
Un paysage du Perche (photo).....	55
La ferme auberge permet de valoriser les produits de son exploitation (photo).....	56
Localisation des sites Actéon dans l'Allier.....	63
Cinq pontons-pêche pour les handicapés ont pu être financés grâce à Actéon (photo).....	66
 Intensification agricole, aménités et multifonctionnalité.....	73
La prise en charge de la gestion des risques naturels.....	78
Provenance des ressources des sites naturels.....	79
La multifonctionnalité de l'agriculture.....	81
Représentation schématique des flux financiers au sein d'un territoire du réseau Actéon...	83

Table des matières

Sommaire.....	2
Remerciements.....	3
Préambule.....	4
Avertissement.....	6
Introduction.....	7
Chapitre 1 : Approche générale du tourisme.....	9
I. Le tourisme : généralités.....	9
A. Définition du tourisme.....	9
1. Tourisme et loisir	9
2. Touriste et excursionniste	9
3. Le parti pris dans cette recherche.....	10
B. Le tourisme : un phénomène économique	10
II. Le tourisme en milieu rural.....	11
A. Pourquoi s'intéresser au tourisme en espace rural ?	11
B. Des disparités touristiques.....	12
C. Le tourisme rural : définition.....	13
D. Importance relative pour le développement local	14
1. Des retombées économiques	14
2. ... et sociales	17
III. Une forme de tourisme rural : le tourisme de nature.....	17
A. Le tourisme de nature : une envie récente	17
B. Un tourisme à deux dimensions : de vision et appropriatif de la nature	18
C. Les impacts du tourisme appropriatif de la nature.....	20
1. Les prestataires du tourisme appropriatif de la nature en France	20
a) Les prestataires privés	20
b) Les prestataires associatifs	21
c) Les prestataires publics.....	21
2. Des retombées économiques,	22
a) Les retombées économiques du tourisme cynégétique	22
b) Les retombées économiques du tourisme halieutique	23
3. ... Sociales,.....	23
4. ... Et environnementales	24
D. Le tourisme appropriatif de la nature à l'étranger.....	25
1. L'Afrique : la faune sauvage, une production à part entière.....	25
2. Le Québec : la faune sauvage institutionnalisée	25
3. Conclusion.....	26
IV. Le tourisme appropriatif de la nature dans la société actuelle : la nécessité d'une approche durable	26
A. Le concept de développement durable	26
B. Le développement durable appliqué au tourisme.....	27
C. Le tourisme appropriatif de la nature : une forme possible de tourisme durable.....	28

Chapitre 2 : Choix de la recherche et méthodologie suivie.....	31
I. Pourquoi le tourisme appropriatif de la nature ?.....	31
A. Potentiellement, un grand intérêt.....	31
B. Un tourisme nouveau en France et mal connu.....	32
II. Définition de la problématique.....	33
A. Problématique.....	33
B. Hypothèses de travail.....	33
III. Choix des cas d'étude :.....	34
IV. Méthodologie du travail.....	35
A. Explication de la méthode.....	35
B. Le choix des acteurs à rencontrer.....	38
C. Description de chacun des paramètres d'évaluation des catégories d'actions.....	42
1. critères d'ordre environnemental.....	42
2. Critères d'ordre économique.....	45
3. critères d'ordre social.....	47
D. Les limites de cette méthodologie.....	48
Chapitre 3 : Etude de cas.....	49
I. Le réseau Actéon en France.....	49
A. Historique.....	49
B. Buts et objectifs.....	50
C. Comment est organisé le réseau Actéon ?.....	50
D. Charte de qualité.....	51
E. Remarques.....	53
II. Les enseignements tirés des études réalisées sur deux sites Actéon.....	54
A. Actéon PERCHE.....	54
1. Contexte.....	54
a) Localisation.....	54
b) Description de la zone.....	55
c) Statut et gestion d'Actéon Perche.....	55
1/ Historique.....	55
2/ Organisation d'Actéon Perche.....	55
3/ Fonctionnement.....	56
4/ Le produit touristique.....	57
2. Analyse de la durabilité globale du site.....	58
a) Notation des critères.....	58
b) Analyse de la durabilité économique.....	58
1/ Bilan financier de l'association locale.....	58
2/ Impacts économiques au niveau du territoire.....	59
c) Analyse de la durabilité environnementale.....	59
1/ Mesures de gestion environnementale.....	59
a/ Gestion de la faune sauvage.....	59
b/ gestion des milieux naturels.....	60
2/ sensibilisation à l'environnement.....	61
d) Analyse de la durabilité sociologique.....	62
1/ Relation entre acteurs.....	62
2/ Valorisation de l'identité locale.....	62
B. Actéon Val de Besbre.....	63
1. Contexte.....	63
a) Localisation.....	63
b) Description de la zone.....	63
c) Statut et gestion d'Actéon Perche.....	63

1/ Historique	63
2/ Organisation d'Actéon Allier	64
3/ Le produit touristique	65
2. Analyse de la durabilité globale du site	67
a) Notation des critères.....	67
b) Analyse de la durabilité économique	67
1/ Bilan financier de l'association locale.....	67
2/ Impacts économiques au niveau du territoire.....	68
c) Analyse de la durabilité environnementale	68
1/ Mesures de gestion environnementale	68
a/ Gestion de la faune sauvage	68
b/ Gestion des milieux naturels	68
2/ Sensibilisation à l'environnement	69
d) Analyse de la durabilité sociologique	69
1/ Relation entre acteurs.....	69
2/ Valorisation de l'identité locale	69
C. Conclusion.....	70
D. Commentaires après utilisation de la méthode d'analyse.....	71
Chapitre 4 : Discussion.....	72
I. Aspect 1	72
A. D'une gestion de proximité à une gestion patrimoniale.....	72
B. Actéon : une gestion patrimoniale?.....	74
II. Aspect 2.....	75
A. Un tourisme associatif sans logique entrepreneuriale.....	76
B. Le tourisme appropriatif de la nature permet de rétribuer « l'effort faunistique ».....	77
III. Aspect 3	84
A. Des effets globalement peu significatifs	84
B. Des effets supposés.....	84
1. Des changements de pratiques	84
2. Une possible exclusion de la population locale	85
3. Une amélioration du bien-être de la population locale	86
4. Le retour à une image plus apaisée du chasseur et du pêcheur	87
Conclusion.....	89
GLOSSAIRE.....	91
Liste des noms français et des noms latins	92
BIBLIOGRAPHIE.....	93
Table des illustrations	99
Table des matières.....	100
Annexes.....	103

ANNEXES

Organisation et réglementation des activités de tourisme appropriatif de la nature en France

L'objectif de cette annexe est de présenter pour le néophyte, ou pour la personne cherchant des précisions, la pratique de deux activités ancrées à la ruralité.

Les dispositions réglementaires régissant l'exercice de la pêche et de la chasse varient selon les départements, les types de milieux, les espèces et les mesures de gestion prises par les associations locales. **Etant donné la grande complexité et diversité des pratiques et des réglementations, cette annexe ne présente que les points essentiels permettant la compréhension de ce mémoire.**

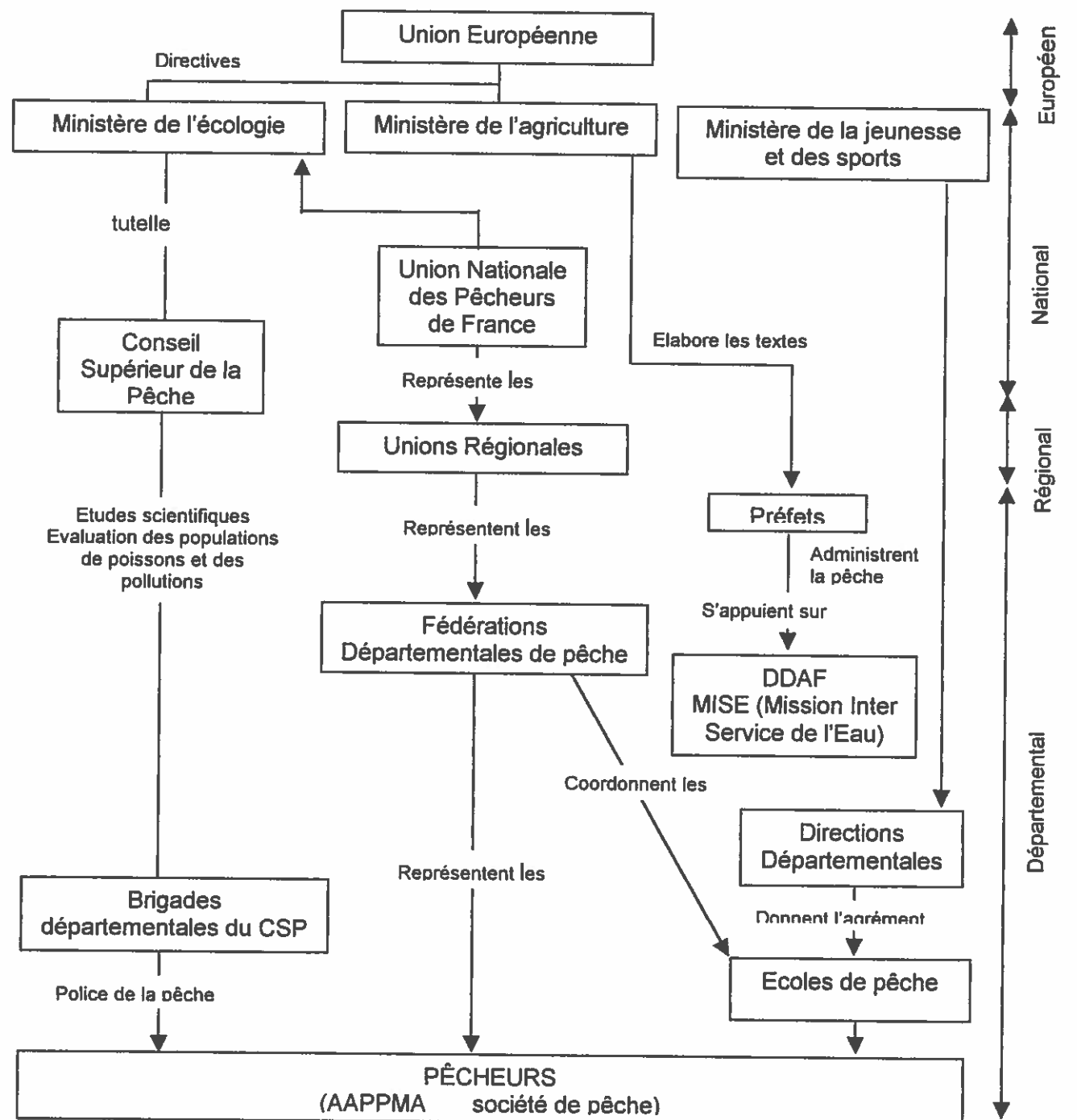
Si vous désirez des renseignements plus précis sur la réglementation d'un département, il est nécessaire de consulter les arrêtés préfectoraux d'ouverture et de fermeture des activités de chasse et de pêche, normalement affichés dans toutes les communes (ou les consulter à la DDAF).

Des renseignements complémentaires peuvent être également fournis par les Fédérations Départementales et sur les sites Internet du CSP et de l'ONCFS.

1. Organisation et réglementation des activités halieutiques et cynégétiques en France

a) La pêche

1/ Organisation de la pêche en France



D'après site Internet du CSP et document de la Fédération de Pêche du Loiret

2/ Les principaux acteurs

a/ Les structures d'exercice de la pêche

- *Les Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques – AAPPMA*

Les AAPPMA exploitent les droits de pêche qu'elles détiennent. Elles mènent des missions d'intérêt général que leur confie la loi : animation du loisir-pêche, gestion piscicole, préservation de la faune piscicole et du milieu aquatique ; et contribuent également à la surveillance de la pêche.

4167 AAPPMA structurent, en 2003, le territoire associatif du monde de la pêche. (source UNPF)

- *Les associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets*

Ces associations ont le même rôle que les AAPPMA et organisent sur les eaux du domaine public la pêche pour les lots où leurs membres sont autorisés à pêcher.

- *Les regroupements privés*

Certains propriétaires de cours d'eau ne désirent pas apporter leur droit de pêche aux AAPPMA et forment par conséquent des associations privées auxquelles il est plus difficile d'adhérer. Les eaux closes, les étangs sont souvent gérés par des sociétés privées.

b/ Les structures d'organisation et de contrôle des pêcheurs

- *Le Conseil Supérieur de la Pêche – CSP*

Le CSP est un Etablissement public sous tutelle du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Ses ressources proviennent essentiellement des taxes piscicoles acquittées par les pêcheurs.



Conseil Supérieur de la Pêche

C'est un organisme technique chargé de conduire des actions de surveillance (police des milieux aquatiques et de la pêche) et de valorisation des milieux aquatiques.

Il suit la qualité des milieux aquatiques, notamment à travers un réseau de surveillance national, met sa technique au service des organismes publics, évalue l'impact des aménagements, conseille l'administration sur les mesures à prendre, apporte son aide aux organisations de pêcheurs à travers la formation des cadres associatifs, et participe à la promotion du loisir pêche.

Le CSP emploie 756 personnes dont 40 ingénieurs et 649 gardes-pêche, répartis en 8 délégations régionales et 92 brigades départementales.

- *L'Union Nationale pour la Pêche en France – UNPF*

L'UNPF regroupe, en son sein, l'ensemble des Fédérations Départementales et des Unions Régionales.

L'UNPF est dépositaire d'une mission d'intérêt général par la loi. Organisme représentatif du monde de la pêche auprès des multiples



instances (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, CSP, Comité National de l'Eau, etc.), elle a un rôle d'animation, de réflexion. L'Union est membre consultatif de la convention de Berne et de Bonn et membre fondateur de l'ONG environnementale de l'Alliance Européenne des pêcheurs.

Elle défend de nombreux dossiers en faveur de la protection des milieux aquatiques (plan de restauration des grands poissons migrateurs, régulation du cormoran), de l'adaptation de la législation et d'une pêche associative et dynamique (développement de la réciprocité, des écoles de pêche, ...).

▪ *Les Unions Régionales*

Les Unions Régionales correspondent aux grands bassins hydrographiques et sont au nombre de 7 en France.

Elles représentent à l'échelon régional les instances piscicoles et conduisent des actions de communication.

▪ *Les Fédérations Départementales des Associations Agréées de Pêche*

Toutes les AAPPMA et les associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public d'un même département sont obligatoirement regroupées au sein d'une Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche

Les Fédérations Départementales ont le caractère d'établissement d'utilité publique et sont au nombre 93 en France. Leurs ressources proviennent principalement des vignettes achetées par les pêcheurs (lors de l'adhésion à une AAPPMA).

Elles sont chargées de mettre en valeur et de surveiller le domaine piscicole départemental. A cet effet, elles participent à l'organisation de la surveillance de la pêche, à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques.

Elles coordonnent les actions des Associations Agréées de Pêche. Elles mènent des actions d'information et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et de pêche, notamment au travers de la création d'écoles de pêche (près de 500 écoles dans toute la France en 2000 – source UNPF).

▪ *Les clubs ou ententes halieutiques*

Le but de ces regroupements est de promouvoir et de développer la réciprocité afin de faciliter notamment le tourisme pêche, d'aider financièrement les fédérations à faible effectif et à réseau hydrographique riche.

3/ Réglementation

Toute personne qui se livre à l'exercice de la pêche en eau douce (cours d'eau, canaux, ruisseaux et plans d'eau d'une superficie supérieure à 1 ha) **doit obligatoirement adhérer à une AAPPMA** (Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques) **et payer**, en sus de sa cotisation annuelle statutaire, **la taxe piscicole**, dont le montant varie selon le mode de pêche pratiqué, à moins d'en être légalement exonéré.

La cotisation à l'AAPPMA est fixée librement par l'association et en principe la même pour tous mais peut être diminuée dans certains cas (pour les détenteurs d'une carte de pêche vacances, d'une carte de pêche jeune ou d'une carte de pêche à la journée par exemple).

La diffusion des cartes de pêche repose sur un réseau de proximité. Les cartes de pêche sont disponibles auprès de chacune des AAPPMA et des dépositaires qu'elle aura choisis : détaillants d'articles de pêche, cafés-tabacs, grands magasins, magasins de sport.

Tout pêcheur doit être porteur, pendant l'acte de pêche, de sa carte de pêche, qui est personnelle, incessible et doit comporter une photographie. Il doit, à chaque fois qu'ils le demandent, la présenter aux agents chargés de la police de la pêche en eau douce (gardes du Conseil Supérieur de la Pêche, gendarmes et dans certains cas aux gardes-pêche particuliers).

Taux des taxes 2003 :

· Carte complète (1).....	27,50 €
· Carte réduite (2).....	15,50 €
· Carte jeunes (3).....	10 €
· Carte vacances.....	12 €
· Carte plans d'eau (4).....	10,50 €
· Carte journalière (5).....	3 €
· Carte au lancer, à la mouche, au vif, aux engins et filets.....	27,50 €
· Taxe supplémentaire pour les salmonidés migrateurs	23,50 €
· Taxe supplémentaire pour la pêche aux civelles.....	41 €

- (1) valable du 1^{er} janvier au 31 décembre, permet de pêcher dans les eaux de 1^{re} catégorie et 2^{ème} catégorie avec toutes les techniques de pêche autorisées
 (2) valable du 1^{er} janvier au 31 décembre. Uniquement valable dans les eaux de 2^{ème} catégorie, avec des techniques de pêche limitées
 (3) avoir moins de 16 ans et acquitter une carte de pêche. Permet de pratiquer la pêche dans les mêmes conditions que la carte complète.
 (4) valable du 1^{er} janvier au 31 décembre. La personne physique propriétaire du plan d'eau en est exonérée
 (5) valable dans 55 départements et délivrés journallement par les sociétés de pêche.

Les cas d'exonération de la taxe piscicole

En vertu de la loi, quatre catégories de personnes sont dispensées de payer la taxe piscicole à condition de pêcher à l'aide d'une seule ligne équipée de deux hameçons simples au plus, pêche au lancer exceptée :

- les conjoints des personnes qui acquittent la taxe piscicole,
- les titulaires de la carte d'économiquement faible,
- les grands invalides de guerre ou du travail titulaires d'une pension de 85 % et plus.

Les jeunes de moins de seize ans (au 1^{er} janvier de l'année) peuvent renoncer au bénéfice de l'exonération de la taxe piscicole et, afin de pêcher au lancer notamment, acquérir la carte "jeune".

Les exonérés peuvent bénéficier d'une adhésion à titre gratuit ou bien une cotisation réduite peut leur être consentie par l'AAPPMA.

4/ Réglementation et tourisme

Excepté l'acquittement d'une carte et d'une taxe annuelle, deux facilités sont proposées aux vacanciers désirant s'adonner à la pratique de la pêche :

- La carte Vacances, d'un coût réduit, permettent de pêcher pendant une période limitée de 15 jours consécutifs, du 1^{er} juin au 30 septembre, en 1^{ère} comme en 2^{ème} catégorie piscicole, avec toutes les techniques de pêche autorisées,
- La carte à la journée, dont les conditions varient selon les départements, a été mise en place en 1997 dans 55 fédérations départementales des associations agréées de pêche.

Tout pêcheur ayant pris sa carte de pêche peut pratiquer son loisir avec une ligne dans l'ensemble des eaux appartenant au domaine public

Il existe également le principe de réciprocité. Selon certaines conditions et, parfois l'acquittement d'une taxe supplémentaire, le pêcheur peut aller sur les parcours gérés par les AAPPMA du département en réciprocité.

a/ Les accords réciprocaires en 2003

✓ Réciprocité entre le Club Halieutique Interdépartemental et l'Entente Halieutique du Grand Ouest

En 2003, en acquittant, en plus de leur carte de pêche, une vignette « réciprocité » de 15 €, les pêcheurs ont la possibilité de pêcher dans 60 départements. La réciprocité pour les cartes « jeune » et « vacances » (achetées dans l'un de ces départements) est gratuite.

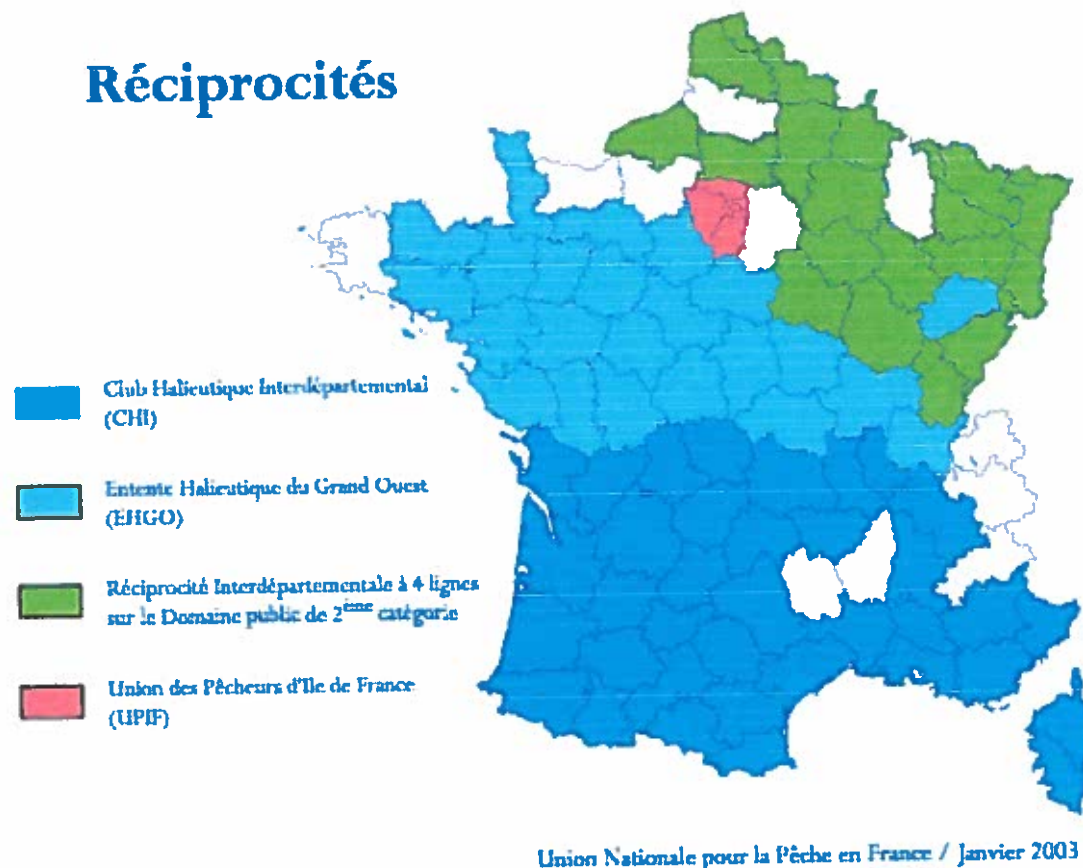
✓ La réciprocité à 4 lignes sur le domaine public

19 départements de l'Est et du Nord, ont mis en place une réciprocité gratuite dans les eaux de 2ème catégorie.

✓ L'Union des Pêcheurs d'Ile de France (UPIF)

La vignette UPIF permet la réciprocité sur le territoire des AAPPMA affiliées à l'UPIF. Son prix est de 4 € pour la carte « jeune », de 11 € pour les pêcheurs détenant une carte d'une AAPPMA affiliée à l'UPIF ou de 25 € pour les AAPPMA non affiliées.

Réciprocités



5/ La gestion halieutique

a/ Où pêcher ?

Afin de mieux comprendre la législation, il est nécessaire de connaître quelques définitions :

- **les eaux libres** sont les eaux qui s'écoulent vers la mer (les eaux d'inondation sont assimilées à des eaux libres),
- **la limite de salure des eaux** qui sépare le domaine fluvial (eaux douces) du domaine maritime (eaux salées), chaque domaine ayant sa réglementation propre,
- **les eaux closes** qui n'ont aucune relation (permanente ou non) avec les eaux libres. Cette catégorie dispose de mesures réglementaires spécifiques.

Pour tenir compte de la biologie des espèces, le domaine fluvial (**cours d'eau, canaux et plans d'eau**) est classé en deux catégories piscicoles :

- la 1^{ère} catégorie comprend les cours d'eau qui sont principalement peuplés de salmonidés (truites principalement), ainsi que ceux où il paraît désirable d'assurer une protection spéciale des poissons de ces espèces (**classe des salmonidés dominante**)
- la 2^{ème} catégorie regroupe tous les autres cours d'eau, canaux et plans d'eau (**classe des cyprinidés dominante**).

Ce classement conditionne la mise en œuvre des dispositions relatives à la pratique de la pêche.

Pour pêcher dans un bien privé, il est nécessaire de posséder l'autorisation du propriétaire du cours d'eau ou de l'étang ou d'adhérer à l'association auquel il a cédé son droit de pêche.

Dans le cas de cours d'eau du domaine public, il suffit de s'acquitter des redevances nécessaires, une servitude existe et oblige le propriétaire des berges à laisser passer le pêcheur.

Dans certains cas et afin de ne pas porter atteinte aux populations piscicoles, des lieux sont interdits en permanence à la pêche (vannages, échelles à poisson, 50 m en partie aval de certains barrages et écluses) ainsi que les réserves de pêche (créées selon la volonté des associations).

b/ Quand pêcher ?

La pêche peut s'exercer à partir d'une demi-heure avant le lever du soleil, jusqu'à une demi-heure après son coucher.

En principe, la pêche de nuit est interdite (excepté pour quelques espèces, selon les arrêtés préfectoraux ; ex. : carpe et anguille).

Les périodes d'ouverture sont fixées en considération de l'époque de reproduction des différentes espèces piscicoles (qui justifie la fermeture de la pêche). Les périodes de pêche varient ainsi selon la catégorie piscicole, les espèces et, le cas échéant, les départements.

Pour exemple, la période d'ouverture de la pêche à la truite en 1^{re} catégorie est presque harmonisée sur toute la France et est généralement fixée du deuxième samedi du mois de mars au troisième dimanche de septembre.

Dans les eaux de 2^e catégorie, la pêche est autorisée toute l'année, à l'exception de la pêche du brochet ou des salmonidés, qui connaissent des périodes de fermeture spécifiques. La pêche du brochet est généralement autorisée du 1^{er} janvier au dernier dimanche de janvier et du troisième samedi d'avril au 31 décembre (inclus).

c/ Quoi pêcher ?

Toutes les espèces de poissons, amphibiens ou crustacés ne peuvent pas être pêchées. La liste des espèces dont la pêche est autorisée fait l'objet d'un arrêté et peut changer selon les données scientifiques.

Certaines espèces de poissons font l'objet d'une taille minimale de capture, « maille », correspondant à l'âge de première reproduction. Les poissons pêchés dont la longueur est inférieure à la dimension réglementaire doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture.

Les tailles minimales sont identiques dans toute la France, sauf pour certains salmonidés et selon certaines dispositions préfectorales.

Une limitation du nombre de prises est prévue pour quelques espèces de poissons. Les salmonidés autres que le saumon font l'objet d'un nombre limite de captures fixé à dix par pêcheur et par jour, nombre qui peut être diminué par arrêté préfectoral.

d/ Avec quel matériel ?

Les membres d'une AAPPMA peuvent, en fonction de la taxe piscicole acquittée, pêcher à l'aide de différents moyens :

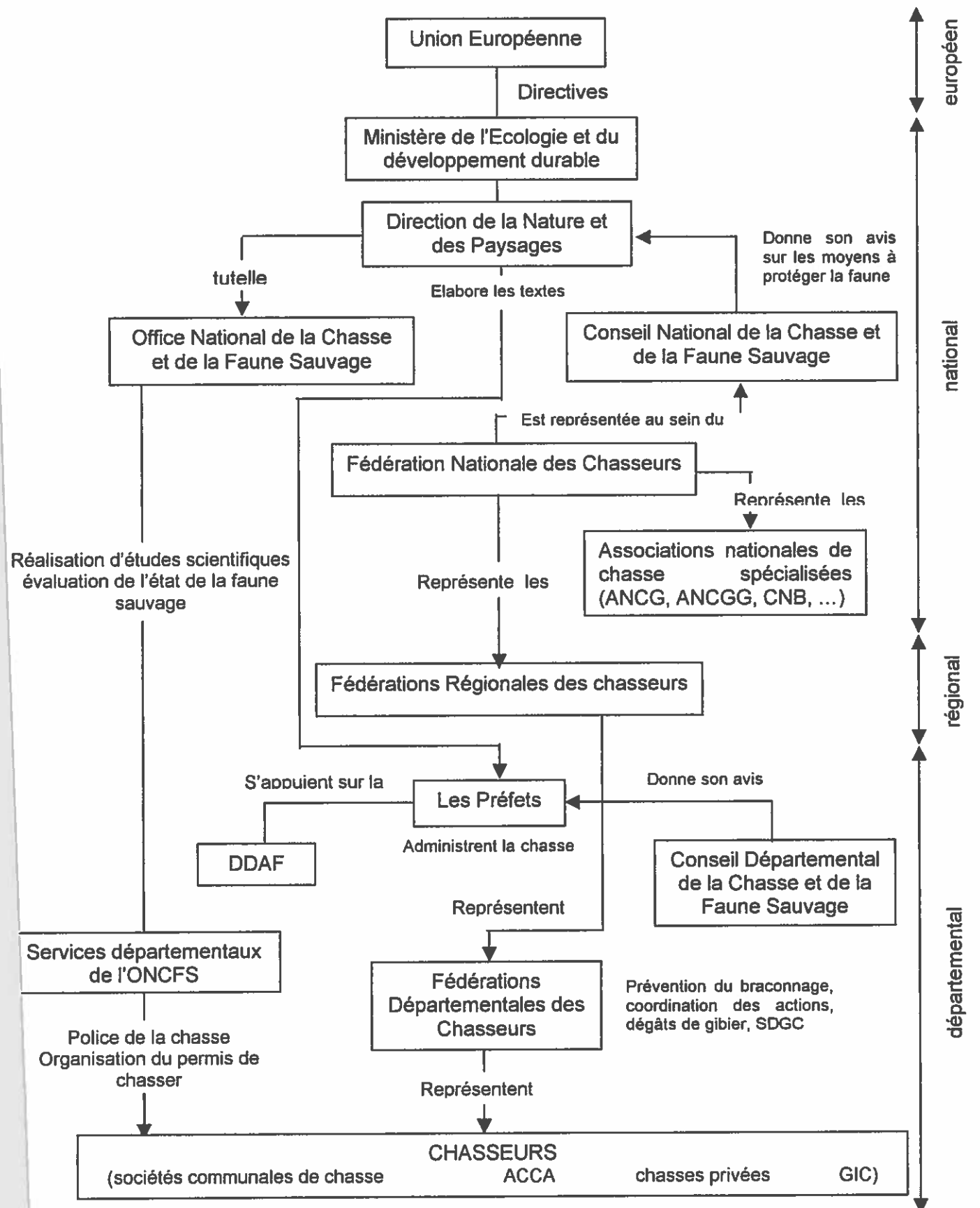
- de lignes, quatre au maximum dans les eaux de 2^e catégorie, deux au plus dans les eaux domaniales de 1^{re} catégorie (une dans les eaux de 1^{re} catégorie du domaine privé) ;
- d'engins et de filets : à la vermée, à la carafe, ou à la bouteille (destinée à la capture de poissons servant d'amorces), etc.

De nombreux autres procédés et mode de pêche sont prohibés afin de préserver le patrimoine piscicole, tels que la pêche à la main, les hameçons à plus de deux branches ou bien encore l'utilisation de diptères¹ comme appâts en 1^{ère} catégorie (sauf dérogations préfectorales).

¹ (n.m.) ordre d'insectes dont les adultes possèdent une seule paire d'aile (Ramade, 1993)

b) La chasse

1/ Organisation de la chasse en France



D'après UNFDC. ? La chasse en France, organisation et structures

2/ Les principaux acteurs

a/ Les structures d'exercice de la chasse

Avant de définir chaque type d'association, il convient de préciser que **le tissu associatif de la chasse française est composé d'environ 70 000 associations.** (CES, 2002) Pour adhérer à une de ces associations, **72 % des chasseurs payent une cotisation annuelle inférieure à 350 F.** (Pinet J.M., 1993)

- *Les associations (ou sociétés) communales de chasse*

Associations de type loi 1901, elles regroupent tous les chasseurs résidents d'une même commune et peuvent être ouvertes, selon différentes modalités à des chasseurs extérieurs.

C'est la forme la plus courante, **elle regroupe environ 40 % des chasseurs français** (ONCFS, 2000, enquête nationale saison 1998/1999).

- *Les Associations Communales (ou Inter-communales) de Chasse Agréées – ACCA ou AICA*

Institué par la loi Verdeille du 10 juillet 1964, ce type de regroupement est obligatoire dans 29 départements et a été encouragé mais est facultatif dans 40 autres. Les ACCA ou AICA ont été créées afin de permettre une meilleure gestion des populations de gibier sur l'ensemble du périmètre d'une ou plusieurs communes.

Une surface minimum est requise pour retirer ses terrains de l'ACCA (de 20 à 100 ha, parfois plus, selon le type de milieu, dans le cas respectivement plaine et montagne, et les départements ; exceptionnellement moins, notamment 0,5 ha pour les étangs avec hutte de chasse). Depuis la loi chasse de juillet 2000, tout propriétaire peut interdire la chasse sur sa propriété, il est alors « objecteur cynégétique ». 10 % du territoire de l'ACCA est obligatoirement mise en réserve (chasse interdite).

Environ 25 % des chasseurs pratiquent leur activité au sein d'une ACCA ou AICA

- *les sociétés de chasse privées*

Deux types de chasses privées existent, celles à but commercial (ou chasses particulières) et celle à but non commercial.

Dans le premier cas, le gestionnaire aménage le territoire et propose des prestations cynégétiques à la journée ou à l'année (actions de chasse).

Dans le second cas, ce type de société résulte d'une initiative privée, lorsque le propriétaire du terrain a décidé de refuser à toute forme de regroupement. Le nombre de chasseurs accueillis est généralement réduit. C'est souvent une chasse de famille ou d'amis.

Un peu moins de 10 % des chasseurs effectuent leur loisir dans le cadre de chasses à la journée et 14 % dans des sociétés de chasse privées par action.

- *Les Groupements d'Intérêt Cynégétique (GIC) et les Groupements d'Intérêts Agro-Sylvo-Cynégétique (GIASC)*

Les GIC sont des associations loi 1901 qui essayent de regrouper, sur la base du volontariat, l'ensemble des gestionnaires cynégétiques, sur une vaste superficie. A ce titre, un GIC rassemble de nombreuses associations (communales ou privées).

Son objectif principal est la gestion des populations de gibier. Si le GIC réunit au moins 60 % des droits de chasse et des propriétaires de son périmètre, il peut imposer ses

mesures de gestion à l'ensemble de la zone, même aux territoires n'y adhérant pas, avec un PGCA - Plan de Gestion Cynégétique Approuvé - qui figurera sur l'arrêté préfectoral.

Le GIASC constitue une forme « évoluée » du GIC. Il vise à promouvoir des règles communes de gestion quantitative et qualitative des espèces gibiers dans le cadre d'une meilleure concertation entre tous les acteurs de la nature. (Barbe X.F., 1999)

Les GIASC, en plus des chasseurs, associent l'ensemble des usagers de la nature. L'exemple du GIASC du Pays Lindois (en Dordogne) est probant. Il accueille quatre catégories de membres : les membres actifs, chasseurs, détenteur de droits de chasse, agriculteurs et forestiers, les membres associés, qui sont hors périmètre, les membres bienfaiteurs et les membres de droit (représentant des élus, administrations, organisations départementales agricoles, forestières, piscicole et cynégétique).

Cette forme de regroupements essaye d'avoir un champ d'action plus large que celui des GIC et ainsi de s'occuper de la gestion des paysages, de l'activité agricole et d'une meilleure prise en compte de l'aménagement des territoires de chasse.

Ces deux formes de regroupements constituent une amélioration en matière de gestion car elles permettent une gestion à l'échelle des populations animales, sur des superficies suffisamment vastes pour être significative.

Une enquête menée en 1994 par l'UNFDC – Union Nationale des Fédérations Départementales des Chasseurs - a démontré que les efforts réalisés dans le cadre d'une structure de type GIC étaient payants. **Les densités de gibiers** (perdrix, lièvre, chevreuil, sanglier) **étaient généralement multipliées par deux par rapport à la période sans GIC.** Ces structures se dirigeaient toutes vers une gestion plus qualitative de la faune : moins de lâchers de gibiers et plus d'actions sur les milieux naturels. (dans Barbe X.F., 1999)

Leur budget moyen est de l'ordre de 15 350 F pour un GIC dont 8 500 F de subventions publiques et de l'ordre de 13 000 F pour un GIASC dont 10 000 F de financements publics. (Barbe X.F., 1999)

b/ Les structures d'organisation et de contrôle des chasseurs

- *L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage – ONCFS*

L'ONCFS est un établissement public administratif créé en 1972 et placé sous la tutelle du ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Il a pour principales missions :

- de réaliser des études, des recherches et expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats, à travers ses cinq Centres Nationaux d'Etude et de Recherche Appliquée (CNERA) et l'unité sanitaire de la faune (réseau SAGIR),
- d'apporter son concours à l'État pour l'évaluation de l'état de la faune sauvage et le suivi des populations,
- de participer à la surveillance de la faune sauvage ainsi qu'au respect de la réglementation (à travers les gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage),
- d'organiser pour le compte de l'Etat l'examen du permis de chasser.

Les Services départementaux de l'ONCFS assurent en priorité une mission de police, ils assurent également un appui technique et recueillent des données sur l'état de la faune sauvage et ses habitats.



▪ *La Fédération Nationale des Chasseurs – FNC*

La FNC, créée par la nouvelle loi chasse, assure la défense de la chasse ainsi que la représentation des intérêts cynégétiques au niveau national. Elle coordonne l'action des fédérations départementales et régionales.

Elle fixe les montants minimum et maximum des cotisations dues par les chasseurs adhérents des fédérations.

Elle gère un fonds de péréquation destiné, d'une part, à aider les fédérations à faibles ressources et, d'autre part, à prévenir et indemniser des dégâts dus au grand gibier. Ce fonds est alimenté par des contributions obligatoires acquittées par les fédérations départementales de chasseurs ainsi que par le produit d'une cotisation nationale versée à la Fédération nationale des chasseurs par chaque chasseur de grand gibier ayant validé un permis de chasse national.

▪ *Les Fédérations Régionales des Chasseurs – FRC*

Les Fédérations Régionales des Chasseurs assurent la représentation des FDC au niveau régional. Elles conduisent des opérations coordonnées de communication ou de gestion de la faune sauvage.

▪ *Les Fédérations Départementales des Chasseurs – FDC*

Les FDC organisent et structurent la chasse. Représentant les intérêts de la chasse, elles coordonnent les actions des associations de chasseurs. Les FDC apportent leur concours à la prévention du braconnage et à la gestion de la faune sauvage et de ses habitats.

Chaque fédération est une agence technique au service des chasseurs et de la faune sauvage. A ce titre, les fédérations sont le « premier employeur national d'écologues » avec plus de 1000 emplois permanents.

Agréées en tant qu'associations de protection de la nature, elles protègent et gèrent la faune, aménagent et gèrent les milieux, interviennent dans toute modification ou atteinte à l'environnement.

Elles forment et informent le grand public et les chasseurs. Elles organisent la formation des candidats aux épreuves théoriques et pratiques de l'examen du permis de chasser.

Elles conduisent des actions de prévention des dégâts du gibier et en assurent l'indemnisation.

Elles élaborent un Schéma Départemental de Gestion Cynégétique, approuvé par le Préfet.

3/ Réglementation

Depuis 1976, toute personne désirant chasser doit passer l'examen du permis de chasser : une épreuve théorique (sur la sécurité, la législation, les espèces et leur biologie, la gestion cynégétique, etc.) et une épreuve pratique, toutes deux étant éliminatoires.

Le permis de chasser, ainsi obtenu et délivré par le Préfet, est valable toute la vie mais le chasseur, s'il désire pratiquer, doit s'acquitter d'une validation annuelle, départementale ou nationale.

Le chasseur doit respecter trois formalités : **acquitter une assurance, prendre une adhésion obligatoire à la Fédération Départementale des Chasseurs** (auprès de la Fédération ou d'une agence du Crédit Agricole) **et payer une redevance cynégétique à la perception.**

A ces « cotisations » obligatoires, le chasseur peut ajouter un timbre gibier d'eau, pour pratiquer sur le Domaine Public Maritime ou Fluvial (DPM ou DPF) ou s'il désire chasser avant l'ouverture générale ou après la fermeture générale. Selon les départements, le chasseur doit également acquitter, s'il souhaite pouvoir chasser des ongulés, un timbre gros gibier, dont le prix est variable et dépend des dégâts de gibier. S'il est détenteur d'une validation nationale, il se doit aussi d'acquitter un timbre gros gibier national.

Pendant tout acte de chasse, **le chasseur doit obligatoirement être porteur de son permis, qui est nominatif (avec une photographie) et incessible.**

4/ Réglementation et tourisme

Pour pouvoir chasser à l'extérieur de son département de résidence, le chasseur peut, soit valider une validation départementale dans le département qui l'accueillera ou une validation bi-départementale (s'il désire chasser dans deux départements). Si le chasseur est plus éclectique dans ses choix de lieux de chasse, il doit acquitter une validation nationale.

Depuis la loi chasse de juillet 2000, une nouvelle possibilité est offerte au chasseur désirant exercer en dehors de son lieu habituel.

Si le chasseur n'a pas acquitté une validation nationale, il doit souscrire à deux autres formalités. Il doit tout d'abord se renseigner **auprès de la FDC** du département dans lequel il désire chasser et lui **demande une vignette temporaire** (environ 50 % du prix d'une vignette départementale annuelle). Après lui avoir envoyé son règlement et reçu par la poste son « demi-timbre », le chasseur doit **s'acquitter d'une validation temporaire auprès de la perception.**

Le permis temporaire, non renouvelable, est valable 9 jours consécutifs. Si le chasseur désire retourner dans le même département, il peut transformer sa validation temporaire en validation annuelle, moyennant un complément.

S'il désire chasser le gros gibier, le chasseur doit, en plus, payer un timbre grand gibier, au prix tel qu'il a été fixé par la FDC d'accueil.

5/ La gestion cynégétique

a/ Où chasser ?

Le droit de chasse, en France, est lié au droit de propriété. Pour avoir le droit de chasser, il faut donc en avoir l'autorisation du propriétaire ou du détenteur de droit de chasse auquel il a cédé son droit de chasse (association de chasse, ACCA).

Si le propriétaire le souhaite, il peut interdire la chasse sur ces terrains. Certains chasseurs décident eux-même d'interdire la chasse sur les terrains qu'ils gèrent afin de protéger le gibier, ils mettent alors leurs terrains en réserve de chasse.

b/ Quand chasser ?

Les périodes d'exercice de la chasse sont très diverses. Elles dépendent essentiellement des départements ou des communes dans certains cas, de la biologie et des dynamiques des populations des espèces.

Généralement, la chasse au petit gibier ouvre le deuxième dimanche de septembre dans la moitié sud de la France et le quatrième dimanche de septembre dans la moitié nord.

La chasse au petit gibier ferme de manière échelonnée selon les espèces de début janvier à fin février.

Pour de nombreuses espèces, des mesures de gestion sont prises et limitent leur chasse dans le temps. Par exemple, la chasse du lièvre dans le département de la Manche est ouverte de zéro jours à six jours maximum par an - dimanches et premier jeudi - de chasse) selon les communes et l'état des populations de lièvre présentes.

Pour le grand gibier et pour le gibier migrateur, l'ouverture peut être anticipée pendant l'été ; à partir du mois de juin pour les chevreuils, du 15 août pour le sanglier, et du 1^{er} septembre pour certaines espèces de gibier d'eau. Les dates varient là-aussi selon les départements. La fermeture dépend des espèces : fin février pour le grand gibier, échelonnée selon les espèces pour le gibier migrateur jusqu'à fin janvier, voire mi-février.

La chasse à courre est régie par des règles particulières et se pratique du 15 septembre au 31 mars.

Il existe également un ou plusieurs jours de non-chasse par département. La loi chasse 2000, à l'origine, prévoyait le mercredi comme jour de non-chasse.

La chasse en enclos, terrains clos de murs ou de grillages, échappe à la réglementation générale. Elle peut se pratiquer toute l'année pour les espèces de gibier non mammifères. La chasse des autres espèces de gibier obéit à la réglementation commune.

c/ Quoi chasser ?

Au total, 91 espèces de gibier sont chassables, ou sont classées nuisibles, dont 23 espèces de mammifères et 68 d'oiseaux. Les autres espèces sont par conséquent protégées, tout prélèvement ou destruction est alors interdit (sauf exception).

La liste est fixée par arrêté ministériel mais tout Préfet peut interdire la chasse d'une ou plusieurs espèces dans son département si les niveaux de populations le nécessitent.

Les prélèvements peuvent être limités dans le temps mais aussi en nombre. Pour certaines espèces, des plans de chasse ont été mis en place (obligatoire pour l'ensemble des ongulés - exception faite du sanglier- facultatif pour les autres espèces). Après comptages et connaissances de la dynamique des populations de gibier, de la capacité d'accueil, du point d'équilibre du milieu naturel et des souhaits des agriculteurs notamment, on détermine un certain nombre d'individus à prélever. Afin de pouvoir contrôler les prélèvements, des bracelets sont attribués aux chasseurs en fonction des quotas et devront être mis à la patte de l'animal dès sa mort.

Plusieurs autres dispositifs existent, tels que les PMA (Prélèvement Maximum Autorisé) qui limitent le prélèvement du chasseur, par jour, par groupe de chasseur ou par an.

La plupart des mesures de gestion sont prises au niveau communal, voire au niveau de l'association communale. Il convient donc de prendre connaissance de l'arrêté préfectoral ou du règlement intérieur de la société locale.

d/ Avec quel matériel ?

Les modes de chasse autorisés par la loi en France sont la chasse à tir, avec armes à feu ou à l'arc, la chasse à courre (appelée également vénerie), la chasse au vol avec des rapaces et certaines chasses traditionnelles, quelquefois selon les départements, avec des engins traditionnels.

La chasse en voiture, de nuit (sauf exception), à l'aide d'engins lumineux, de magnétophones, etc., est interdite.

2. Analyse des pratiquants

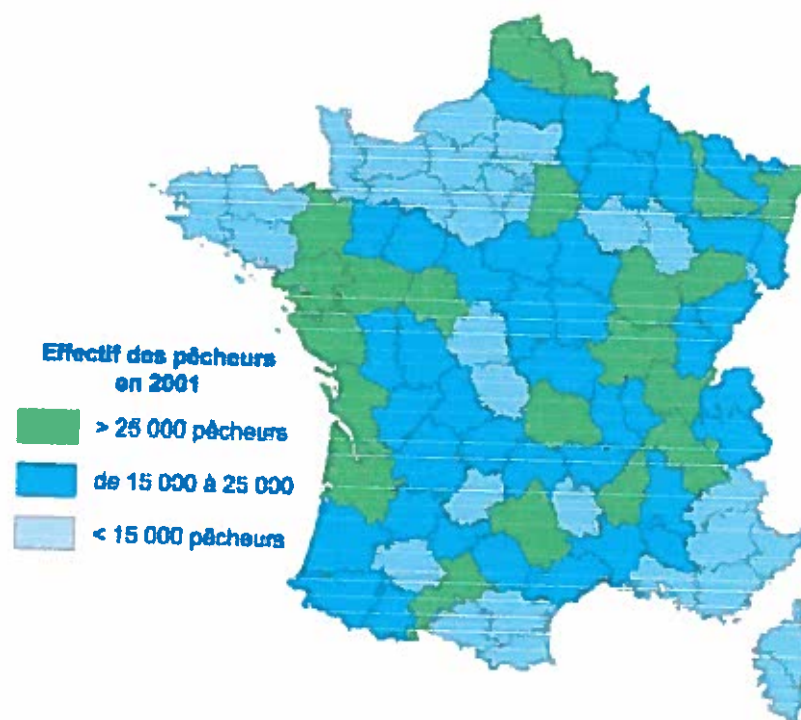
a) *La pêche*

1/ Nombre

Le nombre de pêcheurs réguliers est estimé à plus de 3 millions en France. Ce chiffre n'est pas précis en raison de la réglementation qui régit l'exercice de la pêche. Il était en lente régression depuis des années mais la tendance semble s'inverser depuis peu.

Il y a environ 2,1 millions de pêcheurs qui ont acquitté la taxe piscicole en 2002 (chiffre UNPF), entre 300 000 et 400 000 pêcheurs exonérés et entre 700 000 et 900 000 qui ne rentrent pas dans le « circuit public et associatif » (chiffre CSP) ; ce sont des pêcheurs qui ne prennent pas de carte ou qui pêchent en eau close dans le privé.

Une enquête menée par le CSP auprès des non-pêcheurs au début des années 1990 et complétée par les enquêtes INSEE sur les loisirs des français a démontré que **le nombre potentiel de pêcheurs se situaient aux alentours de 5 millions en France.** Pas moins de deux millions de français s'étaient alors dit prêts à se mettre à la pêche.



Source : Union Nationale de la Pêche en France

Le nombre de pêcheurs des pays européens voisins est de l'ordre de 4,8 millions en Grande Bretagne, 4,4 millions en Allemagne ou bien encore 400 000 en Belgique. (dans Kergreis F., 1999)

2/ Profil général des pêcheurs

Deux études ont essayé de cerner les types de pêcheurs : une étude conduite en 1992 par J. Gammond et l'institut de sondage Laval pour le CSP et les Ministères de l'Environnement et du tourisme de l'époque (dans Barralon M. et Maître P., 1993) et une autre menée en 1997 pour le compte de l'AFIT sur « *Les clientèles du tourisme halieutique* » par le Cabinet Cristal (Cabinet Cristal, 1998).

Ces deux études montrent que les pêcheurs sont majoritairement des hommes plutôt jeunes. Le monde de la pêche est, en effet, composé d'hommes à 79 %. 70 % des pêcheurs ont moins de 50 ans et presque un quart a moins de 25 ans (Cabinet Cristal).

Ce sont des personnes issues principalement de la classe ouvrière (38 %) et des employés et professions intermédiaires (28 %).

Le Cabinet Cristal a mis en évidence trois groupes principaux de pêcheurs :

❖ ***les pêcheurs terroir sédentaires***

Représentent **50 % des pêcheurs français**. Ce sont majoritairement des ruraux de 50 ans et plus, à mobilité régionale. Pour eux la pêche est un loisir, un état d'esprit associé à une envie de détente/ de relaxation.

Ce sont des pêcheurs sportifs qui sont restés à l'ère de la « pêche cueillette », mais qui sont très impliqués dans les structures associatives.

Ils pratiquent principalement en solitaire et sont peu enclins à la consommation de produits touristiques, voire souvent hostiles au développement du tourisme.

❖ ***les vacanciers pêcheurs***

Représentent **25 % des pêcheurs français**. Deux tendances se dessinent à l'intérieur de ce groupe, dans lequel se retrouvent beaucoup des 15-24 ans. Ce sont, soit des ruraux issus des couches sociales inférieures et moyennes, soit des urbains des couches sociales supérieures.

Ce sont des vacanciers avant d'être pêcheurs, qui associent la pêche à un besoin de retour vers la nature et à un loisir ludique. De ce fait, ils sont peu impliqués dans la vie associative.

Ils aiment les « pêches-prestige » (grosses prises) et sont sensibilisés au no-kill².

Ils pratiquent principalement en famille et ne sont pas actuellement consommateurs de produits touristiques, mais sont enclins à le devenir.

❖ ***les pêcheurs "nouvelle génération" mobiles***

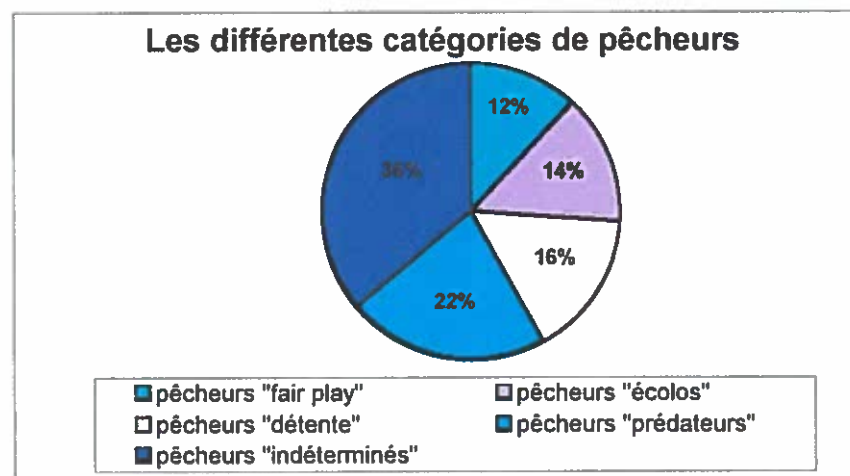
Représentent **25 % des pêcheurs français**. Ces pêcheurs sont urbains, sensibilisés à l'écologie et au no-kill et associent la pêche à un sport, au perfectionnement du geste (ce sont des moucheurs) et à la maîtrise de soi.

Ce sont des spécialistes d'une technique de pêche ou d'un type de poisson. Ils ne sont pas du tout impliqués dans les associations.

De mobilité nationale ou internationale, les pêcheurs nouvelle génération sont des consommateurs de produits touristiques et pratiquent des « opérations commandos », d'une journée ou d'un week-end, entre amis ou en famille. Ils n'aiment pas être encadrés mais sont clients de stages de perfectionnement de haut niveau.

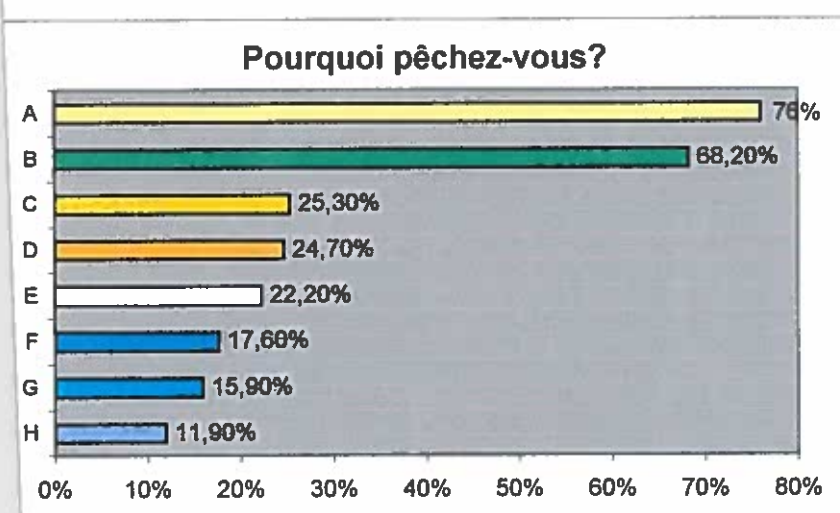
² pratique qui consiste à remettre à l'eau le poisson après l'avoir pêché

L'étude, un peu plus ancienne (1992), menée pour le CSP avait mis en évidence une composition un peu plus fine des pêcheurs, mais relativement proche du « découpage » proposé par le Cabinet Cristal.



Les « pêcheurs indéterminés » sont un groupe composé de ruraux sans orientation et exigence particulière qui en général pêchent peu. Les « prédateurs » sont principalement de jeunes citadins (de moins de 25 ans) qui sont motivés par la capture et le rendement. Les autres catégories peuvent se caractériser par une sensibilité à l'environnement.

3/ Les raisons de pêcher



Principales raisons évoquées :

- A- se reposer, se détendre
- B- profiter de la nature
- C- retrouver des amis
- D- se retrouver en famille
- E- être seul
- F- observer le milieu aquatique
- G- rechercher la grosse pièce
- H- un maximum de prise

source : institut de sondage Lavialle, 1992

En ce qui concerne les raisons de pêcher, on retrouve les aspirations générales de la société envers le tourisme, et plus particulièrement de nature, c'est-à-dire les 3R de l'étude Comfrenca : Rupture, Retrouvaille, Ressourcement ; respectivement, profiter de la nature, se retrouver entre amis ou en famille, se reposer, se détendre.

Il est intéressant de noter que le prélèvement ou la trophée (recherche de la plus grosse prise) ne sont que secondaires.

4/ Le pêcheur et les non-pêcheurs

La pêche n'est pas une activité très décriée en France.

Selon l'étude du Cabinet Cristal, le Français n'a pas de représentation spontanée du pêcheur mais plutôt toute une série d'images qui lui sont rattachées. Ces images sont positives dans 75 % des cas.

Vient en premier lieu l'image que la pêche nécessite et participe à un environnement de qualité ; en second lieu le caractère convivial de la pratique de la pêche entre amis ou en famille ; et en dernier lieu l'état de bien-être et de quiétude que l'on doit ressentir.

Une minorité de la population associe des images négatives à la pêche, mais qui ne sont pas forcément un handicap pour cette pratique. La pêche est perçue comme une activité peu dynamique. On lui associe ensuite des odeurs (sûrement de poissons) et une pratique désagréable, le fait que la pêche puisse être un loisir contraignant (obligation d'un lever matinal). Le pêcheur est également une personne à laquelle on ne s'identifie pas.

5/ Impact économique

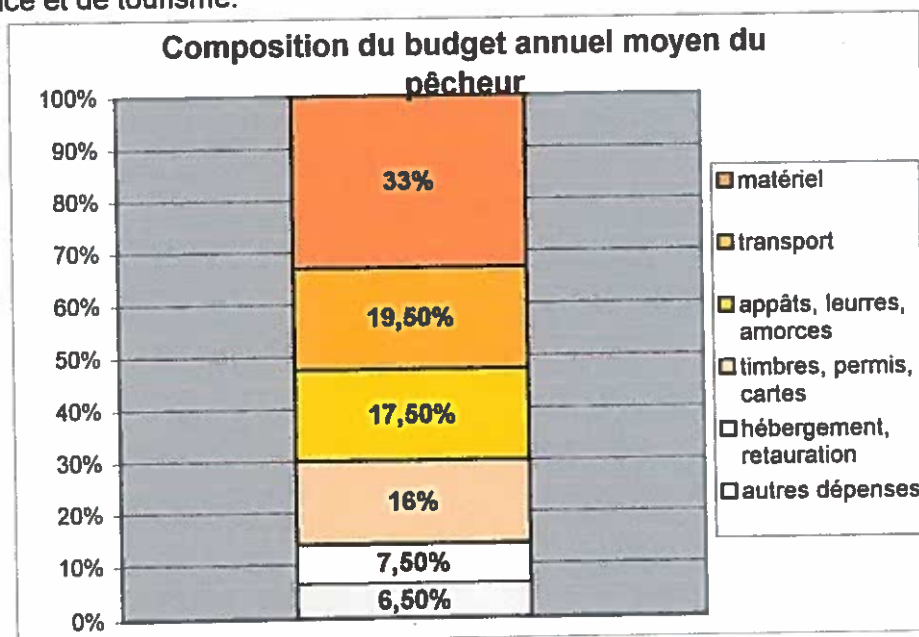
Aucune étude précise existe sur l'impact économique global du monde de la pêche. L'UNPF estime cependant le budget annuel de la pêche en eau douce en France à 6 milliards de francs. Aucune analyse ne permet de connaître le nombre d'emplois liés à la pêche mais on peut néanmoins supposer un fort impact en milieu rural.

Les estimations du budget moyen du pêcheur varient : de 1300 F (institut de sondage Lavialle, 1992) par an et par pêcheur à 5000 F (UNPF).

Précisons que près de 50 % des pêcheurs interrogés par l'institut de sondage Lavialle dépensaient moins de 500 F par an, pour seulement 6 % qui dépensaient 5000 F et plus.

Comme nous pouvons le voir ci-dessous, la moitié du budget du pêcheur passe dans l'achat de matériel (y compris appâts et leurres).

7,50 % du budget est alloué aux dépenses d'hébergement/restauration mais seul 10 % des pêcheurs sont concernés par ce type de dépense. L'étude du Cabinet Cristal a mis, elle, en évidence que 8 % des pêcheurs étaient consommateurs de prestation de service et de tourisme.



b) La chasse

1/ Nombre

1 425 163 validations du permis de chasser ont été enregistrées pour la saison 2000/2001 (source ONCFS). Certains chasseurs faisant valider leur permis de chasser dans plusieurs départements, ce chiffre ne révèle pas le nombre exact de chasseurs.

En 2001, leur nombre a donc été évalué à 1 384 000, soit 3,84 chasseurs pour 100 ha. Ce nombre est en régression depuis 1975, d'environ 2 % par an. Les femmes, quant à elle, ne représentent que 2 % des chasseurs. (Conseil Economique et Social, 2002)

En ce qui concerne nos voisins européens, le nombre de chasseurs, en 1993, est estimé à 1 050 000 en Espagne, 650 000 au Royaume-Uni, 306 000 en Allemagne ou bien encore 28 000 en Belgique. La France possède donc le nombre le plus important de chasseurs d'Europe mais se situe au septième rang quant à la proportion de chasseurs dans la population masculine : 1 chasseur pour 13 hommes de 16 à 90 ans, contre 1 pour 6 en Finlande, 1 pour 11 en Grèce ou en Irlande. (dans Pinet J.M., 1993)

2/ Profil général des chasseurs

L'enquête nationale sur la saison 1998/1999 (ONCFS, 2000) décrit le chasseur d'aujourd'hui. C'est un homme de 50 ans en moyenne. Il y a quinze ans, l'âge moyen était de 45 ans.

La population de chasseurs (masculins) est essentiellement composée d'ouvriers (26.1 %) et d'inactifs (29.5 %). Les cadres moyens arrivent ensuite (13.1 %), juste devant les agriculteurs (12.1 %) et les employés (5.7 %). Les cadres supérieurs (6.2 %) ou les patrons d'industrie ou de commerces (7.3 %) ne sont pas les catégories socioprofessionnelles majoritaires contrairement à ce que l'on pense.

Signalons tout de même qu'un peu plus d'un agriculteur sur quatre chasse.

81,4% des chasseurs valident leur permis dans une commune de moins de 5 000 habitants (67,8 % dans une commune de moins de 2 000 habitants). (Pinet J.M., 1993)

Une étude Comfremca, menée pour l'UNFDC, a mis en avant deux grands groupes de chasseurs, ceux qui s'adonnent à :

- une chasse consumériste (le loisir est à rentabiliser, il y a une obligation de résultats),
- une chasse loisir (les buts recherchés sont la détente, l'harmonie avec la nature, la connivence avec le chien. Le tableau est secondaire mais la présence de gibier est importante).

Cette étude a également montré que la chasse était en phase avec d'autres tendances de la société telles que la convivialité, la proximité au terroir, la tradition, l'harmonie avec la nature.

Typologie des chasseurs par « silhouettes »

L'enquête menée en 1992 par J.M. Pinet a permis, grâce à une approche typologique, d'arriver à dresser une description plus fine des chasseurs avec un certain nombre de « silhouettes » correspondant à des traits caractéristiques de la population des chasseurs français.

❖ **Les silhouettes de type A : 24 à 26 sorties de chasse par an**
(44 % des chasseurs)

▪ **Le traditionnel**

Représente 32 % des chasseurs de France. Plutôt âgé, il valide une seule validation départementale et chasse au plus à 10 km de sa résidence et ne va pas chasser à l'étranger.

▪ **Le connaisseur équilibré**

Représente 10 % des chasseurs de France. Il acquitte en plus une validation nationale ou un timbre gibier d'eau et chasse jusqu'à 25 km de sa résidence. Dans ce groupe, se retrouvent, pour beaucoup, les chasseurs de sanglier, d'où des dépenses chez le vétérinaire plus élevées.

▪ **Le connaisseur perfectionniste**

Représente 2 % des chasseurs de France. Il acquitte une validation nationale et un timbre gibier d'eau. Il ne chasse pas, en moyenne, à plus de 50 km de sa résidence. Il est l'un des clients importants de « l'hôtellerie cynégétique » et chasse tout type de gibier.

❖ **Les silhouettes de type B : 11 à 13 sorties de chasse par an**
(32 % des chasseurs)

▪ **L'occasionnel**

Représente 25 % des chasseurs de France. Ce groupe comprend en partie les nouveaux chasseurs et des chasseurs qualifiés de fragiles (environ 400 000) pour lesquels l'érosion démographique pose problème. L'occasionnel ne va pas chasser à l'étranger.

▪ **L'éclectique**

Représente 6 % des chasseurs de France. Il valide une validation départementale ou nationale, avec ou sans timbre gibier d'eau. Il peut être rural ou urbain et paye les cotisations les plus élevées. Son tableau de chasse est diversifié. Il se déplace parfois très loin de son domicile.

▪ **Le perfectionniste occupé**

Représente 1 % des chasseurs de France. Il habite toujours dans une grande ville. Ses déplacements sont, de ce fait, importants. Il fréquente les sociétés de chasse spécialisées. C'est le second meilleur client de l'hôtellerie cynégétique.

❖ **Les silhouettes de type C : 50 à 65 sorties de chasse par an**
(24 % des chasseurs)

▪ **Le spécialiste petit migrateur**

Représente 18 % des chasseurs de France. Plus âgé que la moyenne nationale, c'est un chasseur traditionnel spécialisé, en particulier dans la chasse aux grives. Il chasse à moins de 7 km de son domicile.

▪ **Le sauvaginier**

Représente 3 % des chasseurs de France. C'est un chasseur spécialiste du gibier d'eau qui possède presque toujours un véhicule spécialisé. Moins rural, il est nettement plus jeune que le chasseur moyen (presque deux ans).

▪ *Le veneur*

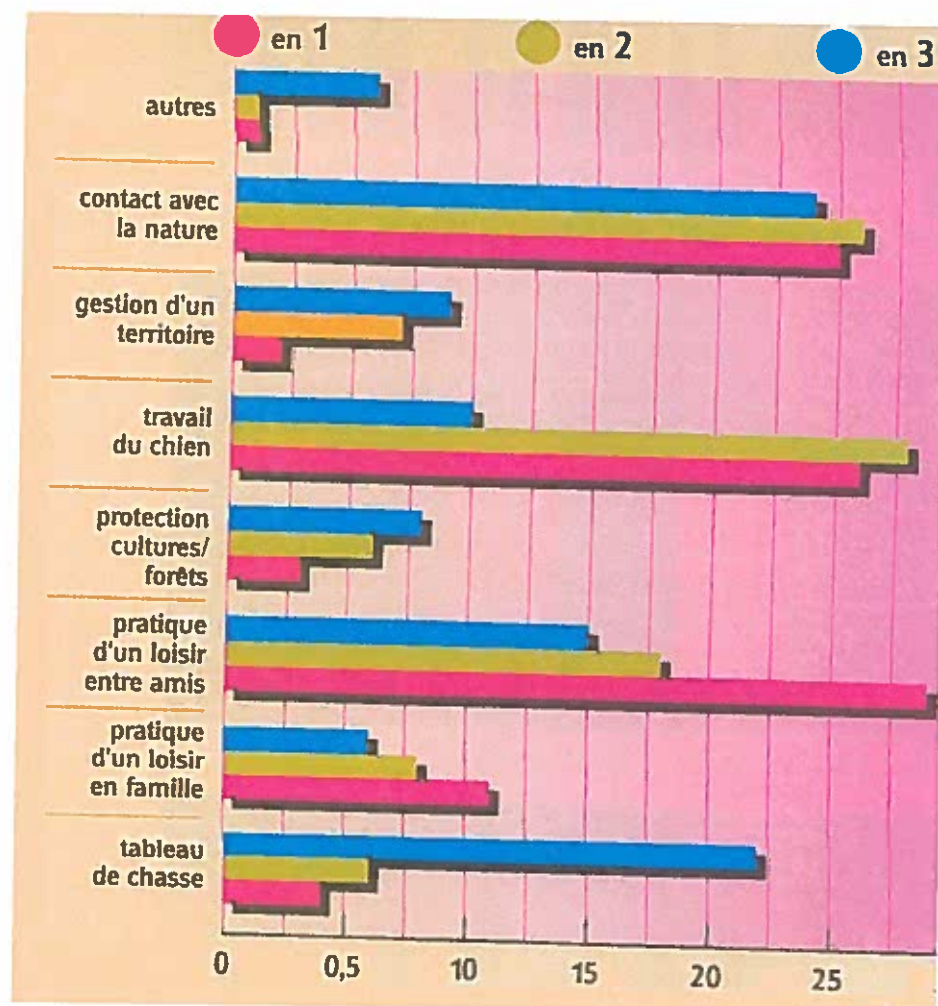
Représente 2 % des chasseurs de France. C'est un chasseur de grand gibier essentiellement, qui a toujours une validation nationale mais ses principales chasses se trouvent à moins de 30 km de sa résidence. Il a le plus grand nombre de chiens (5,3).

▪ *Le superprédateur*

Représente 1 % des chasseurs de France. Il a le tableau de chasse le plus important. C'est le premier client de l'hôtellerie cynégétique, en France ou à l'étranger. Il est le plus assidu aux comptages et aux aménagements.

3/ Les raisons de chasser

Pourquoi chassez-vous ?



source : ONCFS, 2000

L'enquête ONCFS, menée lors de la saison de chasse 1998/1999, a mis en avant les raisons qui amènent le chasseur à pratiquer.

Nous voyons bien que les principales raisons sont la pratique d'une activité en pleine nature et entre amis. Le travail du chien présente un intérêt certain pour le chasseur alors que le tableau n'est que secondaire.

4/ Le chasseur et les non-chasseurs

La pratique de la chasse est, a contrario de celle de la pêche, un sujet beaucoup plus conflictuel.

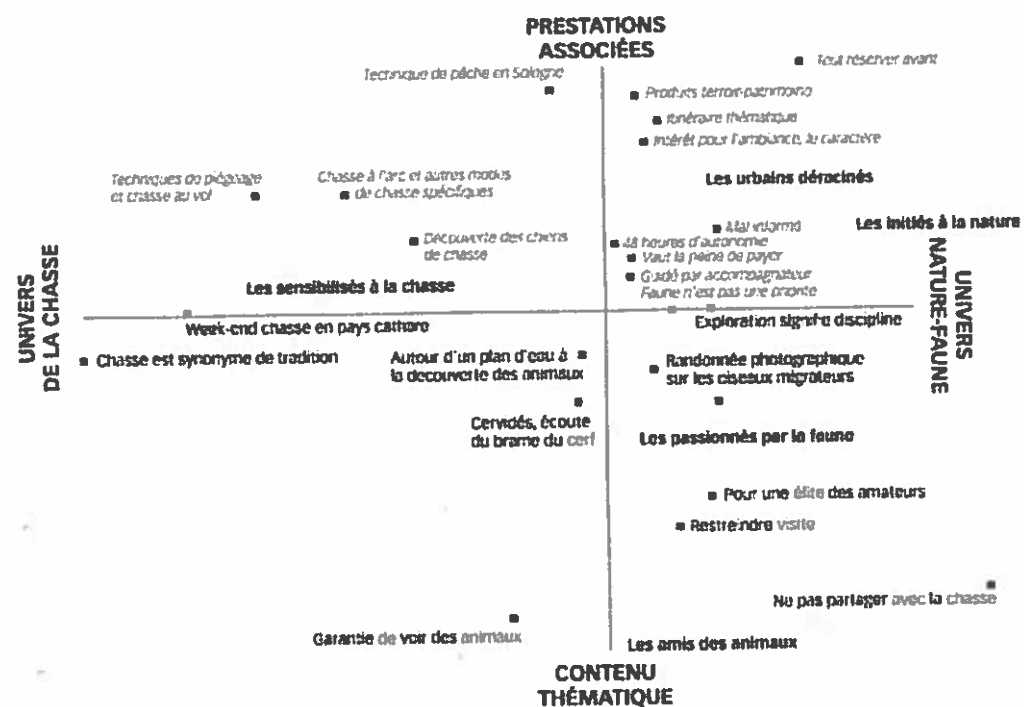
Pourtant, selon un sondage BVA, réalisé pour le Conseil Economique et Social en avril 2002, la chasse est perçue comme un moyen de se retrouver dans la nature.

Cependant, elle est également perçue comme une activité dangereuse. La cohabitation entre l'activité chasse et d'autres activités (de type randonnée, tourisme avec plaisir de la contemplation) peut donc être parfois difficile.

Selon le sondage, on lui reproche principalement les lâchers de gibier.

Ce ne sont pas les seuls griefs reprochés à la chasse, ses détracteurs critiquent son ambiance guerrière, les nombreuses détonations souvent matinales et dominicales qu'elle entraîne, le sentiment d'insécurité qui règne dans les campagnes dès son ouverture, ainsi que l'appropriation exclusive de la nature par une minorité. Ils estiment que les chasseurs dissuadent les personnes qui pratiquent des sports de nature de s'adonner à leur plaisir. (Boutinot N., 2001)

Typologie des groupes du tourisme de nature



Source : SOFRES Conseil, 1999, *Tourisme chasse et faune sauvage*

L'étude menée par la SOFRES, pour l'AFIT, a déterminé une typologie des groupes de tourisme de nature et les a interrogés sur leur cohabitation avec les chasseurs. Voici les résultats, groupe des :

- sensibilisés à la chasse (26 %) : cohabitation très bonne
- passionnés par la faune (16 %) : cohabitation très mauvaise
- amis des animaux (15,4 %) : cohabitation plutôt mauvaise
- initiés à la nature (12 %) : cohabitation mauvaise
- urbains déracinés (30,6%) : cohabitation mauvaise

A travers cette étude, nous remarquons la difficile entente entre les chasseurs et les non-chasseurs, ici les pratiquants de tourisme de nature.

Un autre reproche souvent effectué aux chasseurs est la distance de fuite de l'animal. La faune sauvage, dans une zone chassée, aurait un comportement anormalement fuyard. Selon Charbonneau S. (1998), ce sujet de discorde est « révélateur d'un divorce anthropologique ayant pour origine une perception différente de l'animal sauvage ».

5/ Impact économique

Seule l'étude de J.M. Pinet, de l'INA PG, en 1992, a essayé de calculer l'impact économique de l'ensemble des chasseurs. Cette étude semble quelque peu ancienne mais la FNC, consultée afin d'avoir des chiffres plus récents, l'indique comme « encore d'actualité ».

L'impact économique global de la chasse a pu être évalué à près de 13 milliards de francs. Cette dépense crée près de 23 350 emplois répartis sur l'ensemble du territoire français. Les dépenses liées au territoire de chasse sont créatrices de 7850, celles liées à l'armurerie, à près de 2400 et celle liées au chien, plus de 4500 emplois.

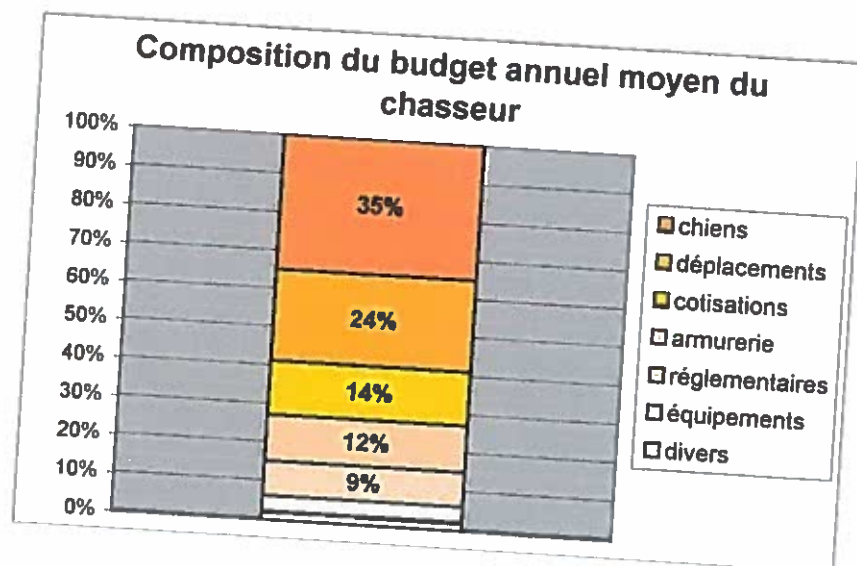
L'enquête précédente de 1986 estimait le nombre d'emplois total créé à 27 460. Cette baisse est analysée comme une conséquence de la diminution du nombre de chasseurs.

Au nombre d'emplois créés, il faut rajouter le travail bénévole effectué par les chasseurs, 45 % d'entre eux participent à des aménagements du territoire, 30 % à des comptages, 15 % à des actions de promotion de la chasse. Toutes ces actions bénévoles font l'objet d'environ 6 500 000 « sorties d'activité cynégétique d'intérêt général » en 1992. Il est également précisé que le nombre de sorties aurait doublé par rapport à la précédente enquête de 1986. (Pinet J.M., 1993)

On peut donc penser à une augmentation très forte aujourd'hui du nombre de sorties effectuées, vu la prise de conscience des chasseurs en faveur d'une meilleure gestion de la faune.

Un autre point semble intéressant. R. Souchon (dans FICEVY et ONC, 1995) estime que si, parmi les 400 000 chasseurs qui pratiquent moins de 3 à 4 fois par an, **seulement 100 000 d'entre eux chassaient 2 jours de plus dans l'année, l'impact économique serait de l'ordre de 1 milliard de francs. Cela équivaldrait à 2500 emplois à temps complet.**

Le budget moyen d'un chasseur est 7868 F (Pinet J.M., 1993) par an. Les postes de dépenses les plus importants sont dus à son chien et ses déplacements.



source : Pinet J.M., 1993

L'étude de J.M. Pinet présente une approche intéressante du chasseur et de sa consommation de produits touristiques.

Celle-ci estime à **0.22 nuitées du chasseur moyen** (0.86 pour le chasseur ayant acquitté une validation nationale). Le nombre total de nuitées, prises par **4.7 % des chasseurs**, est estimé à **364 000 par an** (en 1992).

Le secteur de l'hôtellerie cynégétique, en France, représenterait un flux financier global de l'ordre de 101 millions de francs.

Ce chiffre ne comptabilise pas les déplacements liés au séjour chasse ni la restauration. Il est seulement précisé que **le poste déplacements (autre que le kilométrage) est estimé à 893 millions de francs**, compris les frais d'entretien des voitures exclusivement réservées à l'usage de la chasse (242 millions de francs).

L'étude s'essaye également à une approche du **tourisme chasse à l'étranger**. Ce type de destination (Maroc, Pologne, Russie, Irlande et Argentine principalement) ne concernerait que **2.5 % des chasseurs**, majoritairement des urbains ou des chasseurs ayant acquitté une validation nationale.

La dépense globale s'élève à 151 millions de francs.

Les exemples étrangers : une source d'apprentissage

Les projets de tourisme appropriatif de la nature durable en France, dans leur conception, sont comme nous l'avons vu assez récents. Pourtant, le tourisme appropriatif de la nature existait déjà avant que la France ne s'y intéresse en tant qu'outil possible de développement local pour le territoire.

C'est pourquoi, vu l'antériorité de ce type de tourisme à l'étranger et de son évolution dans le temps, on peut affirmer que la France est en retard de réflexion dans la mise en place de tourisme appropriatif de la nature durable.

Il apparaissait alors judicieux d'étudier plus en détail des expériences et des projets étrangers, non pas dans un objectif de comparaison impossible à cause des différences qui existent que ce soit en terme d'échelles de territoires ou de contextes culturels.

Les deux expériences présentées divergent profondément :

- l'expérience québécoise, pays développé, « proche » historiquement de la France, mais avec des dimensions considérablement différentes : immensité des espaces naturels, culture plus proche de la nature, ...
- le cas africain, continent en retard de développement qui mise beaucoup sur l'apport du développement du tourisme appropriatif de la nature.

A. L'exemple québécois : la faune sauvage institutionnalisée

1. Le contexte canadien

Il est intéressant de regarder la situation québécoise de plus près même si là encore le contexte est complètement dissemblable de celui de la France : deux points différencient vraiment le Québec de la France, tout d'abord la superficie 1 667 926 km² (dont environ 49% en toundra et taïga et 48 % en forêt) contre 550 000 km², deuxièmement la population de l'ordre de 7,5 millions (une densité de 4,7 ha./km²) contre plus de 56 millions d'habitants.

Sur les 653 espèces que comporte la faune sauvage (poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères), près de 115 peuvent faire l'objet d'une exploitation récréative dont 85 de faune terrestre et moins d'une trentaine de poissons d'eau douce. (Les espèces marines sont sous la responsabilité du gouvernement fédéral).

2. Des retombées économiques non négligeables

La faune est considérée comme un véritable secteur économique pour lequel une valorisation est indispensable. La faune, en général, représente, selon une étude de 1991, un apport de 10,2 milliards de dollars pour le PIB et a permis de créer ou maintenir près de 200 000 emplois.

La province de l'Ontario, toujours selon la même étude, a tiré 3,04 milliards de dollars de chiffre d'affaires de la faune, contribuant à l'existence de 72 000 emplois.

3. La faune sauvage : un bien commun institutionnalisé

Au Québec, la faune, juridiquement, n'appartient à personne mais constitue un bien collectif. L'Etat est le gardien de cette ressource naturelle par l'intermédiaire de la société de la faune et des parcs du Québec, organisme gouvernemental qui administre la loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

L'Etat a pour responsabilité de « conserver et mettre en valeur cette ressource naturelle renouvelable pour le bénéfice des générations actuelles et futures » tout en « maintenant l'accessibilité à la faune et aux activités qui lui sont associées. »

La gestion de la faune par la société s'organise autour de deux axes principaux :

- conserver la faune
- mettre en valeur la faune

c'est-à-dire « permettre au plus grand nombre de personnes possible de jouir de la présence de cette ressource et d'en tirer profit à des fins alimentaires, récréatives et économiques. »

La priorité est accordée à la conservation des espèces mais quand elles sont possibles (en fonction du niveau des populations animales), les pratiques de la chasse, de la pêche et du piégeage, sont gérées sur le « principe du rendement soutenu » : seuls les surplus sont exploités.

La gestion de la faune est mise en place autour du découpage du Québec en 25 grandes zones permanentes. Quatre types de zones existent :

- le territoire libre
- les réserves fauniques
- les Zones d'Exploitation Contrôlée (ZECS)
- les pourvoiries

La majeure partie du territoire québécois (88 %) obéit au régime juridique du territoire libre de toute affectation. Cela correspond à une superficie de 1,3 millions de km² où le chasseur et le pêcheur peuvent pratiquer en toute liberté, tout en respectant les règlements généraux et l'acquittement des permis nécessaires.

Les réserves fauniques sont au nombre de 21 et couvrent une superficie de 67 500 km². Pour seize d'entre elles, la gestion a été confiée, par la société de la faune, à la société des établissements de plein air du Québec, les autres à des organismes sans buts lucratifs. Ces délégataires gèrent l'offre des activités proposées dont la chasse et la pêche qui peuvent être pratiquées selon des modalités et tarifications particulières.

a) Les Zones d'Exploitation Contrôlée (ZECS)

Les ZECS sont des territoires dont la gestion et le contrôle des activités de chasse et de pêche sont confiés à des regroupements d'utilisateurs. Leurs administrateurs sont élus par les membres de la ZECS.

L'administration d'une ZECS est confiée par l'Etat à un organisme sans but lucratif par le biais d'un protocole renouvelable.

Quatre grands objectifs sont affectés aux ZECS :

- la **conservation de la faune** = suivi et contrôle de l'exploitation de la faune, ajustement entre la demande des utilisateurs et l'offre faunistique
- l'**accessibilité à la ressource faunique** = donner une chance égale à tous pour l'accès au territoire et son utilisation récréationnelle
- la **participation des usagers** = gestion et administration de la ZECS par des bénévoles
- l'**autofinancement des opérations**, par les cotisations des membres et les droits d'accès aux activités de plein air, de chasse ou de pêche.

Le Québec compte 82 ZECS dont 62 de chasse et de pêche pour une superficie de 48 000 km², 19 de pêche au saumon s'étendant sur près de 1300 km et une de chasse à la sauvagine couvrant 12,3 km².

b) Les pourvoiries

Les pourvoiries sont des entreprises touristiques commerciales qui offrent de l'hébergement et des services ou équipements pour la pratique de la chasse, de la pêche, du piégeage ou des autres activités de plein air. N'est pas une pourvoirie, une entreprise qui n'offrirait pas d'hébergement au sens de la loi.

Les pourvoyeurs sont principalement des professionnels loueurs de chalet en pleine nature mais proposent également un encadrement et un guidage de leurs clients. Chaque établissement doit obtenir un permis annuel de pourvoirie et effectuer un plan de gestion, incluant une évaluation faunistique réalisée par le gouvernement du Québec.

Deux types de pourvoiries existent :

- les pourvoiries avec droits exclusifs

Cela signifie que le pourvoyeur a signé un bail d'une durée de 9 ans de droits exclusifs d'exploitation de la faune avec la société de la faune et des parcs du Québec. Sur le territoire sous bail, seuls les clients de la pourvoirie peuvent s'adonner à la pratique de l'activité pour laquelle ils ont payé.

- les pourvoiries sans droits exclusifs

Le pourvoyeur exerce sur les terres du domaine de l'Etat (territoire libre) ou sur des terres privées. Toute personne a le droit de pratiquer son loisir sur le territoire libre mais peut faire appel au pourvoyeur pour l'hébergement ou un autre service.

Ces pourvoiries détiennent des baux de villégiature commerciale pour toutes leurs unités d'hébergements (pour ceux localisés sur le domaine public) et font l'objet d'une réglementation particulière (sécurité et salubrité).

Toutes les pourvoiries sont sous la juridiction de la société de la faune et des parcs du Québec.

On compte environ 700 pourvoiries au Québec dont 400 sont regroupées au sein de la fédération des pourvoiries du Québec. 185 sont à droits exclusifs tandis que les autres sont sans droits exclusifs. Le secteur des pourvoiries représente un chiffre d'affaires de 100 milliards de dollars.

La fédération des pourvoiries du Québec a mis en place un code de déontologie de 26 mesures, comprenant l'éthique professionnelle et les devoirs des pourvoyeurs envers la société, les clients, la fédération et ses instances et entre confrères.

Plusieurs points sont intéressants. Le code de déontologie stipule que les pourvoyeurs doivent collaborer avec tous les acteurs gestionnaires de la faune « afin d'assurer le développement durable des ressources fauniques et forestières ». Les pourvoiries ne doivent pas garantir le nombre d'animaux à prélever et doivent sensibiliser leurs clients et « agir en bon père de famille » afin que la réglementation générale soit respectée.

C'est sur ce système original que se base l'exploitation des ressources naturelles au Québec. Il confère au tourisme appropriatif de la nature le dynamisme de l'initiative privée avec le soutien des pouvoirs publics et son contrôle afin de garantir l'intérêt général.

Cette organisation a permis de développer un tourisme appropriatif de la nature porteur de développement, intégrateur des populations locales et respectueux des équilibres naturels.

c) *La société de la faune et des parcs du Québec et les Plans de Développement Régional associé aux Ressources Fauniques*

Dans le cadre de sa planification stratégique, 2002-2004, la Société de la faune et des parcs du Québec a identifié l'orientation suivante :
« optimiser la mise en valeur de la faune du Québec dans une perspective de développement durable de façon à favoriser le développement économique régional. »

La société de la faune et des parcs est divisée en vice-présidence dont une est chargée du développement et de l'aménagement de la faune qui est, elle-même, découpée en quatre directions :

- la direction du développement de la faune
« A la responsabilité de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer les politiques de conservation et de mise en valeur de la faune, afin d'assurer un équilibre entre l'offre et la demande, de répartir l'utilisation sur l'ensemble du territoire et de favoriser leur développement et leur pérennité. »
- la direction de la recherche sur la faune
« Coordonne et assure la réalisation des programmes de recherche touchant, d'une part, l'utilisation de la faune, la conservation et le rétablissement d'espèces menacées ou vulnérables, d'autre part, la conservation, l'aménagement et la restauration des habitats. »
- la direction des territoires fauniques et de la réglementation
« Supervise l'ensemble des processus assurant l'adoption des lois et règlements de gestion et de mise en valeur de la faune. »
- la direction de l'aménagement de la faune
Est elle-même subdivisée en 17 directions régionales. Elles doivent « pourvoir à la conservation, à l'utilisation rationnelle et à la mise en valeur de la faune et de ses habitats en établissant une programmation annuelle de ces activités. » Ce sont ces directions qui réalisent les inventaires et les suivis de populations nécessaires à la planification et à l'encadrement des activités appropriatives de la nature et apportent un appui à la confection des bilans fauniques et des plans de gestion.

Il est important de remarquer la structure de cette vice-présidence qui, comme nous pouvons le constater, a réellement le but d'accroître la faune mais pour l'exploiter et en tirer un profit pour le développement économique des territoires. On ne conçoit pas la protection de la faune pour sa protection mais pour son utilisation éventuelle.

Afin de développer au mieux le tourisme appropriatif de la nature sur leur territoire, les autorités de chaque province québécoise doivent rédiger un Plan de Développement Régional lié aux Ressources Fauniques (PDRRF)

Seize PDRRF ont été rédigés pour clarifier les orientations de tout le territoire québécois en identifiant la faune comme une composante patrimoniale du Québec, une composante qui lui confère une image internationale et qui a accompagné le développement du Québec (la faune reste encore pour certaines populations autochtones une source d'alimentation principale).

Les PDRRF sont des documents lourds, finement étudiés et faisant un état de lieux complet sur la faune et son statut.

d) L'exemple du PDRRF de la Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine

Le territoire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine a la particularité de contenir deux entités territoriales, à savoir la péninsule de la Gaspésie (20 244 km²), territoire peu peuplé au relief très accidenté, un climat rigoureux et une végétation dominée par la sapinière et les Îles-de-la-Madelaine (202 km²), caractérisées par d'importants cordons dunaires, un climat maritime et un fort déboisement. Cette région comporte une grande superficie d'eau salée dans le fleuve Saint-Laurent et son golfe ainsi que dans la baie des Chaleurs.

La faune régionale est d'une grande diversité avec des espèces à fort potentiel récréatif, tels le saumon, l'omble de fontaine, le caribou des bois, l'orignal, ou encore la gélinotte huppée, le lièvre d'Amérique et l'ours noir qui est identifié comme espèce ayant potentiel de mise en valeur intéressant du fait de ses niveaux de populations et du faible intérêt que lui portent les chasseurs locaux.

1/ Importance socio-économique de la faune

La faune sauvage revêt une importance particulière dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine. 85 % des habitants de la région la considère comme une ressource naturelle de grande valeur.

Parmi les résidants, se trouvent 19 000 pêcheurs et 14 chasseurs sportifs.

Les résidants et les visiteurs effectuent, annuellement, environ 743 000 jours-activité d'intérêt faunique dépensant 45.9 millions de dollars permettant le maintien de 490 emplois à l'année.

2/ Les axes de développement du PDRRF de la Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine :

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madelaine possède un grand potentiel. C'est une destination reconnue pour la pêche au saumon pratiquée en majorité par des touristes (55 %). Les populations d'orignal permettent une bonne activité tandis que l'ours noir, peu recherché par les locaux, peut faire l'objet d'une valorisation touristique.

Seul problème, l'offre en hébergement en forêt est restreinte et pas assez développée.

C'est à partir de ces quelques constats et d'un diagnostic environnemental et touristique que cinq axes prioritaires de développement ont été décidés dans le cadre du PDRRF :

Axe 1 : augmenter la pratique des activités traditionnelles de pêche, de chasse et de piégeage

Cet axe de développement prévoit notamment l'augmentation des ressources fauniques par un plan d'aménagement et de restauration des habitats et le contrôle de l'exploitation.

Axe 2 : développer la pratique d'activités d'intérêt faunique sans prélèvement

Axe 3 : favoriser la consolidation de l'industrie touristique traditionnelle et le développement de l'industrie écotouristique régionale

Une des priorités est d'augmenter la participation des clientèles internationales aux activités touristiques en misant une offre de qualité diversifiée ainsi qu'une mise en réseau des fournisseurs de produits de nature.

Axe 4 : mettre en place un processus continu de gestion et d'aménagement intégrés des ressources sur la base du développement durable

Il est décidé la mise en place d'un comité régional afin de promouvoir la gestion intégrée des ressources, d'identifier les orientations et de soutenir les groupes locaux.

Axe 5 : augmenter le niveau de connaissances générales de la faune régionale et leur diffusion

A travers cet axe de développement, on veut augmenter la recherche sur la faune et réaliser des inventaires tout en sensibilisant au mieux les populations locales.

C'est ensuite à partir de ces orientations que sont décidées les politiques publiques ainsi que les financements et subventions versées selon les priorités.

4. Commentaires

La particularité du Québec est de s'être doté de structures touristiques commerciales qui lui permettent de valoriser au mieux sa faune sauvage en la gérant durablement en tenant compte de l'aspiration et des besoins des populations locales ainsi que des contraintes écologiques.

Les pourvoiries sont un bon moyen pour responsabiliser les détenteurs de droit de chasse et de pêche et sont contrôlées par une autorité gouvernementale, garante de l'intérêt général, la société des parcs et de la faune du Québec.

Le gouvernement québécois, par son engagement et sa volonté dans l'écriture des PDRRF, souhaite vraiment profiter de la faune sauvage que sa nature produit et en faire un outil de développement touristique et local.

B. L'exemple africain : la faune sauvage = une production à part entière

1. le contexte africain

S'agissant des aires protégées des pays francophones, il faut d'abord noter le désintérêt assez généralisé des autorités locales et des bailleurs de fonds, et ce jusqu'à très récemment. **Les aires protégées étaient ainsi totalement ou partiellement abandonnées, alors qu'elles représentaient de 4 à 10 % des territoires nationaux.**

La présence d'aires protégées a souvent été mal perçue du fait que les populations en ont été expulsées. A été ressenti un vif sentiment de spoliation ; l'espace protégé étant convoité de la part des pasteurs transhumants, des braconniers, des défricheurs ou des mouvements rebelles.

Tous les anciens droits, usages ou coutumes ont été supprimés ou interdits, ce qui fait qu'au début des années 1970 où une grande sécheresse ravagea l'Afrique, les populations locales réclamèrent qu'on leur donne ces terres, qui paraissaient aux yeux des villageois comme des bonnes terres.

Ces situations, de protection de la nature par exclusion des populations locales, ont entraîné de véritables catastrophes, tant au niveau de la faune qu'au niveau humain. Gérard Sournia, de l'UICN, dénonçait, dans l'hebdomadaire togolais, le courrier du Golfe du 28 octobre 1991, le drame en cours :

« Pour une cuisse d'agouti trouvée dans les casseroles, nombreux ont été les paysans tombés sous les balles des mitraillettes. Car pour faire plaisir à quelques blancs en mal d'exotisme et de sensations fortes, que ne ferait-on pas ? (...) Voilà un tableau touristique que le secrétaire d'Etat (...) refusera d'offrir à nos clients : l'image humiliante de nos

populations transformées en chair à canon. Les régions du nord du Togo sont en effet confrontées à d'énormes difficultés. (...)

Les régions de savanes, sources d'alimentation, sont livrées à la merci des animaux et restent inexploitable. (...)

Au cours des mois de juin et juillet 1989, 51 villages ont connu l'exode forcé (...), leurs champs en pleine saison des pluies. (...)

Les réserves de faune sont en plus rigoureusement gardées par des militaires. (...) Les paysans évitent carrément de manger de la viande pour ne pas se voir poursuivis ou mis en prison. (...) »

Fin 1991, début 1992, à la faveur de bouleversements politiques et profitant d'un relâchement du pouvoir, les populations locales se sont mises à massacrer systématiquement la faune des réserves togolaises. Une vengeance et un dévouement collectifs dont la force était en proportion des souffrances liées à une politique écologique extrêmement répressive.

De plus en plus d'initiatives d'exploitation de la faune sauvage, basées sur les communautés, existent en Afrique, la plupart en Afrique de l'Est ou Australe et en zone de savane humide. Les projets CAMPFIRE au Zimbabwe, LIRD et ADMARE en Zambie ou encore RADS au Botswana, soutenus par les gouvernements nationaux (WWF, UICN, ADAP, CIRAD¹, etc.) et les ONG étrangères sont là pour le confirmer.

2. Des retombées économiques non négligeables

Au Zimbabwe, dans le cadre du projet CAMPFIRE, 30 % des revenus des taxes de chasse et séjours touristiques sont réservés à la population locale. Une étude de Price Waterhouse a estimé que la chasse dans les ranches du Zimbabwe pouvait générer des revenus de 800 \$/km² et un retour sur investissement de 10 %. Soit en 1990, presque 4 millions de dollars grâce à 134 éléphants, 503 buffles, 182 panthères et 7860 autres animaux. (N6)

En Afrique du Sud, les taxes d'abattage, imposées aux chasseurs pour prélever un rhinocéros blanc, ont rapporté 24 millions de dollars entre 1968 et 1996, lorsque dans la même période, les effectifs de ces animaux quadruplaient. Ces revenus ont permis de financer la lutte contre le braconnage, dont le coût atteint parfois 1000 dollars par km² et par an.

Au Kwazoulou-Natal, ces ventes, qui peuvent s'élever à 30 000 dollars par rhinocéros, ont rapporté 1,57 million de dollars en 1998, soit 10 % du budget de fonctionnement du service de conservation de la nature.

En 1992/93, la Tanzanie a reçu 3.6 millions de dollars en droits de trophées (18 éléphants, 222 lions, 214 panthères, 736 buffles, 459 zèbres et 5385 antilopes et autres espèces). L'industrie de la chasse sportive a généré presque 14 millions de dollars de revenus bruts. La Tanzanie a même mis en place un droit pour le développement communautaire qui s'élève à 62 \$ par séjour (272 \$ pour la RCA).

Pour indication, le coût d'un safari-chasse de 14 jours avec billet d'avion - départ des USA) pour un chasseur est estimé entre 13 900 \$ et 34 311 \$ (safari avec trophée d'un éléphant). Le revenu national des taxes sur les trophées, d'une seule concession de chasse en Afrique, peut atteindre 150 000 \$ par an sans éléphant à 340 000 \$ avec éléphants.

¹ WWF : World Wildlife Funds, UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature, ADAP : Association pour le Développement des Aires Protégées, CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

3. L'exemple du Ranch de Nazinga

a) *Contexte*

Le ranch de Nazinga se trouve en Afrique de l'Ouest, à l'intérieur du Burkina Faso (latitude 1° O et 11° N), à environ 200 km de sa capitale Ouagadougou et à la frontière avec le Ghana. Il n'est situé qu'à 5 km du Parc National de Kaboré Tambi (environ 3000 km²) et jouxte l'ancienne forêt classée de la Sissili, à qui une nouvelle vocation cynégétique a été attribuée.

Sa superficie initiale de 940 km² a été portée à actuellement 1210 km² (940 km² du ranch à proprement dit et 270 km² de Zone Villageoise de Chasse).

La zone d'implantation du Ranch est l'une des moins peuplées du Burkina Faso avec, en 1999, 10 hab. au km² (moyenne nationale 38 hab. au km²).

C'est un territoire au relief relativement plat, avec des sols granitiques et ferrugineux, traversé par un cours d'eau principal et deux affluents alimentés par une pluviométrie relativement importante (848 mm sur 5 mois).

Le Ranch de Nazinga, domaine d'Etat, a été créé grâce à l'initiative d'un naturaliste canadien Clark LUGREN en 1972. Au départ cogéré par l'Etat Burkinabé et une ONG canadienne, l'ADEFA (Association de Développement de l'Elevage de la Faune Africaine), il est, depuis 1989, géré par le seul Etat Burkinabé, par le biais de la Direction de la Faune et de la Chasse de son Ministère de l'Environnement et de l'Eau.

La création du Ranch a nécessité une aide financière importante, que ce soit des investissements étrangers et nationaux avec l'aide d'ONG et du Gouvernement. Ce projet a été notamment soutenu par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

La problématique initiale était donc de reconstituer les populations d'espèces d'ongulés sauvages, tout en faisant que la population locale puisse en profiter.

Trois objectifs majeurs ont été clairement définis :

- la préservation de la faune dans un habitat adéquat
- le développement et l'exploitation rationnelle des potentialités faunistiques
- la contribution au développement socioéconomique des populations riveraines.

En effet, 10 villages se trouvent en périphérie du Ranch, avec une population totale de 2565 habitants en 1999. Les groupes ethniques majoritairement des Gourounsi, des Mossi et des Peulhs ont une démographie dynamique avec une population jeune et féminine (50 % sont des femmes et 50 % ont moins de 18 ans).

L'agriculture traditionnelle est essentiellement vivrière (environ 172 ha produisant annuellement 327 tonnes de sorgho, maïs, coton, ...) et deux types d'élevage cohabitent : un élevage extensif du fait des peulhs (zone de transhumance traditionnelle) et un élevage de cases (petits ruminants, volailles) par les autres ethnies.

b) *L'exploitation touristique*

Le Ranch dispose de 15 bungalows ventilés d'une capacité de 45 lits et 2 dortoirs ventilés de 25 lits.

Deux modes d'exploitation principaux ont cours sur ce territoire :

- ❖ un tourisme appropriatif de la nature avec
 - La chasse sportive : cinq types de safaris à l'intérieur du ranch ou dans les Zone Villageoise de Chasse, sous la responsabilité d'un guide
 - Le cropping, pour le ravitaillement du ranch et des hôtels de Ouagadougou (estimé peu rentable par rapport au tourisme)

- o Les captures, dans le but d'approvisionner les enclos de recherche appliquée
- ❖ Un tourisme de vision, photographique et cinématographique

Le Ranch essaye également de valoriser ses produits (préparation des trophées par exemple).

Le Ranch contient en son sein un centre de formation, soutenu par un centre de recherche appliqué (supervisé par l'université de Ouagadougou). Il fait donc de l'éducation environnementale, forme en techniques d'aménagements de la faune.

L'accroissement du nombre de touristes a été rapide passant de 350 en 1985 à 1398 en 1988.

c) Conséquences socio-économiques

Depuis le départ, la volonté d'associer étroitement les habitants de la région a amené à ce que les Zones Villageoises de Chasse (ZVC) soient gérées par des Comités Villageois de Chasse (CVC).

En ce sens, la démarche était à l'époque une petite révolution. Quelques règles ont ainsi régi les actions décidées :

- le recours permanent à la population locale pour les travaux (600 km de pistes ouverts, réalisation de 11 retenues d'eau)
- la remise en vigueur effective des droits d'usage.

Les salaires, reversés à l'occasion de ces grands travaux, ont notablement amélioré les conditions sociales de la population locale.

Outre les pistes ainsi ouvertes et le désenclavement de la région, des puits, des écoles, des dispensaires ont ainsi pu être financés.

Les plans d'eau ont été réempoissonnés et fournissent aujourd'hui aux femmes des villages des activités rémunératrices, également source de protéine.

La production du Ranch permet maintenant de financer la gestion permanente du site et de tirer des bénéfices.

d) Conséquences environnementales

Au départ, un vaste territoire dégradé et abandonné par la population, le Ranch a été géré selon des règles strictes mais n'excluant pas la population. Petit à petit, la faune est revenue à des niveaux de population permettant une utilisation par la chasse. Ce n'est donc qu'en 1988 que l'exploitation du gibier a pu commencer.

Le principe d'exclusion de toute complémentarité ou coexistence entre gibier et bétail (toute infraction est sanctionnée) a été ainsi dicté pour plusieurs raisons :

- la compétition autour des points d'eau et pour les pâturages,
- le système d'élevage extensif entraîne des coupes abusives et des pratiques de feux incontrôlés,
- la sécurité des pasteurs en cas d'exercice de chasse.

La densité du cheptel domestique est donc faible, contrairement à celle du gibier, considérée aujourd'hui comme la plus forte des aires protégées du Burkina et l'une des plus riches de l'Afrique de l'ouest.

La population de grands ongulés sauvages est passée de 1000 individus en 1975 à plus de 20 000 têtes en 1991.

En 1982, après 10 ans de gestion, la densité animale, dans le Ranch, était déjà 8 fois supérieure (935 kg/km²) à celle constatée à l'intérieur du Parc National de Kaboré Tambi et de ses zones tampons (135 kg/km²).

Chardonnet et al. (1995, dans Yameogo, 1999) estime la biomasse de gibier à 2 tonnes au km², inférieure à la capacité d'accueil écologique du Ranch. Elle est considérée comme 16 fois supérieure à celle en dehors du Ranch.

Faune du Ranch de Nazinga : effectifs des espèces de grande valeur commerciale :

Eléphant	400 à 500 têtes
Buffle	400 à 500 têtes
Hippotrague	2000 à 2500 têtes
Bubale	1700 à 2000 têtes
Phacochère	4000 à 5000 têtes
Waterbuck	700 à 800 têtes (l'une des plus fortes densités au monde)
Guib harnaché	700 à 1000 têtes
Céphalophe de Grimm	1000 à 1400 têtes
Ourebi	900 à 1200 têtes
Primates (cynocéphale, vervet, poto)	

La production annuelle du Ranch est estimée à 10 tonnes de viande de gibier dont 5 pour la consommation villageoise.

e) Pourquoi une telle réussite ?

Nous sommes ici passés d'une simple aire protégée (mal gérée et dégradée) à une véritable référence internationale de ranching et de conservation de la biodiversité.

Les principaux éléments de changements, ayant participé à la réussite de ce projet, sont :

- une gestion intégrée, désirée et appuyée financièrement par l'Etat et une organisation internationale,
- un schéma d'utilisation durable du ranch,
- une implication des villageois (ZVC et CVC),
- un centre écologique indépendant,
- une forte lutte contre le braconnage.

L'origine du changement repose principalement sur la mise en œuvre d'une approche participative, avec une motivation de la population et une diversification des activités.

Les populations locales devraient encore bénéficier d'un transfert progressif de responsabilité, notamment au niveau de la protection et des aménagements.

4. Une nouvelle dynamique nationale ...

L'expérience du Ranch de Nazinga a créé une nouvelle dynamique au Burkina Faso. En effet, le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre, en 1996, une importante réforme de sa politique de gestion des aires protégées. Il a utilisé ce projet comme modèle de sa politique de décentralisation et de responsabilisation des populations locales.

Sa politique est maintenant basée sur la gestion durable des ressources fauniques avec l'indispensable prise en compte des intérêts des populations riveraines.

Le but espéré est une maximisation (locale et nationale) des retombées économiques de l'exploitation touristique et cynégétique de la faune.

Le Gouvernement Burkinabé, grâce à la perception de taxes de chasse, a pu mettre à disposition des villages périphériques un Fond d'Intervention Local pour permettre l'équipement collectif de ces zones et des actions de préservation.

Des actions d'animation et de formation auprès des Comités Villageois de Chasse sur l'utilisation des Fonds sont même réalisées.

5. ... voire généralisées à toute l'Afrique

Voici deux autres exemples (parmi tant d'autres) qui prouvent bien les changements intervenus depuis une dizaine d'années dans l'utilisation des ressources naturelles en Afrique :

1/ En République Centrafricaine

La République Centrafricaine (RCA), pays enclavé de 600 000 km², a une population de 3 millions d'habitants et connaît une **dégradation continue de son économie** (notamment à cause des échecs successifs des cultures pour l'exportation).

L'environnement est la première victime de cette situation. Jusqu'à 40-50 % des protéines animales ingérées par les centrafricains proviennent du produit de la chasse. La viande de gibier demeure la moins coûteuse sur les marchés et les populations en sont dépendantes sur le plan alimentaire.

Le Parc National de Bamingui-Bangoran, créé en 1932 pour permettre la conservation d'une population de rhinocéros noir et d'une superficie de 10 000 km², est un exemple flagrant de la situation en Afrique. En raison du braconnage, la population de rhinocéros disparaît dans le courant des années 1980 et la population passe de 2500 individus (fin des années 1970) à une petite centaine aujourd'hui.

Les populations riveraines n'ont pas été associées à la mise en œuvre du Parc. Criminalisées par leur position géographique, elles sont situées entre deux zones qui leur sont interdites à la chasse et sont demandeuses d'une gestion prenant en compte leurs besoins et revendications.

Devant le constat de la situation, la RCA a déclassé partiellement le Parc et a mis en place une nouvelle forme de gestion communautaire, depuis janvier 2000, les **Zones Cynégétiques Villageoises**. Elles reposent sur un comité de gestion élu par les villageois et permettent la retenue de 40 à 50 % des taxes sur les activités de chasse et d'écotourisme au niveau local. Les fonds ainsi retirés de cette mise en valeur des ressources servent à des projets d'intérêt communautaire dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement rural.

2/ Au Zimbabwe

Le Zimbabwe, pays dont 95 % de l'industrie touristique est basée sur la nature, a profondément modifié sa législation, depuis le milieu des années 70, afin de permettre la gestion durable des ressources par la population locale.

Introduite au siècle dernier, les politiques coloniales de conservation visaient à préserver la faune et la flore par exclusion, en les séparant des populations locales.

Le Zimbabwe, au milieu des années 1970, fut le premier à permettre aux populations de gérer et récolter légalement leurs ressources naturelles.

La loi de 1975 sur les parcs et la faune sauvage permet aux propriétaires fonciers d'utiliser, sur leurs terres, la faune sauvage pour leur propre bénéfice. La faune sauvage commença ainsi à générer des revenus.

En dix ans, les niveaux de population de faune augmentèrent dans des proportions exceptionnelles.

En ce qui concerne les terres communales, la situation était plus compliquée car, seul l'agence gouvernementale gérait la faune. En 1982, la loi fut amendée pour désigner les conseils de districts ruraux comme autorités qualifiées pour gérer la faune sauvage, ce qui permit une nette amélioration de la situation ...

6. Commentaires

Le concept de conservation des ressources naturelles a évolué en Afrique : d'une protection par exclusion pour ce diriger vers une gestion participative et durable de ces ressources.

Sans un intéressement des communautés locales à la gestion et aux bénéfices tirés de ces ressources, aucune initiative de conservation de la nature ne peut prétendre à être durable.

En ces temps difficiles de baisse des cours des produits de cultures d'exportation (café, cacao, coton , ...), les ressources produites directement par la nature deviennent des compléments nutritifs indispensables. Dans de nombreux pays d'Afrique, mais également d'Amérique latine, d'Asie, la faune et la flore souffrent d'une exploitation accrue.

La non-gestion de ces prélèvements entraîne une exploitation de type minier, empêchant toute régénération naturelle des stocks de ressources, donc entraîne à plus ou moins long terme la disparition de cette ressource.

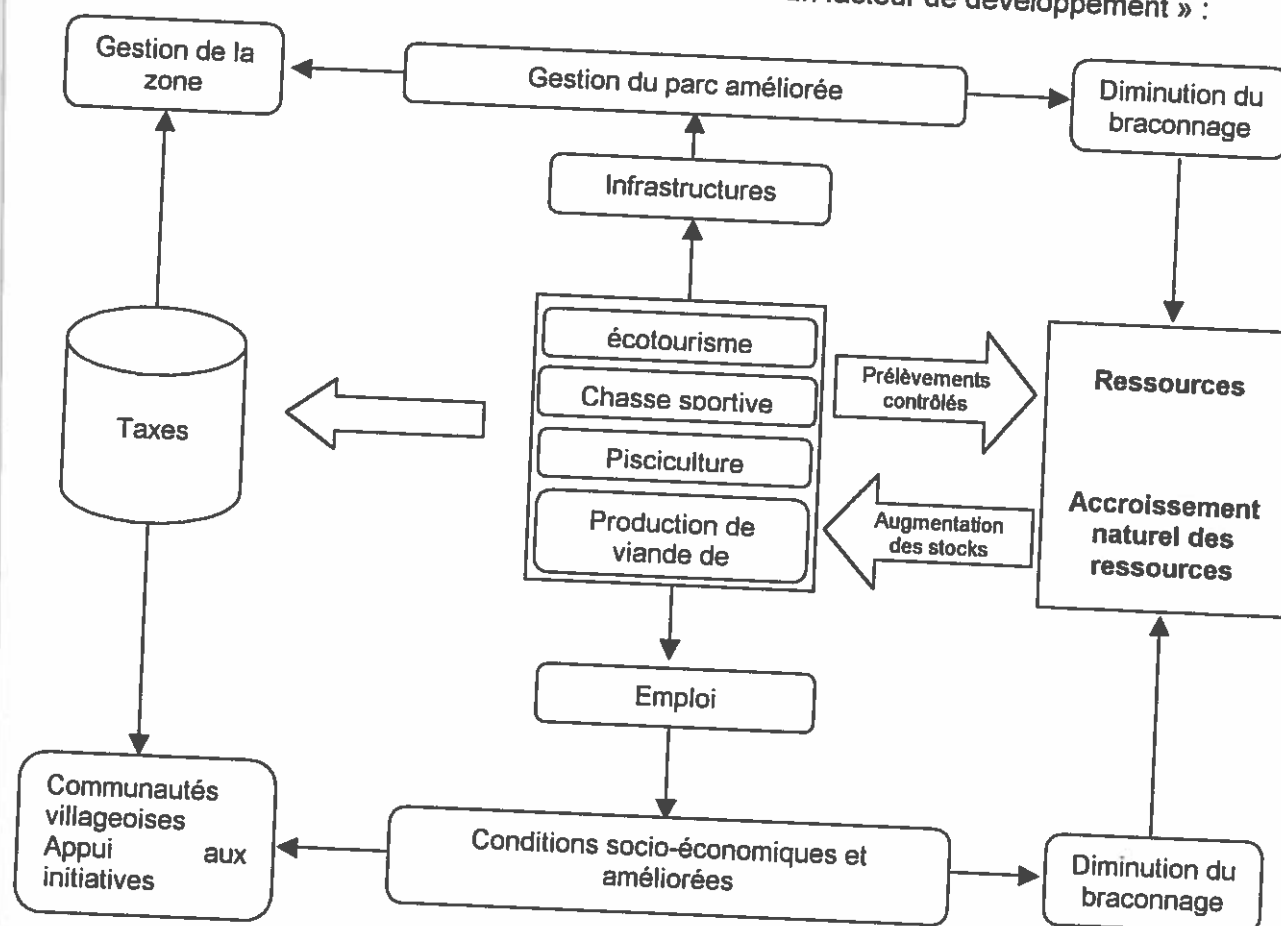
L'hypothèse sur laquelle repose le schéma ci-après est qu'une exploitation organisée permettra de créer des revenus et des emplois au niveau local et ainsi, incitera les braconniers à abandonner leur activité au profit d'une activité légale et rémunératrice.

Il est important de préciser, qu'en général, les revenus du braconnage sont inférieurs à ceux de formes d'exploitation organisées sur la base de critères durables.

Usuellement conservés par les gouvernements, les revenus provenant des taxes sont de plus en plus redistribués en partie au niveau local et permettent la construction d'écoles, de dispensaires, de pistes rurales, etc.

Le principal défaut de ce modèle est qu'il ne peut être appliqué que dans certaines zones disposant d'une ressource naturelle pouvant être valorisée par une exploitation de type marchand. C'est à dire des zones, le plus souvent à fortes contraintes (pauvreté des sols, tsé-tsé par exemple) qui ont empêché une installation humaine massive.

Modèle de développement proposé par l'ADAP (Association pour le Développement des Aires Protégées) dont le slogan est « faire de la faune un facteur de développement » :



Sources :

❖ Québec :

- www.fapaq.gouv.qc.ca/
- www.fpq.com
- www.sepaq.com/

❖ Afrique :

- F.CARPENTER J, S.WILKIE, 1998, *Le rôle potentiel de la chasse sportive comme source de revenus pour les aires protégées du bassin du Congo*, Oryx, non publié, 14p.
- KORO E, OVEJERO J, STURGEON, 1999, *La chasse : forme ultime d'éco-tourisme ?*, dans Le Courrier n°175 mai-juin, p.53-54

- www.globenet.org
- www.ecofac.org/
- www.solagrai.org/
- www.agora21.org/
- www.cinu-burkina.org/
- www.fsaqx.ac.be/
- www.frameweb.org/
- www.adap.ch/
- www.cirad.fr/

Indicateurs du tourisme durable	
conséquences de la fréquentation touristique	critères d'évaluation
effets bénéfiques ...	
... au niveau économique :	
revitalisation de l'économie locale	nombre d'emplois créés grâce au tourisme
	pourcentage d'emplois saisonniers
	pourcentage de pluriactifs
	nombre d'entreprises locales créées grâce au tourisme
	proportion de l'ensemble de l'activité économique due au seul secteur touristique
	pourcentage de biens et services locaux auxquels le tourisme fait appel
citation à créer ou moderniser les installations récréatives, de production, de services ou culturelles	participation financière des pouvoirs publics (subventions)
	mise en place d'aménagements touristiques (aires de repos, signalétiques, etc)
	modernisation, mise aux normes des commerces, restaurants, etc
	ouverture de gîtes, de chambres d'hôtes, renforcement des structures existantes (augmentation de la durée moyenne annuelle de location)
	labellisation des activités touristiques
	création, amélioration des services à la population
ouverture de nouveaux marchés pour les produits agricoles, de la pêche, de l'artisanat	création de nouvelles offres touristiques (mise en place d'activités touristiques complémentaires, ouverture de musées)
	mise en place de nouvelles filières de valorisation (ex : goûter à la ferme, vente directe)
	nouveaux débouchés pour les produits artisanaux, dynamique de création artistique
	labellisation des produits
progression du niveau de vie	promotion dans les salons (ex : touristiques)
	augmentation des revenus
accroissement des recettes fiscales locales	budget des organismes gestionnaires du projet, des sociétés locales
planification et gestion du développement touristique	importance de la taxe de séjours, de la TP
	compatibilité avec les instruments de planification, plans régionaux et départementaux
	plans locaux de planification et d'aménagement
extension des infrastructures (VRD)	existence de procédés de contrôle
	création, amélioration, extension des réseaux d'assainissement
... au niveau social :	
valorisation de l'identité culturelle et régionale	création, amélioration, extension de la voirie
	amélioration du sentiment d'appartenance
	respect de la culture locale
	mémorisation des contes, légendes et coutumes locales
acquisition de connaissances et compétences nouvelles	promotion des produits et recettes du terroir
	appartenance à un réseau
	formation des professionnels du tourisme
	coopération entre pays

création de nouvelles dynamiques sociales	échange de matériel ou de compétences
	importance du bénévolat
	concertation accrue entre les habitants, les professionnels
	amélioration des relations entre habitants
	types et nombres de personnes associées à la démarche (implication des organismes de tourisme)
	participation des pouvoirs publics aux comités de pilotage, aux organismes gestionnaires du projet touristique
	meilleure diffusion de l'information (bulletin de liaison, parution d'articles de journaux, nombre de réunions d'information...)
	augmentation du nombre d'adhérents à l'association gestionnaire du projet touristique
	coopération inter-générationnelle
... au niveau environnemental :	
possibilité d'amélioration générale de la qualité de l'environnement	connaissance de l'existant (diagnostic environnemental)
	protection réglementaire d'espaces naturels, pourcentage d'espace protégé
	implication dans des mesures de gestion
	niveau des populations animales
	évolution des pratiques agricoles (diversification des cultures, augmentation de la surface en JEFS, ...)
	entretien et replantation de haies, respect de la diversité floristique (des essences plantées)
	aménagements en faveur de la faune (abreuvoirs, agrainoirs, ...)
	nouveaux hébergements : respect de l'architecture locale, utilisation des techniques et matériaux locaux
	enfouissement des réseaux électriques ou de téléphone
amélioration du cadre de vie	fleurissement et embellissement des communes et villages
	restauration du patrimoine vernaculaire
	pérennité des paysages naturels et ruraux traditionnels
contribution au financement de la préservation des sites naturels, archéologiques, historiques	montants dus à l'activité touristique investi dans des actions de protection
	constitution du budget des sociétés locales de chasse et de pêche (part réservé à l'aménagement du territoire)
renforcement de la conscience de l'environnement	sensibilisation des promeneurs et autres utilisateurs de la nature
	sensibilisation des agriculteurs à des pratiques plus respectueuses de l'environnement et de la faune en particulier
effets négatifs ...	
... au niveau économique :	
moindres retombées économiques dues à l'importation de la plupart des produits	importance de la part des produits consommés produits sur le territoire
perte d'attrait des régions touristiques due à une mauvaise conception des installations touristiques, fleurissement par panneaux publicitaires, détritus, ...)	nombre de panneaux publicitaires (4 x 3 m), physionomie des entrées de ville ou commune
... au niveau social :	
compatibilité entre les formes de tourisme plus traditionnel	notion de capacité de charge sociale ou psychosociale
	degré de satisfaction des touristes (d'après questionnaire)
	distance de fuite, aspect sauvage de la faune

surfréquentation au point de gêner l'utilisation, la fréquentation des habitants	impact social : ratio touristes / résidents, nombre de commerces de détails/nombre de besoins répondant aux besoins locaux
	degré de satisfaction de la population locale (questionnaire)
risque de dégradation du patrimoine local	vandalisme, dégradation
perte de l'identité culturelle, imitation par les jeunes des comportements touristiques	non respect de la culture locale
... au niveau environnemental :	
fréquentation touristique non réglementée, surfréquentation	intensité d'utilisation : nombre de personnes / ha en période de pointe
	pression touristique : nombre de visiteurs par an et pour le mois d'affluence maximum
	notion de capacité d'accueil
pollution, notamment des eaux souterraines et de surface (conséquence de l'insuffisance de l'évacuation des eaux usées et des déchets)	pourcentage de retraitement des eaux usées, tri sélectif, etc
embouteillage automobile, nuisances sonores, stationnement de véhicules trop important	existence de problèmes de congestion automobile

près :

RTER, 2000, *vers un tourisme durable*

seil de l'Europe, 2000, *tourisme et environnement : les enjeux naturels, culturels et socio-économiques du tourisme*

der II, 2000, *Evaluer la compétitivité environnementale d'un territoire* dans *La compétitivité environnementale, er de l'innovation n°6 fascicule 3*, observatoire européen Leader II, Bruxelles, p. 21-31

der II, 2001, *Evaluer la compétitivité d'un territoire dans le contexte global* dans *La compétitivité des territoires ux à l'échelle globale*, cahier de l'innovation n°6 fascicule 5, observatoire européen Leader II, Bruxelles, p.25-33

, 1996, *guide pratique pour l'élaboration et l'emploi d'indicateurs du tourisme durable*

, 1999, *guide à l'intention des autorités locales : développement durable du tourisme*

IN L., 1994, *Méthode IDEA - Indicateurs de durabilité des exploitations agricoles* dans *De l'exploitation agricole à culture durable*, p.111-145

MER P et GRASSMANN S, 1996, *Evaluer le potentiel touristique d'un territoire*, publication du programme LEADER n paginé

tourism-21.org «recherche sur les indicateurs pour un tourisme durable»

Le Génie écologique

Extraits de Fischesser D. et Dupuis-Tate MF, 1996 , *guide illustré de l'Ecologie*

UNE DÉFINITION, DES PRINCIPES

Le génie écologique c'est de l'ingénierie, mais pratiquée dans des conditions très particulières puisque cette nouvelle conception d'interventions sur le terrain est fondée sur les données de l'écologie. Il ne faut pas le confondre avec le génie biologique tel qu'il a été utilisé avec succès, par exemple en restauration des terrains de montagne (RTM) qui, pour fixer un sol instable, utilisait les propriétés propres à des espèces végétales particulièrement vivaces et résistantes.

Le génie écologique ambitionne, lui, de manipuler les processus biologiques de communautés entières d'êtres vivants et non simplement des espèces isolées.

Ce n'est pas parce que l'on agit sur la nature que l'on fait fatalement du génie écologique, sinon tout ce qui touche à l'agriculture ou à la foresterie pourrait s'en revendiquer. Le génie écologique implique d'aborder l'étude de systèmes complexes où les interrelations sont innombrables et les événements plus souvent fortuits que programmés. Il implique de pratiquer des réajustements permanents et de

prendre en compte le facteur temps à sa juste mesure, celle de l'évolution des écosystèmes.

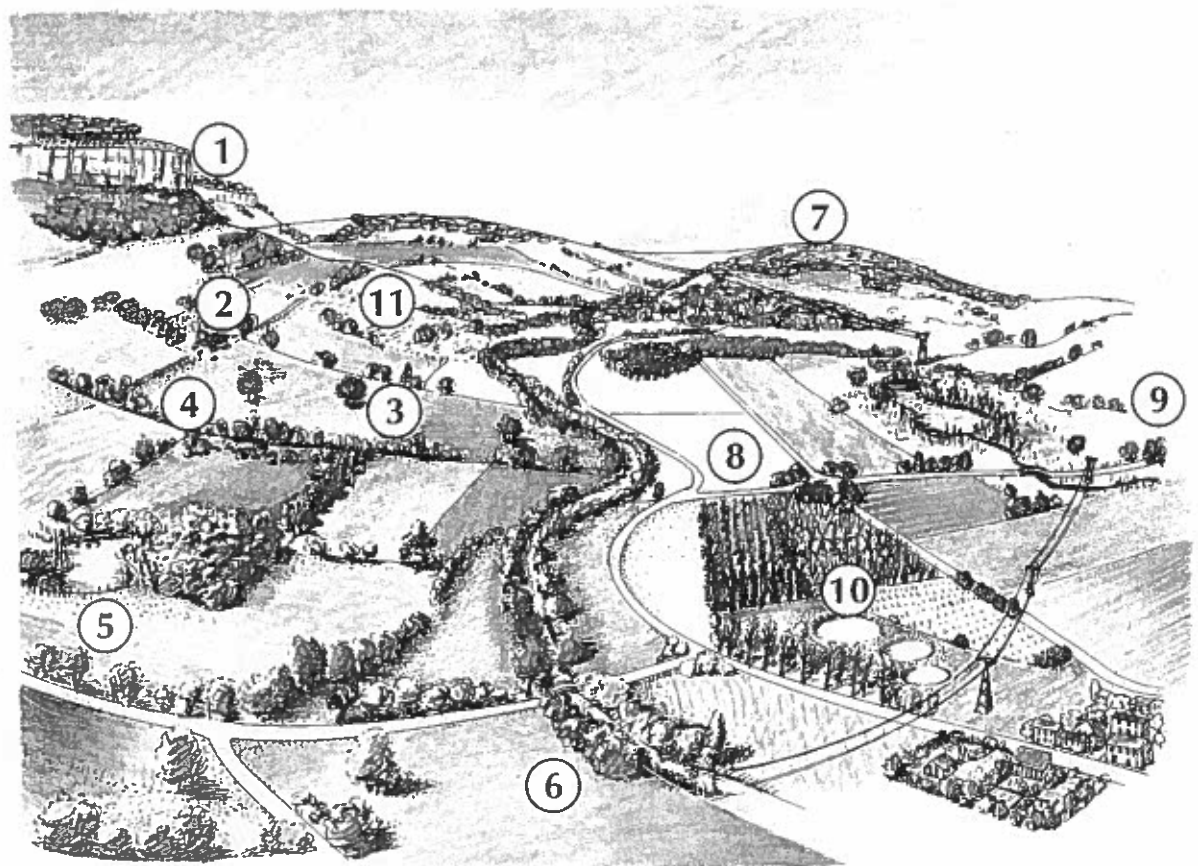
Il doit se concevoir comme une discipline en devenir au service de l'innovation. Il implique d'engager un nouveau partenariat avec la nature.

Il doit être au service d'une société qui revendique des paysages faisant une part importante au monde naturel. Il est évident que dans l'avenir la société humaine aura la quantité et la qualité de nature qu'elle se fixera.

Le génie écologique est indissociable de la notion d'aménagement intégré et de celle de stratégie de sites. On peut l'utiliser pour la conservation, la réhabilitation, la restauration ou la création. Il peut également servir à orienter certains systèmes écologiques dans un sens donné ou pour en supprimer d'autres, selon un projet créant une cohérence d'ensemble.

Son utilisation implique le respect d'une certaine éthique car il ne doit pas être dévoyé pour servir de prétexte à des manipulations douteuses du vivant ou pour servir d'alibi et de compensation dérisoire à des atteintes irréversibles à l'environnement.

LE GÉNIE ÉCOLOGIQUE AU SERVICE DE L'ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE D'UNE ZONE AGRICOLE



1 Valorisation d'une falaise

- en sommet, dégagement de point de vue et fauche périodique pour le maintien d'espèces prairiales remarquables,
- protection de la falaise, site de nidification de rapaces, limitation de son accessibilité par le développement d'une friche buissonnante à son pied.

2 Maintien d'une certaine hétérogénéité du paysage

- utilisation d'espèces locales pour les haies privées,
- pose de nichoirs,
- conservation de ruines.

3 Conservation d'arbres isolés

Ils marquent le territoire, constituent des pôles de vie et animent le paysage.

4 Création ou maintien de haies brise-vent perpendiculaires au vent dominant

- s'efforcer de conserver une certaine continuité entre les masses boisées (écologie du paysage : effet de corridor et réseau connecté),
- constitution de haies stratifiées,
- aménagement de boqueteaux.

5 Protection et gestion raisonnées des milieux aquatiques existants avec ou sans plan d'eau :

- protection des abords,
- sauvegarde et entretien de prairies humides.

6 Entretien d'une ripisylve diversifiée et surveillance des berges et de la qualité des eaux

7 Dans les boisements, conservation de vieux arbres et d'arbres dominants (dans la proportion de 1% du peuplement), conservation de quelques arbres morts, respect d'une certaine proportion d'essences feuillues et d'espaces ouverts (de 1 à 10% de la surface), enrichissement des lisières (écotones).

8 Création de petites aires de nourrissage et de refuge pour la faune sauvage en culture intensive.

9 Aménagement spécifique des lignes électriques en vue de la protection des rapaces (isolation, pose de plates-formes). Enterrer les lignes à moyenne tension dans les biotopes d'exception (tourbières, ...).

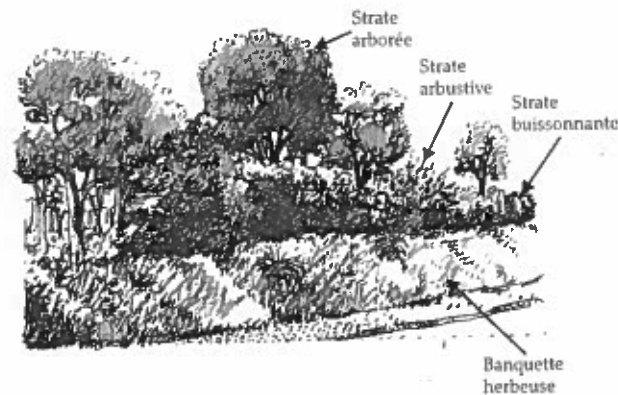
10 Bassins de lagunage naturel pour le traitement des effluents agricoles et domestiques.

11 Gestion des jachères dans un objectif de valorisation énergétique et de biodiversité.

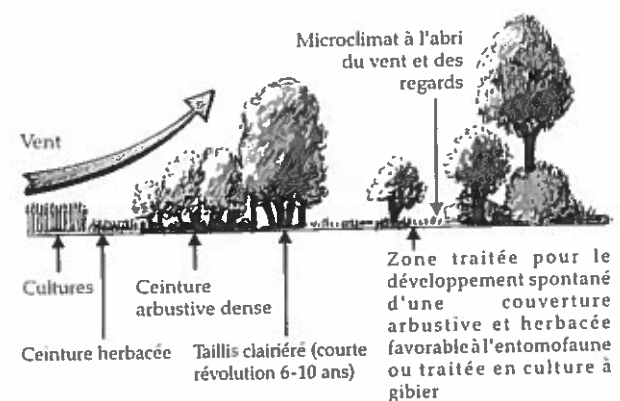
ENRICHISSEMENT ÉCOLOGIQUE D'UNE ZONE AGRICOLE (suite)

4 - Aménagement des petits massifs boisés

Mise en place de haies pluristratifiées

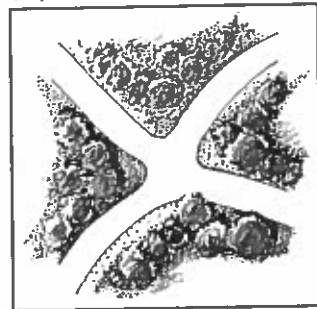


Aménagement de boqueteaux comme refuges pour la faune



8 - Enrichissements ponctuels en zone de culture intensive

Aménagement d'un carrefour de chemin en plaine très cultivée en vue de créer des refuges pour la petite faune (d'après le cas d'Ebersheim, Bas-Rhin)

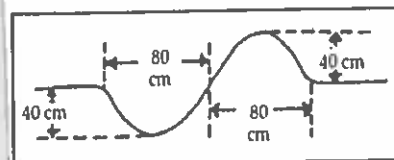


Espèces grimpantes
Polygonum
Liseron
Chèvrefeuille
Clématite
Lierre

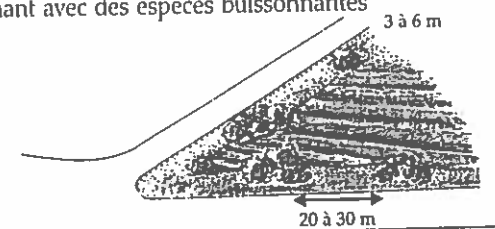
Vent dominant

Espèces buissonnantes à fruits
Viorne, Sureau, Fusain, Ronce,
Cornouiller, Aubépine, Prunellier,
Eglantier, Argousier

Espèces herbacées
Polygonum, Chénopodium,
Stellaires, Vescs, Trèfle,
Sainfoin, Luzerne, Alchemille

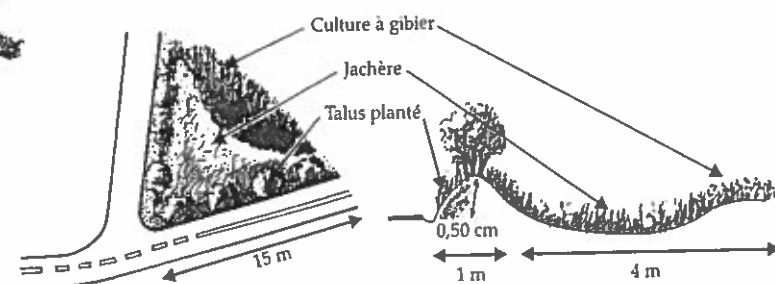


Traitement d'un bord de route faiblement fréquentée à vitesse limitée : réserver une bande de cultures à gibier alternant avec des espèces buissonnantes



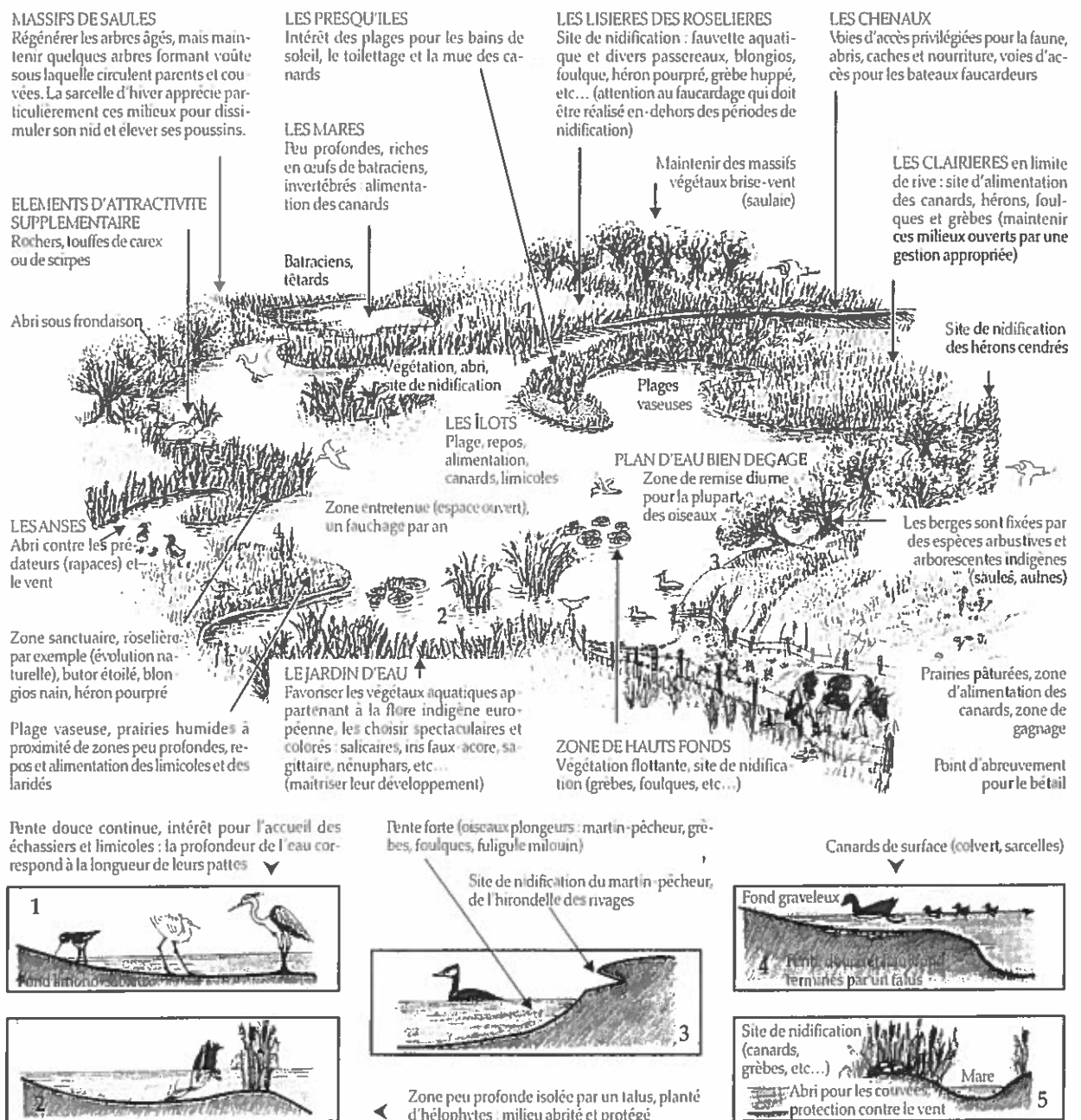
Tous ces gestes ponctuels veulent concourir à l'exaltation de la biodiversité en empiétant au minimum sur l'occupation du sol et en ne remettant pas en cause les pratiques culturales

Aménagement d'un bout de parcelle agricole peu accessible : jachère, talus planté



LE GÉNIE ÉCOLOGIQUE APPLIQUÉ À L'AMÉNAGEMENT DES PLANS D'EAU

Aménager un plan d'eau dans le sens du naturel implique une bonne analyse initiale des conditions stationnelles du milieu, de ses sensibilités et de ses potentialités. De tels aménagements nécessitent beaucoup de soins et de précautions, ainsi qu'un entretien rigoureux et une gestion respectueuse d'un cahier des charges et d'un calendrier précis.



La valorisation de l'intérêt floristique et faunistique nécessite un plan d'eau sain, vidangeable si possible et la réalisation d'aménagements appropriés respectant un certain nombre de principes et de règles écologiques.

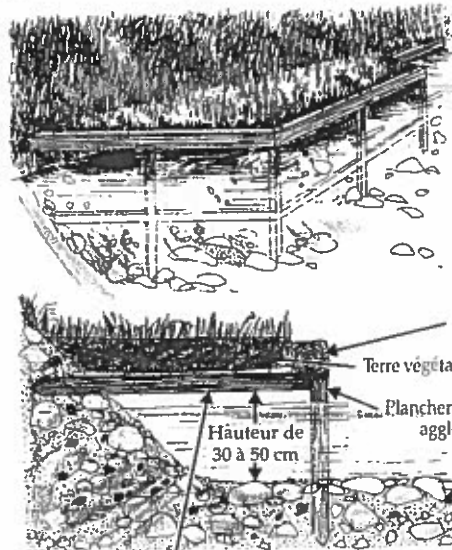
Les paramètres physiques et biologiques à prendre en compte sont :

- 1 - La profondeur
- 2 - Le niveau de l'eau
- 3 - La nature et la pente des rives
- 4 - L'irrégularité du contour des berges
- 5 - Les exigences des espèces, la qualité et la quantité des ressources alimentaires, la structure des milieux
- 6 - La superficie des milieux, leur capacité d'accueil, la qualité des milieux annexes en tant que territoires de flexibilité et biotopes complémentaires.

L'AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU (suite)

L'enrichissement écologique

Création de sous-berge artificielle, refuge pour le poisson



Madriers ou poutrelles métalliques (U ou I de 80) fichés dans la berge et le fond (espacement de 1 m environ)

Amélioration ou création de frayères

Milieu naturel complanté

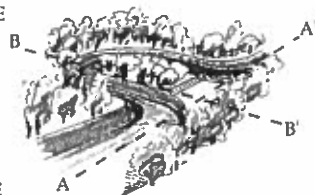


Fraysère à truite
Coupe d'une frayère à truite montrant la relation entre les principaux courants d'eau et la position de la femelle avant la nidification

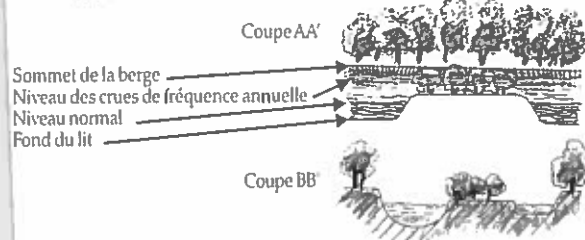


Recréation de méandres

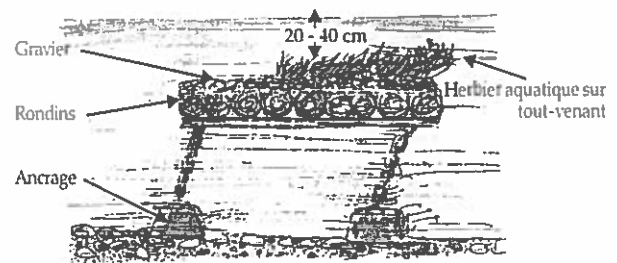
VUE CAVALIERE



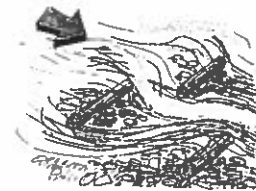
VUE EN COUPE



Pour diversifier le fond, forcer le courant à creuser le lit ou, au contraire, à déposer les matériaux : radeau immergé



Création d'abris artificiels pour le poisson (ne jamais barer le lit sur plus de la moitié de sa largeur, ne pas prévoir plus d'un abri par m²)



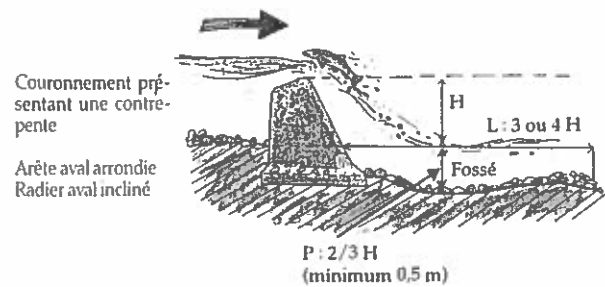
Courant de fond en chicane
Dépôt à l'aval des troncs

«Dent de dragon»
abri pour adultes contre le courant

Tuile abri pour alevins et écrevisses, contre les prédateurs

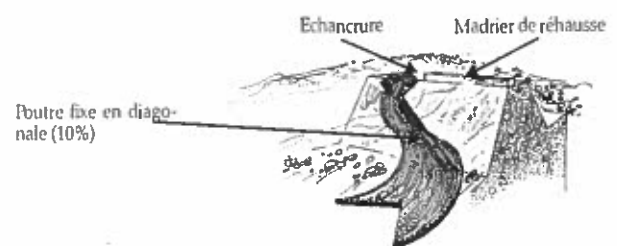


Aménagements de seuils et aménagements pour le franchissement des obstacles



Couronnement présentant une contre-pente

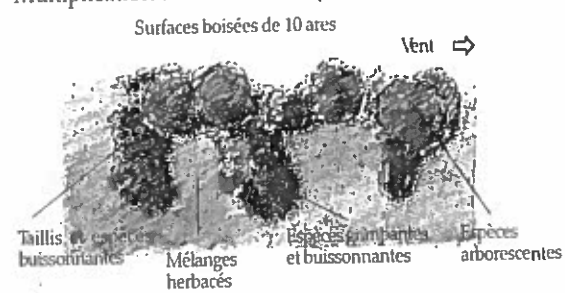
Arête aval arrondie
Radier aval incliné



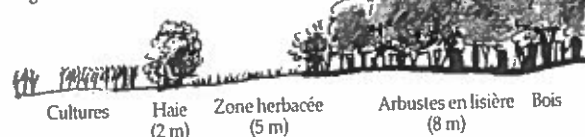
L'ENRICHISSEMENT ÉCOLOGIQUE DES FORÊTS (SUITE)

Agir sur l'organisation spatiale des structures végétales
et la diversité des petits milieux à haute valeur écologique ajoutée

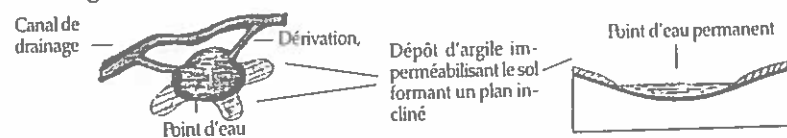
Multiplication de l'effet lisière (Création de lisières « riches »)



Un aménagement favorable au chevreuil :
l'aménagement en créneaux



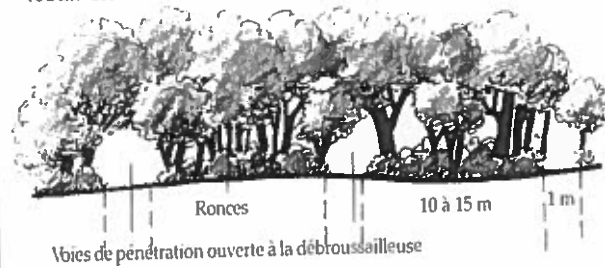
Aménagement de points d'eau



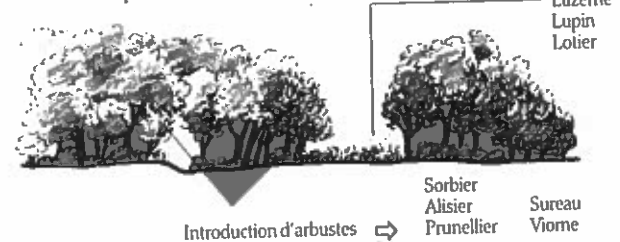
Agir sur la composition, la répartition et le mode de gestion des espèces végétales

	Densité maximale de la faune	
	Forêt résineuse	Forêt feuillue
1 cerf pour	100 ha	50 ha
1 chevreuil pour	50 ha	25 ha
1 lapin pour	0,25 ha	0,25 ha

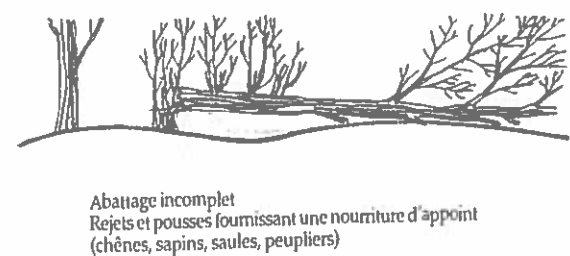
Ménager des secteurs à ronces pour l'alimentation du chevreuil en hiver



Introduction d'espèces végétales dans les clairières et les bordures des petits massifs boisés



Abattage sélectionné pour assurer un complément de nourriture hivernale



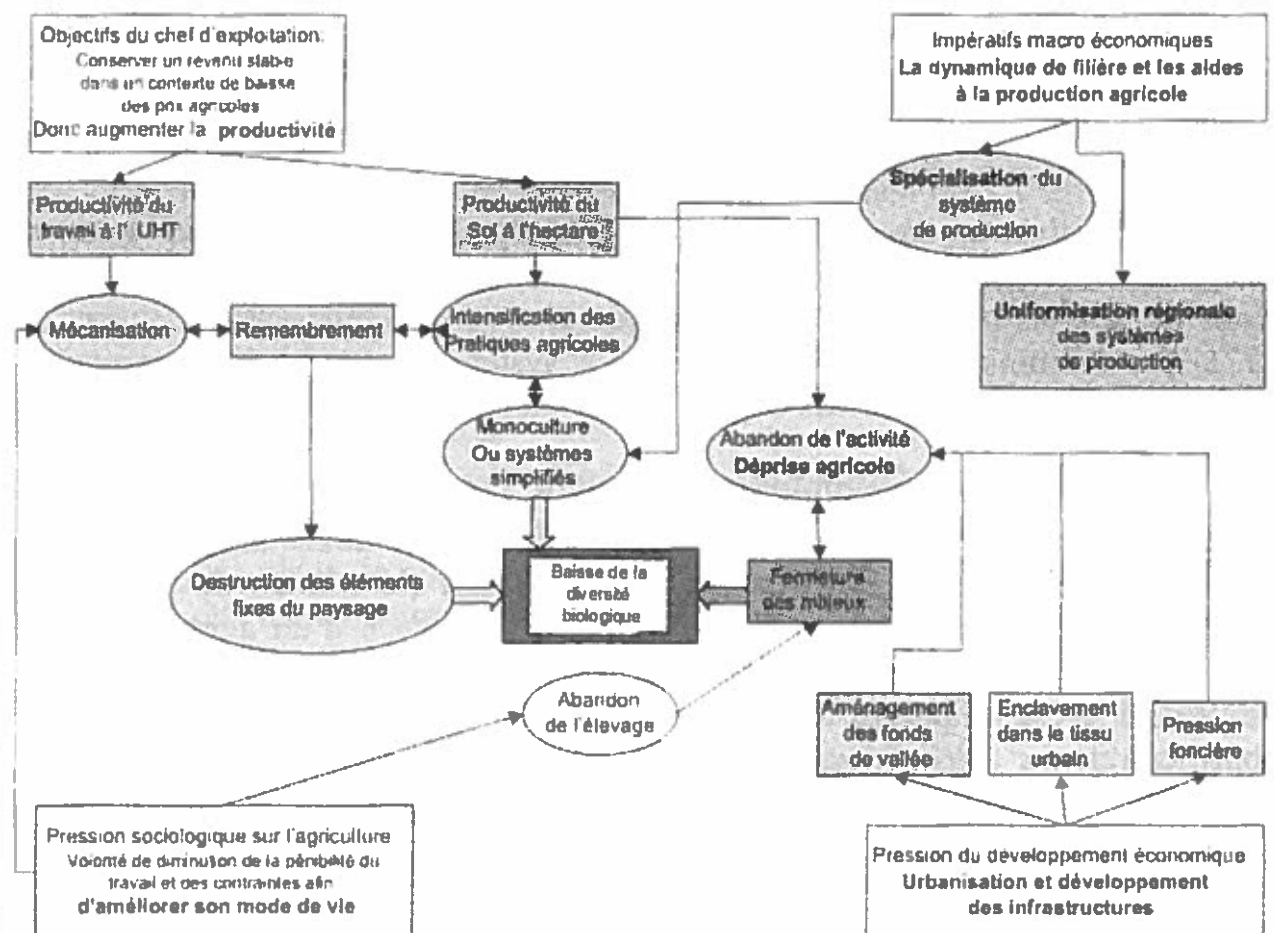
ACTEON PERCHE				
		notation	observations	
critères d'ordre environnemental	impacts sur les milieux	évolution des paysages	-1	Les paysages se sont dégradés (beaucoup de haies ont été arrachées).
		actions de génie écologique	2	Les sociétés privées en partenariat avec les agriculteurs mettent en œuvre des actions de replantation de haies, de JEFS, etc.
	protection réglementaire	Prairies agricoles respectueuses	2	Actéon Perche depuis sa création a de bons contacts avec le monde agricole. Le périmètre Actéon Perche a bénéficié d'une OGARE spécifique intégrant des mesures pour Actéon. Un CTE spécifique est également le fruit de la bonne entente entre Actéon et les organisations agricoles.
		effort financier en faveur de l'environnement	0	Aucune mesure n'est imposée aux privés.
	note du critère sur 3		2	Dans la convention, au moins 50 % des sommes perçues doivent financer des actions en faveur de l'environnement. Ces sommes servent principalement à indemniser les agriculteurs pour les pertes ou les surcoûts qu'entraîne la prise en compte de la faune sauvage.
			2	
	impacts sur la faune sauvage	mesures de gestion cynégétiques	1	Il existe un ensemble de mesures de gestion concernant plusieurs espèces, actions coordonnées par le GIC Saint-Jean. Mais pour les propriétaires en dehors du périmètre du GIC, les mesures ne sont pas coordonnées.
		mesures de gestion halieutiques	1	Mesures disparates sur quelques espèces.
	aménagements faunistiques		2	De nombreux agribois couvrent les territoires ainsi que des toles abris.
		note du critère sur 3	2	
sensibilisation à l'environnement	vis-à-vis des agriculteurs, forestiers et propriétaires	1	La sensibilisation se fait mais de manière non formelle (orale) pendant les réunions ou par les contacts entre adhérents et par la chambre d'agriculture.	
	vis-à-vis des chasseurs et pêcheurs	1	La sensibilisation se fait mais de manière non formelle pendant les réunions ou par contacts entre adhérents.	
vis-à-vis des autres usagers de la nature		0	Pas de sensibilisation, juste un dialogue ouvert avec quelques associations d'usagers.	
	note du critère sur 3	1		
Note des critères d'ordre environnemental sur 9		5		
critères d'ordre économique	au niveau du territoire	mise en place de nouvelles offres touristiques	1	Actéon Perche, en lui-même, est un nouveau produit. Excepté la création d'une ferme auberge (ainsi que prochainement de chambres d'hôtes pour l'exploitation de M. Sineau, aucune autre activité n'a vu le jour.
		renforcement des structures commerciales existantes	0	Actéon Perche, par les volumes de clientèles qu'il apporte, ne permet pas de consolider réellement certaines structures touristiques, tels que les gîtes ruraux. Il apporte des revenus supplémentaires à certaines exploitations agricoles et structures d'hébergement sans constituer un revenus conséquents.
		outils de planification	-1	Actéon Perche s'inscrit dans aucune démarche de planification.
		part du seul TAN dans l'activité économique locale	1	On ne peut pas affirmer que le projet Actéon ait contribué à une réelle revitalisation de l'économie locale. Il ne contribue, vu son chiffre d'affaires, que peu à l'économie locale pour l'instant.
	note du critère sur 3		1	

Critères d'ordre sociologique	au niveau de l'organisme gestionnaire	capacité d'autofinancement	2	Elle est bonne. Actéon Perche a été subventionné au départ mais ne l'est plus actuellement. Sa marge de manoeuvre commence à s'améliorer.
		rapport salariat / bénévolat	1	c'est le Président avec l'aide de ses fils et de quelques autres membres qui effectue tout le travail. Cela signifie également que l'association est encore trop fragile pour employer une personne.
	note du critère sur 3		2	
	Note des critères d'ordre économique sur 6		3	
	relations entre acteurs	appartenance à un ou plusieurs réseaux	2	Actéon Perche appartient et se sert du réseau national Actéon et des autres sites locaux pour échanger et apprendre. Son Président est très actif et impliqué que ce soit dans le milieu agricole et cynégétique. Le territoire Actéon fait également partie de l'association homme et territoire qui s'occupe de la continuité de l'OGARE Perche.
implication dans le tissu local		2	Actéon Perche a, dans ses membres, des représentants de l'ensemble des acteurs concernés par le projet	
échange de l'information entre partenaires		1	L'échange est faible et seulement oral. Une lettre d'information serait appréciée et serait jugée utile mais il manque du temps pour la réaliser.	
capacité de charge sociale		2	Il ne semble pas y avoir de problèmes à ce sujet. Le dialogue est ouvert avec les associations locales d'usager de la nature (excepté les associations de protection de la nature).	
note du critère sur 3		3		
Valorisation de l'identité locale	amélioration du sentiment d'appartenance	0	Actéon Perche est une trop petite structure pour avoir un effet quelconque.	
	reconnaissance extérieure	3	la reconnaissance extérieure est forte. M. Sineau, Président d'Actéon Perche, a notamment été félicité pour la gestion de son exploitation agricole par rapport à la faune (prix chasseur français-ONCFS). De nombreux articles ont été écrits sur Actéon Perche (dans la presse locale, professionnelle agricole et cynégétique).	
	note du critère sur 3		2	
Note des critères d'ordre sociologique sur 6		5		

ACTEON Val de Besbre				observations
			notation	
critères d'ordre environnemental	impacts sur les milieux	évolution des paysages	0	les paysages ont connu des changements au cours des cinquantes dernières années, mais il semblerait actuellement qu'il n'y ait plus de changements majeurs.
		actions de génie écologique	2	des subventions accordées au titre du FGIER et d'une réserve parlementaire ont permis de mener à bien bon nombre d'aménagements (plantation de haie, culture à gibier, etc).
		Pratiques agricoles respectueuses	1	le périmètre d'Actéon Val de Besbre a fait l'objet d'un Plan de Développement Durable propre à la zone. Des mesures spécifiques à Actéon ont été intégrées au dispositif CTE (aucun cependant n'a été signé).
		protection réglementaire	0	aucun effort particulier sur les sociétés privées ; seules les ACCA ont mis une part de leur territoire en réserve comme la loi les oblige.
		effort financier en faveur de l'environnement	2	les sociétés locales ont obligation, par la charte qu'elles signent de réinvestir 75 % des prestations touristiques qu'elles touchent dans des actions en faveur de l'environnement.
	note du critère sur 3		2	
	impacts sur la faune sauvage	mesures de gestion cynégétiques	1	des mesures de gestion existent mais à l'échelle individuelle.
		mesures de gestion halieutiques	1	des mesures sporadiques mais pas de réel plan de gestion ni d'actions.
		aménagements faunistiques	2	nombre d'aménagements ont été réalisés (parlers de pont, agraïnoirs, etc).
		note du critère sur 3		2
	sensibilisation à l'environnement	vis-à-vis des agriculteurs, forestiers et propriétaires	1	au début d'Actéon, des réunions ont été organisées. Il a ainsi pu être effectué une sensibilisation. Depuis, excepté le recours à la sensibilisation "d'homme à homme", on ne peut pas parler de réelle politique et de désir de sensibilisation.
		vis-à-vis des chasseurs et pêcheurs	1	peu de sensibilisation au niveau des pêcheurs. Le recrutement d'un technicien chargé de suivre les aménagements réalisés dans le cadre d'Actéon et d'apporter des conseils en matière de gestion cynégétique permet la sensibilisation des chasseurs.
		vis-à-vis des autres usagers de la nature	0	aucune politique particulière.
	note du critère sur 3		1	
	Note des critères d'ordre environnemental sur 9		5	
critères d'ordre économique	au niveau du territoire	mise en place de nouvelles offres touristiques	0	on ne peut pas parler de mise en place de nouvelles offres touristiques, le produit se basant uniquement sur l'existant.
		renforcement des structures commerciales existantes	1	le renforcement des structures existantes est faible en raison de la multiplicité des hébergements et restaurants avec lesquels il existe un partenariat.
		outils de planification	-1	pas d'intégration dans des outils de planification.
		part du seul TAN dans l'activité économique locale	1	le tourisme appropriatif de la nature d'Actéon rapporte que peu à l'économie locale aux vues des volumes de clientèle qu'il accueille.
	note du critère sur 3		1	

Critères d'ordre sociologique	au niveau de l'organisme gestionnaire		capacité d'autofinancement	3	au début d'Actéon, de nombreuses subventions ont été accordées mais aujourd'hui l'association locale Actéon peut vivre sans subvention.
	rapport salarial / bénévolat		3		tout le fonctionnement d'Actéon est géré par la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Allier par l'intermédiaire de son Président, d'une chargée de mission et d'un technicien faune sauvage. Ces derniers s'occupent des demandes des clients ainsi que des dossiers de subventions.
	note du critère sur 3		3		
	Note des critères d'ordre économique sur 6		4		
relations entre acteurs	appartenance à un ou plusieurs réseaux implication dans le tissu local	2		Actéon Allier participe à un GAL Leader. Il exporte son savoir-faire à l'étranger et collabore avec des territoires ruraux d'Espagne et de Slovaquie ainsi qu'en France.	
		2		l'implication d'Actéon Val de besbre est bonne, agriculteurs, chasseurs, pêcheurs, forestiers, structures de tourisme sont représentés en son sein.	
		2		Actéon Allier communiquait ses résultats annuellement par une plaquette et par la tenue d'une réunion d'information. Faute, de temps, il n'y a plus de communication officielle depuis deux ans. Elle reste cependant bonne grâce aux nombreux contacts et aux salariés qui s'occupent d'Actéon.	
		2		le nombre de chasseurs et de pêcheurs étant plutôt faible, il semble qu'il n'y ait pas de problèmes et de conflits.	
	note du critère sur 3		3		
	Valorisation de l'identité locale	amélioration du sentiment d'appartenance	2		il n'existe pas d'identité Val de Besbre mais trois identités propres au territoire : chacun s'identifie à une partie du territoire. Il ne semble donc pas qu'il y ait d'amélioration globale du sentiment d'appartenance. Cependant au niveau de chaque territoire de pratique, la culture de " l'accueillant " est valorisée ce que semble apprécier les locaux.
Note des critères d'ordre sociologique sur 6	reconnaissance extérieure	3		de nombreux articles ont été écrits sur Actéon Val de Besbre. Son savoir-faire est reconnu en France (il est reconnu comme projet touristique global innovant et est cité comme exemple par le CRITT) s'exporte maintenant à l'étranger grâce au programme Leader II.	
	note du critère sur 3	3			
	note finale sur 20		14,3		

Relations entre pratiques agricoles et faune sauvage



Source : Florence Galley et Adeline Screve – 2002. dans Scherrer V., 2002

